

COMITE « Présence Africaine »

MM. A. Adandé, S. O. Biobaku, A. Biyidi, A.-K. Busia, Aimé Césaire, B. Dadié, René Depestre, A. Diop, B. Fele, A. Franklin, K. Paulin Joachim, J. Ki, Sengat Kuo, D. Mandessi, Nicol Davidson, Nyunai, Owona, Ray Autra, A. Sadj, A. Wade.



ADMINISTRATION ET REDACTION

17, rue de Chaligny, PARIS (12^e)

Tél. : DORian 38-39

Tarif des abonnements

Valable jusqu'au 31 mai 1956

France et Colonies, 6 n^{os} 850 fr.

Etranger 6 n^{os} 1.150 fr.

C. C. P. PARIS 59.36.25

Les manuscrits ne sont pas retournés.

*Les opinions émises dans les articles n'engagent que
leurs auteurs.*



Tous droits de traduction et reproduction réservés.

Présence Africaine

Revue Culturelle du Monde Noir

Sommaire

Liminaire	Qui est menacé ? Les classiques ou le clerc ?	3
R. CODJO	Colonisation et conscience chrétienne	9
D. GUERIN	Un futur pour les Antilles ?	20
S. Ed Din FAWZI	Problems of economic development in the Sudan	28
Montagu SLATER	Le procès de Jomo Kenyatta	46

PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT

EN AFRIQUE NOIRE 56

C. AGUESSY	Esclavage, colonisation et tradition au Dahomey (Sud)	58
Ray AUTRA	Historique de l'enseignement en A. O. F.	68
SENGAT KUO	A propos de l'éducation de base au Cameroun	87
B. DAVIDSON	African education in British central and Southern Africa	106

(Suite au verso)

LA SUITE DU DEBAT AUTOUR DES CONDITIONS D'UNE POESIE NATIONALE CHEZ LES PEUPLES NOIRS :

D. DIOP	<i>Contribution au débat sur la poésie nationale</i>	113
B. DADIE	<i>Le fond importe plus</i>	116

Poèmes

Aimé CESAIRE	<i>Message sur l'Etat de l'Union</i>	119
G. DESPORTES	<i>Mon île</i>	121
<i>Chansons populaires camerounaises</i>		123

—O—

Youssouf Aliou GUEYE .	<i>La légende de Oumarel</i>	126
------------------------	------------------------------	-----

CHRONIQUES

A DIOP	<i>L'Occident chrétien et nous</i>	143
M. LACHERAF	<i>L'Algérie devant sa liberté</i>	147

NOTES

Le Cinéma, par A. Wade	158
Les livres, par Nyumaï, D. Diop, R. Depestre, J. Ki Zerbo, Sengat Kuo	161
Communiqué	173

LIMINAIRE

QUI EST MENACÉ ? LES CLASSIQUES OU LE CLERC ?

Parmi les vastes enquêtes de l'Unesco, il en est une qui a retenu particulièrement notre attention. Elle se propose d'étudier les causes du discrédit qui affecte aujourd'hui les classiques. Cette enquête nous intéresse pour des raisons un peu différentes de celles qui inspirent les enquêteurs. Nous nous demandons nous aussi où est le prestige et l'efficacité de nos grands hommes, des valeurs, notions, mythes, de nos cultures ?

Mais comment les valeurs d'une culture pourraient-elles être honorées quand le pouvoir en ignore et le sens et l'histoire et l'importance dans la vie du peuple ? — et quand ce pouvoir, au surplus, a pour vocation d'écraser les institutions qui incarnaient ces valeurs chaque fois qu'elles se révèlent insuffisantes ou impropres à servir le prestige et l'intérêt du colonisateur ?

Le culte des classiques élargit les horizons de l'expérience, familiarise le jugement à l'unité d'une civilisation aussi vieille que possible. Toute culture a besoin d'ancêtres pour assurer la légitimité de ses actes et pensées. Pour l'individu comme pour la communauté, il y a dans l'urgence impérieuse de l'actualité un caractère transitoire, précaire qui se reflète dans la pensée, la sensibilité, les mœurs. Il nous baignerait dans une psychose malsaine et même périlleuse à notre équilibre moral, si l'homme et la société n'avaient les moyens de se référer devant l'actualité à des expériences fondamentales qui, à l'aube de la réflexion, auraient créé les normes du jugement, du bien et du beau. Toute société est tentée de se convaincre que l'apport de la civilisation actuelle (l'expérience technique et sociologique ou politique) si neuf qu'il apparaisse, n'a pas besoin d'un équipement mental spécifique aux temps modernes pour être énoncé et jugé. Les réalités modernes, se dit-on volontiers, sont dans le prolongement des expériences classiques et doivent pouvoir s'exprimer dans

la langue classique, avec les notions, les valeurs, les institutions classiques, lesquels seraient comme la mesure même de la condition humaine. «L'on a tout dit et l'on vient trop tard...» dogmatisait sententieusement le grand siècle.

Le fondamental ici c'est moins les vérités éternelles telles qu'on les exprime que cette soif de donner du recul à la pensée et de la soustraire au vertige du sensationnel et à l'envoûtement de l'actualité.

En fait les expériences humaines ne se répètent pas, mais nous ne les apprécierons qu'à partir du connu, du familier, du classique. Notre jugement échappera d'autant plus aisément à la tyrannie de l'actualité que la réflexion aura demandé son assurance au témoignage de sagesse institutionnalisées depuis longtemps. Se référer à Platon ou à Aristote, c'est prendre à témoin non seulement ces philosophes mais tous les grands esprits qui depuis le 5^e siècle ont éprouvé au feu de leurs passions l'autorité d'Aristote et de Platon. Les classiques inspirent d'abord à notre pensée et à notre sensibilité leurs démarches les plus familières à notre communauté. Dans ce sens, ils ne sont que des éléments de notre langage. Et c'est précisément pour cela qu'ils expriment difficilement les réalités toutes nouvelles. Celles-ci en effet (surtout lorsqu'elles sont complexes) échappent longtemps à l'expérience de tous, tant qu'elles n'ont pas encore été explorées et situées par cette sensibilité intuitive qui tire sa lucidité de se voir riche et commune en tous. Mais pendant que ce bon sens commun se cherche à travers l'inédit et butte contre ces écrans que sont les passions de l'actualité, il n'est qu'une ressource pour les responsables affrontés aux faits nouveaux, c'est précisément un équipement mental et un vocabulaire particuliers pour saisir ces nouveautés. Les classiques n'ont pas pour autant perdu de leur valeur. Ils attendent seulement de pouvoir intégrer à travers tous la lumière humaine de ces données modernes. Ils inspireront des vocables, des institutions, une sensibilité qui replacent l'homme et ses « interlocuteurs » nouveaux dans l'histoire humaine leur restituent des ancêtres, les humanisent, en fassent des paysages ou les instruments familiers de notre réflexion et de notre vie.

Le problème des classiques en face des techniques modernes est donc pour nous, comme pour la classe ouvrière en Europe, une question secondaire, s'il est posé dans les termes d'inquiétude auxquels l'Unesco semble recourir. En réalité, ces classiques sont la propriété réservée d'une classe. Leur discrédit (plus apparent que réel du reste) ne concerne pas le

plus grand nombre en Europe quoique les langues, la sensibilité spirituelle, les institutions politiques en soient largement imprégnées. Ce serait une erreur de croire que dans les situations tragiques le peuple leur reconnaîtrait les mêmes vertus qu'une certaine bourgeoisie. D'autres valeurs, pour lui, passent avant celles que l'humanisme classique a enseignées aux générations d'universitaires de l'Europe. Pour toute classe ou tout peuple l'initiative politique reste aujourd'hui source des valeurs les plus nécessaires, parce que le pouvoir politique a toujours chargé la sagesse classique de ses intérêts. Il serait possible et intéressant de montrer combien dans l'histoire chaque classe au pouvoir a confié aux classiques, à l'école, le soin d'incarner et faire rayonner ses valeurs propres.

Mais alors, nous dira-t-on, l'universalité que les peuples aiment à demander aux classiques est-elle illusoire ? L'universel n'est qu'une vocation, jamais un acquis. Il n'est pas œuvre si grande qui ne le trahisse peu ou prou. L'universel est d'abord une expérience exemplaire qu'il serait difficile ou rare de renouveler et à laquelle l'homme est appelé à demander l'inspiration de ses actes ou le sens de sa vie. La douleur d'une mère quand elle atteint chez Andromaque un certain degré tend à l'universel. Et lorsqu'elle s'exprime avec tout le prestige de l'art, elle est consacrée. On s'y réfère pour désigner, mesurer, apprécier une douleur maternelle. Le labeur spirituel de Montaigne, l'épreuve fondamentale de la pensée de Descartes (en dehors même du contenu de cette pensée) sont rares et sont par là des monuments de l'expérience humaine, des critères de nos conduites.

L'universel devient ensuite l'ambition d'assumer les expériences les plus exemplaires. Il est une vocation. Le héros cornélien, et plus près de nous, l'ambitieuse responsabilité politique de la culture moderne, et plus loin dans le passé, la passion du Christ, sont autant d'illustrations à des degrés divers de ce sens de l'universel.

Cette double face du caractère universel des classiques est indéniable. Mais ce que l'on oublie souvent d'ajouter c'est que ces mêmes caractères se retrouvent dans toutes les cultures. Et M. Campagnolo, dont la bonne foi n'est pas ici mise en cause, a cependant tort de vouloir faire de l'Occident, la civilisation de l'universel. La lettre qu'il nous a adressée (1)

(1) Que, faute de place, nous ne reproduirons qu'au prochain numéro, mais qu'on pourra lire dans le numéro 15 de la revue « Comprendre ».

atténue sans doute ce que le rapport du Congrès de 1953 de la S. E. C. avait de sectaire, voire offrait de prise au racisme. Mais on déplore que tant de subtilité ne convainque pas encore de l'opportunité de l'orientation d'un Cahier de COMPRENDRE comme le N° 14 consacré à « l'Empire britannique, problème de civilisation » (1).

Il existe une vieille tradition qui définit l'Occident par la mission de civiliser et régir les autres. Lorsque cette définition est aujourd'hui réaffirmée par des hommes dont on a coutume d'attendre un jugement sans compromis et une totale indépendance vis-à-vis des hommes d'affaires, et du pouvoir politique, nous avons des raisons de nous demander si la liberté du clerc n'est pas déjà aliénée par l'obligation où il se trouve de subordonner sa pensée à une politique sans lendemain et sans grandeur. En Belgique particulièrement et au Portugal (les plus faibles sont souvent les plus féroces), mais en France et en Angleterre également, la liberté des intellectuels en face du problème colonial quand elle n'est pas dirigée, est affreusement limitée. Nous imaginons combien ils doivent souffrir de ne pouvoir penser tout haut, au moment où la colonisation se révèle comme une des sources principales de la prospérité matérielle et morale des métropoles. Savoir que l'on ne peut sur certaines questions se prononcer ouvertement, — opter même parfois, à contre-cœur, pour des contre-vérités, — découvrir qu'une grande part de la gloire que la tradition attribuait à notre seul génie ne serait pas concevable sans l'exploitation d'autres peuples : tout cela doit être douloureux et humiliant et l'on comprend les jeunes générations qui refusent de déchoir, auprès de qui se multiplient les initiatives d'une tendresse subite de l'Etat et à qui l'on essaie d'imposer des œillères dans une époque où les déplacements faciles, la circulation des idées rendent difficiles l'efficacité de telles œillères. Le clerc est donc menacé dans son autorité et sa liberté.

Naguère un proconsul crut devoir enseigner à des évêques la doctrine de leur Eglise. Ce sont des missionnaires même qui, à présent, mettent en cause l'orthodoxie des théologiens de la métropole. La vérité chrétienne parviendra-t-elle bientôt à Rome, des proconsuls et des missionnaires d'Elisabethville ou de Saïgon ?

L'université n'échappe pas à cette vague de dépréciation.

(1) Cf. « Présence Africaine », N° 4

Un autre proconsul, intellectuel égaré dans la jungle coloniale, adressa à « quelques autres intellectuels » une leçon (qu'il souhaitait éclatante) de probité intellectuelle.

Tout cela, au nom de la compétence. Car c'est toujours la compétence du colonial que l'on invoque, pour condamner.

En quoi sont-ils donc compétents les proconsuls, les « coloniaux » qui s'érigent ainsi en directeurs des consciences métropolitaines ? Serait-ce en matière de gestion des intérêts indigènes ? Il ne le semble pas, leur mission et l'esprit de la colonisation leur créant pour vocation première de s'opposer aux aspirations libres et éclairées de ces masses, dont au surplus, ils ignorent (fussent-ils ethnologues ou sociologues coloniaux) la vie familière et l'intime souffrance sous la pression des institutions coloniales. Sont-ils davantage compétents dans la gestion des affaires de la Métropole ? Dès qu'ils sont pris dans le confortable piège du colonialisme, ils sont incités à ne plus considérer la vie métropolitaine que sous l'angle où elle soutient, sert et protège les intérêts coloniaux. Le rêve secret de tous les gros colons (on sait maintenant qu'ils gouvernent effectivement les colonies) c'est de plier l'autorité de la Métropole à leur service ou de se séparer d'elle.

La liberté de la culture est dangereusement menacée dans les métropoles.

D'autant que les politiques qui traditionnellement étonnaient le monde par leur passion de la vérité et leur engagement au service des opprimés, manifestent parfois des attitudes inquiétantes. Comment ne pas déplorer que les organisations libérales d'Europe succombent, à leur tour, à la tentation de l'assimilation ? Au point que les mouvements syndicaux et nationalistes Outre-Mer s'en plaignent si souvent ? Accepterait-on de sacrifier notre émancipation aux besoins d'une tactique inspirée seulement par quelques intérêts immédiats des Métropoles ? Beaucoup d'entre nous avaient déjà éprouvé quelque impatience à voir ces groupes aux puissantes initiatives, tarder à adapter leur réflexion et leur action aux besoins particuliers des peuples coloniaux. A cet immobilisme s'ajouterait-il, à notre détriment, l'esquisse d'une conversion exclusive aux seuls problèmes européens, en tant qu'européens ?

Enfin, les Chrétiens d'Occident constituent l'autorité la plus vaste en Europe, celle qui informe et souvent régit la sensibilité morale du plus grand nombre. Pour juger, elle jouit, là où elle s'épanouit, de l'assurance d'une longue tradition, de la sécurité des vieilles institutions et partout où

l'Europe est encore capable d'écouter les autres sans complexe, de juger sans parti pris, c'est le christianisme qui offre les plus immédiates et les plus larges possibilités d'attention à l'originale personnalité de l'autre, à toute souffrance du prochain ainsi qu'au dialogue profond.

Mais les chrétiens d'Europe (du moins dans les hautes sphères) se résigneront-ils à laisser transformer (et de quel droit ?) le christianisme en une civilisation affrontant des civilisations non européennes ? Tarderont-ils davantage à se désolidariser des structures colonialistes ? Sauvera-t-on l'Eglise des compromissions qui la présentent comme « agent de l'étranger » dans les pays colonisés d'hier et d'aujourd'hui ? On cite souvent maintenant (comme exemple d'erreur à ne plus renouveler) le mot célèbre « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ». Les chrétientés d'Europe accepteraient-elles de compromettre l'Eglise pour sauver le colonialisme ? La question est posée. Elle éclaire une responsabilité exceptionnelle. Celle d'une communauté à qui le mot « responsabilité » doit son sens sinon le plus précis du moins le plus prestigieux et sa résonance la plus profonde en Europe.

Le clerc est menacé, et la démocratie et l'autonomie des autorités spirituelles. Parce qu'une poignée de colons s'insurge contre les légitimes aspirations de peuples trop longtemps crucifiés, comme elle s'insurge contre l'autorité politique même des métropoles.

Toutes les instances en Europe où la vérité, la justice et la charité avaient coutume d'élire leur refuge intangible sont aujourd'hui assiégées. Jamais l'Europe n'avait à ce point laissé exposer au discrédit, sinon à la déchéance, l'autorité et la liberté de ses clercs.

PRESENCE AFRICAINE.

Colonisation et conscience chrétienne

par R. CODJO

La vérité n'est le monopole de personne et l'homme est tellement « situé » qu'il risque de prendre sa vérité pour la Vérité. D'où la nécessité du dialogue. Jusqu'ici l'on peut dire que c'est le colonisateur qui a dit et fait la vérité sur la colonisation. Aussi cette vérité risquait-elle de n'être que partielle malgré sa bonne volonté et même malgré sa probité intellectuelle qui ne sont pas ici en cause. Les réflexions qui vont suivre voudraient livrer le point de vue du colonisé. Vérité partielle elle aussi qui mérite d'être entendue.

Pour s'interroger valablement sur la colonisation, il y a, selon Simone Weil trois tentations à surmonter. « La première est le patriotisme qui incline à préférer son pays à la justice ou à admettre qu'il n'y a jamais eu lieu, en aucun cas, de choisir entre l'un et l'autre. S'il y a dans la patrie quelque chose de sacré, nous devons reconnaître qu'il y a des peuples que nous avons privés de leur patrie. S'il n'y a rien de tel, nous ne devons pas tenir compte de notre pays quand il se pose un problème de justice. La deuxième tentation, c'est le recours aux compétences. Les compétences, en cette matière, ce sont les coloniaux. Même si le problème était posé à fond ils pourraient devenir des accusés. Leur jugement n'est pas impartial. D'ailleurs s'ils ont quitté la France pour les colonies c'est dans bien des cas que d'avance le système colonial les attirait. Une fois là-bas surtout, leur situation leur a fait subir une transformation. Le langage des indigènes même les plus révoltés est un document moins accablant pour la colonisation que celui de beaucoup de coloniaux... La troisième tentation est la tentation chrétienne. La colonie constituant un milieu favorable pour les missions, les chrétiens sont tentés de l'aimer pour cette raison même s'ils en reconnaissent les tares. Mais le

Christ n'a jamais dit que les bateaux de guerre doivent accompagner, même de loin, ceux qui annoncent la Bonne Nouvelle. Leur présence change le caractère du message. Le sang des martyrs peut difficilement conserver l'efficacité surnaturelle qu'on lui attribue quand il est vengé par les armes... »

A ces trois tentations on pourrait encore ajouter une : l'exigence d'une dette de reconnaissance. La critique de la colonisation dans la bouche du colonisé est saisie d'abord comme une ingratitude, comme une méconnaissance du bien qui a été fait. Si l'on n'identifie pas la reconnaissance humaine au frétilllement de queue d'un caniche à qui l'on donne un morceau de sucre, l'on comprendra aisément qu'elle exige une vision intégrale de la réalité. Fondée sur le don (Gabe) elle devient une tâche (Aufgabe). Et cette tâche ne peut que répudier tout ce que le don comporte d'impur pour s'engager sur une ligne de fidélité dans le bien. Or c'est ce bien purifié que nous voudrions atteindre dans la colonisation pour fonder notre reconnaissance. Notre aveu c'est qu'il s'avère insaisissable. De quel côté que nous tournions cette colonisation, nous cherchons vainement la valeur de désintéressement sur laquelle greffer notre gratitude.

Exige-t-on d'un outil de la reconnaissance ? Or le but secret et avoué de la colonisation c'est de faire du colonisé un outil au service du colonisateur. Cela vient de ce que la civilisation occidentale est d'abord fondée non pas sur la loi de charité du Christ mais sur l'intérêt, sur les valeurs de force et d'argent.

Et pourtant n'est-ce pas une valeur suprême cette possibilité que la civilisation occidentale nous a donnée d'éprouver nous exprimer sur un registre susceptible d'être entendu ? N'est-ce pas une libération suprême, cette possibilité qu'elle nous octroie d'être des « hommes révoltés » puisque selon Camus le problème de la révolte n'a de sens qu'à l'intérieur de la société occidentale ? Si cela est, il faut croire que l'ultime chance que nous apporte la colonisation c'est de la citer à la barre de notre conscience, de lui opposer le nom qui nous intégrera enfin dans notre dignité d'homme. Mais n'est-ce pas précisément là ce que la colonisation tolère le moins ?

En confrontant la colonisation avec la conscience chrétienne on a créé une entité idéale qu'on a confrontée avec la loi morale. On a fui plus ou moins le fait dans sa réalité massive. La colonisation a désormais une figure, une histoire. C'est cette figure et cette histoire qu'il faut avoir en vue lorsqu'on parle du droit de colonisation et surtout de « devoir de colonisation ». Alors quand on nous dit que la colonisation n'est

recevable que « comme un acte collectif de charité » nous nous demandons s'il n'y a pas là un jeu de mots. Car là où il y a domination de l'homme par l'homme un vrai courant de charité peut-il s'établir ? C'est ce que nous allons essayer de voir en considérant la colonisation sur divers plans. Un mot auparavant sur une distinction que J. Folliet a mise en vogue. Il distingue la colonisation du colonialisme un peu comme on distingue un fait de ses excroissances pathologiques. Or ce qu'il serait intéressant de savoir c'est si le rapport entre colonisation et colonialisme est quelque chose d'accidentel ou s'ils ont parti lié, historiquement du moins. Pour moi je ne connais pas de colonisation où le colonisateur a su faire économie de mépris à l'égard de celui qu'il dominait par la force. Et là où la force a fait naître le droit tous les espoirs sont permis en ce domaine. J'ignore si la pudeur chrétienne dispense des exigences de la vérité historique mais j'ai toutes les raisons de croire des non-chrétiens quand ils reconnaissent que la colonisation est avant tout une épreuve de force que des chrétiens affirmant sans sourciller qu'elle est « au premier chef une œuvre de solidarité humaine, une haute mission de charité, du bon travail de chrétien » (1). Essayons de voir ce qu'il en est en jetant un coup d'œil rapide sur la colonisation dans sa naissance, dans le nouvel ordre social qu'elle crée, dans le climat psychologique qu'elle détermine, dans les rapports économiques qu'elle engendre et nous pourrions être à même de l'offrir au jugement de la conscience chrétienne.

Historiquement nous pourrions distinguer avec H. Deschamps une double « colonisation » : la colonisation-émigration et la colonisation-impérialisme. La première est un fait de nature qui a permis à l'homme d'occuper progressivement la terre. La seconde est avant tout une épreuve de force. Elle est profondément basée sur l'orgueil de l'homme qui le pousse à abuser de sa force. Elle « suppose un peuple fort qui en soumet d'autres à sa domination. C'est, biologiquement, un phénomène d'expansion conduisant soit à l'absorption totale, soit à une symbiose imposée (2). Il y a donc au départ un abus de force et des libertés enchaînées ou brisées. On pourrait analyser le phénomène pour ce qui regarde les empires de l'antiquité : ceux des Pharaons, d'Alexandre, d'Auguste, etc...

(1) G. Hardy, *Grandeur de la Colonisation*, in *Cah. Sté Jeanne*, Juillet 1955, p. 215.

(2) Deschamps, H. *La fin des empires coloniaux*, P. U. F., 1950, p. 9. C'est cette colonisation qui est aujourd'hui mise en question.

Il prend plus de relief avec la colonisation moderne (XVI^e-XVII^e s.) et surtout contemporaine (XIX^e-XX^e s.). On pourrait même dire qu'elle s'institutionnalise. L'Europe favorisée par sa force technique impose à la plus grande partie des autres continents une triple dépendance : juridique, économique, culturelle. C'est la conscience humaine qui est bayonnée toute entière par l'« Europe tentaculaire ».

Le colonisateur à propos des pays colonisés ou à coloniser parle de « ses droits ». Quelle en est la genèse ? Un exemple entre cent. Quand on parle des causes de la conquête de l'Algérie et qu'on amène le malheureux « coup d'éventail » du Dey on oublie d'ajouter que l'ambassadeur de France l'avait amplement mérité et que le prétexte était bon pour servir d'exutoire à la grande fièvre de domination qui secouait l'Occident conscient de sa force. Le geste d'un Brazza, dira-t-on, est une pure épopée humanitaire et l'on voit mal en quoi elle repose sur la force. Il ne s'agit pas de mettre en doute la grandeur d'âme de S. de Brazza. Cela ne doit pas pourtant nous empêcher de constater qu'il était rentré, inconsciemment, dans un système qui reposait sur la force. Quand il s'en est rendu compte il n'a pas jugé qu'il était trop de sa vie pour expier... Écoutons l'un de ceux qui ont assisté à la naissance de ces fameux « droits », qu'on dit aujourd'hui inaliénables. Nous sommes sur la côte africaine au déclin du XIX^e. « Arrive un matin une de ces « grandes barques fumantes » qui semble sortir du mystérieux horizon et qui apporte aux Noirs tant de choses extraordinaires : du linge... de l'alcool... Un Blanc descend, aimable et souriant, riche et bon, se faisant volontiers passer pour le fils du roi de son pays... offrant des cadeaux à tout le monde et en promettant d'autres s'il reste là. Bref, on conclut amitié ; le chef signe un papier de sa vieille main que l'on guide ; un pavillon, signe de l'alliance, flotte en haut d'un mât qu'on plante en terre : tout va bien. Peu de temps après, le bon blanc quitte le pays « pour aller voir sa mère ». Il est remplacé par un second qui ne le vaut pas. et celui-ci par d'autres qui valent moins encore. A côté des (commandants) qui accaparent peu à peu l'autorité des chefs voisins jusqu'à ce qu'ils l'aient réduite à rien, viennent des commerçants, passent des voyageurs, s'installent des miliciens.. » (1). Voilà la façon la plus pacifique dont ces fameux droits sont nés.

(1) Cf. Mgr Leroy in « **Hiérarchie catholique et morale coloniale** » (Tam-Tam).

Nés de la force brute ou de la ruse étayée par la force ces droits ne peuvent, on le conçoit, se maintenir que par la force. Inutile d'insister sur cet art de régner dont Machiavel nous a codifié les secrets. On divise pour dominer, on fomenté les oppositions raciales, on supprime ou exile les récalcitrants, on lie les tièdes par des chaînes dorées, on courbe le troupeau humain sous la férule du travail forcé et l'on a tout le loisir de se proclamer « libérateur ». Malheureusement l'homme, qu'il soit jaune ou noir ne saurait vivre courbé. Il ne pourra toutefois se redresser que le jour où il sera assez fort pour s'opposer à la force qui l'opprime. Cette rupture violente des « liens » tissés par la colonisation est peut-être l'argument décisif qui montre jusqu'à quel point la colonisation est une épreuve de force (1). La « Guerre de Sécession » avec des moyens violents ou non-violents semble être l'aboutissement normal de la « situation coloniale ».

Considérée sociologiquement la colonisation peut paraître une entreprise d'union des peuples. En fait elle tend dans son mouvement interne à créer des cloisons étanches entre les peuples qu'elle prétend unir. Elle tend essentiellement à construire une société de castes, une société « pluriel ». Balandier a bien montré comment la colonisation cristallisait les divisions existantes et en créait d'autres. Les divisions ethniques existantes sont aggravées par les découpages arbitraires que le colonisateur décide sans le moins du monde consulter le colonisé : Nous pensons au Congrès de Berlin qui livra tout uniment l'hinterland africain à la soif des colonisateurs établis sur la côte. A cela s'ajoutent les divisions spirituelles que créent et enracinent les diverses confessions qui préparent, suivent, sollicitent, encouragent directement ou indirectement l'action du colonisateur (2). Mais ce qui caractérise la société coloniale en tant que telle c'est ce phénomène irritant d'une minorité numérique actif dominant et exploitant une masse numériquement supérieure mais sociologiquement passif. Pour maintenir cette domination la caste colonisatrice doit déployer une machine administrative perfectionnée où le colonisé joue un rôle de rouage. Il doit surtout s'isoler dans un espace myhique fait de tabous de tous genres dont l'ensemble culmine dans ce phénomène élémentaire et passionnel qui a

(1) Cf. R. Maunier, *Sociologie coloniale*, p. 19, etc... qui affirme que « la colonisation est un fait de puissance ».

(2) Du moins en un premier temps car la religion, affirmant l'égalité des hommes devant Dieu sape la colonisation par la base.

nom racisme. Comme on ne s'affirme qu'en s'opposant le Blanc n'édifiera sa supériorité que sur les débris de l'humanité du colonisé. Il créera « l'image » de ce dernier. Une image, ce n'est pas bien méchant, note J. Cohen. C'est pourtant la pire forme d'oppression que l'homme ait inventée. Malheur à qui trouve une image d'elui-même sur le chemin d'autrui. C'est en vain qu'il se débattrait contre elle. L'image est plus forte que le réel. Et pour peu d'ailleurs qu'elle dure elle finit par devenir vraie (1). Ici encore nous sommes sous le signe du conflit car à la longue le colonisé passe à l'insurrection en découvrant les failles profondes dans la forteresse qui abrite la supériorité du clan dominateur et aussi la fausseté de l'image dont on l'affuble. Il n'aura de cesse qu'il n'ait abattu ces murs derrière lesquels semblent siéger le bonheur et l'humanité vraies (2).

C'est encore un conflit profond qui définit la psychologie de la colonisation. Nous ne parlons pas de l'état conflictuel qui caractérise selon Mannoni la psychologie de l'Européen aux colonies (3), ni le traumatisme que pourrait à la rigueur engendrer chez le colonisé le mépris dont le colonisateur l'accable (4). Selon Mannoni la colonisation n'a été possible que parce que le « sauvage » à coloniser était affecté d'un complexe de dépendance, souffrait d'un besoin radical de protection, de sécurité. Il nous semble, comme l'a fait observer A. de Peretti, que Mannoni a commis une erreur de méthode : celle « de subordonner une étude psychologique du colonial à une étude psychologique du colonisé alors que la dépendance de celui-ci reste la conséquence sociologique du choix du colonisateur (5).

En effet, si complexe de dépendance il y a, il est consé-

(1) Cf. J. Cohen, *Colonialisme et Nationalisme en Algérie*, in « *Les Temps Modernes* », n° 119, 1955, p. 581.

(2) Il faudrait parler encore de ce clan interlope qu'engendre la colonisation qui racialement se situe à mi-chemin entre le colonisateur et le colonisé mais qui sociologiquement est rejeté des deux clans en présence.

(3) Selon Mannoni que reprend de Peretti la psychologie profonde du colonisateur est sous le signe d'un sentiment de culpabilité ou de casure. La carrière coloniale, même des meilleurs, servira d'exécutoire à un caractère en rupture ; en elle ce dernier investira ses énergies d'opposition.

(4) Cf. P. Charles, *Le traumatisme nègre, essai de psychologie culturelle*, in *Zaire* (1953), p. 451-468.

(5) Cf. *Approches d'une psychologie de la colonisation dans Colonisation et conscience chrétienne*, Paris, A. Fayard, 1953, p. 99.

quent et non antécédent à la colonisation. Nous touchons peut-être ici à un des aspects les plus tragiques de la colonisation ; la blessure profonde que la colonisation cause dans la spontanéité de la liberté humaine, la mutilation que la colonisation fait subir à l'auto-détermination, à l'esprit d'initiative qui caractérise l'homme en faisant de lui un acquiescement inconditionné à une autorité qui le brime. On dit assez facilement, pour ne prendre qu'un exemple, que le Nègre est amorphe, « grand enfant », sans goût du péril et du risque, sans esprit d'initiative. On oublie d'ajouter qu'il serait pour le moins difficile de ne pas l'être après presque 4 siècles d'esclavage (1) et un siècle de colonisation. Mais ce complexe de dépendance ne peut durer car quelque effort que fasse le colonisateur, il ne saurait dissimuler indéfiniment ses propres faiblesses que des circonstances historiques, les guerres par exemple, mettent à nu. Ici encore c'est la révolte : les « dépendants » passent de la soumission à l'opposition, révolte d'autant plus aiguë que le complexe était plus profond.

Analysée au point de vue culturel la colonisation ne s'avère pas moins désastreuse. Comme l'a noté Folliet la colonisation moderne tout en étant économique est consciemment et délibérément culturelle. Elle est, non seulement, comme par le passé, le rayonnement spontané, mais l'apostolat d'une civilisation, considérée comme la civilisation, non seulement supérieure aux autres, mais, au fond, unique. Ce qui, aux yeux des foules justifie les expansions coloniales, c'est une « mission civilisatrice », qui est, disait Kipling, le fardeau de l'homme blanc (1). La colonisation moderne provoque une acculturation voulant implanter une culture neuve en niant absolument la culture existante. Il se produit par le fait même un déséquilibre dans la société colonisée qui réagit par un retour souvent brutal à ses propres valeurs. D'autre part en présentant la colonisation moderne comme l'apostolat d'une civilisation, il faut indiquer pour être dans la vérité que cet apostolat se fait dans la mesure même où il sert les intérêts du colonisateur. Il s'agit avant tout de former « les cadres » de la colonisation et des cadres subalternes. Il a fallu attendre la fin de la dernière guerre et le climat de revendication créé par la conférence de Brazzaville pour que la France civilisatrice ouvre dans la plupart des

(1) J. Folliet dans *Colonisation et conscience chrétienne*, p. 20.

colonies d'Afrique Noire les premiers lycées ! Le marquis de Fénelon, gouverneur de la Martinique, ne faisait qu'interpréter l'exigence profonde d'une vraie colonisation quand il écrivait en 1763 à propos des Nègres : « L'instruction... est un devoir qu'on leur doit par les principes de la religion, mais la saine politique et les considérations humaines les plus fortes s'y opposent. L'instruction est capable de donner aux Nègres ici une ouverture qui peut les conduire à d'autres connaissances... La sûreté des Blancs, moins nombreux... exige qu'on les tienne dans la plus profonde ignorance » (1). Avec le temps le colonisé ne pourra pas ne pas se rendre compte et douloureusement de cette frustration si savamment dosée qu'elle soit.

Nous retrouvons la même situation au plan de l'économie coloniale. La dépendance économique est définie par ce qu'il est convenu d'appeler le « pacte colonial ». La colonie est un réservoir de matières premières et de produits alimentaires appartenant à la métropole ; en échange celle-ci lui fournit les produits industriels, mais garde le monopole de cette fourniture. Une union-douanière plus ou moins étroite et la non-industrialisation des pays d'outre-mer assurent cette dépendance (2). Ajoutons que le colonisateur fixe unilatéralement le prix des produits coloniaux et cherche à exclure le plus possible la concurrence étrangère soit sur le marché colonial, soit dans la mise en valeur du pays. Par ailleurs les produits fournis par la colonisation ne sont pas toujours de ceux qui sont aptes à promouvoir le progrès économique des colonisés : pensons à la place tenue par l'alcool dans les produits exportés outre-mer. L'économie outre-mer a eu pour tremplin jusqu'à l'après-guerre le travail forcé dont le travail peu rémunéré continue les traditions. Bref l'économie coloniale est avant tout une économie de traite.

Certes aujourd'hui les pays sous tutelle coloniale connais-

(1) Cité par de Peretti, op. cit., p. 105.

(2) Un mot sur l'œuvre sanitaire du colonisateur. On présente cette œuvre comme un pur geste de charité. Sans préjuger le moins du monde de la grandeur de cœur, de l'esprit de sacrifice des médecins coloniaux, il faut avoir le courage d'affirmer que leur effort a été mis d'abord au service du « système colonial ». Il y avait la vie du colon à défendre ainsi que celle des cadres indigènes. Il y avait un problème de main-d'œuvre qui à un moment donné pousse le colonisateur à « faire du nègre ». De grâce qu'on ne mette pas à l'actif de la colonisation l'action du missionnaire qui est parti implanter le royaume de Dieu et non la domination de sa patrie.

sent des réalisations spectaculaires dont les « métropoles » s'enorgueillissent comme d'une œuvre de philanthropie désintéressée. Cela peut être vrai pour des individus qui se sont dépensés sans compter pour leurs frères colonisés mais c'est absolument faux quand il s'agit du système colonial en tant que tel dont l'espoir profond est de perdurer sous le couvert de réalisations sociales hâtives mais tardives. Elles ne réussiront pas à laver la colonisation de l'accusation que formule énergiquement contre elle la conscience des peuples colonisés : épreuve de force destinée à servir les intérêts matériels et la soif de puissance des individus et des nations. Les peuples colonisés dans leur ensemble ont adopté la conclusion à laquelle arrivait Folliet en 1931. « Affaire de force, de race et de déterminisme économique, le colonialisme (nous y ajoutons la colonisation) ne prendra fin que lorsque la nation conquérante trouvera devant elle des forces plus jeunes et plus solides ; lorsque la race supérieure abâtardie, sera supplantée par des races plus vigoureuses ; lorsque les pressions du déterminisme économique cesseront de peser ou changeront de sens. Parler de 'majorité des peuples coloniaux', de 'tutelle temporaire', d' 'évolution sociale et politique', phraséologie de congrès internationaux, viandes creuses dont se repaissent l'humanitarisme et le christianisme ».

Or si la « situation coloniale », est cette situation de dépendance d'un peuple vis-à-vis d'un autre, dépendance voulue et maintenue le plus longtemps possible et par des moyens que l'on a tout intérêt à dissimuler, si cette dépendance atteint l'homme non seulement au plan social et économique mais jusque dans son équilibre psychologique, si la situation coloniale tend par sa nature même, parce que reposant sur la force, à une dissociation brutale entre des peuples qu'elle prétendait unir mais qu'elle conduit progressivement à la haine, quelle doit être en face d'elle l'attitude d'un chrétien qui croit, en principe, du moins, à la loi de charité du Christ ?

Le premier réflexe du chrétien c'est de se demander quelle est la doctrine de l'Eglise sur la question. Réflexe sain et encourageant mais qui peut facilement dévier en abstentionnisme. On sait le goût des théologiens pour les discussions et les distinctions. La doctrine de l'Eglise risque éventuellement d'être confondue avec telle ou telle prise de position de tel ou tel théologien. On a voulu déterrer une « théologie de la colonisation » et chacun tire de son côté De Vitoria (1480-1546) pour justifier une façon de voir qui pourrait n'être que personnelle. Ces discussions si elles s'éternisaient pourraient

mériter la réflexion connue au sujet de Byzantins qui se querrelaient à propos du sexe des anges alors que les Barbares étaient aux portes. On s'éternise en effet à vouloir définir un « droit de colonisation ». Quand on reconnaît d'une part que le droit de colonisation ne peut se fonder « ni sur la force, ni sur une prétendue supériorité raciale, ni même comme le veut l'impérialisme économique sur le besoin d'un peuple, qui l'habiliterait à se procurer par la force (ou par la ruse ajouterons-nous) les débouchés ou les matières premières nécessaires à son existence, ni même sur une prétendue « mission civilisatrice » et que d'autre part on nous parle d'un droit de colonisation fondée sur le bien de la communauté humaine et qui n'aurait à son service que des moyens pacifiques et serait respectueuse de la liberté humaine nous répondons qu'on tient fanatiquement là un mot qu'on évacue de son sens ou bien qu'on fait un jeu de mots. En effet une colonisation ainsi conçue aurait nom coopération ou bien comme on dit aujourd'hui « autonomie dans l'interdépendance ».

Une autre attitude qu'assument volontiers certains chrétiens en face de la colonisation ce serait ce qu'on pourrait appeler « l'attitude de la résignation à un mal mineur ». Leur raisonnement est simple. Puisque dans la mesure même où nous nous obstinerons à vouloir nous imposer par la force aux peuples colonisés, ils risquent de demander des armes contre nous au communisme, déserrons, ce sera un mal moindre, les liens de la colonisation. Ces chrétiens prôneront avant tout, les réalisations sociales. « Le social avant tout ». Tel est leur mot d'ordre, et le politique le moins possible. Ils oublient que le problème qui se pose n'est pas un problème de bien-être mais un problème de liberté. Ils n'ont pas pris conscience que les peuples colonisés, comme le loup de la fable, préfèrent rester sur leur faim et être libres que d'être repus mais enchaînés. Ils oublient surtout — et ceci est douloureusement grave — la dignité humaine de ces hommes, acculés au mutisme et à la dépersonnalisation. Ils ne sont pas capables de discerner que la colonisation est un faux geste de charité.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le chrétien n'a pas besoin de faire des distinctions sur le « jus communicationis et societatis » pour savoir que partout où il y a domination et exploitation de l'homme par l'homme la justice et la charité sont offensées, même si cette exploitation procure quelques avantages à l'exploité. L'Europe est encore trop convaincue qu'elle incarne l'humanité et que tous les autres peuples doivent participer d'elle et rien que d'elle pour atteindre par elle la dignité d'homme. Le chrétien même s'il ignore De Vi-

toria sait que le message du Christ repose sur la charité et que la charité suppose l'égalité ou la crée. Concéder à quelqu'un une liberté mesurée pour conjurer un péril quel qu'il soit c'est peut-être être habile (1) mais c'est encore être loin de la charité chrétienne.

L'élan de liberté qui soulève à l'heure qu'il est les peuples colonisés n'est pas un phénomène irrationnel, une simple « aspiration biologique » mais un élan authentiquement spirituel qui tend tout aussi bien au salut du colonisateur que du colonisé. Dans la cité de justice et de fraternité que l'Europe prétend bâtir il doit pouvoir exister une place humaine pour tous. Ou plutôt il ne peut y avoir une cité fraternelle si tous les peuples n'y peuvent pas y porter librement leur pierre. Si le royaume de Dieu commence déjà sur terre il doit, ce nous semble, avoir pour corps cette cité fraternelle. Parmi ceux à qui il est difficile de rentrer dans le royaume de Dieu le Christ range les riches. Serait-ce aussi ceux qui s'opposent le plus à la construction de la cité fraternelle ? Il nous semble avoir assez mis en lumière les tendances qui animent la colonisation pour pouvoir les rapprocher de l'attitude que l'Evangile définit par le mot richesse. Quelle serait l'attitude du Christ devant cette nouvelle forme de richesse ?

(1) Le peuple qui se dit le plus cartésien du monde semble n'avoir même pas cette habileté.

Un futur pour les Antilles ? (*)

par Daniel GUERIN

I. — LES CULTES AFRICAINS, PREMIÈRE FORME DE RÉSISTANCE

La résistance antillaise à l'asservissement européen a commencé dès le temps de l'esclavage ; et il n'est pas surprenant que ses premières manifestations aient été d'ordre religieux. Soumis au travail forcé, privés de toute liberté de mouvement, leur vie de famille disloquée, les esclaves n'eurent aucun moyen de préserver les coutumes et les conceptions de leur patrie perdue, sauf en ce qui concerne la religion (1). N'ont survécu, par conséquent, que les éléments culturels de provenance africaine qui, au moins à l'origine, ne parurent pas porter atteinte à la domination des maîtres ni troubler les règles de vie ou de travail imposées à la main-d'œuvre servile. Et ils ont survécu grâce aux femmes qui, dans l'intimité de la case, les transmirent à leur progéniture : déjà en Afrique ces traditions avaient été leur apanage et elles seules purent, en régime esclavagiste, assurer la continuité des générations (2).

Cependant les maîtres n'avaient pas respecté pour autant la liberté de conscience de leurs esclaves ; ils les avaient contraints à embrasser la foi chrétienne. Les plus dociles s'y prêtèrent, les autres se virent inculquer la nouvelle religion, comme dit Jacques Roumain, « à coups de pieds à la base du sacrum » (3). Mais, quelle qu'ait été la méthode employée, cette conversion forcée demeura superficielle et ne fit que décupler l'attachement des noirs aux croyances ancestrales. Quand les maîtres découvrirent à la fois la survie et le carac-

(*) Extraits d'un livre à paraître aux éditions « **Présence Africaine** ».

(1) James G. Leyburn, *The Haitian People*, 1941, p. 136.

(2) Melville J. Herskovits, *Trinidad Village*, New-York, 1947, p. 12-13, 303.

(3) A propos de la campagne anti-superstitieuse, Port-au-Prince, 1942, p. 8.

tère éminemment subversif des vieilles « superstitions », ils les traquèrent sauvagement. Mais les supplices les plus atroces eurent, bien entendu, le résultat inverse de celui escompté. Les esclaves s'organisèrent en sociétés secrètes et se réunirent, de nuit, au fond des bois, pour célébrer les anciens mystères. La révolte de Saint-Domingue a commencé par une cérémonie de ce genre. Le culte Vodou fut le levain de la libération haïtienne (1). C'est un fait historique indéniable que, face aux oppresseurs blancs, la religion africaine a été la première manifestation de conscience raciale des populations antillaises.

Ces traditions survivent aujourd'hui dans les Antilles à des degrés très variables. Michel Leiris a souligné qu'elles se présentent à la Martinique et à la Guadeloupe « dans un état de pulvérisation beaucoup plus accentué que dans la République d'Haïti » (2). Alfred Métraux estime qu'à Cuba les noirs, demeurés plus proches de la période d'esclavage, les ont conservées avec encore plus de rigueur que les Haïtiens (3). Mais si le degré varie, il ne fait aucun doute qu'elles se sont perpétuées, sous des noms et des formes différentes, dans toute la région caraïbe. A Haïti, ce sont les divers rites vodous, hérités de tribus africaines distinctes ; à la Trinité, c'est le culte « Shango » et les diverses sectes protestantes de « trembleurs » ; à la Jamaïque, ce sont les pratiques religieuses que les Espagnols, premiers occupants de l'île, baptisèrent « Pocomania », etc., etc. (4).

Ces diverses pratiques présentent des traits similaires, dont l'essentiel, on le sait, est la *crise de possession* : brusquement la personnalité du croyant se dédouble par l'intrusion d'une puissance surnaturelle qui le fait chanter, crier, frapper du pied, danser, prophétiser, guérir, devenir insensible à la douleur et jouer, comme un acteur, le rôle de l'esprit ou du dieu qui le possède ou le « monte ».

J'ai assisté, à la Trinité d'abord, à Haïti ensuite, à des cérémonies de ce genre et je dois avouer qu'elles ont détermi-

(1) Jean Price-Mars, *Ainsi parla l'Oncle*, 1928, rééd. New-York 1954 ; Milo Rigaud, *La Tradition Voodoo et le Voodoo Haïtien*, Paris, 1953, *passim*.

(2) *Temps Modernes*, février 1950, et *Contacts de Civilisations en Martinique et en Guadeloupe*, 1955.

(3) Alfred Métraux, « La comédie rituelle dans la possession », *Dio-gène*, II, 1955, p. 26.

(4) D'ailleurs, la survivance des cultes africains n'est pas limitée aux seules Antilles ; on en retrouve les traces dans toutes les parties du Nouveau Monde que la Traite a peuplées d'Africains : aux Etats-Unis, dans une certaine mesure, et, surtout, au Brésil.

né en moi des réactions violemment contradictoires : curiosité intense et répulsion, respect et soupçonneuse ironie. Quand j'essayais de les juger du seul point de vue de l'esthétique, mon appréciation demeurait mitigée : c'était beau et c'était laid, c'était passionnant et c'était grotesque. A la réflexion, je crois que ceux qui dénigrent ces « superstitions » et ceux qui les combattent activement n'ont pas moins tort que ceux qui les prennent trop au sérieux et ceux qui, lorsqu'ils en parlent, sont pris à leur tour d'un délire mystique.

Certes un homme qui s'est libéré du surnaturel a le devoir d'être toujours et partout fidèle à lui-même et il ne lui sied pas de s'attendrir, sous le prétexte d'« exotisme », devant les expressions les plus grossières ou les plus crédules du sentiment religieux. Mais il aurait également tort de *mépriser* ces vestiges du passé car ils ont constitué aux Antilles, jusqu'à une date récente, les seuls embryons d'une culture autochtone, et, dans une certaine mesure, c'est à partir d'eux que la Renaissance antillaise a pu prendre son brillant essor.

En outre, la persistance de ces manifestations religieuses d'origine africaine reflète la misère dont continuent aujourd'hui à souffrir les descendants d'esclaves, en même temps qu'elle exprime leur besoin d'évasion et de compensation, et qu'elle proclame leur refus, au moins partiel, de la religion des maîtres, de la culture blanche.

A travers toutes les Antilles, les vieilles pratiques religieuses ont survécu en fonction directe de la pauvreté des populations. Elles aident les classes les plus déshéritées à rompre avec la servitude journalière, elles leur offrent une échappatoire aux souffrances et aux privations de leur existence. La crise de possession élève ceux dont elle s'empare au-dessus d'eux-mêmes et les identifie avec une puissance supérieure. En jouant le rôle d'un être surnaturel, craint et respecté, le possédé devient le centre de l'attention et l'honneur que lui fait le dieu ou l'esprit en le « montant » le comble de fierté. En même temps, la cérémonie religieuse procure aux spectateurs des distractions qui tranchent avec la monotonie de leur dure existence. Elle leur fournit une occasion de se détendre. Comme le note Alfred Métraux, l'humbe sanctuaire dans lequel elle se déroule joue le rôle à la fois d'église, de club, de salle de danse et de théâtre. Les veillées au chevet des morts, avec leurs joyeuses libations, leurs parties de cartes, leurs danses, leurs chants, leurs passionnants récits des conteurs jouent un rôle analogue. La religion africaine, là où elle a survécu, remplace les diverses institutions que la société antillaise blanche a si longtemps refusées à ses parias. C'est ainsi que, dans les

régions les plus arriérées, le prêtre ou le sorcier tient lieu de médecin et le sanctuaire de clinique rurale (1).

Dans les autres pays christianisés, c'est la religion chrétienne qui sert d'exutoire à la peine des pauvres gens. Aux Antilles ce rôle lui est soutiré, partiellement et à des degrés variables, par les vieux rites africains. Le noir antillais, bien qu'officiellement chrétien, n'oublie jamais tout à fait que le christianisme est une religion étrangère, importée, la religion de l'homme blanc, la religion du planteur. Et même s'il l'oubliait, l'épiderme de ses prêtres ou de ses ministres (la plupart blancs) le lui rappellerait.

Sans doute, pour échapper aux persécutions, se protéger et survivre, les vieux cultes ont-ils eu l'habileté de faire au christianisme un certain nombre d'emprunts et de concessions. Par ailleurs, le noir est demeuré animiste et il redoute tous les esprits quels qu'ils soient : aussi n'a-t-il pas moins le souci de se concilier les divinités du christianisme que celles de son propre panthéon africain. Réciproquement, le clergé chrétien, dressé à voir le diable partout, est tenté de croire tout autant que l'Antillais à la réalité des esprits africains, à la seule différence qu'il leur attribue un rôle uniquement malfaisant. On observe donc, aux îles, une interpénétration assez cocasse des deux religions, que les sociologues baptisent dans leur jargon un « syncretisme » (2). Les deux panthéons ont même plus ou moins fusionné, tel saint ou telle sainte du calendrier grégorien étant identifiés par les fidèles avec telle divinité de Guinée ou du Dahomey. Mais cette tendance au mélange des deux cultes reste assez superficielle. Elle n'empêche que, dans le tréfonds de l'âme antillaise, les vieilles croyances demeurent l'objet d'une secrète préférence. Les persécutions qu'à certains moments elles ont subies de la part des églises chrétiennes et des autorités (à Haïti, à la Trinité) n'ont fait que consolider leur emprise (3). Même à la Martinique où, au moins en apparence, la tradition africaine semble avoir laissé le moins de vestiges et où le prêtre catholique blanc paraît bénéficier du consentement général, une sourde hostilité persiste cependant à son égard, qui prend parfois des formes dramatiques (tentatives d'empoisonnement ou même assassinats) (4).

Les vieux rites africains ne rendront définitivement l'âme

(1) Cf. les divers travaux d'Alfred Métraux sur Haïti et sur le Vodou.

(2) Cf. Price-Mars, *op. cit.* et les travaux d'Alfred Métraux.

(3) Cf. Roumain, *op. cit.* et les travaux d'Alfred Métraux.

(4) Cf. Eugène Revert, *Magie Antillaise*, 1951 ; Raphaël Tardon, « L'homme invisible » in : *Bleu des Îles*, 1946, p. 10-59.

et ne cesseront de servir de dérivatif à la misère antillaise que le jour où le ressentiment de la majorité noire contre l'oligarchie blanche, des exploités contre les exploiteurs, aura trouvé d'autres moyens d'expression, plus adaptés aux besoins de notre temps, et plus efficaces. Ces truchements nouveaux existent déjà, s'affirment chaque jour davantage, et les pratiques superstitieuses reculent au fur et à mesure qu'ils les remplacent. Un soir, à la Trinité, j'assistai à une cérémonie « shango », célébrée par de pauvres diables dans un répugnant « bidonville » de Port-of-Spain. Si l'enthousiasme de mon guide, un amateur de folklore antillais, me parut un peu excessif, il me plut davantage que le ricanement dont les classes moyennes antillaises accablent les vieilles pratiques africaines. Combien je préférerais, malgré tout, le refus désespéré et impuissant de la civilisation blanche qu'exprimait de façon si primitive la cérémonie « shango », à l'adoption servile de la culture métropolitaine par la bourgeoisie de couleur ! Cependant, le lendemain, à San Fernando, je fus admis à la réunion du conseil syndical d'une grande organisation ouvrière : le Syndicat des Travailleurs du Pétrole. Quel contraste entre la dignité de ces gaillards à la peau d'ébène, réunis autour d'une grande table, conscients de leurs droits et de leurs responsabilités, et les malheureux possédés de la veille ! Le refus des uns, si poignant qu'il fût, appartenait à des temps révolus, tandis que celui des autres préfigurait l'avenir.

II. — LA LANGUE CRÉOLE AUX ANTILLES

On sait que les populations antillaises parlent divers patois, dont le plus répandu est le créole. Cette mixture de français et de dialectes originaires de l'Afrique occidentale, truffée de mots empruntés à l'anglais et à l'espagnol, est un parler sans doute un peu rudimentaire, mais plein de charme et de sel. Il possède un riche folklore de proverbes et de contes. Tandis que le français est la langue officielle, la langue de la capacité sociale, la langue de l'« élite », le créole a été trop longtemps dédaigné et abandonné au « bas peuple ». Ainsi, la différence de langue a aggravé le divorce entre l'élite et la masse. On cite le cas de paysans haïtiens qui furent condamnés à mort *en français* sans avoir compris un traître mot du procès qui leur était intenté et de la peine capitale rendue contre eux (1). Sans doute est-ce à Haïti que le fossé entre les

(1) Jean Price-Mars, in **Optique**, juillet 1954, Port-au-Prince, p. 43.

deux langues est le plus profond, mais même à la Guadeloupe, et, dans une moindre mesure peut-être à la Martinique, le peuple parle beaucoup plus spontanément le créole que le français et, même lorsqu'il a appris la langue métropolitaine, il n'est pas rare qu'un complexe d'infériorité le paralyse au moment de s'exprimer par son intermédiaire. D'où une sorte de gêne que le visiteur métropolitain prend, à tort, soit pour un manque d'intelligence, soit pour une marque d'hostilité...

D'ailleurs, il n'est pas exact que le créole soit exclusivement la langue du « bas peuple ». Pour beaucoup d'Antillais, même cultivés, le français demeure une « langue d'emprunt », une sorte d'« habit du dimanche » ; et il arrive, nous dit-on, que leur peur inconsciente de commettre des erreurs soit si grande qu'elle les rende presque muets (1). En Haïti, surtout, le créole reste une langue vivante dans toutes les classes de la société. « C'est en créole, écrit le professeur Leyburn, que le Haïtien cultivé jure, c'est en créole qu'il raconte ses blagues, c'est en créole qu'il bavarde avec ses amis, c'est en créole qu'il rouspète contre le gouvernement, c'est en créole qu'il répète l'expression drôle en vogue, les jeux de mots politiques. C'est en créole qu'il vit » (2). Sans doute, à la Guadeloupe et à la Martinique, les orateurs s'expriment-ils en français (autrement l'auditoire se sentirait blessé dans son amour-propre), mais ils prennent soin de glisser dans leurs discours des expressions ou des proverbes créoles qui touchent plus directement le cœur des foules. Le député martiniquais Bissol excelle, paraît-il, dans cet art.

Le souci de rapprocher l'élite de la masse a donc conduit les pionniers de la Renaissance haïtienne à réhabiliter le créole. « Pour le moment, écrit Price-Mars, il est le seul instrument dont nos masses et nous, nous nous servons pour l'expression de notre mutuelle pensée... Et c'est par son intermédiaire que nous pouvons espérer combler un jour le fossé qui fait de nous et du peuple deux entités apparemment distinctes et souvent antagonistes » (3). C'est en vain que la vieille garde de l'« élite » a manifesté sa mauvaise humeur et que son porte-parole, M. Dantès Bellegarde, a dénoncé « l'énorme erreur de certains écrivains haïtiens qui, sous prétexte de nationalisme ou même de racisme, voudraient imposer à Haïti com-

(1) *Optique*, cit., p. 23.

(2) Leyburn, op. cit., cit. par Edith Efron, *Optique*, cit., p. 24.

(3) *Ainsi parla l'Oncle*, p. 16-17.

me langue nationale cette mixture coloniale qu'est le patois créole » (1). Après bien des résistances, le conseil de Price-Mars, et non celui de M. Bellegarde, a été finalement suivi.

Jacques Roumain fit un premier pas lorsque, dans son roman posthume, *Gouverneurs de la Rosée*, il tenta de « créoliser » le français en même temps qu'il y introduisait des passages en pur créole (2). Aujourd'hui de nombreux écrivains haïtiens n'hésitent plus à adopter le créole comme moyen d'expression. Ils sont visiblement soulagés de ne plus se sentir contraints de s'exprimer uniquement en français (3). Michel Leiris soulignait, en 1950, qu'aucun des représentants de la poésie moderne antillaise ne s'exprime en créole (4). Pourtant j'ai rencontré, cinq ans plus tard, à Port-au-Prince, un des poètes que présentait Leiris, le jeune Roland Dorcély, et celui-ci m'a déclaré (tombant peut-être dans l'excès contraire) ne plus vouloir écrire maintenant qu'en créole.

Toutefois, cet avis n'est pas entièrement partagé par René Depestre. Celui-ci admet que « le créole est la revanche de l'esprit créateur du peuple » alors que le français a été trop longtemps « le désuet latin, le luxe archaïque des seuls seigneurs mulâtres ». Mais il voit poindre le jour où tous les Haïtiens, sachant enfin lire et écrire, parleront français et où cette langue, devenant le trésor du peuple entier, fournira à l'originalité de la culture haïtienne ses moyens d'expression. En attendant, Haïti sera un pays bilingue (5).

A la Guadeloupe, Leiris signale l'existence d'un fort courant créolisant, dont le plus ancien et notoire représentant est le poète Paul Baudot (1801-1870) (6). De nos jours, Rémy Nainsouta a écrit une intéressante étude sur l'étymologie du créole (7) et, parallèlement, *la Revue Guadeloupéenne* (hélas disparue) cultivé les trésors du vieux patois. A la Martinique Gilbert Gratiant écrit de savoureux poèmes en créole (8), et Leiris admet que les toutes dernières générations des Antilles françaises portent au créole, conçu comme langue antillaise « un intérêt que leurs aînés n'avaient pas » (9).

(1) « Le créole haïtien, patois français » in *Tricinquantaire de l'indépendance d'Haïti*, Port-au-Prince, 1954.

(2) Paris, 1950 ; cf. *Optique*, cit., p. 33.

(3) Cf. Sartre, « Orphée noir ».

(4) *Temps Modernes*, février 1950.

(5) « Réponse à Aimé Césaire », *Présence Africaine*, N° 4, octobre-novembre 1955, p. 47-49.

(6) Leiris, *Contacts de civilisations...*, cit. p. 110.

(7) *Le langage créole*, 1950.

(8) Cf. entre autres, Fab' Compè *Zicaque*, Fort-de-France, 1948.

(9) Leiris, *op. cit.*, p. 110.

Les adversaires du créole prétendent, sous la plume de M. Dantès Bellegarde, que la pratique exclusive de cet « idio-me parlé et compris par un nombre relativement restreint d'individus » condamnerait les Antillais « à un isolement non seulement politique et commercial, mais intellectuel » (1). Il semble que le défenseur trop zélé du cordon ombilical franco-haïtien oublie que, si les Antilles sont effectivement « isolées », elles le sont bien davantage de leurs voisines et sœurs que de leurs métropoles. Et, partiellement, pour des raisons d'ordre linguistique. Le créole peut donc servir de trait d'union. Aux Conférences des Indes Occidentales qui réunissent tous les deux ans des représentants non gouvernementaux des diverses Antilles, certains d'entre eux ont eu l'heureuse surprise de découvrir qu'ils pouvaient se comprendre grâce au truchement du vieux patois colonial.

Personne, certes, ne songe à faire du créole la langue officielle de la future Caraïbe (2), ni à lui assurer une survie artificielle là où il est en voie de disparition, ni même à l'enseigner à l'exclusion des langues métropolitaines. Mais on commence à admettre que, là où il est encore parlé couramment, il peut servir de point de départ à l'étude du français et ceux qui se refusent à l'enseigner, ceux qui, à l'école, interdisent aux enfants d'en user, sous peine de sanctions, perdent chaque jour du terrain. L'élite intellectuelle antillaise est de plus en plus consciente des grands services qu'il est encore susceptible de rendre, à la fois pour la rapprocher du peuple et pour faciliter les contacts entre les diverses Antilles de langue créole.

(1) *Op. cit.*

(2) Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la Jamaïque et la Barbade parlent un anglais plus ou moins dialectal, Cuba, Porto-Rico et la République Dominicaine l'espagnol, Curaçao et Surinam des patois (« *papiamentu* » et « *talky-talky* »).

Problems of economic development in the Sudan

By Saad Ed din FAWZI

This paper is divided into three parts. I shall attempt, to begin with, a survey of the structure of the Sudan economy as it exists to-day. This is to be followed, in the second part, with a discussion of the appropriate objectives of development policy in an economy such as the Sudan has. The third part of the paper will deal with some of the main obstacles to economic development in the Sudan especially the difficult questions of water supply and of capital and technical skill.

I

The Sudan economy is predominantly agricultural and pastoral. This fundamental fact manifests itself in many ways. It is reflected in the fact that over ninety per cent of the gainfully employed population are engaged in agricultural and pastoral activities. It can also be seen in the fact that the bulk of the national income is derived from agriculture and stockraising. Similarly, the most superficial examination of the foreign trade returns, will show that the bulk of Sudanese exports consists of agricultural and pastoral products and that the bulk of Sudanese imports consists of manufactured articles — be they heavy capital equipment or consumer goods. The little industry that exists in the Sudan consists of the processing of agricultural commodities, of public utilities and of repair shops.

The agricultural economy of the Sudan can be divided into two sectors. There is, on the one hand, the age-old subsistence economy where most of the population are occupied. On the other, there is the modern irrigation economy, devoted essentially to the production of cash crops, notably

cotton, and producing most of the country's foreign exchange. The relative importance and the character of these two sectors of the Sudan's agricultural economy can be seen from the following survey.

The Sudan is a vast country of about one million square miles or 600 million feddans (a feddan is a little more than an acre). Out of this immense total about one third — or two hundred million feddans — is available for cropping. And yet no more than 6 to 7 million feddans are brought under cultivation in any one year. In other words land is not the limiting factor to agricultural development in the Sudan.

Of the 6 to 7 million feddans which are cultivated in a typical year 4 to 5 million feddans are devoted to raincrop production. Raincrop production has many interesting features in the Sudan. It is, in one sense, by far the most important division of the Sudan's agricultural economy. The fact is that about half the population of the Sudan is engaged in agricultural work in the rain belt, and that about eighty per cent of the crops produced in any one year are rain-grown. It must also be remembered that the rainlands do not only supply their inhabitants with food, but that the growing populations of the urban centres are becoming increasingly dependent for their staple diets on the raincrop producers. The most important characteristic of raincrop production in the Sudan is its primitiveness. Most agricultural operations, if not all, depend on manual labour using the most primitive agricultural implements (1), and crop production is essentially limited to the capacity of the man with a hoe. The problem of mechanization has been tackled since 1945 and in 1945 and 1946 some 20,000 feddans were sown mechanically with millet in the Gedaref Area. By 1950 initial weeding, sowing and threshing were all handled mechanically in the government experimental fields (2). The problems of mechanization are still being tackled on an experimental basis and most of the rain-crop production is still carried out by peasant cultivators in the age-old traditional

(1) J. D. Tothill (éd.) : *Agriculture in the Sudan*, Oxford, 1948, p. 289.

(2) T. R. G. Moir : *Some Aspects of Agricultural Development in the Sudan*, Philosophical Society of the Sudan, Khartoum, 1953.

methods. The second important characteristic of the rain economy of the Sudan is that its basis is essentially subsistence and not exchange. The unit of production is the peasant family cultivating with the help of its members some five or six feddans. The area to be cultivated, and the temptation to expand or contract production, will depend on a number of factors (1). The rainland cultivator will, of course, have to depend on his own judgement as to the anticipated quantity and distribution of rain. More interesting, however, are the following factors: (a) the ease with which land can be prepared for cultivation. In other words leisure will have to be weighed against the anticipated returns. (b) The inducement to contract cultivation owing to the previous factor will be strengthened or weakened by the position of the cultivator's reserves of grain. (c) The situation is, however, complicated by another factor, namely the likely market price. This is a factor which is only dimly appreciated and will depend to a large extent on the desire for cash usually created by social occasions such as marriages, and other obligations such as taxes.

Side by side with this more or less stagnant subsistence economy, modern irrigation methods have transformed crop production and have made possible the establishment of social services and schemes of development on a large scale. About two million feddans have been laid out for irrigation from the Blue Nile and two smaller rivers the Gosh and the Baraka (2). Of these two million feddans, about one million feddans would be under cultivation in any one year, and about half of both the gross and cultivated area is usually accounted for by the world-famous Gezira Scheme (3). Modern irrigated agriculture is devoted, by and large, to the growing of cotton and the Gezira Scheme is, in fact, the corner-stone of the Sudan economy. This can be seen from the fact that cotton and cotton seed accounted for 61 per cent of the recorded exports of the Sudan for 1954. The corresponding percentage for 1953 was even higher amounting to

(1) Sudan Economic Institute: *The Sudan Economy*, Khartoum, 1954, pp. 22-23.

(2) Sudan Government: *Sudan Almanac*. Khartoum, 1955, pp. 107-117; Tothill, Chs XV, XXII et XXVIII.

(3) 'Gezira' means island. This word refers to a 5 million feddan triangle of black cotton soil situated south of Khartoum between the Blue and White Niles.

about 67 %. Moreover, the government derives a large part of its share from taxes on cotton exports and directly from its share from the net proceeds of sales of Gezira cotton. Government revenue is, of course, used, among other things, to finance social and economic development in the country so that the importance of cotton exports for the economy as a whole hardly needs emphasis.

The Gezira Scheme has been described by the Director of Research, Pakistan Central Committee, in the following terms : « The Gezira Scheme is one of those outstanding experiments on socio-economic problems of the current century and its success is so great that it deserves to go down in history as a great romance of creative achievement.. The rich fields and the smiling faces of the workers on the land, who were till recently nomads of the deserts, going back and forth — ekeing out a miserable existence from an inhospitable country, are a running commentary on the success of this great experiment, and anybody who visits the Scheme cannot but be strongly impressed with the success of the experiment » (1). The Scheme certainly deserves this glowing tribute by an objective observer. It has many interesting features and in many ways can serve as a model for economic development elsewhere (2). The first interesting feature of the Scheme is the way in which the difficult problem of land tenure was tackled. It was important from the start to avoid creating a class of wealthy landlords through the concentration of landed property. So the Government instituted a system of compulsory renting of land from its owners. The land was then divided into more or less equal holdings ready for distribution to tenants. The original landowners were given priority for themselves and their families in the allotment of tenancies — but their participation in the Scheme was based on their status as tenants and not as landowners. In this way, prosperity, made possible by irrigation, was spread and concentration of wealth was avoided. The second interesting feature of the Scheme is the principle of partnership which it embodies. Until July, 1950 when the Scheme was nationalized, the partners were as follows : the tenants themselves, the Sudan Government and

(1) Quoted in the *Gezira Scheme from Within*, Gezira Board, 1954. p. 3.

(2) Ibid. p. 39 ; *The Gezira Scheme* by Arthur Gaitskell, *Journal of the Royal Society of Arts*, Vol. civ, No. 4966, London, dec. 1955.

the Sudan Plantation Syndicate — a commercial company. The net proceeds of the cotton crop were divided between the three partners, 40 % went to the tenants, 40 % to the Government and 20 % to the company. The tenants were responsible for the actual cultivation of the crop of cotton and for covering all production costs until cotton was delivered to the local collecting stations. The Government was responsible for renting the land, for the provision of water from the Sennar Dam (an engineering feat, 3025 metres in length) on the Blue Nile, and for all the major canalization in the Scheme. The Concession Company was responsible, on the other hand, for management, for the financing of transport, the ginning and marketing of the cotton and some other duties. In July 1950 the Scheme, as said above, was nationalized and a statutory body, the Gezira Board, took over the duties of the Concession Company. The Board was also made responsible for social development and for conducting research designed to improve the stability and productivity of the Scheme. Another interesting feature of the Scheme is the fact that the tenants have the right and the duty to grow food and fodder crops on their holdings, besides the cash crop-cotton. This has ensured not only for the Gezira tenants but also for the country as whole an assured supply of millet, the staple diet of the population.

Leaving the agricultural economy of the Sudan, we must now turn to industry. Modern industry is of recent origin in the Sudan although crude handicrafts, pottery work, smelting and making of iron ore, the weaving and spinning of local cloth etc., have been practised as domestic industries for centuries, together with a bit of gold-mining and salt and soap manufacturing (1). Domestic industries of this sort still persist, partly as occupations to fill the dead agricultural season with, and partly as production intended for sale and carried out mainly by women, and partly to meet the simple needs of a people engaged essentially in a subsistence semi-isolated economy in some of the large but distant districts of the country (2). Modern industrial production,

(1) Saad Ed Din Fawzi (éd.) : *Social et Economic Problems of the Middle East*, University College, Khartoum, 1954, Part 11 : Report of the United Kingdom Trade Mission to Egypt. The Sudan et Ethiopia, H. M. S. O., 1955, p. 84 ; Barclay's Bank D. C. O., *Overseas Review*, jan. 1956, p. 35

(2) S. F. Nadel : *The Nuba*, O. U. P., 1947, p. 68.

on the other hand, has followed in the Sudan the same pattern true of other under-developed countries that have very little (known) mineral resources. An important sector of the industrial situation consists of public utility services: railways, ports, roads, electricity and transport. Another important sector of the industrial economy consists of the processing of agricultural materials such as ginning, textile making, oil pressing and the like. The third main sector of the industrial economy consists of general repairs and services such as engineering workshops, garages etc. Besides the above mentioned enterprises the following industrial concerns deserve special emphasis. The first is cement production near Atbara. Its output for November 1955 was as high as 4.018 tons. Similarly an Ondurman factory for the production of light metals is doing very well and is at present meeting orders for nails, tacks and paper clips etc. It is also understood that orders have been placed by it for machinery for spinning aluminium utensils. A brewery set up at Khartoum North has also recently come into operation with an estimated output of 25.000 hectolitres per year and a storage capacity for 600,000 litres.

II

The fundamental characteristics of the Sudan economy can be summed up in the light of the foregoing analysis as follows:

The Sudan is essentially a pastoral and agricultural country. Most of the gainfully occupied inhabitants are peasant cultivators trying to exploit the rainlands in order to provide subsistence for themselves and for the town dwellers. Side by side with this traditional sector of the economy we find modern irrigated agriculture dominating the export trade of the country. It is essentially devoted to the production of a high variety of long staple cotton. The revenue derived from cotton exports is used to a large extent to maintain the fabric of public services as well as social and economic development. Modern industry is still in its early beginnings and its contribution to the national income is severely limited.

The weaknesses of such an economy are obvious. It is to begin with very much one-sided. It depends fundamentally on agricultural production and diversification by industry is very rudimentary. This basic dependence on agriculture — which is perhaps the inevitable result of the natural re-

sources of the country, is made worse by the very narrow base of the agricultural economy itself. Apart from the fact that most of the gainfully occupied population are engaged in the production of food, we find the whole fabric of state and society dependent on the export of a few cash crops, notably cotton. The importance of cotton exports for the Sudan economy has already been stressed. The point is, however, so important that it deserves further elucidation. To begin with let us look at the Sudan's share of the world production of cotton. The figure for the world is some 35,000,000 bales per year of which the United States of America produces about 50 %, Egypt about 6 % and the Sudan about 1 1/4 %. Egypt and the Sudan specialise, of course, in long staple varieties, their production of these accounting for about 90 % of the world total output. In spite of this fact, however, the price of cotton — short or long staple — is essentially affected by the movements of the American market. This is not a pleasant thought for the Sudan whose economy depends so much on the export of its cotton. Nor is the position made better when experience has shown that the cotton yield per feddan is very variable. Indeed the Gezira has known variations ranging from 1 1/2 Kantars of unginned cotton per feddan in 1930/31 to 6 1/2 Kantars per feddan of unginned cotton in 1950/51. The same variability applies to prices. Good prices were, for instance, obtained in the late 1920's — 18 pence a pound or better. In 1930/31, however, prices fell sharply, descending as low as 6 pence per pound. Again from 1945 onwards prices improved reaching the record level of 80 pence per pound in 1950-/51. In the last year or two prices have, however, gone down once more. Apart from this instability of yields and prices the position has become more complicated by increasing competition from synthetic fibres such as rayon and nylon. Rayon has, for instance, displaced cotton in the manufacture of tyres. The fact that the total world consumption of cotton has not declined in spite of keen competition from synthetic fibres cannot allay the fears of cotton producers altogether. World capacity for producing these fibres is growing and their cost of production is becoming increasingly competitive. Moreover the Sudan has recently been experiencing difficulties in selling its cotton. The point has been put very well by the Minister of Finance in his budget speech for 1955/56 (1). He

(1) Sudan Weekly News (Published by the Ministry of Social Affairs), Khartoum, vol. 2, No. 63 of 8th november, 1955.

said, « There is no doubt that the period following January, 1954 has been the most difficult one since the end of the War for the marketing of Sudan cotton. At the end of 1954 there was a carry-over of approximately 165,000 bales, whereas at the end of 1953 there had been virtually none. Three factors led to this unsatisfactory position. First the sudden change early in 1954 from a seller's to a buyer's market. Secondly there was a smaller demand from Lancashire which has always been our main buyer; this was due to the fact that the British textile industry was depressed and stocks were being run down. The liquidation of the British Raw Cotton Commission aggravated this position. Thirdly, the market was overshadowed by the uncertainty in the American export policy. » The weaknesses of the Sudan economy, in terms of cotton, could not have been put better.

It is clear from the above that two obvious lines of development are necessary if the Sudan economy is to be strengthened. In the first place there is the need to widen the basis of the agricultural economy itself by the development of crops supplementary to cotton. I have used the word « supplementary » deliberately. This is so because there is at present no alternative cash crop which can be as remunerative as cotton for the Sudan. Moreover there is at present a wealth of technical experience and research which has grown around cotton in the country. This useful pool of knowledge and experience cannot be thrown overboard lightly and without certainty as to the profitability of an alternative cash crop. Moreover 29,000 tenants and their dependents in the Gezira, let alone the cotton cultivators of the Gash Delta and of the White Nile and Blue Nile, are at present essentially dependent on the growing of cotton.

The first need, then, is for the development of supplementary crops so that the fundamental dependence of the economy on cotton can be reduced. This, however, does not bring us out of the circle of agricultural production. In order to increase the general stability of the economy, taken as a whole, a measure of diversification is necessary. This should be done by encouraging the growth of industry. Industrialization policy in the Sudan must, of course, take place within the limits of the natural resources of the country. In this respect the Sudan is handicapped by its meagre mineral resources. In all probability, therefore, the existing trend in industrial policy — namely the growth of light and agricultural industries, will have to be continued.

* * * * *

Consciousness of the weaknesses of the Sudan economy outlined above and of the need to broaden the agricultural economy and to encourage industry is quite prevalent in the Sudan. The last few years have, therefore, seen some experiments in the development of supplementary crops. The cultivation of rice, coffee, sugar cane, etc., of which the Sudan imports large quantities every year, has started with a large measure of success in experimental fields in the Southern Sudan. In the Gezira Scheme itself various crops are being tried on an experimental basis. Moreover, « investigations into the recovery of fibre from cotton stalks and the utilization of the wood for fuel briquettes are taking place and there is promise of a valuable by-products industry being created » (1).

While these experiments are being carried on, the main agricultural development in the country is taking the form of expansion in irrigated cultivation, devoted for the lack of a more profitable cash crop, to the production of cotton. Thus « the 1951/56 Development Programme provided a preliminary survey for the irrigation of a further 200,000 acres in the Managil area adjacent to the present Gezira Scheme (2). A further extension, of another 600,000 acres, is planned in the Managil area, but this cannot be carried out until additional water is made available by the construction of a new dam on the Nile » (3).

Some thirty two thousand acres, at Guneid on the east bank of the Blue Nile, are also being prepared for irrigation. When completed the Guneid Scheme will be « the largest pumping scheme in the Sudan and one of the largest in Africa » (4).

The Government's industrial policy has recently been made public. In a statement published in September, 1955, the Sudan Government argued as follows (5). « So far as the industrial field is concerned, it may be stated that in this coun-

(1) The Gezira Scheme from Within, p. 14.

(2) This extension will exhaust the amount of water available from the Sennar Reservoir.

(3) The Report of the United Kingdom Trade Mission to Egypt, The Sudan and Ethiopia, p. 74.

(4) Report of the United Kingdom Trade Mission, p. 75.

(5) Sudan Weekly News, vol. 2, No 57 of 27th September 1955.

try railways, ordnance works and certain public utilities are already very largely state-owned and state-operated. This arrangement will naturally continue... It is, however, the intention of the Government of the Sudan that all industries other than railways, public utilities, etc..., should be open to private enterprise». Moreover, the Government intends to assist industrial ventures by granting them a number of concessions. The first consists of profit tax relief for a period dependent on the magnitude of the capital invested. Thus if the capital employed is less than 20,000 Egyptian pounds at the end of the second year tax relief for two years will be granted. If the invested capital exceeds 20,000 Egyptian pounds at the end of the second year, tax relief will be granted for three years. If the capital invested exceeds 100,000 Egyptian pounds no profits tax will be paid for a period of five years. New industrial enterprises may also be given assistance in one or other or several of the following forms: « (i) reduction of import duties on raw materials; (ii) preferential railway tariff rates; (iii) assured government orders for a prescribed period; (iv) facilities for entry of necessary qualified technicians and other foreign employees; (v) provision of commercial intelligence and expert advice; (vi) protective duties on competitive articles from abroad » (1). Moreover, the Government « accepts the principle that foreign industrialists should have the right to remit profits to the country of the origin of their capital and, furthermore, it would give an assurance in respect of the payment of fair and equitable compensation in the event of acquisition of any property for nationalization and will give facilities for the repatriation of such compensation. It would further give assurance of non-discrimination between foreign and local enterprise » (2).

These are certainly generous terms. Whether they will succeed in attracting a substantial amount of foreign private capital remains, of course, to be seen. It is to be hoped, however, that local capital will be diverted to some extent from agricultural to industrial investment in view of the generous treatment accorded to industry.

(1) Ibid.

(2) Ibid.

III

Having outlined what I believe to be the appropriate policy for economic development in the Sudan if the present weaknesses in the country's economy are to be remedied, I must proceed to a discussion of some of the difficulties which must be met if development is to take place.

In the field of agricultural expansion the most important problem is the provision of a timely and assured supply of irrigation water. The Sudan has ample resources of cultivable land and the limiting factor to agricultural development is water and not land. This is particularly so because rain cannot be depended upon in most parts of the Sudan. Indeed almost everywhere in the country « irrigation is either essential for profitable agriculture or highly advantageous. At Khartoum the rainy season is short, and the total rainfall low and very variable. Further north the Valley of the Nile is virtually rainless. From Khartoum northwards, therefore, irrigation is essential. To the south the rainfall increases, but always remains both seasonal and highly variable. Thus even here irrigation is extremely desirable » (1).

The division of the Nile waters as between Egypt and the Sudan is at present governed by the Nile Waters' Agreement of 1929 (2). This so-called Agreement is, in fact, no more than an exchange of diplomatic notes between Britain and Egypt and the Sudan was not a party to it at all. In spite of this, however, the Agreement reserves for Egypt the entire natural flow of the river from January 1st to July 15th of every year and « consequently the total amount of water which the Sudan may at present use in the period (in question) is in principle the volume in storage for that purpose at the beginning of any year » (3). The Agreement is unfair for many reasons. It limited to begin with « the development of irrigation in the Sudan while leaving Egypt free to develop her irrigation as fast as she pleased ». As a result Egypt has increased her established right in the waters of the Nile from 40 milliards in 1920 to 48 milliards cubic metres at the present time (4).

(1) Sudan Almanac, 1955, p. 109.

(2) Documents on the Sudan, Egyptian Society of International Law, brochure n° 14, march, 1953, p. 5.

(3) The Nile Water's Question, Ministry of Irrigation, Khartoum, 1955, p. 2.

(4) Ibid., pp. 2-3.

The Sudan's share of the Nile waters is at present no more than 4 milliards of cubic metres, i. e. one twelfth of the established Egyptian share. What makes the Sudanese situation worse is that the Sudan has already exhausted its meagre water allowance. Indeed, the larger part (600,000 acres out of 800,000 acres) of the Managil extension cannot be embarked upon unless Egypt gives its consent to the building of the Roseiris Dam. And yet the Egyptian consent seems to be conditional on the Sudan giving its consent to the *Sud El Aali* (or High Dam) which Egypt proposes to build near Aswan.

Negotiations conducted between Egyptian and Sudanese representatives in 1955 in order to arrive at an agreement about the allocation of Nile waters have so far proved fruitless. A study of the records leaves one in no doubt that it is the Egyptian and not the Sudanese side which is being unreasonable. The Sudanese have declared their acceptance of the already established Egyptian share in the Nile waters, namely 48 milliards of cubic metres as compared with the Sudan's meagre share of 4 milliards. But the Sudan insists that its «ultimate share in the natural flow of the Nile as measured at Aswan must be determined before work is started on *Sud El Aali*» (1). The Egyptians suggested, therefore, that the «net annual water benefits which could be realised by any Nile control project» (2) should be divided between Egypt and the Sudan on the following basis, viz the «number of population according to a neutral census to be made in both countries simultaneously» (3). It may be readily admitted that «a possible basis for thus dividing the waters of the Nile is the relative populations (4) of Egypt and the Sudan. The defeat of the Egyptian offer is, however, obvious. It concerns only the possible net water benefits which may in future result from some Nile control project. In this way it completely ignores «the very large disproportion in the present (water) rights of the two countries» (5). The Sudan is ready to accept a division of Nile waters based on relative populations only if the complete natural flow of the river is in question, namely some 84 milliards of cubic metres. Assu-

(1) *Ibid.*, p. 4.

(2) Samir Helmy: *Towards the Full Utilization of the Waters of the Nile*. Cairo, May, 1955.

(3) *Ibid.*

(4) *The Nile Waters' Question*, p. 6.

(5) *Ibid.*, p. 51.

ming that the population of the Sudan is half that of Egypt, the Sudan's share would amount on this basis, to 28 milliards. It will, of course be « a number of years before the Sudan can make full use of its share in the waters of the Nile, but nevertheless that share must be defined now » (1) in the view of the Sudan Government. « The reason is that otherwise Egypt would continue to acquire established rights as she has done in the past, and the Sudan would be the loser » (2).

An alternative criterion put forward by the Sudanese delegation was that the total natural flow of the river should be divided between the two countries, due respect being paid to established rights, on the basis of the magnitude of easily irrigable land in each of them. This was dismissed by the Egyptians as unfair because in the Sudan rainfall can be used for cultivation. The rejoinder to this is very simple, namely that in the Northern Sudan rain is never sufficient for long-staple cotton, and it is frequently inadequate for other crops » (3).

A third and final alternative criterion put forward by the Sudanese delegates is the one suggested by M. Cory, as member of a neutral international commission set up by Egypt to advise on the allocation of the Nile waters as early as 1920. According to M. Cory the vested water rights of Egypt and the Sudan as they stood in 1920 should be respected. The surplus should then be divided equally between the two countries. The Egyptians naturally attach very little weight to M. Cory's proposal (4). The Sudan Government attaches, on the other hand, the very greatest importance to M. Cory's Award (5).

Another bone of contention between Egypt and the Sudan concerns the very method of controlling the waters of the river. While Egypt is at present concentrating on the *Sud El Aali* (or high dam) to be built near Aswan the Sudan believes that the whole Nile Valley must be regarded as a single hydrological unity to be exploited as such. The Sudanese point of view has been put very well in a recent official publication as follows : « In order to work out a sound plan

(1) Ibid., p. 6.

(2) Ibid.

(3) Ibid., p. 45.

(4) Samir Helmy.

(5) The Nile Waters Question, p. 45.

for developing the Nile Valley as a hydrological unity it is necessary to take into account all promising dam sites and other control works that might be advantageous, from the sources of the main river and those of its principal tributaries, to the sea. In the Nile Valley there are more than a dozen such sites scattered over a wide area, and the problem of combining them to the best possible advantage is complicated. The Sudan technicians believe that this problem can be solved by modern methods of mechanical calculation, but they do not consider that the *Sud El Aali* project in its present form is a complete solution. They think it possible that the *Sud El Aali* in a modified form will be found to constitute an integral part of the best solution to the problem, but even this cannot be known for certain until the problem has been solved » (1). If the Nile Valley is looked at as a hydrological unity it will be found that the « Great Lakes (of Central Africa) are ideal storage reservoirs because the additional losses due to evaporation are negligible. On the other hand the rates of evaporation loss on the Main Nile north of Khartoum, and at Aswan in particular, are among the largest in the world. The average annual loss from the surface of the proposed *Sud El Aali* reservoir will be equivalent to a layer of water some three metres (ten feet) deep. It is thus evident that a sound development plan must make the fullest possible use of storage in the Great Lakes, and must reduce the volume of water stored north of Khartoum to the unavoidable minimum. The *Sud El Aali* in its present form does not follow this principle, and in the opinion of the Sudan Government it is hydrologically unsound » (2). Moreover though « the primary object of a plan for developing the Nile Valley as a hydrological unity must be to provide the largest possible amounts of irrigation water for Egypt and the Sudan » (3) there is, however, a secondary object which must be borne in mind, and that is the generation of hydro-electric power » (3). The *Sud El Aali* project does not cater sufficiently for this secondary purpose.

Be that as it may, the fact remains that the Sudan has consumed its existing share of the Nile waters and agricultural expansion has, unfortunately, to await the arrival at a

(1) 'The Nile Waters' Question, pp. 6-7

(2) Ibid., p. 7.

(3) Ibid.

satisfactory and equitable plan for the distribution of Nile waters between Egypt and the Sudan.

* * * * *

We must now turn to another problem which must be coped with if economic and social development is to proceed in the Sudan with a steady pace, namely the problem of capital. It may be useful to begin our discussion of the problem with a survey of past experience. The first point to mention in this connection is that the development of the Sudan, up to the first world war, was made possible, to a large extent, by the fact that Egypt had continued to meet the Sudan's budget deficit from 1899 to 1912 (1). Between the two wars the most important economic project to be set up in the Sudan was, of course, the Gezira Scheme. This was made possible by the raising of a loan in London, the loan being guaranteed by the British Government (2). After the second world war two development programmes were prepared, the first for the period 1946/51 and the second for the period 1951/56. « Both development programmes have so far been fed from revenue. The good cotton crops since 1950 and the high prices — in particular the record yield in 1951/52 when prices were exceptionally high, and the budget surplus rose to LE24 millions — have enabled the Government to make the necessary appropriations as well as to create an Exchange Equalization Account of LE12.5 millions » (3).

To sum up, development has been made possible in the Sudan in the last 55 years either as a result of outside help (1899-1914) or a result of foreign loans (1918-1939) or from budget surpluses resulting from good cotton exports (1946 and after). Immediate future prospects are, however, complicated by many facts. We must remember, for instance, that « with cotton prices at their present lower levels, income will be reduced, while government expenditure has increased in many directions — the payment of compensation to expatriate staff and the expansion of the Sudan Defence Force, for which immediate provision has to be made, will

(1) Sir Harold MacMichael: *The Anglo-Egyptian Sudan*, London, 1934, p. 240.

(2) Mekki Abbas, *The Sudan Question*, faber, 1952, ch. LX.

(3) Report of the United Kingdom Trade Mission Report, p. 72.

be followed by a continuing higher rate of expenditure on social services. Even if, as seems probable, a substantial part of the exchange Equalization Account is used for development, further sums will be required if projects are to go forward at a pace comparable to that of recent years, and it seems that, before long, the Sudan will have to look to external sources for loans and other assistance » (1).

In his budget speech for 1955/56 the Minister of Finance has recently declared that the Sudan will probably need some 110 millions Egyptian pounds for development in the next eight years. « It is clear », he went on to say, « that we must do all we can to the extent of sacrificing immediate benefits to raise the sum required from our own resources. It may be possible, provided no political ties are attached, to raise a modest part of this sum from abroad. But we must look upon such a possibility as a means of supplementing our own efforts ». The Government's fiscal policy has, therefore, been three fold: (a) To cut down expenditure of the Sudan's foreign reserves on non-essential imports and invisible non-trading items by instituting import control. (b) To establish an adequate budget surplus by reducing government expenditure, by increasing indirect taxation and by using other methods designed to reduce the purchasing power of the population. (c) To encourage productive development by private enterprise by giving it all sorts of concessions.

It is clear from the above that the Government hopes to achieve substantial budget surpluses in the next few years. It is to be doubted, however, that a budget surplus of some seven million pounds per year can be realised for eight successive years in a country such as the Sudan, where the Government relies on its share of the cotton proceeds and on customs duties for most of its revenue. So much, therefore, depends on the prices which Sudan cotton can fetch in the next few years. If cotton prices do not improve on their present level the Government may find it necessary either to slow the pace of development or to appeal for foreign help on a scale hitherto unthought of. Foreign borrowing, however, will bring its own problems, both political and economic. The crux of the matter seems to be that there is no easy solution for the problem of raising the necessary capital for development in the Sudan in the immediate future.

(1) *Ibid.*, pp. 72-73

* * * * *

Another problem which must to tackled is that of the scarcity of technical skill and know-how in the country. The memorandum on the Development Budget for 1954/55 reads as follows on the subject : « The Note on the Development Budget for 1953/54 included a warning that certain difficulties would seriously slow down the progress of the Development Programmes. In the event, progress during the past year has been even slower than was expected. The main factor responsible for this has been shortage of staff. Not only are most ministries and departments short of trained Sudanese staff at all levels, but many of the expatriate technical staff have resigned, and it has been difficult to replace them. In particular, financial control has been, and still is, hampered by the shortage of trained accounting staff. The Government accounting machine has proved quite unequal to the stress imposed upon it, during the last few years. A further factor has been the realization that the Government's former policy of pressing forward with development work as speedily as possible, and accepting the attendant risks, had not worked out well ».

Since this was written the Government has made successful attempts to recruit expatriate staff from European countries to fill posts for which properly qualified Sudanese were not available. The fact remains, however, that the Sudan will have to depend to some extent, for some time to come, on imported skill if its development programmes are not to be hampered.

RESUME

L'économie actuelle du Soudan est presque uniquement agricole et pastorale. Quatre-vingt dix pour cent des personnes occupées à des travaux lucratifs s'adonnent à l'agriculture et à l'élevage.

L'outillage est, en majeure partie, rudimentaire. On a cependant recours à l'irrigation en certaines régions. A côté de la culture de produits vivriers il y a celle du coton, principale denrée d'exportation. En raison des fluctuations du marché mondial, le commerce du coton s'avère insuffisant aux besoins du pays. D'où la nécessité d'entreprendre une

culture supplémentaire susceptible d'apporter une compensation adéquate.

L'industrialisation s'est amorcée dans la culture du coton et le plan de Guézira se propose de l'étendre et de la renforcer.

Un des grands problèmes du moment est la question du ravitaillement en eau pour l'agriculture, car les pluies se limitent à certaines régions et ne se produisent qu'une partie de l'année. Aussi le gouvernement soudanais s'efforce-t-il avec vigueur d'avoir dans la répartition des eaux du Nil entre l'Egypte et le Soudan, la part qui revient au Soudan, en raison de sa population et des besoins de son économie.

Le procès de Jomo Kenyatta

par Montagu SLATER

L'auteur de l'article que l'on va lire — Montagu SLATER — est un romancier bien connu. Parmi ses romans, il convient de citer pour mémoire, « Once a Jolly Swagman » et « Who Rides the Tiger ». Né en 1902 dans le Cumberland, Montagu Slater, après des études faites au lycée de son Comté, puis au Magdalen College et à Oxford, est journaliste. Nous le trouvons successivement rédacteur à L'« Observer », rédacteur en chef au « Daily Telegraph » et critique théâtral du « Reynolds News ». Pendant la guerre, il est nommé chef du département cinématographique au ministère de l'information. Depuis, il a écrit un certain nombre de scripts pour des films commerciaux parmi lesquels : « Daybreak in Udi » qui obtint un « Oscar » en 1949 et « Man of Africa ». Montagu Slater a voyagé à travers le Nigéria et l'Uganda.

L'auteur est un familier des problèmes que pose le colonialisme en général et, d'une manière particulière, l'un des spécialistes de l'analyse du colonialisme britannique. L'article ci-dessous emprunte son titre à un livre que Montagu Slater a écrit il y a quelque temps.

Nous remercions l'auteur d'avoir bien voulu nous adresser ce document dont l'importance est incontestable.

I

Voici quatre ans que Jomo Kenyatta et cinq de ses lieutenants furent traduits en justice dans un coin perdu du Kenya, sous l'inculpation de « meneurs Mau-Mau ». L'instruction dura cinq mois : elle est devenue une cause célèbre. Le volumineux dossier de la déposition est un document significatif de l'histoire africaine contemporaine. Bien que ce pro-

cès s'éloigne déjà dans le passé, les événements dont il fait partie sont, on ne peut plus, contemporains. Un compte rendu de ce procès a l'avantage sur son drame même (lequel est interne) de présenter sous une forme convenable une fraction de toute la lutte des Africains dans son ensemble. Cela, le gouvernement du Kenya semble l'avoir bien compris, car lorsque mon livre « Le Procès de Jomo Kenyatta » parut à Londres, il y a un an, il fut interdit au Kenya. Quand, plus tard, à la Chambre des Communes, l'on demanda au ministre des colonies de s'expliquer là-dessus, il fut en difficulté : car on avait déjà fait beaucoup de remue-ménage pour présenter mon livre comme un compte rendu équilibré et exact de l'instruction du procès et beaucoup dit également dans les journaux aussi à droite que l'« Economist » et le « Times ». Le ministre se réfugia derrière le prétexte que la tentative — qui ne réussit pas du reste toujours — d'empêcher le livre d'entrer au Kenya se justifiait par le fait que nous avions osé publier le nom des témoins en dépit de la demande faite par le magistrat aux journaux pour que ces noms soient cachés (nombreux sont aujourd'hui au Kenya des indicateurs de police en mission capuchonnés dans des toiles de sac). La réponse des éditeurs anglais Secker et Warburg, a été la publication d'une édition — elle est sur le point de paraître — dans laquelle les noms des témoins à l'instruction ont tous été déguisés. Une fois de plus, le ministre fut interpellé aux Communes. Cette fois-ci, il avait à expliquer pourquoi l'interdiction avait été maintenue au Kenya même pour cette édition remaniée. Et ne trouvant rien à répondre sauf que le livre avait d'« autres taches », mais cette fois, il fut peu soucieux de dire quelles étaient ces « taches », car comme les éditeurs le laissèrent entendre dans une lettre publiée il y a quelques semaines, avec quelque hauteur dans le « Times », l'un d'eux aurait été partial. Car il est indubitablement vrai que le compte rendu le plus rigoureux et le plus circonspect du procès ne peut manquer d'être un exposé, non seulement de la faillite complète de la procédure judiciaire au Kenya — même en ce procès qui se proposait d'être un procès propagandiste — mais bien mieux. Dans la lutte des esprits entre avocats — car la défense de Kenyatta et des autres fut assurée par D. N. Pritt, Q. C., l'un des plus brillants esprits du barreau britannique — les états d'esprit furent combattus et les passions s'exaspérèrent lorsque l'esprit et le cœur des colons européens d'Afrique s'exprimèrent et se propagèrent. Sans dessein, mais tout aussi choquant pour cela le colonialisme se dramatisait lui-même. Il oubliait de cacher son vi-

sage comme il avait caché celui des témoins. Le colonialisme tend assez souvent sa main dans sa *vraie politique*. Il éprouve rarement le besoin d'une façade respectable. Même ainsi, ces révélations involontaires sont d'un intérêt certain.

A mon avis, un compte rendu de ce procès comporte une autre valeur en soi par le fait même qu'il montre — à la manière d'une ébauche — une série de faits politiques qu'il est urgent pour tous de comprendre dès maintenant, et qui constituent une forme caractéristique de la politique africaine de notre temps. Il est facile d'établir des parallèles, ainsi que je l'ai fait, entre la situation au Kenya et celle que l'on rencontrait récemment aux Indes et autrefois en Irlande. Une puissance coloniale affrontant un authentique mouvement pour l'indépendance dans une de ses colonies et invocant le terrorisme afin d'en instaurer un elle-même. T. S. Eliot a une phrase dans l'une de ses pièces qui exprime cette démarche : « Les armes du faible... sont toujours un excès de violence ».

Dans le cas présent, c'est la puissance occupante qui est en posture de faiblesse : les Africains surpassent en nombre toutes les autres communautés, que ce soient les commerçants et les fonctionnaires ou les militaires européens, ou que ce soient les intermédiaires syriens ou indous, de quarante à cinquante contre un. Même si la plus élémentaire organisation politique était octroyée, il est probable que le mouvement pour l'indépendance doive progresser rapidement et inévitablement vers une victoire sans effusion de sang, à moins que la toute petite minorité d'étrangers ne recourt à la violence et n'use de sa supériorité en armement. Mais dans les conditions actuelles, avant un tel recours à une guerre entre noirs et blancs — ce qui est naturellement ce qui se passe aujourd'hui au Kenya — la puissance coloniale doit se convaincre elle-même et essayer de convaincre les autres que c'est la minorité indigène qui a eu, la première, recours à la violence. Il n'est pas tout à fait simple de taxer le mouvement pour l'indépendance de « terroriste », comme le font les Anglais à Chypre. Le « terrorisme » des rebelles doit s'exalter dans une mystique, un culte fabuleux du mal qui doit être combattu avec toutes les armes au nom de tout ce qui distingue l'homme de la bête. Nous avons ici le sens du mouvement des « Mau-Mau ». Dans ce cas, il nous est possible d'observer ce procédé au travail, monstre étrange d'un culte, société secrète créée à partir du néant, car l'imagination brûlante de qui ? peut-être cela est-il arrivé au point où « Mau-Mau » fut à l'origine découvert et baptisé par un journal des colons, et tous les témoignages subséquents à propos de ses

phases subséquentes — témoignages qui semblent devenir plus brumeux dès que l'on les considère d'un peu plus près — proviennent des rapporteurs officiels et de la police. Mais cela est devenu un lieu commun politique — et c'est cela qui fait marcher la politique des colons — que si la toute petite minorité se met à user de violence elle reçoit tôt ou tard une riposte. C'est en effet la violence des Européens qui provoque la naissance de la violence des Africains. Il y a eu des atrocités de la part des Africains au Kenya — mais il y en a eu dix ou vingt fois plus, commises par des Européens, même si l'on s'en tient simplement à celles enregistrées par la police.

Et encore, on peut apercevoir la « valeur pratique » et de la technique des colons depuis, si la mojarité autochtone n'est pas organisée sur la base d'une guerre armée, puis si les colons commencent une telle guerre ; ils ont avec eux tous les avantages. L'autre camp riposte mais sans organisation, sans direction et sans stratégie. Il riposte même si peu efficacement qu'il ne fait que procurer au colon — « enfin » pourra-t-il dire avec une nuance d'évidence, les moyens de soutenir sa campagne de propagande.

On a tiré sur un blanc ! Dès lors, la plus élémentaire demande de n'importe quel Africain a quelque chose à voir avec l'atrocité commise. C'est ainsi qu'au Kenya tout est baptisé « Mau-Mau ». Par exemple, même le projet de loi qui prévoyait des écoles libres est désormais formellement et légalement apparenté par le gouvernement du Kenya au mouvement « Mau-Mau ». Car enfin n'est-ce pas là l'une des préoccupations majeures du programme « Mau-Mau » disent les colons. Ce fut en tout cas un des principaux points que le procès de Jomo Kenyatta allait établir au delà même de toute argumentation — de sorte qu'il en ressortit ainsi et que ce fut légalement prouvé. Peut-être va-t-il aujourd'hui sans dire que le compte rendu du procès montre suffisamment que cette assimilation n'était pas une preuve et l'on sait que, en tant que propagande, ce procès n'était pas convaincant. Cela dit des leçons préliminaires que dispense ce procès, voyons maintenant qui est Jomo Kenyatta et ce que fut le mouvement qu'il dirigeait jusqu'au jour de son incarcération.

II

Jomo Kenyatta était connu en Europe et en Amérique bien avant son procès. Sa vie a été si intimement liée au dé-

veloppement des problèmes politiques du Kenya, que parler de l'un revient à parler de l'autre. La date de sa naissance n'est pas connue — lui-même est peu précis à ce sujet — mais il semble qu'il soit né aux environs de 1900. Date convenable depuis que d'autres dates postérieures de son histoire nous disent assez bien quel âge il aurait sans nous mettre dans l'embarras de procéder à des calculs.

Il vint à Nairobi à l'âge de 20 ans. Il occupa d'abord un emploi subalterne dans les services gouvernementaux — selon l'avocat général — comme préleveur de comptes au service des combustibles. (Ici attitude typique de l'avocat général le disant et qui devait être marqué de ricanements). C'était un jeune campagnard africain nouvellement installé en ville et qui s'intéressa presque aussitôt à la politique. Cela l'amena à adhérer à l'« Association de l'Ouest Africain » en 1922. Kenyatta a relaté l'histoire de sa vie à l'audience. L'A. E. A. s'insurgeait contre le travail forcé, les salaires, l'expropriation foncière et « ce que l'on nomme *Kipande* ou encore « certificat d'enregistrement », et qui fut introduit en 1920. Puis. « avant que je n'oublie, il y avait des revendications à propos des impôts. Nous payions la « Poll-tax » ainsi que la « hut-tax » qui voulait dire que, si l'on avait plus d'une épouse (mais par exemple plusieurs Kikuyu avaient une, dix ou même quinze épouses) on était tenu de payer seize impôts, y compris un impôt pour soi-même. »

Même dans ces quelques lignes extraites du début de sa déposition, on entrevoit quelque chose de la personnalité de Kenyatta. C'est manifestement un charmeur, un orateur de grande classe, jamais aussi heureux que lorsqu'il parle dans un de ses meetings qui pouvaient comprendre 10, 20, même trente mille personnes. Grand, d'une présence dominante, la tête sculptée d'une manière qui s'ingéniait à combiner les grâces européennes et africaines, Kenyatta est le type d'homme qui marque sa présence dans n'importe quel milieu : il l'a souvent prouvé si bien. Paris, Londres, Moscou, Nairobi, c'est tout comme pour une personnalité extrêmement introspective, peut-être un peu trop consciente de son propre charme, humoriste et spirituelle, même à ses propres dépens. Les observateurs au procès se souviennent un moment de plaisir où Jomo Kenyatta fut interrogé par un procureur tendu et injuste :

Q. : Etes-vous polygame ?

(Tout d'abord l'avocat défenseur objecte que la polygamie n'est pas une des charges ; le magistrat passe outre à

l'objection et puis, comme si ce point précis était sa « grande affaire », il hurle sa question) :

Q. : Etes-vous polygame ?

Avec un petit sourire en coin, Kanyatta répond : Oui.

Mais je ne l'appelle pas ainsi. »

Le sens de cette réplique apparaît plutôt lentement à la Cour, mais le rire éclate peu après. Kenyatta a eu en fait une femme en Angleterre (comme il en avait une au Kenya) et probablement ailleurs aussi. Mais en suivant plutôt qu'en même temps ; c'était là un procédé fort répandu même en Amérique. Mais on ne l'appelait pas polygamie.

« J'ai d'abord fréquenté, pour m'instruire, l'église de la mission écossaise puis, je me suis formé moi-même. Je suis chrétien. » C'est en ces termes qu'il poursuit sa déposition. Il avait suffisamment appris à la fois avec l'agitation politique et d'autres voies pour devenir en 1925 membre d'un nouveau groupement : la « Kikuyu Central Association », organisation politique de la tribu à laquelle Kenyatta appartenait.

Les Kikuyu sont la plus grande tribu du Kenya. Au recensement de 1948, on a évalué la population du Kenya à 5 millions 252.753 africains et 154.843 d'originaires d'autres communautés. Parmi les africains, 1.026.341 étaient des Kikuyu. Ils habitaient la haute et fertile région qui est en gros limitée par Nairobi, les Monts Aberdare, le Nyeri et le mont Kenya et par une ligne qui partirait de là, passerait par Thika et rejoindrait Nairobi. Leur situation géographique les a mis en contact très étroit avec les colons anglais et la plupart des Kikuyu croient que ces terres qu'occupent les colons sont, à l'origine, des terres Kikuyu. De leur côté, les colons les leur disputent. Ils se considèrent les bienfaiteurs ayant fertilisé des vastes étendues de terre qui n'appartenaient à personne. Ce qui est indiscutable, c'est le procédé d'aliénation de la terre dans les hautes terres du Kenya qui a abouti à une situation où l'on voit 16.000 kilomètres carrés de terres appropriés par 2.000 colons européens, tandis que 50.000 kilomètres carrés sont « réservés » à 5 millions 1/2 d'africains.

■

* *

Kenyatta avait dit aux environs de 1928 : « Je suis allé à la tâche politique comme à un vrai travail ». En ce temps-là, poursuit-il, la plupart d'entre nous apprirent l'existence

d'une ordonnance connue sous le nom de « ordonnance des territoires de la couronne (1915) », selon laquelle — mais vous avez en votre possession les textes de lois, il vous sera donc loisible de rectifier ces dires — je pense qu'elle dit à peu près ceci : « toute terre antérieurement occupée par les indigènes devient la propriété de la Couronne, et les africains ou les indigènes y vivant deviennent des locataires. Ainsi en a décidé la Couronne ». A l'époque, de nombreux africains, y compris moi-même, furent dans l'ignorance de cette ordonnance, et c'est pourquoi quand nous vîmes à le savoir nous engageâmes des démarches pour son abolition...

Je pense que si un matin en vous réveillant vous vous aperceviez que quelqu'un d'autre a pris possession de votre maison et qu'il s'en déclare le propriétaire, vous seriez naturellement surpris et manifesteriez votre désir de connaître comment cela s'est-il passé. »

Historiquement, la revendication de la terre a commencé au Kenya dès 1918 et, à partir de 1922 et les années qui suivirent, des commissions royales les unes après les autres, ont visité le Kenya afin d'y recueillir des dépositions. La dernière de ces commissions fut la commission Hilton Young et ce fut au cours des sessions que tint cette commission que « mon peuple vint à moi pour me demander de le représenter ».

Après avoir hésité il lança un journal, « le premier journal dans cette partie du monde publié par des africains. » Et c'est également à partir de cette époque qu'il devint le Secrétaire général du « Kikuyu Central Association ». « On me demanda si j'irais en Angleterre représenter ce groupement ».

A cette époque deux problèmes politiques avaient fait leur apparition. L'un était une nouvelle demande qui voulait que les africains aient une représentation directe au Conseil Législatif du Kenya ; l'autre était une controverse avec l'église d'Ecosse au sujet de la circoncision des femmes. « Cette coutume qui était (et est) chère au peuple Kikuyu, je parle de la circoncision des filles Kikuyu, était considérée par les missionnaires comme étant une coutume cruelle pour les femmes. Nous autres Kikuyu soutenions que c'était là une belle coutume : là était tout le désaccord. (Il est à noter que souvent dans ses dépositions c'est lorsqu'il est le plus ému que Kenyatta parle le plus calmement). Il advint que celles qui respectaient la coutume furent exclues des écoles missionnaires « que nous avions antérieurement bâties de concert. » Ces deux questions furent parmi

celles que Kenyatta vint discuter en Angleterre en l'année 1929.

« On nous répondit quand nous fûmes reçus par le gouvernement : c'est entendu. Vous savez que nous ne faisons aucune objection à votre admission au Conseil législatif, ni à aucun autre poste du gouvernement à la seule condition que vous ayez l'instruction requise ».

C'est alors que la question de l'enseignement occupa l'esprit de notre peuple très intensément, parce que nous avions besoin d'instruire nos enfants et ce fut une des questions pour lesquelles j'effectuais le voyage d'Europe afin de chercher le sens et les moyens par lesquels nous pourrions fonder des écoles à nous. »

En Angleterre il entra en correspondance avec le secrétaire d'Etat aux Colonies (cette correspondance fut publiée plus tard). Il tint des réunions. Il entretint à la fois l'archevêque de Canterbury et le Modérateur de l'église écossaise au sujet de la circoncision des femmes. Une commission de la Chambre des Communes fut chargée de re-étudier la question. Le jeune homme de 29 ans — le paysan des hautes terres du Kenya pétri de l'enseignement de l'église presbytérienne d'Ecosse — s'éprouvait lui-même à Londres. C'est de cette époque que date sa vaste audience dans la capitale. Par une opposition étrange cette commission des Communes vint à une décision. « Après un interminable débat la commission décida de recommander au gouvernement l'abolition d'une telle coutume (la circoncision des femmes) et l'éducation des Kikuyu de manière qu'ils puissent être en mesure de décider lesquelles de leurs coutumes étaient bonnes et lesquelles étaient mauvaises. Dans ce cas, je soutins moi-même qu'avec l'enseignement, nous autres africains ne voulions pas seulement pouvoir dire si nos coutumes étaient meilleures que celles d'autres peuples. Mon point de vue était que nous pourrions adopter certaines coutumes européennes, et des coutumes indoues qui nous paraissaient bonnes et voir comment bâtir une société décente faite de bonnes coutumes. Vous devez sans doute penser qu'il n'y a nulle part au monde une société d'anges — tout le monde peut se tromper — mais nous étions en droit d'emprunter leurs coutumes à d'autres peuples, pourvu qu'elles fussent adaptables à notre mode de vie et, bien entendu, abolir certaines de nos mauvaises coutumes. »

C'est la révolte qui arracha une dernière concession au ministère des Colonies. Dès 1930 les Kikuyu furent autorisés à ouvrir des écoles « si nous pouvions trouver un terrain à

bâtir, des fonds pour assurer la construction, et d'autres pour payer les enseignants alors nous pouvions ouvrir nos écoles. » En conséquence, deux organismes nouveaux virent le jour, ce furent le « Kikuyu Independant School Association » et la « Karinga Independant School Association ». Kenyatta rentra au Kenya en 1930 ; mais en 1931 il était de nouveau en Europe où il séjourna tantôt pour une raison tantôt pour une autre jusqu'en 1946. A cette époque l'enseignement libre des africains par des africains était chose faite. Quand Kenyatta revint au Kenya « je trouvais ces deux associations dit-il, totalisant à elles seules 300 écoles qui enseignaient un nombre d'enfants supérieur à 60.000. » C'était en 1946. Ainsi, d'une façon absolument dépourvue de sens, l'agitation des missionnaires écossais contre la circoncision des femmes avait donné la première impulsion vers la fondation d'écoles libres. Si l'on lit entre les lignes, il semble que l'autorisation du Ministère des Colonies pour créer ces écoles fut donnée avec la ferme assurance que sans argent et sans ressources les pauvres paysans africains ne pourraient rien faire de bon. Une fois de plus, les officiels avaient compté sans leurs hôtes. Quelquefois sur la ligne, mais plus souvent entre elles, on peut lire dans la déposition du procès de Kenyatta comment la lente poussée de la conscience du sens que pouvait avoir l'enseignement des africains par eux-mêmes, pût être, parmi les officiels et les missionnaires, un mobile aussi puissant qu'un autre dans le syndrome qui conduisit à la dénonciation hystérique, mais légalement appuyée et validée, que cet enseignement des africains c'était du « Mau Mau. »

Kenyatta était à Londres dans le but de faire une déposition sur le Kenya devant la commission Carter dans l'année 1932. Puis il voyagea beaucoup à travers l'Europe. Quand, au procès, le procureur lui demanda où ? il reçut cette réponse : « Belgique, Hollande, Suisse, Italie, France, Pologne, Esthonie, Bulgarie, Danemark, Suède et enfin — ce que vous attendez et que vous désirez m'entendre dire — Russie. »

Q. Avez-vous suivi les cours de quelque établissement sur le continent ?

R. Un peu en Russie.

Q. Quel établissement y avez-vous fréquenté ?

R. L'Université de Moscou. C'était entre 1932 et 1934.

J'y suis allé deux fois.

De retour en Angleterre, il fréquente la « London School of Economics ». Il étudie l'anthropologie sous la direction du professeur B. Malinowski. Le résultat de ces études fut le

livre que Jomo Kenyatta écrivit alors : « Facing Mount Kenya » (the tribal life of the Gikuyu) — « Gikuyu » étant l'orthographe qu'il préfère. L'ouvrage est fort bien résumé par la préface du professeur Malinowski qui dit : « ce livre est véritablement une contribution compétente et instructive à l'ethnographie qu'apporte un savant de souche authentiquement africaine. Par sa formation, M. Kenyatta allie à une pénétration inhabituelle de la connaissance des méthodes et des modes de pensées occidentaux une éducation et une personnalité essentiellement africaines. Comme un exposé de tout premier ordre d'un représentant de la culture africaine; comme un document précieux des principes sur lesquels repose le contact des cultures et leurs démarches; enfin, et ce n'est pas là son moindre mérite, comme un exposé personnel de la personnalité nouvelle d'un africain progressiste, ce livre prendra rang comme le tout premier succès d'un mérite hors de pair. »

Ce qui ressort puissamment de l'ouvrage, ce ne sont pas seulement les faits quotidiens et les grands moments de la tribu Kikuyu, c'est aussi la forte personnalité de l'auteur.

L'ouvrage fut publié par Secker et Warburg; on lui fit bon accueil, bien qu'il ne se vendit pas beaucoup. Il fallut attendre des années plus tard, pendant le procès quand une seconde édition parut. Elle fut épuisée presque en même temps.

Le procureur a interrogé Kenyatta sur ce livre.

Q. En reportant vos regards sur lui, pensez-vous qu'il représente toujours vos points de vue sur la tribu Kikuyu ?

R. Le livre ne peut pas être nécessairement un guide à mon service ma vie entière.

Q. Avez-vous modifié vos opinions depuis ?

R. Tel quel, le livre n'est pas mon opinion : il expose les us et coutumes du peuple Kikuyu.

Q. Mais... vous nous avez dit que vous étiez chrétien.

R. Oui.

Q. Pouvez-vous jurer que vous n'avez pas fomenté la haine raciale ?

L'avocat de la défense interrompit à cet endroit. Mais ce bref croisement de fers révélait un léger changement dans l'atmosphère. Ainsi donc, curieusement, le travail scolaire de 1936 était devenu — officiellement du moins — suspect, subversif et... « cause de désordres. »

(A suivre.)

Problèmes de l'enseignement en Afrique Noire

Si la colonisation était ce pillage qui suit la victoire militaire et qui hélas caractérise les conflits militaires de tout temps, il n'y aurait pas lieu de s'en étonner outre mesure.

Mais la colonisation est une guerre permanente (au service d'une exploitation économique) non plus contre un peuple sous les armes, mais contre les ressources de la liberté humaine, contre le génie d'un peuple, contre son âme. C'est ce qui explique qu'aux colonies, les Chambres de Commerce se préoccupent passionnément de l'éducation des indigènes.

Il s'agit, en effet, d'abâtardir la conscience culturelle du peuple colonisé dans la mesure où l'ordre colonial l'exige.

Détruire son passé est un des trois commandements primitifs et essentiels de la colonisation. Ni les héros, ni les institutions, ni la culture ne seront tolérés que dans la mesure où leur survivance ne porte pas ombrage au prestige du colonisateur. On les pliera même à rendre hommage à la gloire de ce dernier. (Chefs traditionnels et religieux, nommés et défaits à volonté — versions tendancieuses d'épisodes fragmentaires de la vie de nos héros — significations imposées à nos cultures...).

Le constant est qu'on veut substituer au culte de nos « arts et lettres » celui de la personnalité du colonisateur. Eteindre l'un au profit de l'autre (exaltée au point d'être défigurée) tel est le programme de l'assimilation.

Un autre commandement, encore plus impérieux peut-être, est de limiter les horizons de nos perspectives culturelles, de nous priver de nos chances dans l'avenir. L'enseignement ne sera pas offert à tous. Il ne doit servir qu'à former un petit nombre d'auxiliaires de la colonisation, parce que le colonisateur, ignorant le pays, a besoin de quelques intermédiaires et agents d'exécution dans les tâches humbles. On se doute

bien que les indigènes, s'ils avaient pu jouir de liberté politique, auraient, par leurs propres moyens, ouvert des écoles à travers le pays. Mais quelle société colonisée aurait pu prendre une telle initiative sans se voir condamner au nom des « intérêts supérieurs » de la nation colonisatrice !

Voici donc l'indigène acculé dans un espace spirituel étroit sans passé ni avenir, sans racine ni promesses. Nous ne devons notre survie qu'à l'impossibilité d'une extermination massive — et à notre humble obstination à ne pas mourir.

Les textes que progressivement nous présenterons ici, n'ont d'autre but que de montrer nos difficultés à entretenir une vie culturelle originale et libre. Il ne s'agit pas tant de vanter un système d'enseignement appliqué à une région que d'éclairer les problèmes auxquels se heurte l'évolution de pays qui veulent vivre culturellement selon leurs caractères propres, et en toute liberté.

(N. D. L. R.)

Esclavage, colonisation et tradition au Dahomey (sud)

par C. AGUESSY

Envelopper dans une vue d'ensemble des schémas d'éducation valables pour toutes les traditions du Dahomey est une entreprise qu'on ne saurait aborder sans quelques réserves.

Nulle région du Dahomey ne possède un code oral d'éducation. La vie des individus dépend beaucoup moins des individus eux-mêmes que des circonstances, aussi nombreuses que diverses, qui leur imposent des orientations variables, toutes tendues vers un but : vivre de son travail dans le maximum de sécurité. Or, cette sécurité est ce qui manquait le plus aux sociétés d'autrefois. La famille, sans cesse dispersée par les épidémies, les guerres ou l'esclavage, était constamment en migration. Des clans déracinés se réimplantaient çà et là, emportant ce qu'ils pouvaient de leurs acquisitions matérielles, intellectuelles ou morales. Tour à tour happés, absorbés par des milieux nouveaux, ils modifiaient les leurs de région en région, de période en période, pour n'arriver à arrêter une ligne de conduite qu'en fonction de la fixité relative de leur dernier habitat. Cette permanence s'est instaurée solidement il y a moins d'un siècle, après un mélange assez profond des hommes et des mœurs qui fait apparaître, au sein d'un même pays, des îlots hétérogènes enchâssés par places dans les populations depuis la côte jusqu'au Nord. Une telle mobilité d'existence qui n'a rien de commun avec la vie nomade, est cause de ce que l'enfant n'a pas été regardé comme un être nouveau dont il faut étudier et diriger le développement. L'enfant a subi la loi naturelle de l'évolution des êtres au milieu de leurs semblables. Il a été purement et simplement dilué dans l'ensemble des individus qui lui a imprimé sans apprêt, son propre comportement.

Pour ces raisons, il est malaisé de dégager une méthode

d'éducation traditionnelle valable pour toute l'étendue du Dahomey. Nous nous bornerons donc à présenter quelques silhouettes susceptibles de donner une certaine idée des efforts accomplis par diverses couches sociales, et qui aboutissent à la formation de l'adolescent.

1850

Les Fons d'Abomey viennent de réussir une série de coups de main en pays Yoruba. Ils emmènent de nombreux prisonniers en captivité. La civilisation occidentale du dix-neuvième siècle, plus adoucissante que celle d'aujourd'hui, n'a pas encore tempéré l'ardente lutte pour la conservation de l'espèce d'une Afrique encore trop fermée au reste du monde. Sur notre morceau de planète dont l'organisation n'est pas achevée, la loi du plus fort est la seule règle de vie.

Des Yorubas sont donc emmenés en captivité. Suivons la vie, nullement romancée, de deux hommes dans cette aventure : Orogan et Ogou, jusque dans leurs descendants.

Orogan est vendu aux *civilisés* qui font la traite des Nègres. Il vit quelque temps au Brésil, puis est débarqué dans une ville de la côte où il fonde une famille. Il rapporte du Brésil ce christianisme panaché de paganisme qui est la résultante de la lutte entre le nouveau et le vieil homme, entre l'enseignement acquis et le fond ancré des croyances millénaires.

Il a des enfants. Il leur apprend la politesse selon les règles de sa race et celles de la race ibérique. Vie africaine dans ses éléments les moins déracinables, retours périodiques de plus en plus fréquents aux vêtements ancestraux, mélange de cuisine européenne et de cuisine traditionnelle, culte de l'autorité, primauté du spirituel, rites animiques où l'élément dominant est l'oracle, vie européenne dans ce qu'elle a de compatible avec le rythme intérieur frémissant du subconscient africain, profondément rivé au mystère de la vie future, dans un sens conforme à sa conception de l'univers, tel est l'héritage qu'Orogan essaie de passer à sa postérité.

De ses enfants, de nombreuses filles mènent une existence comparable à celle des fils d'Ogou dont nous allons tirer plus loin un exemple. Le *miracle* de la présence européenne, et plus singulièrement de la présence française, fera de son fils unique, signant authentiquement nom et prénoms portugais, un fonctionnaire décoré.

Enfant, le fils d'Orogan porte la camisole, vêtement cou-

tumier de la première enfance. Il marche pieds nus. Il mange avec ses doigts, dans le plat de sa maman, assis sur une natte étendue dans la vérandah commune. Il balaye la cour et les chambres à l'aube, tire l'eau du puits avec une calebasse, au bout d'une corde. Il lave la vaisselle, fait la corvée de bois. Il salue les grands-parents en leur baisant la main : « Abinsi papai ». Il va à l'école des Pères missionnaires et s'instruit de la religion catholique. Dès maintenant la religion de l'occident chrétien occupe une place plus grande dans l'âme du fils né en 1870 que dans l'âme de son père. Il sera catéchiste et plus tard fonctionnaire. C'est la filière courante de promotion sociale que suivront plusieurs de ses contemporains. Eloigné des détails de l'exercice de la religion de ses ancêtres, il quitte la case natale et choisit sa résidence dans une autre ville, pour trouver un terrain plus propice à son épanouissement. Il épouse une femme de sa condition, de même race, de même origine, également fille de prisonnier de guerre détribalisé. Vêtements strictement européens, mariage selon le rite catholique (il n'y a pas d'état civil), repas en commun à la table de famille, enfants le plus naturellement du monde habillés à l'européenne, avec une sobre élégance. Baptême des enfants à la naissance. Scolarisation systématique. Tel est le mode de vie dont les petits-fils d'Orogan vont hériter. A cela près, ils sont élevés comme leur père, avec des obligations accrues, plus permanentes, en rapport avec l'élévation du niveau de vie des ascendants. Filles et garçons sont astreints aux petits travaux domestiques de propreté et d'entretien : blanchissage et repassage, couture à la machine, soins de la literie, de la vaisselle et du couvert, entretien des lampes à pétrole, emplettes dans les factoreries, etc... La cuisine est aussi bien faite par les garçons que par les filles. Aux filles revient, à l'exemple de la mère, le petit commerce ambulatoire ou la vente sur étal de menus bibelots. Les réjouissances ne sont pas exclues de la vie de famille, car le carnaval brésilien, le « bourinhan », est presque de rigueur dans la nuit de Noël.

Les naissances, amenant de partout les proches parents, réinstaurent, là où elles souffrent d'indifférence ou d'oubli, la musique et la danse des aïeux.

Parallèlement aux fils de la famille vivent d'autres enfants, les neveux, les nièces, les fils d'amis. Ceux-là sont aimés comme les autres, mais il leur est attribué une plus large part dans les soins domestiques. Ils se réveillent toujours plus tôt, se couchent souvent plus tard. Les sanctions corporelles méritées leur sont distribuées avec plus d'ampleur et de fréquence, ce qui provoque souvent d'inutiles évasions (ils sont

automatiquement ramenés par les leurs : pour s'instruire, il faut souffrir !) Les évasions sont cause d'interruptions multiples dans la fréquentation scolaire, lorsqu'il s'agit d'élèves, et ont pour conséquence l'analphabétisme. Les neveux, nièces et protégés se doivent d'être exceptionnellement doués pour parvenir à s'élever.

Les petits-fils d'Orogan et leurs cousins sont nombreux aujourd'hui parmi les personnalités africaines les plus marquantes du commerce et de l'administration.

*
* *

Si nous suivons Ogou, nous sommes en présence d'un tableau un peu différent.

Ogou n'a pas connu le transfert au Brésil. Il est affecté à un maître européen qui a besoin de main-d'œuvre sur place. Celui-ci l'envoie à ses plantations de manioc et de cocotiers. Mais avant de rejoindre son poste il demeure assez longtemps à la ville pour se marier à sa cousine rencontrée en captivité. Comme Orogan, il a un seul garçon, Odjo, parmi ses enfants. Il part sans sa famille, cultive quelque temps pour son maître et meurt à la tâche. Ses enfants sont l'héritage du maître. Ils vivent au milieu de leurs semblables, descendants de prisonniers de guerre, captifs comme eux.

Le maître meurt à son tour, au cours d'un congé à Lisbonne. La Cour d'Abomey hérite de ses biens, gens et choses, en vertu des lois en vigueur.

La veuve du maître entre en négociations avec le roi et parvient à récupérer ses biens. Odjo grandit, mais il jouit d'une telle liberté qu'il va jouer loin de son quartier. Il tombe dans les mailles d'un réseau d'enlèvement clandestin. Il est mis en câle avec de nombreux enfants de son âge. Les piroguiers attendent la nuit pour partir vers le port de l'océan où les enfants seront vendus aux négriers. Défense de parler sous peine de mort. La nuit vient. Les piroguiers mettent les pagaies à l'eau. Mais une patrouille du roi surgit.

— Piroguiers ! Rien à signaler ?

— Non.

— Pas d'hommes à bord ?

— Non.

Les enfants comprennent qu'ils sont volés. Odjo rassemble ses forces et crie le plus fort qu'il peut : « Nous sommes ici ».

Les enfants et les piroguiers sont débarqués immédiatement. En route pour Abomey et à pied.

Odjo, cette fois-ci, appartient bel et bien au roi. A la même époque que le fils d'Orogan élevé dans une ville de la côte, Odjo subit à Abomey une éducation différente.

Il est offert à Montcho, premier tisserand de Sa Majesté. Il est intelligent. Il plaît. Montcho le débaptise, l'affuble d'un nom à son goût et l'ennoblit en le tatouant. Il est entraîné à la vertu cardinale des proches du roi : la discrétion. Il est initié aux rites officiels. Il parle et chante le fon à perfection. Il n'a pas d'autre obligation que d'apprendre à tisser. Il tend et détend le fil de l'aube au crépuscule ; cela suffit pour lui donner plus tard une parcelle d'autorité, suffisante pour lui faire jouer un rôle dans le recrutement des armées du royaume, pour lui permettre des missions de confiance vers la côte. Odjo parvient à l'âge adulte, empreint d'une forte éducation fon qui se résume en ces mots : Respect de l'autorité. Homme discipliné, sévère pour lui-même, il s'applique à marquer ses enfants du sceau de la discipline et de l'honneur. Il n'y parvient pas complètement, car le spectacle de la vie de Cour, le resouvenir des siens, ses souffrances personnelles, lui font dédaigner toute rigueur dans l'éducation de ses enfants. Il hait les châtiments corporels pour les siens et pour autrui. Il a des vues larges, il croit au progrès, à l'évolution ascendante de l'homme, à l'influence de la culture européenne dans la vie africaine de demain. Alors il donne à ses enfants, à ses neveux et nièces, une éducation très souple, avec pour base la probité et le labeur quotidien. Il est en avance sur son époque : Pas de contrainte dans l'éducation de ses enfants. Il prêche par l'exemple, se réveille le premier, arrive le premier au travail, ne mange que si les enfants sont rassasiés, se privant du nécessaire pour eux dès qu'il en appréhende le besoin, analyse tout haut à l'intention de tous, les événements les plus menus et les plus divers, dont il tire une leçon et qu'il étale d'un récit des temps passés. Chacun sait quelque chose du métier paternel ; le plus jeune, à cinq ans, fait dans la cour, avec des brindilles et de bouts de fil de la toile fort bien tissée. En somme, éducation très libérale, où les travaux domestiques et artisanaux occupent tout le temps que l'école laisse libre, car tous les enfants sont écoliers. Les jeunes sont libres en fin de journée, après le repas du soir, quand tout travail est terminé. Mais il n'y a pas de sortie de nuit.

1900

De nombreux parents considèrent l'école comme une libération plus rémunératrice que le travail des champs. Tout est sacrifié à la maison au profit de l'école. Mais les filles font exception. Elles restent attachées aux soins domestiques et collaborent avec leur mère. Ce sont les piliers de la maison d'autrui (allusion à leur futur mariage). A quoi bon les instruire ? Les garçons perpétuent le nom et agrandissent le domaine paternel. Pour qu'ils le fassent bien, il leur faut de l'argent. On en trouve facilement dans le commerce et l'administration. Dès lors, l'éducation familiale cède le pas à l'éducation scolaire qui va façonner plusieurs générations sans grande empreinte du mode de vie traditionnel. C'est dans ce lot que se recrute le plus grand nombre des déclassés sociaux détribalisés.

Dès lors on peut distinguer deux catégories d'enfants :

— Les enfants à l'école.

— Les enfants au champ ou à l'atelier (la grande majorité).

Cette dernière catégorie seule, conserve des liens avec la tradition. Les filles sont initiées de bonne heure à tous les travaux de leur mère. Elles doivent déjà, à 16 ans, apporter quelque contribution au capital financier de la famille.

Le goût de l'épargne est un des impératifs de l'éducation de la fille, en prévision de son mariage. Une femme bien élevée ne doit pas attendre l'argent qui vient de son époux, pour s'acheter vêtements et parures, pour se nourrir. Il convient que la jeune fille se pénètre à temps de cette réalité.

Le garçon fait le métier de son père : portefaix, artisan ou cultivateur. Il s'intègre à l'économie domestique et ne possède de bien propre qu'au mariage, lorsqu'il a fondé un foyer avec les revenus collectifs de l'ensemble de la famille. Ceci contraste avec l'éducation de l'écolier dont la libération plus précoce est en rapport avec les progrès scolaires, avec cependant une restriction pour la jeune fille. Celle-ci doit greffer sur le temps des études celui des obligations domestiques, plus exigeantes, y compris le commerce ambulatoire du jeudi ou du soir.

Ce qui précède est valable pour de nombreuses régions de la côte, les agglomérations rurales avoisinantes, et les grands centres de l'intérieur.

Après cet aperçu des conditions de milieu, notre code d'éducation pourrait se résumer de la manière suivante, pour les régions du Sud :

A l'enfant avant un an, il faut inculquer les premières habitudes de propreté : sa maman lui donne une petite fessée, scandée de reproches à haute voix, lorsqu'il se souille à contre-temps, porté à califourchon sur le dos maternel.

Naturellement, à cet âge, il est nourri à la demande et tous ses cris ont pour corollaire le sein de sa mère.

De 1 à 4 ans se situe l'âge des premières responsabilités. On habitue l'enfant à saluer. Dans beaucoup de maisons, les gros mots sont supprimés dès les premiers balbutiements (où l'enfant les apprend-t-il sinon chez les grandes personnes ?) La politesse est enseignée sous les formes les plus courtoises du salut, dans des attitudes variables suivant les régions (à genoux, accroupi, debout donnant la main, debout les mains derrière le dos).

Le sevrage est conditionné par la précocité de la grossesse suivante chez la mère. La femme enceinte n'allaitant pas, l'enfant tête fréquemment jusqu'à l'âge de deux ans, cependant qu'il participe très tôt aux repas communs de la famille, s'instituant ainsi une alimentation mitigée et défectueuse.

Après le sevrage, l'enfant qui marche et parle doit s'habituer à se séparer de sa maman, qui le secoue volontiers lorsqu'il s'accroche trop à ses vêtements. Cette séparation n'est que de pure forme. En pratique, il faut arriver vers la cinquième année pour voir l'enfant vivre indépendamment de sa mère. A cet âge, la notion de propreté est plus exigée et s'étend aux repas, que l'enfant doit savoir prendre de ses mains sans se barbouiller la figure, la poitrine et les mains. On ne plonge pas une main entière dans l'assiette ou la calebasse. Le mets doit être pris du bout des doigts, et les doigts doivent être fréquemment léchés, sans bruit, afin de les tenir constamment exempts de toute trace d'aliments. La politesse est exigeante à cet égard.

Les premières notions de préséance apparaissent. Pendant les repas défense à l'enfant de porter le premier la main au plat commun. Défense de prendre le premier morceau de viande ou de poisson. Défense de manger plus de viande que de légumes, plus de sauce que de féculents. L'attitude contraire révélerait une propension au vol, tout au moins à la gourmandise.

Mais sur le pas de la porte, les enfants passent les premiers. Cela correspond à un sentiment de protection de la part des ascendants. De même, quand un adulte et un enfant

doivent se servir du même récipient pour boire, le premier rang appartient à l'enfant qui de par son âge, boit depuis moins longtemps que l'adulte « l'eau de la vie » et ne doit pas être astreint à la soif au profit du plus âgé.

L'exigence du salut correct est plus accusée.

L'éducation sexuelle est esquissée. Une plaisanterie très courante chez les adultes constitue à attribuer aux enfants des conjoints hypothétiques : Veux-tu être ma femme ? Veux-tu être mon mari ? Qui épouses-tu ? Ma sœur ou moi ? etc...

Cette forme de plaisanterie ne s'applique plus dès que l'enfant parvient à un discernement suffisant entre 7 et 10 ans. Néanmoins, une formule affectueuse de remerciements s'applique indifféremment aux adultes et aux enfants des deux sexes, pourvu que la parole aille du plus âgé au plus jeune : Merci mon époux. Aucune nuance sexuelle n'est attachée à cette phrase qui dénote tout simplement l'affectueux intérêt que l'on porte à la personne à qui l'on parle.

Le sentiment du travail est créé de façon très précoce. Il est demandé à l'enfant de transmettre de petits messages de parents à parents, d'apporter des petits objets qui sont à sa portée. Dès que l'enfant peut se servir de ses mains, il est appelé à des efforts progressifs, toujours proportionnés à ses forces. Ceci l'intègre insensiblement aux occupations ou au métier de ses parents au fur et à mesure de sa croissance.

Entre 1 et 4 ans, l'heure du sommeil reste fixée par les parents. Les jeux sont en quelque sorte dirigés : chœurs et danses enseignés par les mamans et répétés en groupe entre enfants, manière de parer le bébé et de le mettre au dos pour les filles. Les garçons, plus agités, plus en contact autant que possible avec les papas qu'avec les mamans, sont davantage livrés à leur propre initiative et imitent les garçons plus âgés.

A partir de 5 ans, l'enfant doit savoir se laver tout seul.

La responsabilité s'accroît : l'enfant reçoit sa part obligatoire du travail familial : soins du ménage, transports de charges, corvée de bois et d'eau, balayage, enlèvement des matières usées, sacrifices de la volaille, voyages à pied, emplettes au marché, vente, désherbage, récolte et, pour les plus précoces, fabrication d'objets artisanaux, selon le métier du père ou de la mère (vannerie, poterie, tissage, etc...). Cet entraînement manuel est d'abord fait sous forme de jeu. La perfection et la durée du travail exigées augmentent avec l'âge de l'enfant.

La bienséance prend une place importante dans la salutation, la parole et le geste. On ne montre pas du doigt son supérieur. Ici le vouvoiement est exigé (influence Yoruba).

Là, on ne s'adresse au roi qu'à la troisième personne (milieux royaux d'Abomey). L'enfant cède le pas à la personne la plus âgée pour passer une porte. Les règles relatives aux repas subsistent. Les jeux sont plus personnels et sollicitent davantage l'esprit. Chez les garçons : jeux de lance-pierre, jeu d'escargot, cerf-volant, toupie, hannetons en laisse, constructions de maisons ou de tunnels façonnés dans la terre glaise avec le pied pour charpente ; chez les filles, lavage de linge, toilette et alimentation du bébé, cuisine surtout, avec divers objets hétéroclites représentant tous les constituant connus des mets coutumiers.

La surveillance morale de l'enfant est attentive, mais elle n'a pratiquement pas le moyen de s'exercer au milieu des conditions matérielles, souvent défavorables. Toutefois, le principe de ce qui est considéré comme le bien est nettement inculqué par la parole à toute occasion : morale individuelle, morale collective et morale sociale y trouvent leur place.

Contre les fautes, les diverses formes de sanctions sont utilisées. Le châtiment corporel existe et est généralement accepté.

De 9 à 16 ans, c'est la période d'orientation professionnelle poussée. L'enfant doit savoir déjà quel sera son métier. C'est en général le métier du père qui est enseigné au garçon, tandis que la fille est initiée à celui de sa maman, dans ses moindres détails, par la pratique quotidienne progressive. La force physique et l'âge de l'enfant seuls règlent le programme et l'emploi du temps.

La surveillance de l'enfant est modérée en vue de favoriser le mariage. L'influence des parents se borne aux directives se rapportant aux nécessités collectives de la famille. L'enfant cherche activement sa personnalité, accepte moins volontiers les remontrances, sauf dans les grandes maisons de chefs ou de princes où l'obéissance, en dépit d'aspects serviles, est de pure crainte ou de pure forme, et ne correspond plus à une réalité interne.

A cet âge, les châtiments corporels ne sanctionnent que les fautes réputées graves et considérées comme délits de droits communs (vol, adultère) sont acceptés comme une juste réparation.

Les journées de travail étant longues, les jeux sont plus volontiers nocturnes, au clair de lune... A la campagne, chez les populations riveraines des cours d'eau, du sud au nord, du moins au nord-ouest du pays, c'est un brassage intense des adolescents des deux sexes.

A la ville, au Sud, dans beaucoup de maisons, les sorties du soir sont interdites.

A 17 ans commence l'âge du placement. Tout ce qui est exigé de l'adulte est exigé de l'enfant, hormis le mariage.

A la campagne le jeune homme sans métier est mal vu. A cet âge on doit déjà contribuer aux moyens de subsistance de la famille. La tolérance ou l'acceptation des intentions de mariage est en rapport direct avec le rendement de l'enfant. Les ressources personnelles du jeune homme sont incorporées à celles de son père. En règle générale la tradition veut que les biens du jeune homme soient entre les mains de son père jusqu'au mariage qui constitue le critère essentiel de la majorité. La fille reste constamment dans une dépendance plus ou moins accusée vis-à-vis de ses parents. Elle ne travaille pas en vue de son ménage futur. Elle ne doit entrer en ménage qu'après l'acquittement de dette par son fiancé.

Historique de l'enseignement en A. O. F.

par Ray AUTRA

DU 17^e SIECLE A LA FIN DU 19^e SIECLE

En 1635, débarquant à Rufisque, le Père Alexis constate non sans étonnement qu'elles habitants « disent des grossièretés et profèrent des jurements en français. » Mais il va sans dire qu'il y a loin entre le fait de proférer des jurons et de dire des grossièretés et parler français. Et s'il est facile d'imaginer que les Rufisquois ont appris ces premiers mots au contact des premiers Français à une époque où on aimait tant jurer et en termes truculents, il faut arriver en 1816 pour voir le Gouverneur du Sénégal appeler à Saint-Louis un instituteur français et le charger d'ouvrir une école destinée à donner aux enfants un enseignement élémentaire en français et en langue vernaculaire — ouoloff —. Mais les efforts déployés jusqu'en 1829 pour l'enseignement en langue vernaculaire aboutissent à un échec qui incita désormais dans les écoles du Sénégal à ne pratiquer que le français.

A partir de 1840, le Gouvernement du Sénégal fit appel aux Frères de Ploermel qui organisent un enseignement professionnel agricole et artisanal et ouvrent en 1848 un atelier de forge et de menuiserie dont le succès fut tel qu'il fut question de créer au Sénégal une école des Arts et Métiers.

Il est bon de noter d'un autre côté que l'enseignement des filles avait été introduit à Saint-Louis du Sénégal dès le début du 19^e siècle par les Sœurs de Saint-Joseph-de-Cluny, mais avait un but essentiellement pratique : la couture et le ménage.

Somme toute, il faudra attendre la seconde moitié du 19^e siècle pour que de véritables écoles soient créées au Séné-

gal sous l'impulsion de Faidherbe qui se révéla un précurseur de la laïcité libérale plus tard prônée par Jules Ferry. C'est ainsi que dès 1860, on pouvait dénombrer 860 élèves — dont 200 filles — dans la ville de Saint-Louis, tandis que des cours du soir obligatoires pour les musulmans étaient organisés pour les élèves des écoles coraniques. On doit aussi à Faidherbe, l'*Ecole des Otages* où étaient envoyés les fils des grands chefs noirs récemment conquis à la cause française et dont du reste le nom est suffisamment éloquent pour déterminer son objet. Supprimée en 1872 pour raison d'économie, cette école rétablie en 1893 sous le nom plus libéral d'*« Ecole de Fils de Chefs »*, a formé les premières élites africaines : commis d'administration et du commerce, interprètes, moniteurs d'enseignement...

ŒUVRE DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

C'est à la III^e République que l'on doit incontestablement l'extension de l'enseignement en A. O. F. Avec la promulgation en France des lois laïques, on voit bientôt en Afrique des écoles s'ouvrir tout d'abord avec des maîtres de fortune : officiers, et sous-officiers français, anciens tirailleurs, interprètes.. Puis débarquent les premiers instituteurs blancs et petit à petit, le service de l'enseignement s'organise.

En 1903, une Charte crée au-dessus des écoles primaires — comprenant alors des écoles de villages et des écoles régionales ou urbaines — trois types d'établissements :

— *L'Ecole primaire supérieure* (E. P. S.) ouverte aux enfants pourvus du C. E. P. E. La scolarité qui est d'abord de un an ou deux est portée à trois (candidats aux écoles normales) ou quatre (sections administratives de formation des agents des cadres locaux, commis expéditionnaires, des P.T.T., agents des chemins de fer...).

— *L'Ecole professionnelle* destinée à former des maîtres ouvriers est ouverte aux élèves nantis du C. E. P. E. Durée des études : trois ans.

— *L'Ecole normale* qui recevait les élèves recrutés par concours dans les E. P. S. et les préparait en trois ans à l'une des branches suivantes :

- Enseignement : corps des instituteurs africains du cadre secondaire ;
- Administration : corps des commis de l'administration générale du cadre secondaire, des commis des P.T.T.

Outre une section de médecine de l'Ecole normale (il n'en existait qu'une seule à l'époque, l'Ecole normale William Ponty de Gorée) préparait au bout de 2 ans l'entrée soit à l'Ecole de médecine de Dakar où après trois ou quatre ans sortaient des médecins ou pharmaciens africains ; soit à l'Ecole vétérinaire de Bamako où trois ans plus tard, on devenait vétérinaire africain.

L'Ecole de médecine de Dakar comprenait également une section de sages-femmes et d'infirmières-visiteuses, recrutées après concours à partir des écoles régionales, niveau du C. E. P. E.

Le schéma de l'enseignement était alors celui indiqué par le tableau de la page 71.

L'année 1924 marquera une étape importante avec l'arrêté du 1^{er} mai réorganisant l'enseignement et fixant notamment les programmes. Mais six ans plus tard — en 1930 et jusqu'en 1946 — survenait un bouleversement qui compromit le développement de l'œuvre espérée de la Charte de 1924 : ce fut la création des Ecoles rurales dont les programmes prévoyaient des travaux agricoles et artisanaux absorbant la majeure partie des emplois du temps. Caractérisant cette période noire, M. l'Inspecteur de l'Enseignement primaire Marcel Chambon écrivait dans le n° 19 de l'*Educación Africaine*, organe officiel du rectorat d'A. O. F. :

« Les écoles rurales qui ont fonctionné de 1930 à 1946 ont fait l'objet de violentes critiques de la part des Africains qui ont exigé leur suppression. Ces critiques étaient en partie justifiées : la conception de l'école rurale s'avérait pourtant indispensable dans un pays qui compte 90 % de cultivateurs : son échec a été le résultat d'une organisation matérielle dont l'insuffisance a provoqué souvent de scandaleux abus.

On demandait aux maîtres de se substituer aux agents de l'agriculture sans leur donner la formation nécessaire ni l'équipement indispensable. On trouvait des jardins et des plantations éloignés de plus d'un kilomètre du point d'eau dont l'abord était parfois très difficile. Matin et soir, la corvée d'arrosage était assurée par les élèves portant les plus invraisemblables récipients : estagnons percés, moitiés de Calebasses, boîtes de conserves de tous les calibres, etc...

Par tous les moyens, les élèves tentaient de se dérober et ce qu'ils récoltaient le plus sûrement étaient des punitions qui se traduisaient en corvées supplémentaires d'arrosage.

Les résultats étaient médiocres, presque toujours inférieurs à ceux obtenus par les cultivateurs du village et les maigres ressources ainsi procurées à la Mutuelle scolaire ne

ECOLE DE VILLAGE

ECOLE RÉGIONALE

C.E.P.E

ECOLE PRIMAIRE
SUPÉRIEURE

ECOLE
PROFÉSSIONNELLE

MAÎTRES
→
OUVRIERS

ECOLE
NORMALE

ECOLE DE
SAGES-FEMMES ET
D'INFIRMIÈRES

SAGES-FEMMES
ET
→
INFIRMIÈRES-
VISITEUSES

ECOLE DE MÉDECINE
HUMAINE DE DAKAR

ECOLE DE MÉDECINE
VÉTÉRINAIRE DE
BAMAKO

COMMIS DES
ADRES LOCAUX
MONITEURS
ENSEIGNEMENT
GENT DU CHEMIN
DE FER

STITUTEURS
COMMIS
D'
MINISTRATION

MÉDECINS ET
PHARMACIENS
AFRICAINS

VÉTÉRINAIRES
AFRICAINS

pouvaient guère atténuer la rancune tenace des élèves contre l'odieuse corvée d'arrosage.

Dans la majorité des écoles les travaux agricoles ont eu pour résultat de dégoûter à tout jamais les élèves et de leur inspirer une sainte horreur des travaux de la terre...

En 1937 en Côte d'Ivoire on imposait à une école à 3 classes la plantation d'un hectare de caféiers. L'outillage consistait en dabas fournis par les élèves, aucun crédit n'était mis à la disposition du directeur alors que l'on comptait à cette époque un minimum de 50.000 fr. pour mettre un hectare de terrain en état de plantation...

De son côté, M. J. Capelle, recteur de l'Académie d'A. O. F. renchérit :

« ... Mais là encore, des abus ont rendu les fermes scolaires impopulaires. La nécessité d'une formation agricole était devenu, parfois, un prétexte à une organisation où le directeur jouait au planteur et où les enfants effectuaient un travail souvent au-dessus de leurs forces, au détriment de la classe, qu'ils étaient contraints d'abandonner fréquemment, et au détriment même d'une formation agricole réelle. »

C'est dans l'intervalle que furent créées les Ecoles normales rurales de Katibougou (Soudan) et de Dabou (Côte d'Ivoire), centres de formation des instituteurs ruraux qui devaient être les animateurs des écoles rurales. Ces écoles normales comprenaient outre des sections agricoles et des eaux et forêts et les assistants forestiers et de l'agriculture devaient en liaison avec les services de l'Enseignement réaliser le vaste programme de « ruralisation » entrepris dans toute l'A. O. F. Mais si comme l'a dit M. Chambon Marcel, « on ne réussit qu'à dégoûter à tout jamais les élèves et leur inspirer une sainte horreur des travaux de la terre », par ailleurs avons-nous écrit, cette transformation des écoles en véritables exploitations agricoles influa de façon on ne peut plus néfaste sur les résultats scolaires qui s'avérèrent d'année en année plus médiocres.

Donc, l'échec des écoles rurales fut total et il faut le dire, les Africains crurent en grande majorité que la réforme survenue n'avait pour but que de saboter l'enseignement et d'empêcher la montée de véritables élites dont le pays n'avait que trop besoin. Quoi qu'il en soit, M. J. Capelle, ancien recteur de l'Académie d'A. O. F. parlant de la scolarisation en Afrique Noire française en ce début du XX^e siècle écrira :

« ... Ce régime de l'indigénat qui a caractérisé cette période ne reconnaissait pas aux autochtones le statut de citoyen français et l'organisation sociale aux colonies était telle que

les postes de commandement où les fonctions difficiles étaient toujours confiées aux Blancs. Les indigènes devenaient donc les serviteurs ou les adjoints des Blancs et il était tout à fait exceptionnel qu'un indigène pût accéder à un emploi réservé à un Européen ».

Oui, il s'agissait essentiellement de former des auxiliaires, des agents subalternes pour l'administration, le commerce et les entreprises privées. N'empêche que nombre de ces agents malgré les errements, malgré les tâtonnements de la pédagogie africaine et malgré toutes les critiques formulées plus haut ont en maintes occasions fait preuve d'une haute valeur intellectuelle et la présence de certains dans les Assemblées métropolitaines où ils se distinguèrent parmi leurs collègues français achèvera de réduire à néant la thèse jusqu'alors répandue dans bien de milieux de l'imperfectibilité du Nègre et selon laquelle, il fallait « doser précautionneusement » l'enseignement... D'aucuns verront là une raison supplémentaire qui empêcha de prodiguer un enseignement poussé aux africains. Et l'on notera qu'au terme de cette étape qui nous conduit à l'après-guerre si l'organisation de l'enseignement avait été calquée sur celle de la Métropole — Ecoles primaires, Ecoles primaires supérieures, Ecoles normales —, on ne délivrerait que des diplômes locaux !

Il vient d'être dit que l'enseignement avait pour but alors la formation d'auxiliaires africains ce qui assurait aux Blancs les postes de responsabilité. Et naturellement la hiérarchisation du personnel enseignant n'échappera pas à cet impératif de l'heure.

Ce personnel comprenait :

a) Un personnel européen de commandement :

— L'Inspecteur de l'enseignement, chef du service, en principe un par territoire, recruté parmi les instituteurs sur concours local. Lorsqu'il y avait deux ou trois inspecteurs dans une colonie, le plus gradé résidait au chef-lieu et dirigeait le service ;

— Les chefs de secteurs scolaires. Ils étaient choisis parmi les instituteurs qui étaient alors nommés dans un cadre dit du degré complémentaire. Les chefs de secteurs remplissaient en fait les fonctions d'inspecteurs primaires cependant avec des pouvoirs exorbitants. Bon nombre, éloignés de leurs attributions naturelles qui est d'enseigner, ont abusé des pouvoirs discréditaires d'une situation inespérée, instituant une véritable dictature à l'école sur les maîtres africains, et dont l'école africaine a eu à souffrir cruellement. Ces abus maintes fois dénoncés par les instituteurs autochtones, les sec-

teurs scolaires furent supprimés en fait en 1946 cependant qu'aucun texte officiel ne consacre encore leur disparition.

— Les instituteurs du cadre supérieur soit détachés de la métropole, soit incorporés dans le cadre supérieur de l'A O. F. Quand ils n'étaient pas chefs de secteurs, ils tenaient des établissements alors placés en dehors des secteurs scolaires.

b) *Un personnel africain* subordonné à des directeurs européens ou aux chefs de secteurs :

— Les instituteurs du cadre secondaire formés dans les écoles normales délivrant des titres locaux ;

— Les moniteurs du cadre secondaire ;

— Les moniteurs du cadre local et les moniteurs auxiliaires, recrutés à partir du C. E. P. E.

Enseignement secondaire. — Cet enseignement réservé aux enfants des coloniaux était donné dans les lycées de Dakar et de Saint-Louis qui décernaient malgré tout, un titre local, le brevet de capacité colonial, assimilé au baccalauréat métropolitain. C'était par accident, au prix de mille difficultés, que des africains — encore fallait-il qu'ils soient citoyens des quatre communes du Sénégal — étaient admis dans ces deux établissements. Dans les autres territoires fonctionnaient des écoles dites à programme métropolitain préparant au concours d'entrée en sixième, les parents envoyant ensuite leurs enfants munis de bourses poursuivre leurs études en France.

Enseignement technique. — Nous avons déjà parlé des Ecoles professionnelles qui malheureusement étaient pauvrement outillées et ne pouvaient former des ouvriers vraiment qualifiés. Par ailleurs, à leur sortie de l'école, les élèves ne trouvaient de débouchés ni dans l'administration ni dans les entreprises privées ou lorsqu'ils avaient un emploi, il était très mal rétribué, toutes choses qui ont amené la désertion de ces établissements. On a cru et on croit encore que les Africains n'aiment pas les travaux manuels. Mais l'attitude hostile pour les disciplines manuelles a des causes on ne peut plus justifiées dans la réalité. C'est, venons-nous de dire, la condition précaire faite aux anciens élèves des sections professionnelles dépourvues ou presque d'outillage. Il faut ajouter à ces tares la mauvaise organisation de l'enseignement confié à des « maîtres ouvriers » incapables, de recrutement médiocre. Aussi, les élèves des Ecoles d'apprentissage étaient-ils nettement moins vêtus, nourris et logés que leurs camarades des E. P. S.

Cependant l'Ecole *Pinet-Laprade*, la section professionnelle de l'Ecole *Terrasson-de-Fougères* et la Maison des artisans de Bamako font exception à la règle et ont formé d'excellents ouvriers et artisans. L'Ecole *Pinet-Laprade* notamment mérite une mention spéciale. D'abord installée à Gorée où elle était une section de l'Ecole normale William Ponty (section des ouvriers), elle fut transférée à Dakar où elle prit le nom d'« *Ateliers Africains* ».

Enfin, il faut signaler l'Ecole des *pupilles mécaniciens de la marine de Dakar* qui a donné à l'A. O. F. des spécialistes très recherchés dans les branches « mécanique et ajustage ». Les élèves se recrutaient sur concours après le certificat d'études et la durée des études était trois ans. L'Ecole des *pupilles mécaniciens de la marine* était en somme l'établissement supérieur d'enseignement technique du moment.

Le temps n'est pas loin, pensons-nous, où avec le développement de l'Enseignement technique, l'alignement des programmes sur ceux de la Métropole avec un outillage adéquat et les multiples débouchés qui seront offerts par l'industrialisation de l'Afrique les disciplines manuelles attireront des milliers de jeunes.

Il convient maintenant de donner un aperçu de l'état de la scolarisation à la veille de la dernière guerre mondiale. Le Bulletin officiel de l'Enseignement Outre-Mer (décembre 1950) du Ministère de la France d'Outre-Mer donne les statistiques suivantes pour l'année 1938 :

TERRITOIRES	Population en milliers	Nombre d'élèves	Pourcen- tage de scolarisa- tion	NOMBRE D'ÉCOLES		NOMBRE de MAÎTRES de l'ENSEIGNEMENT PUBLIC	
				Enseign' public	Enseign' privé	Cadre métropol	Cadre local
A. O. F.	15.200	71.200	2,4	464	530	373	1.026
Comparativement							
A. E. F.	3.490	21.050	3	91	141	—	—
Cameroun	2.390	107.100	22	87	—	36	174
Togo	755	10.000	7	53	53	10	104

*

* *

AU LENDEMAIN DE LA 2^e GUERRÉ MONDIALE

Au lendemain de la 2^e guerre mondiale, quel était le bilan de l'œuvre d'enseignement et d'éducation en A. O. F. ?

Ce bilan n'était pas, il faut en convenir, ce qu'on aurait pu attendre après cinquante ans de présence française pour des motifs divers et le tableau de scolarisation que nous venons de donner en témoigne éloquemment.

Tout d'abord, il y a eu la lourde hypothèque des buts majeurs à atteindre : la formation accélérée d'auxiliaires du Blanc dans l'administration et les entreprises coloniales. Puis la perte de vitesse occasionnée par la ruralisation des écoles. Evidemment, on ne peut nier que l'Afrique, pays aujourd'hui essentiellement agricole, a besoin d'élites rurales. Mais nous avons vu comment les abus ont rendu l'enseignement agricole impopulaire, éloignant plus les enfants de la terre et amenuisant le temps consacré à la classe.

Ensuite, il ne faut pas s'en cacher, il y a eu les réticences de certaines populations. Seulement a-t-on étudié les causes profondes de ces réticences ?

En fait, dans tous les pays du monde, les innovations ont toujours rencontré devant elles la barrière des coutumes, traditions et préjugés. L'Ecole ne pouvait manquer de trébucher sur cet ensemble complexe. En second lieu et M. le Recteur Cappelletti a vu très juste, le recrutement des enfants pour l'école avait un caractère coercitif au même titre que le travail forcé et autres servitudes du temps de l'indigénat et comme tel, apparaissait aux parents comme une opération profitable seulement aux *Toubabs*. D'où toutes les ruses pour empêcher les enfants de servir de cobayes à l'on ne savait quelles autres expériences machiavéliques des Blancs. En troisième lieu, la fréquentation scolaire amenait les élèves à parfois une centaine de kilomètres et plus de la résidence des leurs et on conçoit que les parents mettaient des difficultés à se séparer de leurs enfants. Plus grave, là-bas, les enfants vivaient de véritables calvaires soit qu'on les confiait à un oncle ou un ami peu scrupuleux ou bien à des représentants de cantons dont les ressorts moraux ne sont pas moins détendus qui en faisaient de petits esclaves écrasés de tâches domestiques et par ailleurs toujours affamés. En quatrième lieu, dans tous les milieux ruraux — et cela est vrai en France — les enfants constituent une main-d'œuvre appréciée et ces milieux ne les laissent pas partir de gaité de cœur. Nous n'avons que trop

souligné plus haut l'influence facheuse de l'école rurale sur le recrutement et la fréquentation scolaires.

Toutefois, objectivement, l'effort scolaire fut surtout entravé par la politique définie tout à l'heure visant uniquement à former des agents subalternes pour les besoins de la colonisation et les manifestations de cette politique, toutes choses qui ont fait qu'avant 1947, l'enseignement essentiellement basé sur ces objectifs mesquins, ne discernait que des titres locaux, rien de plus que des certificats de scolarité.

Mais la Constitution d'octobre 1946 renversant le régime de l'indigénat allait faire des hommes d'Afrique des citoyens et l'on verra désormais siéger dans les Assemblées métropolitaines et locales des parlementaires et élus autochtones. Or, la Charte de l'Union Française proclamait entre autres l'égal accès de tous — Blancs et Noirs — à toutes les fonctions, compte tenu seulement des capacités de chacun. Dès lors, on comprend que les Africains, on ne peut plus défavorisés au départ, aient mis l'accent sur le développement maximum de l'enseignement et réclamé son alignement sur l'enseignement dans la métropole. D'une part.

De l'autre, le droit de cité exige du citoyen la connaissance de ses droits et devoirs. — « Nul n'est censé ignorer la loi ». Et les élites du pays avaient pris conscience du fait que la plus large diffusion de l'instruction parmi les masses était la condition *sine qua non* de l'évolution de l'Afrique. D'où le problème de l'enseignement s'inscrira en tête des professions de foi des futurs élus répondant ainsi aux vœux des populations. Et la formulation entêtée de la revendication tendant à mettre au premier plan les questions scolaires allait aboutir à une réorganisation de l'enseignement dont nous ne noterons que les principales étapes.

Administration scolaire. — Dès 1947, l'administration scolaire en A. O. F. prenait la structure d'une Académie métropolitaine sous l'autorité d'un recteur.

Le rectorat d'A. O. F. créé par décret du 27 novembre 1950 est divisé en 7 inspections académiques (une par territoire, le Sénégal et la Mauritanie ayant le même inspecteur d'académie) elles-mêmes divisées en 26 circonscriptions d'inspection primaire.

Le recteur est nommé par décret du président de la République sur proposition conjointe du ministre de l'Education nationale et du ministre de la France d'Outre-Mer. Les inspecteurs d'Académie choisis sur la liste générale d'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie établie par le ministre

de l'Education nationale, assurant la direction territoriale des services de l'enseignement. Les inspecteurs de l'enseignement primaire doivent depuis 1948 être titulaires du certificat d'aptitude à l'Inspection primaire (C. A. I. P.) — option Outre-Mer, — délivré par le ministère de l'Education nationale.

Enseignement primaire. — L'arrêté général N°2576/IP du 22 août 1945 réorganisant l'enseignement primaire en A. O. F. a remplacé celui du 1er mai 1924. C'est aujourd'hui avec quelques modificatifs la charte de base de la scolarité primaire fixée à 6 années dans des établissements à 6 classes, à recrutement annuel, ou dans des écoles à 3 classes, à recrutement biennal. Le couronnement des études est le certificat d'études primaires élémentaires (C. E. P. E.) et le concours d'entrée en sixième (Bourses).

En 1949, l'enseignement primaire a été rendu obligatoire jusqu'à concurrence du nombre d'élèves correspondant à la capacité des cours préparatoires de chaque circonscription et les enfants inscrits sont astreints à la fréquentation régulière de l'école.

Enfin les méthodes et programmes ont été rénovés.

En marge de l'enseignement primaire et pour pallier à ses insuffisances, un enseignement de base a été mis en place à l'intention des adultes. Il se propose de lutter contre l'analphabétisme et de diffuser des notions et des pratiques usuelles d'hygiène, d'agriculture, d'instruction civique. Après une période d'expérience et de mise au point au Sénégal et en Guinée, le service de l'Education de base a créé un centre fédéral de formation d'un personnel qualifié à Dakar et, dans de nombreux territoires, l'éducation de base a démarré avec la participation des instituteurs, médecins, sages-femmes, vétérinaires, agents d'agriculture et des Eaux et Forêts. A l'échelle de l'Union Française, un Conseil supérieur de l'Education de base vient d'être institué auprès du ministère de la France d'Outre-Mer. Mais, il faut le dire, l'Education de base prête actuellement le flanc à des critiques qui semblent on ne peut plus fondées. On lui reproche entre autres d'avoir plus des objectifs de propagande spectaculaire que de tendre vers une action en profondeur en engloutissant des sommes énormes.

Enseignement du second degré. — Il est donné dans les lycées et collèges modernes et classiques et conduit de la 6e au B. E. P. C. ou au Baccalauréat. Les Collèges courts vont de la classe de 6e et préparent au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (B.E.P.C.), diplôme équivalent au brevet élémentaire mais comportant l'étude d'une langue. Les collèges longs et

les lycées permettent l'obtention du baccalauréat. Les titulaires de ce parchemin peuvent soit embrasser une carrière de fonctionnaire du cadre supérieur (enseignement, administration) soit aborder l'enseignement supérieur ou entrer dans le secteur privé.

Parallèlement aux collèges modernes et classiques fonctionnent les cours normaux et les écoles normales.

Les cours normaux que l'on peut comparer aux cours complémentaires de la métropole ont un cycle d'études de 4 années sanctionnées par le brevet élémentaire. Ce sont les établissements de formation des instituteurs adjoints et des moniteurs du cadre secondaire, ces derniers devant avoir les 8/20 des points nécessaires à l'admission au B. E.

Les écoles normales, établissements de formation des instituteurs recrutent par concours les élèves nantis du B. E. ou du B. E. P. C. qu'ils amènent en 3 années au baccalauréat.

Enseignement technique. — Il est dispensé dans les centres d'apprentissage et les collèges techniques.

Centres d'apprentissage. — Ils recrutent par voie de concours des élèves de 13 à 17 ans qui y reçoivent outre un complément d'instruction primaire orientée vers le métier, une formation professionnelle sanctionnée par divers certificats d'aptitude professionnelle (C. A. P.) dans les spécialités : bois, fer, ajustage, maçonnerie, agriculture, commerce (sténodactylo, secrétariat, comptabilité). La durée des études est de 3 ans.

Collèges techniques. — Ces établissements recrutent dans les mêmes conditions que les autres établissements du second degré, c'est-à-dire au concours d'entrée en 6^e, des jeunes gens qui se destinent aux carrières de maîtrise de l'industrie (contre-maîtres, dessinateurs, techniciens...) ou du commerce (comptables, secrétaires, agents commerciaux, chefs de service...).

La sanction des études dans les collèges techniques est le brevet : Brevet d'enseignement agricole pour les collèges d'agriculture, brevet élémentaire commercial pour les collèges techniques commerciaux et brevet d'enseignement industriel pour les collèges techniques industriels et nous avons énuméré en même temps les établissements techniques fonctionnant actuellement en A. O. F. auxquels il faut cependant ajouter le collège technique maritime de Rufisque qui a remplacé l'ancienne école des pupilles mécaniciens de la marine.

En outre, les titulaires du brevet d'enseignement industriel sont admis de droit et sans examen en deuxième année

à l'Ecole supérieure des Travaux Publics de l'A. O. F. à Bamako qui est aujourd'hui au sommet de l'enseignement technique dans la Fédération et prépare des sous-ingénieurs, dessinateurs, commis d'architecte et topographes.

Il serait souhaitable, dans un souci d'alignement sur l'enseignement technique métropolitain que les collèges techniques puissent faire accéder au baccalauréat (option technique) ce qui permettrait aux élèves de préparer le concours d'admission aux grandes écoles techniques de France, telles l'Ecole nationale des ingénieurs des arts et métiers, l'Ecole supérieure de commerce, l'Ecole technique des mines, l'Ecole supérieure d'électricité, l'Ecole nationale de navigation et à entrer dans les cadres supérieurs des travaux publics, postes, télégraphes et télécommunications, chemins de fer, aéronautique civile et marine...

Ecole d'infirmiers d'Etat de Dakar. — Créée par arrêté N° 6613 du 15 septembre 1953 en même temps que sa jumelle destinée aux infirmières, elle prépare en 3 ans au diplôme d'Etat des infirmiers. Les candidats et candidates doivent être titulaires du brevet élémentaire et passer ensuite un concours d'entrée.

Enseignement supérieur. — Il est représenté en A. O. F. par l'*Institut des Hautes Etudes de Dakar* créé par décret du 6 avril 1950 et qui comprend : une école supérieure de droit, une école préparatoire de médecine et de pharmacie, une école supérieure de sciences et une école supérieure de lettres. Sauf pour le droit, les étudiants n'accomplissent pas le cycle complet des études à l'Institut de Dakar. Nantis des premiers certificats, ils sont envoyés dans les facultés métropolitaines pour accéder aux diplômes d'Etat de docteur en médecine, docteur vétérinaire, docteur en pharmacie, sage-femme coloniale ou acquérir les licences, doctorats ou agrégations en lettres, sciences, mathématiques, etc.,.

L'Institut des Hautes Etudes de Dakar est un premier pas vers une université en Afrique Noire française et l'idéal serait de voir dans le plus proche avenir cette promotion.

Les examens de l'Institut ont actuellement lieu sous la présidence des professeurs des universités de Paris et de Bordeaux chargées d'assurer la tutelle de ce jeune établissement d'enseignement supérieur.

Au terme de ce panorama de l'enseignement en A. O. F., il est bon de schématiser l'organisation, ce qui donne le tableau suivant :

ECOLEES PRIMAIRES
6 ANS
C.E.P.E.

CENTRES d'APPRENTISSAGE
BOIS, FER, AJUSTAGE
COMMERCE, AGRICULTURE

ENTRÉE EN 6^e
BOURSES

COLLÈGES MODERNES
CLASSIQUES
1^{er} CYCLE
B.E.P.C.
INSTITUTEURS ADJOINTS

COURS NORMAUX
B.E.
INSTITUTEURS
ADJOINTS

COLLÈGES TECHNIQUES
BREVETS TECHNIQUES

COLLÈGES CLASSIQUES
MODERNES
2^{ème} CYCLE
BACCALAUREAT

ECOLEES NORMALES
4 ANS
INSTITUTEURS

ECOLEES TECHNIQUES
SUPÉRIEURES
ECOLEES DES TRAVAUX
PUBLICS DE
BAMAKO

3 ANS
BAC
TECHNIQUE
A CRÉER

INSTITUT DES HAUTES
ETUDES DE DAKAR.
CLASSES PRÉPARATOIRES
AUX GRANDES ECOLES
UNIVERSITÉS

ENSEIGNEMENT FEMININ

Il est utile de réserver une place spéciale à cet enseignement qui présente quelques particularités.

Tout d'abord comment ne pas souligner que la scolarisation des filles est en butte à des difficultés de recrutement surtout dans les milieux islamiques. Par ailleurs, la fille africaine se marie tôt, ce qui handicape bon nombre d'écolières.

Ceci dit, on constate qu'entre 1946 et 1953, le chiffre des filles fréquentant les écoles a presque triplé, car a passé de 11.700 à 30.000, chose consolante en soi s'il est vrai que l'évolution de la société africaine ne sera hâtée et ne sera profonde que par l'association étroite de la femme à l'œuvre d'éducation, ce qui rejoint la pensée du grand leader africain de la Gold Coast, Aggrey quand il s'écrit : « Si vous éduquez un homme, vous éduquez simplement un individu, tandis que si vous éduquez une femme, vous éduquez une famille ».

Et maintenant quels sont les débouchés offerts aux jeunes filles africaines ?

En premier lieu, il convient de faire observer qu'au même titre que les jeunes gens, les jeunes filles peuvent accéder à tous les grades universitaires en passant par les lycées et collèges pour aller dans l'enseignement supérieur. Ensuite, il existe :

1° *Enseignement du second degré :*

— Des *cours normaux féminins* qui préparent au B. E. conduisent aux fonctions de monitrices d'enseignement du cadre secondaire (8/20 des points) ou d'institutrices adjointes (B. E. + année de formation professionnelle).

— *L'école normale de jeunes filles de Rufisque* ouvrant après le baccalauréat la carrière d'institutrice.

2° *Enseignement technique :*

— Les *centres d'apprentissage féminins* permettant l'obtention au bout de 3 ans des C. A. P. de comptable et au bout de 4 ans des C. A. P. de sténo-dactylo et d'employée de bureau. Cette préparation est actuellement assurée par les cours commerciaux professionnels de Dakar et les sections commerciales des centres d'apprentissage d'Abidjan et de Cotonou. Les sections annexées au collège moderne de jeunes filles de Conakry visent en outre à donner aux Africaines une éducation ménagère et à les familiariser avec la couture et la coupe.

Le collège technique de commerce de Dakar également ouvert aux jeunes filles délivre soit le brevet d'enseignement commercial du 1er degré, soit au second degré le brevet supérieur d'enseignement commercial et le brevet professionnel (mention comptable et ultérieurement mention secrétariat).

3° *L'école des infirmières d'Etat de Dakar.* Elle s'articule à l'échelon de la classe de 3e du 1er cycle de l'enseignement du second degré court. Cette école a été créée pour la préparation du diplôme d'Etat d'infirmières par arrêté du 17 novembre 1950 du ministre de la Santé publique et de la France d'Outre-Mer et est jumelée, avons-nous dit, à l'école d'infirmiers. Le fonctionnement de ces deux établissements faisant l'objet de l'arrêté général n° 6613 du 15 septembre 1953.

4° *L'école des sages-femmes africaines de Dakar.* Le concours d'entrée s'articule là au niveau de la classe de 4e de l'enseignement court. L'âge d'entrée se situe entre 18 et 25 ans. Réorganisée par l'arrêté du 5 septembre 1953, n° 6613, la durée des études est fixée à trois ans.

Enfin ; les jeunes filles ont la possibilité d'obtenir le diplôme d'Etat des sages-femmes coloniales.

Ainsi de larges débouchés sont offerts aux jeunes filles et il ne reste plus qu'à mener une vaste campagne pour la scolarisation des fillettes en multipliant les classes appropriées (1).

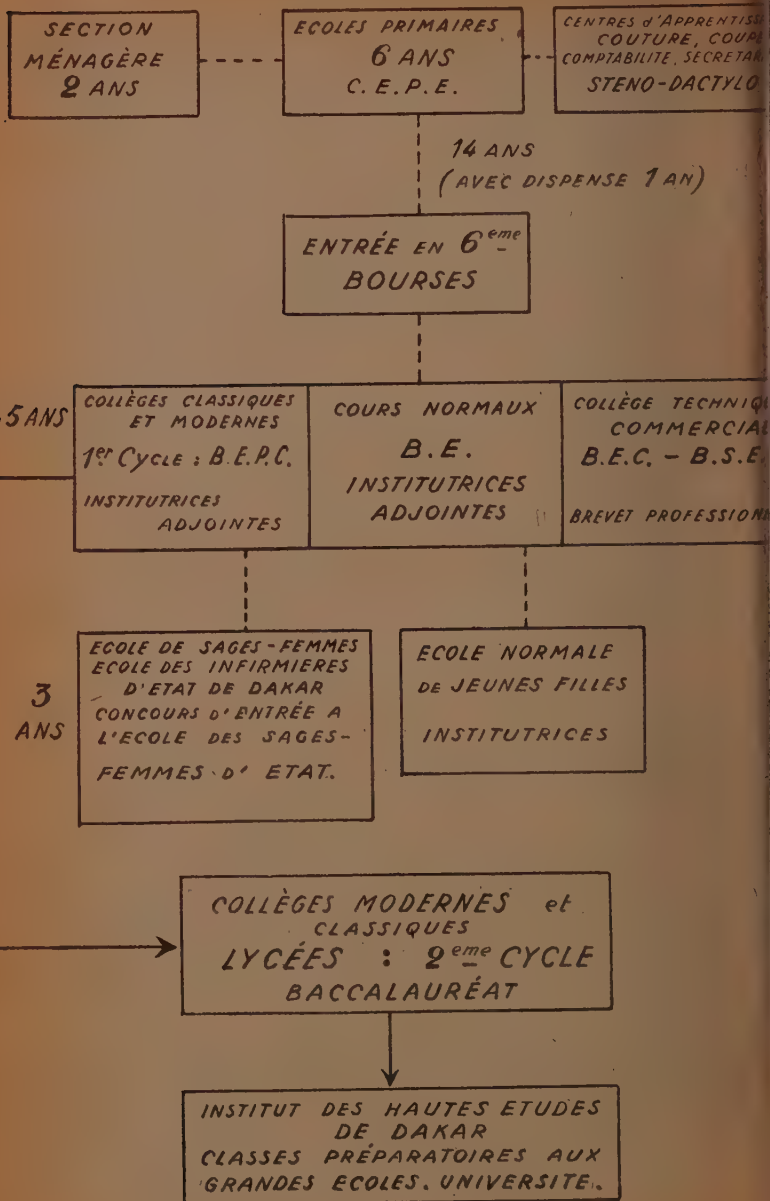
SCOLARISATION

Un des problèmes les plus cruciaux et les plus urgents posés depuis toujours en A. O. F. est le développement de l'enseignement primaire. Un plan de scolarisation établi en 1947 par le ministère de la France d'Outre-Mer au titre du Fonds d'investissement et de développement économique et social (F. I. D. E. S.) prévoyait qu'en 1956 il y aurait en Afrique Noire française au moins 50 % d'enfants scolarisés par les établissements officiels donc exclusion faite de l'effort poursuivi par les écoles libres. Mais on vient de se rendre compte en 1953, qu'en 1956, la scolarisation aussi bien dans les écoles officielles que dans les écoles libres n'atteindra que 20 à 40 % dans certains territoires et 5 à 15 % seulement dans d'autres, soit une moyenne de 15 % !

En Guinée française, territoire dont la population est de 2.300.000 habitants, on estime qu'au train où vont les choses, l'objectif d'une scolarisation totale ne pourrait se réaliser

(1) Voir tableau à la page 90.

SCHEMA DE L'ENSEIGNEMENT FEMININ EN A. O. F.



avant *un siècle*, en escomptant que le chiffre de la population reste stationnaire. Dans ce même territoire, à une époque récente on n'ouvrait que 10 classes par an où l'on ne pouvait recevoir que 600 enfants sur les 400.000 d'âge scolaire.

Le tableau de scolarisation pour les divers territoires de l'A. O. F. était le suivant en 1945 pour l'enseignement officiel :

— Sénégal	1.700.000 habitants	4 %
— Mauritanie	390.000 —	2,50 %
— Guinée	2.000.000 —	1,70 %
— Côte d'Ivoire	3.850.000 —	2,50 %
— Dahomey	1.350.000 —	3,3 %
— Soudan	3.600.000 —	2,1 %
— Niger	1.750.000 —	0,8 %

soit pour l'ensemble de la Fédération 2,50 % pour 17.434.000 habitants, le pourcentage de la scolarisation totale (enseignement officiel et enseignement libre étant de 3,34 %. En 1951, on atteint 4,15 % et en 1952, 7,6 %.

En ce qui concerne les crédits affectés à l'enseignement, ils sont de 5,75 % du budget en 1945 et de 7,50 en 1950. En 1951, les dépenses annuelles consacrées à l'enseignement s'élèvent pour la Côte d'Ivoire à 17 % du budget et pour le Soudan français à 19 %.

Pour se rendre compte de l'effort à accomplir dans ce domaine en 1952, pour une population de 17.434.000 habitants, le nombre total d'enfants à scolariser était de 3.840.000 sur lesquels 201.101 seulement fréquentaient les écoles. Ainsi 3.279.699 enfants ne pouvaient trouver de place dans les établissements d'enseignement, leur scolarisation demandant la création de 54.661 classes supplémentaires. Et l'on comprend que la revendication essentielle des Africains reste : « Des écoles, toujours plus d'écoles ! »

Le second problème non moins urgent strictement lié à la scolarisation est celui des maîtres. Il faut recruter des instituteurs en nombre et des maîtres qualifiés. Or, cet effort se trouve sérieusement handicapé par la condition faite aux enseignants africains. A ce propos, M. Jean Capelle, recteur de l'Académie d'A. O. F., écrivait : « L'Afrique manquait cruellement et manque encore d'instituteurs. Ceux-ci étaient fournis, on l'a vu, avec les candidats à l'Ecole de médecine, par les écoles normales locales. Le rapport des soldes entre l'instituteur africain et le médecin africain (qui faisait des études

plus longues) était de l'ordre de 3 à 4. A la fin de la guerre, le ministère de la France d'Outre-Mer crut devoir prendre en faveur du seul personnel indigène des Service de santé (médecins africains, sages-femmes, infirmiers) des mesures telles que le rapport des soldes entre l'instituteur et le médecin africain passa brusquement de 3-4 à 3-9. Il en résulta pour l'échelle des fonctions locales un grave déséquilibre et chez les fonctionnaires indigènes un malaise profond ; par voie de conséquence, le recrutement des instituteurs tarit dans des proportions inquiétantes : l'enseignement primaire africain n'a pas fini de souffrir de la désaffection de la fonction enseignante... » Et le recteur de l'Académie d'A. O. F. poursuit plus loin en rendant un vibrant hommage au corps enseignant africain qui malgré tout fait preuve d'une admirable conscience professionnelle.

Il n'en reste pas moins que les enseignants attendent toujours du gouvernement les mesures de justice et d'équité tendant à leur donner dans la société africaine une place digne de leur apostolat.

Pour finir, l'Afrique attend des écoles pour tous ses enfants, elle attend la liquidation de l'analphabétisme parmi les adultes, elle attend une situation sociale améliorée pour ses maîtres, elle attend la création d'une véritable université.

A propos de l'éducation de base au Cameroun

par SENGAT KUO

L'Education de base a, pour les pays sous-développés une importance telle, que la campagne récemment ouverte en différents points du continent africain ne saurait nous laisser indifférents.

Ce serait cependant une excessive prétention que de vouloir, dès maintenant, sur les différentes expériences en cours d'exécution, formuler un jugement exhaustif. Il est à peine nécessaire d'ajouter que telles ne sont pas nos intentions car :

1° — La nature même de l'entreprise, qui est fort délicate, nous interdit des jugements trop généraux et trop catégoriques.

2° — La campagne et les expériences sont encore trop récentes pour qu'on puisse valablement et définitivement juger de leur valeur et de leurs résultats.

Nous nous proposons simplement ici de formuler quelques réserves, mais importantes à notre sens, sur les principes essentiels qui sont à la base même de la campagne. Nous nous limiterons plus précisément à l'expérience du Cameroun qui nous est la mieux connue.

Quels sont ces principes ?

Dans le numéro de septembre-novembre 1953 de A. B. C., nous lisons que l'éducation de base est « un effort pour permettre aux populations de civilisation non mécanique de construire avec les éducateurs ce qui sera demain leur propre société, en dégageant les éléments valables de leur culture traditionnelle et ceux qu'il convient d'emprunter au monde moderne ».

La démagogie de cette définition ne fait pas de doute.

Un tel programme, qui est la revendication majeure de l'Afrique, ne peut être rempli que par l'élite africaine elle-

même, et dans la mesure, seulement dans la mesure où elle parviendra à briser le nœud des exigences colonialistes, dans la mesure où elle réussira à reconquérir l'indépendance de l'Afrique.

Il n'est un secret pour personne, en effet, que l'enseignement colonial régulier, jusqu'à ce jour, a toujours ignoré les valeurs des cultures africaines. Comment donc une simple éducation de base peut-elle prétendre donner aux masses africaines les moyens de « construire ce qui sera demain leur propre société en dégageant les éléments valables de leur culture traditionnelle et ceux qu'il convient d'emprunter au monde moderne » ?

Utopie et mystification !

Pour réaliser un tel idéal, il faut une connaissance profonde à la fois des cultures africaines traditionnelles et du monde moderne. Connaissances que, de toute évidence, ne peut procurer l'éducation de base dont les objectifs sont nécessairement limités.

Ce n'est donc pas dans une définition aussi ambitieuse que vague et hypocrite que nous chercherons les principes directeurs de la campagne d'éducation de base. M. Camerlink nous en propose une autre, moins ronflante mais plus exacte, précise et complète :

« L'éducation de base, dit-il, prend le village, non l'individu pour cadre d'une action placée sous le signe fonctionnel, dont les habitants eux-mêmes sont les artisans, sous l'impulsion éclairée d'une équipe de spécialiste qualifiés, faisant appel à des techniques audiovisuelles modernes, exécutant un programme rationnel émanant d'organismes directeurs territoriaux appropriés, obéissant à un impératif financier d'économie ». (L'Éducation de Base, page 2).

De cette définition, nous retiendrons que l'éducation de base :

- 1° — prend pour cadre de son action le village africain.
- 2° — se place sous le signe « fonctionnel ».
- 3° — nécessite la participation active des habitants eux-mêmes.
- 4° — s'accomplit sous l'impulsion d'une équipe de spécialistes qualifiés.
- 5° — fait appel à une méthode pédagogique moderne utilisant les techniques audio-visuelles.
- 6° — est dirigée et coordonnée par des organismes appropriés (au Cameroun, la direction est administrative et rattachée au service de l'enseignement).

7° — obéit à un impératif financier d'économie.
Examinons ces différents principes.

I. — L'EDUCATION DE BASE PREND POUR CADRE DE SON ACTION LE VILLAGE AFRICAIN.

Les expériences portant sur les sociétés humaines n'ont des chances de réussir que si elles s'opèrent sur une aire humaine homogène, présentant une relative autonomie. Le problème était donc de trouver une telle aire en Afrique noire où, sur un espace restreint, on le sait, coexistent souvent des centaines d'ethnies ayant chacune ses caractéristiques propres.

Les spécialistes ont cru trouver la solution du problème dans la structure même des sociétés coutumières africaines. En effet, le village africain, avec son organisation tribale, n'offre-t-il pas tous les caractères de cette aire homogène ? Le village est à la fois unité ethnique et spirituelle et unité économique : c'est, pour tout dire, une unité sociale.

Ainsi donc, « ce n'est pas l'individu ignoré, insaisissable, simple élément d'une collectivité qui l'absorbe et dont il est solidaire mais... le village africain dans son intégralité, avec son statut traditionnel, son organisation familiale et tribale complexe, ses clans et ses castes, ses impératifs et ses interdits, que l'éducation de base veut appréhender » et doit appréhender (Camerlink, *idem* page 12).

Au Cameroun, le village choisi pour la première expérience est celui d'Endingding.

Quelques remarques s'imposent, croyons-nous, à propos de ce principe.

1° — Sans aucun doute l'éducation de base doit être collective et opérer sur une aire homogène. Il semble cependant qu'on n'ait pas suffisamment tenu compte de la ligne générale d'évolution des sociétés africaines traditionnelles. Pour qui sait observer, il apparaît sans équivoque, que, sous la pression des exigences de l'économie de marché introduite par la colonisation, progressivement mais irrésistiblement, les communautés tribales et familiales se désagrègent. Et ceci, en particulier, est vrai d'Endingding où, de l'aveu même des spécialistes qui y travaillent, la tribu s'est déjà émiettée en groupes familiaux restreints.

Dans ce cas, vouloir à tout prix maintenir ou retrouver ce mode de regroupement social, qui correspond à un stade de production dépassé et que condamne une évolution nécessaire, n'est-ce pas aller contre cette émancipation même de

l'homme africain que l'éducation de base se donne (et doit avoir) pour mission de promouvoir ?

C'est pourtant ce qui se fait à Endinding. « Le problème à résoudre dans l'expérience d'Endinding, lisons-nous dans le « Bulletin de l'Education de base au Cameroun » (N° 1, page 10), c'est d'agir au niveau du village et de *redonner aux petites communautés éparses le sens de leur cohésion tribale* » (1). Et un peu plus loin, à la même page : « il faut donc utiliser les groupes familiaux tels qu'ils existent et à partir d'eux *reforger l'unité de la tribu* ».

Il convient de dénoncer ici la duplicité de l'administration coloniale qui, d'une part, pousse et travaille activement elle-même à la « consolidation » tribale, d'autre part, tire argument de l'existence au Cameroun d'une structure tribale pour s'opposer à l'accession de ce pays à l'indépendance.

2° — Cette politique d'action « au niveau du village », de consolidation tribale, vise apparemment un objectif réactionnaire dans son essence : couper le village de la ville, faire du village, un groupe fermé aux influences jugées néfastes de la ville où, rapidement, se développe une vigoureuse conscience nationale.

Il est intéressant de noter que, pour l'administration coloniale, l'éducation de base ne représente pas un devoir d'émancipation sociale et humaine mais un moyen de lutte contre toute idée de progrès (qualifiée, pour les besoins de la cause, de propagande subversive). C'est ainsi que nous lisons, dans le N° 11-12 de l'Education de base : « lutter contre l'analphabétisme, c'est lutter contre le pouvoir dangereux de toutes les propagandes fondées sur le peu de résistance qu'opposent les individus ignorants à cette magique puissance de la parole ».

Quoiqu'il en soit, dans un pays où l'on se flatte d'instituer des communes de plein exercice, l'existence d'une telle politique de consolidation tribale est significative : elle dévoile l'hypocrisie des réformes et des initiatives coloniales. A qui peut-on faire croire, en effet, que « l'esprit communal » est compatible avec la « mentalité » tribale que veut à tout prix « *reforger* » l'éducation de base ?

(1) C'est nous qui soulignons, ici comme dans tout le texte (S. K. F.).

II. — L'ECUCATION DE BASE SE PLACE SOUS LE SIGNE « FONCTIONNEL ».

Qu'est-ce à dire ?

Que l'éducation de base se donne pour objet « l'ensemble des activités humaines », d'enseigner aux communautés à vivre mieux en ayant recours au minimum d'apports extérieurs (!) ;... de leur apprendre à utiliser les moyens du bord » au maximum (Bulletin de l'Education de base au Cameroun (1) page 26).

L'éducation de base diffère donc essentiellement de l'enseignement traditionnel. Elle s'oriente résolument vers les problèmes concrets qui se posent à une communauté donnée : « elle commande une conception de l'éducation dynamique... qui s'oppose à la conception intellectualiste traditionnelle... On ne part pas d'un programme établi à l'avance ni d'une division du savoir par matières séparées telle que l'enseignement traditionnel l'a établie, mais on part de situations concrètes, de problèmes actuels auxquels les intéressés eux-mêmes s'efforcent de trouver une solution... » (Camerlinck, *idem*, p. 12).

La lutte contre l'analphabétisme, le développement de l'hygiène, l'éducation économique, forment ainsi le contenu fondamental de la campagne d'éducation de base.

a) ALPHABETISATION.

Comme toute la campagne d'éducation de base en général, l'alphabétisation cherche surtout à atteindre les adultes. Son importance est évidente. Elle constitue l'une des conditions nécessaires du réveil spirituel de l'Afrique noire. « Il est primordial, si l'on veut libérer l'esprit, d'apprendre à lire aux individus. « Lire, c'est élire », la lecture permet un libre choix ».

D'autre part, la formation de la jeunesse africaine « dépend... en grande partie des influences reçues du milieu social et familial dans lequel elle se développe. Il est évident que les enfants instruits à l'école développeront leur facultés plus harmonieusement et rapidement s'ils trouvent plus de compréhension dans leur famille et dans leur communauté tout entière » (B. E. B. C. N° 4, page 19-22).

(1) Nous désignerons désormais ce bulletin par ses initiales (B.E.B.C.).

Pour que l'éducation scolaire soit formatrice d'une élite véritablement africaine, il importe que l'école ne soit pas, comme à l'heure actuelle, totalement coupée du milieu social environnant : l'éducation d'une société doit s'intégrer à cette société prise dans sa totalité.

Mais cette lutte contre l'analphabétisme, nous semble-t-il, ne peut être complètement efficace qu'à deux conditions :

1° — si elle s'accompagne d'une scolarisation de plus en plus large de la jeunesse. Or la direction de l'enseignement ne semble pas, tout au moins au Cameroun, s'orienter dans cette voie. En effet, comme d'autres ont pu le dire dans ce cahier même, les établissements scolaires surtout secondaires et d'enseignement technique, demeurent peu nombreux et leur nombre, pas plus que celui des enfants scolarisés, n'augmentent sensiblement. Sur les 470.000 enfants scolarisables que possède le Cameroun, à peine 180.000 sont effectivement scolarisés cette année. Faut-il encore rappeler la parcimonie avec laquelle les bourses d'enseignement supérieur sont octroyées et toutes les mesures arbitraires auxquelles se heurtent les élèves aussi bien que les étudiants ? Nous nous en dispenserons.

2° — si elle est poursuivie en même temps que le développement de l'économie du pays et l'élévation du niveau de vie des masses indigènes. Ce qui permettra, d'une part, d'envisager un vaste plan de développement de l'enseignement (primaire, secondaire et technique), d'autre part, aux parents, dans les cas où la bourse ne peut être octroyée, d'envoyer en toute sécurité leurs enfants à l'école et de les y maintenir le plus longtemps possible ; ensuite, à l'ensemble de la population, de se procurer le loisir et les éléments matériels nécessaires à une culture de base.

La campagne d'alphabétisation risque d'être inefficace sur le plan territorial si la grande majorité de la jeunesse camerounaise doit attendre de devenir adulte ou même de vieillir pour pouvoir bénéficier (1) de quelques rudiments d'éducation. « L'éducation dans sa structure ne peut être considérée isolément. Elle doit être un aspect, et en vérité un aspect très important du mouvement d'ensemble tendant au développement d'un pays et de sa population », reconnaît-on (B. E. B. C.

(1) On peut envisager, bien sûr, d'englober la jeunesse non scolarisée dans la sphère de l'éducation de base, mais cela n'est pas une solution si l'on considère l'urgent besoin qu'a l'Afrique d'une élite nombreuse et compétente.

N° 1, page 9). Mais encore faut-il que ces déclarations ne restent pas platoniques ; que l'administration, dont on connaît par ailleurs l'hypocrisie et la démagogie, donne la preuve de sa volonté de les réaliser ; les étaye d'une politique économique et sociale qui soit le gage objectif de leur sincérité !

*
* *

Poursuivons. Comment se fait l'apprentissage de la lecture à Endingding ? Par l'utilisation transitionnelle (nous disons transitionnelle car le but reste l'enseignement du français) de la langue vernaculaire. Des sons et des mots de la langue EWONDO sont intégrés dans un système de type Laubach (1). « L'alphabétisation semble en effet devoir être facilitée par l'élaboration d'un système alliant la langue vernaculaire et un français simplifié sur la base du langage quotidien de l'Africain » (B. E. B. C. N° 1, page 15).

Le principe ne semble pas mauvais en lui-même. On peut cependant le rejeter pour réclamer l'utilisation exclusive de la langue vernaculaire (une des revendications du nationalisme camerounais). En effet l'emploi exclusif de la langue locale (au moins pendant un certain temps au début comme cela se pratique dans certains territoires sous administration britannique), qui ne peut se heurter ici à l'objection fondamentale qui consiste à dire que les langues africaines ne sont pas encore à même d'exprimer avec précision certains concepts scientifiques ou philosophiques (2) présente deux avantages importants :

1° — il permet d'économiser un temps précieux dans l'apprentissage de la lecture. On apprend plus vite et mieux dans sa langue maternelle que dans une langue étrangère.

2° — il permet une assimilation plus rapide et plus complète des notions enseignées. Il ne fait aucun doute que l'emploi de mots familiers pour caractériser des situations réelles rend plus sensibles aux intéressés, les problèmes concrets auxquels s'attaque l'éducation de base. La langue étrangère (en l'occurrence le français) au contraire par l'effort continu de mémorisation qu'elle exige, risque, non seulement de détourner

(1) Cf. : F. C. Laubach : *Teaching the world to read*.

(2) Ce qui est d'ailleurs faux. Cf. Cheikh Anta DIOP : *Nations Nègres*

l'attention de ces problèmes, mais aussi de ralentir singulièrement les progrès de l'alphabétisation.

Mais... le français est encore la langue officielle au Cameroun. Force est donc aux habitants d'Endinding de l'apprendre s'ils veulent, actuellement, savoir défendre leurs propres intérêts. Le système « alliant la langue vernaculaire et un français simplifié », compte tenu des circonstances historiques, n'est pas mauvais, avons-nous dit. Il n'en est plus de même, semble-t-il, dès qu'on envisage de l'appliquer à l'enseignement proprement dit.

Lisons : « il s'agit là d'ailleurs d'une question intéressant à la fois l'éducation de base et l'enseignement proprement dit et le Bureau d'éducation de base a proposé, lors de la récente réunion des inspecteurs primaires au Cameroun, que ceux-ci participent à l'élaboration de lexiques français-langues vernaculaires, composés du vocabulaire élémentaire » (B. E. B. C. N° 1, page 15).

L'usage de ces lexiques, dit-on, permettrait d'éviter la phraséologie, le psittacisme et la préciosité « qui caractérisent trop souvent le langage des jeunes Africains scolarisés » et d'aider ces derniers aussi bien que les adultes à parvenir à « une connaissance satisfaisante d'un français » à la fois « vraiment efficace », « correct et utilisable ».

Nous remarquerons d'abord que la phraséologie, le psittacisme, et la préciosité qu'on reproche aux « jeunes Africains scolarisés » doivent être imputés, non à une soi-disant incapacité des Africains (ceux-ci ont donné et continuent à donner chaque jour la preuve contraire) mais aux déficiences de la pédagogie coloniale et à l'insuffisance de la formation des maîtres et de certains responsables de l'enseignement en Afrique. C'est ce qui permet à Richard-Molard d'écrire : « un reproche est assez couramment adressé aux élèves dans les écoles : tout en leur reconnaissant une excellente mémoire, supérieure à celle de leurs condisciples blancs, on se plaint de leur manque d'intelligence : ils apprennent fort bien par cœur ; mais ils n'assimilent guère, ils ne semblent pas comprendre. Qu'est-ce que cela prouve ? Cela juge-t-il les élèves ou les programmes et l'esprit de certains enseignements ? Si on enseigne à ces enfants des choses qui pour eux sont mortes, étrangères, tandis qu'elles sont vivantes, concrètes pour leurs camarades blancs, comment veut-on que les premiers fassent appel à une autre faculté que la mémoire tandis que les seconds font naturellement jouer leur intelligence ? » C'est donc avec raison que Cheik Anta Diop constate que : « de ce fait (nos) facultés intellectuelles n'ont même pas eu l'occasion d'être éprouvées

pour qu'on puisse les juger ». Nous remarquerons ensuite qu'il y a lieu de s'effrayer de l'application de cette méthode des lexiques à « l'enseignement proprement dit ».

Sans doute faciliterait-elle, dans une mesure dont il ne faut d'ailleurs pas s'exagérer l'étendue, les premiers contacts des enfants noirs avec l'école française. Mais elle entraînerait aussi un certain nombre de conséquences qu'il importe de signaler :

1° — Les jeunes Africains, en fin de compte, n'auront une connaissance suffisante ni du français ni de la langue vernaculaire. Et c'est à ce moment-là, précisément, qu'il deviendra légitime de redouter de leur part, « phraséologie, psittacisme et préciosité ».

2° — Il faudra également craindre un français qui ne serait que la langue vernaculaire habillée de mots français. La méthode du « Mamadou et Bineta » comporte de très graves défauts. Mais au moins avait-elle le mérite de nous obliger — ce qui est important pour la connaissance d'une langue — à penser directement en français, à prendre conscience, dans une certaine mesure, de sa structure interne. La méthode du « lexique » risque, au contraire, de donner à l'élève l'idée fausse et néfaste qu'il existe, entre l'architecture du français et celle de sa langue maternelle une correspondance mécanique.

3° — Des moyens d'expression limités conduisent nécessairement à une pensée étriquée et indigente. C'est une évidence que de dire qu'on ne peut penser sans mots et que la pensée est souvent à la mesure du vocabulaire qui l'exprime.

4° — Une déformation intellectuelle peut s'en suivre : « le fait de parler une langue sans la savoir... peut conduire... à la suffisance du portier d'hôtel et aux jugements péremptoirs » (Moret-Bailly : les langues modernes, nov-déc. 1952).

5° — De même une diminution du niveau et de la qualité intellectuels de la jeunesse africaine.

Un texte de M. Maurice Lacroix, paru dans les Lettres Françaises du 1^{er} juillet 1954, résume admirablement le danger que représente l'enseignement dans nos écoles d'un français élémentaire associé à la langue locale également élémentaire : « on ne pense pas sans mots. Plus le vocabulaire sera pauvre... plus la pensée sera superficielle et confuse... Réduire la langue à un minimum artificiellement déterminé (« sur la base du langage quotidien de l'Africain » : B. E. B. C. N° 1, page 15), c'est préparer un type d'esprit standard. Quelle arme dans les mains des pouvoirs publics !

« Qu'il s'agisse de la liberté de l'esprit, du développement

des intelligences enfantines... la création d'un « français de base » serait une aventure singulièrement redoutable ».

Dès lors, comment s'étonner que certains adultes « demandent à suivre exactement les mêmes cours que les enfants et à utiliser les mêmes livres » (B. E. B. C., N° 3, page 12) ? « Sentiment de frustration » par rapport à la jeunesse scolarisée dans les conditions actuelles qui seront peut-être bientôt mises en cause) ? Nous ne le croyons pas. Il semble plutôt que les adultes sentent, dès maintenant, la médiocrité et le danger de l'« éducation au rabais » qu'ils reçoivent.

Et l'on voudrait étendre cette méthode à l'« enseignement proprement dit » !

b) — HYGIENE ET SANTE

Le but que l'on poursuit ici est de permettre aux ressortissants du groupement d'Enginding de vivre dans un milieu beaucoup plus sain et dans des conditions meilleures. Plutôt que de médecine curative, il s'agit surtout, dit-on, de médecine préventive de caractère individuel et collectif : hygiène, puériculture, alimentation, etc...

Sans aucun doute, l'œuvre a de l'importance. Surtout si l'on connaît les effroyables conditions de vie de la plupart des milieux ruraux africains.

Mais ici, nous répèterons ce que nous avons déjà eu l'occasion de dire ailleurs. L'action dans ce domaine, comme dans celui de l'enseignement ne peut acquérir toute son efficacité que si elle est menée dans le cadre d'une saine politique visant au développement général du pays.

D'une part, l'hygiène doit se développer en même temps que les hôpitaux, les dispensaires et les autres services sociaux. Il convient aussi de ne pas oublier le sport et les lieux de distraction qui peuvent avoir une influence salutaire sur la santé et la vie des individus et contribuer à enrayer l'alcoolisation des masses africaines. Il n'est pas inutile d'y insister car on peut penser que l'une des causes de « l'enivrement » de l'Afrique noire est le lourd et morne ennui qui pèse comme un couvercle sur les villes (et même les villages) qui, sevrés de leur base culturelle, ne « savent plus danser ».

D'autre part, elle doit être subordonnée à un plan de développement du pays, développement qui accroîtrait la richesse sociale et individuelle. Il est à remarquer que, si dans certains cas, le manque d'hygiène est dû à l'ignorance, dans d'autres cas, et qui ne sont pas les moins nombreux, il a pour cau-

se fondamentale, la pauvreté. Cela se vérifie quotidiennement dans certains milieux ouvriers et paysans de l'Europe.

Prenons un exemple :

Il n'échappe à personne que la sous-alimentation constitue l'un des problèmes les plus graves de l'Afrique noire. L'Africain se nourrit mal depuis des générations. Il absorbe chaque jour une nourriture insuffisante quantitativement et mal équilibrée qualitativement. Cette « malnutrition » quasi-chronique rend faible physiologiquement et partant, vulnérable à de multiples maladies.

Quelle solution propose l'éducation de base à ce problème ? Selon les spécialistes d'Endingding, il suffirait, pour enrayer cette sous-alimentation et ses conséquences, « d'indiquer aux Camerounais, quelle est l'alimentation qui leur conviendrait le mieux, de leur montrer où résident les déficiences et de leur donner des conseils en particulier en ce qui concerne le sevrage et l'alimentation des enfants » (B. E. B. C., n° 2, page 18).

Et après ?

Après : « Si ces directives sont entendues, on peut espérer un état de mieux-être de la population » (B. E. B. C., n° 2, page 18). Comment ne pas voir que le problème n'est pas uniquement un problème d'éducation, qu'il ne dépend pas seulement, dans sa solution, de la bonne volonté des Camerounais, que ces « directives », ne peuvent être « entendues » qu'en fonction du niveau de vie et des moyens matériels des intéressés ?

La sous-alimentation pose de graves problèmes économiques. Tant que ces problèmes demeureront sans solutions efficaces, l'Afrique noire « gardera sa plaie ». La question dépasse singulièrement la compétence d'une simple éducation de base.

c) EDUCATION ECONOMIQUE.

L'éducation de base entend aussi « conduire les habitants du groupe (celui d'Endingding)... à améliorer leur niveau de vie et ceci par leurs propres moyens » (B. E. B. C., n° 2, page 21).

Améliorer leur niveau de vie ! Voilà qui semble retirer tout son poids à l'argument que nous venons, une fois de plus, de faire valoir. Il n'en est rien cependant. Il suffit d'examiner les moyens préconisés pour réaliser cette « amélioration », pour se convaincre du caractère abstrait d'une telle déclaration.

En effet quels sont ces moyens ?

« Introduction de cultures nouvelles ; amélioration des techniques (semence sélectionnée, engrais, lutte contre les insectes, etc...) ; soins au bétail ; utilisation et conservation des richesses naturelles (érosion, déboisement) » et aussi développement de l'artisanat rural, création de coopératives (d'achat et de vente).

Certes, chacun de ces moyens a son importance réelle et qu'on ne peut impunément sous-estimer. Aucun d'eux ne va cependant, semble-t-il, au fond du problème. Nous remarquerons d'abord que l'artisanat rural ne peut se développer qu'en fonction de la demande sociale qui, elle-même, est en rapport direct avec le niveau de vie des masses. Il est donc évident que, sans élévation effective préalable de ce dernier, on réussira peut-être à former de bons artisans mais pas à faire de l'artisanat rural un facteur économique de quelque importance.

Pour ce qui est des sociétés coopératives, elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ni par l'administration, ni par les colons. Cette indépendance est-elle possible dans les milieux ruraux africains ? Nous ne le croyons pas, et cela pour deux raisons :

1° Les paysans africains sont très pauvres : c'est une constatation qu'on ne soulignera jamais assez. Il leur sera impossible de constituer le capital de démarrage.

« Dans la région de Mouila, au Gabon, en 1951, écrit M. Pauvert, j'ai calculé que le revenu moyen annuel par habitant était de moins de 500 frs ». C'est là un fait presque général dans les milieux paysans africains, fait que M. Roland Pré commente ainsi : « La pauvreté générale, l'absence de capital individuel et de moyens d'épargne ne permet guère de compter sur la contribution personnelle des individus, dans les actions de développement économique et social » (L'Éducation des masses, page 28).

2° Ou le crédit manque, ou bien il n'existe aucun système de financement qui puisse préserver le paysan de l'usure : la finance est entre les mains des colons.

La dépendance nécessaire dans laquelle doivent se trouver ces sociétés, du fait même de la pauvreté des milieux ruraux, diminue d'autant leur efficacité. On risque d'aboutir à ceci : ces coopératives malgré les apparences ne seront que des *comptoirs* d'achat et de vente aux moins des colons. Dans ce cas, elles contribueront beaucoup plus à diminuer qu'à augmenter le revenu réel des paysans, donc leur niveau de vie.

*

* *

Poursuivons. Quant aux autres moyens préconisés, ils ne prennent toute leur valeur que dans le cadre d'une politique économique et sociale qui éliminerait d'abord les causes fondamentales du bas niveau de vie des milieux ruraux africains. Enonçons-en les principales :

1° La politique des « domaines sans maître » (no man's land) et des concessions, politique qui sèvre des meilleures terres la grosse majorité des indigènes au profit de quelques Européens et de quelques éléments privilégiés de la petite « bourgeoisie » locale naissante. L'administration coloniale applique encore ce mot d'ordre de spoliation de Bugeaud : « Partout où il y aura de bonnes eaux et des terres fertiles, c'est là qu'il faut placer les colons, sans s'informer à qui appartiennent les terres ; il faut les distribuer en toute propriété » (Chambre, 14 mai 1840).

L'on se plaint à dire qu'il n'y a pas de problème agraire en Afrique. Sans doute, ceci est-il vrai si l'on donne aux mots « problème agraire » le sens qu'ils ont, par exemple, dans les pays orientaux.

En Asie, ce sont les masses humaines qui augmentent, qui s'accroissent trop rapidement par rapport à l'étendue cultivable constante dont elles disposent.

Mais l'Afrique n'est pas l'Asie. Le problème agraire s'y exprime autrement. En Afrique, c'est l'étendue cultivable qui diminue : la terre africaine, comme on dit, « meurt » par endroits. Nouveau sens du problème agraire dont il faut se préoccuper sans attendre qu'il ait pris partout, joint à la spoliation coloniale, l'ampleur qu'il revêt actuellement au Kenya.

2° On a trop tendance à donner le pas aux cultures dites riches (cacao, café, arachide, etc...) sur les cultures vivrières.

3° Les commerçants européens (et à leur suite les commerçants indigènes) achètent les produits agricoles à un prix trop bas (souvent dérisoire).

4° La productivité est faible, non seulement parce que la terre n'est pas partout de la même qualité, mais aussi parce que le paysan noir n'est pas encore techniquement équipé : « Tant qu'on n'aura pas mis à la disposition du paysan quelques chevaux-vapeur, il lui sera impossible radicalement de sortir de sa misère » (Richard-Molard).

Cela ne veut pas dire qu'il faille subordonner l'éducation de base au plan d'équipement technique comme le propose

M. Roland Pré (L'Education des masses, pages 42-43), l'éducation de base s'attachant alors à expliquer aux populations rurales « la nature et l'utilité des nouvelles techniques » à l'exclusion » d'une action culturelle active qui aurait pour objet premier, par exemple, d'apprendre à tous les adultes à lire et à écrire » (page 44). Ce serait singulièrement réduire l'efficacité de l'éducation de base. L'action technique ne doit pas être privilégiée dans le programme général d'action de l'éducation des masses.

5° Le salaire réel des travailleurs des villes demeure peu élevé. Au Cameroun, dans le secteur public comme dans le secteur privé, l'on trouve encore des salaires mensuels de l'ordre de 6.000 frs. Or nul n'ignore que le développement de l'économie agricole dépend étroitement et avant tout de la demande urbaine. Plus le salaire des ouvriers est faible, plus la consommation est faible. De même la production agricole. De même le niveau de vie des masses rurales.

En définitive donc, une réelle amélioration du niveau de vie des masses rurales, ne peut résulter uniquement, quelle que soit par ailleurs son importance, d'une simple « éducation de base ». Le problème semble d'un tout autre ordre et ne saurait recevoir sa solution que dans le cadre d'une politique de progrès, qui tienne davantage compte des besoins du Cameroun (de l'Afrique en général). En voici, selon nous, les termes essentiels :

a) Limitation des concessions ; étude méthodique et scientifique de la terre africaine, étude qui déterminerait les techniques efficacement utilisables.

b) Développement des industries de base et de transformation ; développement parallèle des cultures riches et des cultures vivrières ; développement de l'enseignement professionnel (technique, industriel et agricole).

c) Politique plus raisonnable des salaires et des prix (surtout agricoles) ; politique rationnelle d'investissements et de crédit rural.

d) Elargissement du marché intérieur : « Toute transformation du système de culture qui ne s'accompagnerait pas d'une amélioration des conditions d'échange n'apporterait en définitive que peu de profit aux paysans » ; l'économie africaine en général, doit cesser d'être uniquement orientée vers l'exportation, — d'être le complément de l'économie européenne.

L'erreur des spécialistes d'Endingding, semble-t-il, vient, — s'il ne découle pas d'impératifs inavouables, — de ce qu'ils considèrent le village comme une unité fermée de production

et de consommation — qui ne doit utiliser que les « moyens du bord » et se refuser à tout « apport extérieur ». D'après eux « le village est constitué pour se suffire, comme si rien n'existait en dehors de lui. C'est une sorte de molécule primitive qui a sa vie indépendante » (B. E. B. C., n° 1, page 9). Ils ne sont pas attentifs au fait que, par l'introduction de l'économie monétaire, la colonisation a rompu les structures traditionnelles des villages africains, et que, désormais, la ville et la « brousse » s'enserrent dans un réseau complexe de relations qui ne cessent de s'étendre et de se multiplier.

III. — L'EDUCATION DE BASE NECESSITE LA PARTICIPATION ACTIVE DES HABITANTS EUX-MEMES.

Trois raisons rendent nécessaires cette participation :

1° « L'Afrique noire (donc le Cameroun) ne pouvant supporter le poids d'un appareil administratif important, il est conforme à un élémentaire bon sens d'utiliser au maximum la rare élite qu'elle recrute » (Camerlynk, idem page 19).

2° Les spécialistes de l'éducation de base étant peu nombreux, leur action doit être nécessairement « itinérante ». Il est donc à craindre que, sans la participation active des indigènes eux-mêmes, cette action ne présente « un caractère épisodique », et que son empreinte ne s'efface « dans le même temps que le sable recouvrira la trace des véhicules sur la piste ».

3° « On ne peut aider constamment les hommes en faisant à leur place ce qu'ils peuvent et doivent faire par eux-mêmes » (Lincoln).

Si nos colonisateurs savaient appliquer ce précepte.. !

La méthode de participation peut donner d'excellents résultats. « Au moyen de cette méthode, disait Bell, une école entière peut s'instruire elle-même sous la surveillance d'un seul maître, comptât-elle plusieurs centaines d'élèves » (B. E. B. C., n° 2, page 23). Sans partager tout à fait cet optimisme excessif, nous constaterons en outre qu'elle peut aider à développer l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Cette participation appelle aussi bien les cadres africains extra-coutumiers que les cadres coutumiers — ce que d'autres nomment les « leaders traditionnels » (Pauvert). Et cela, dit-on, « pour éviter que ceux-ci, gardiens religieusement de la tradition, et à ce titre encore très respectés des masses, n'opposent un veto qui, même non ouvertement déclaré serait un obstacle redhibitoire. Mais au contraire, pour qu'au nom

même de la tradition, ils puissent être de sincères propagandistes » (Richard-Molard ; enseignement en A. O. F.).

Principe juste (dans la mesure où les communautés tribales conservent encore leur cohésion) mais qui comporte deux dangers qu'il faut mettre en relief :

1° L'autoritarisme : c'est ! la population suit volontiers ses chefs traditionnels (chefs coutumiers, religieux) ; mais il faut constater qu'il est difficile pour un chef de se débarrasser de ses préjugés de chef et de résister à la néfaste tentation d'imposer son point de vue à ses subordonnés. Ce n'est pas là, croyons-nous, le meilleur moyen de développer l'esprit critique (pas plus que d'initiative) des individus et leur sens des responsabilités individuelles et collectives.

2° L'arbitraire : sous prétexte de faire « participer » les chefs traditionnels au grand bénéfice de tous, il serait regrettable que l'administration s'aventure à imposer des chefs coutumiers aux groupements ruraux, comme cela s'est déjà vu à plusieurs reprises au Cameroun. On aboutirait ainsi à ce système d'insécurité où le chef coutumier, par exemple, « dirige le village tout en le représentant auprès de l'administration et... devient en même temps l'agent de l'administration vis-à-vis du village ».

Un texte de M. Pauvert nous donne particulièrement des inquiétudes à ce sujet. Sous prétexte d'éducation civique et politique, et de « reforcer l'unité de la tribu », M. Pauvert conseille précisément aux groupements ruraux de se laisser imposer des chefs coutumiers.

Mais lisons plutôt :

« Il faut donc utiliser, dit-il, les groupes familiaux tels qu'ils existent actuellement et à partir d'eux reforcer l'unité de la tribu, en dehors de tout différend sur le plan de la chefferie, celui-ci devant se résoudre (comment et par qui ? S. K. F.). Car il s'agit aussi d'obtenir un progrès sur le plan de l'organisation civique et politique. Il faut montrer qu'un groupement, *même désuni du fait qu'on lui impose un chef administratif non reconnu* par certains chefs de familles, peut s'organiser et prendre conscience de sa vie politique » (B. E. B. C., n° 1, page 10).

Il est absolument nécessaire d'éviter de telles pratiques arbitraires qui, pensons-nous, ne réussiront qu'à renforcer la méfiance des autochtones à l'égard de l'Administration coloniale. Et cela, au grand préjudice de l'éducation de base (il faut en tenir compte à moins que cette dernière ne soit qu'un article de propagande ou un moyen de diversion politique). Chaque groupement doit choisir librement ses représentants,

surtout traditionnels. Et ceux-ci, en aucun cas, croyons-nous, ne doivent devenir des *agents* de l'Administration. Dans la mesure où ces chefs existeront, ils ne sauraient conserver leur caractère coutumier que s'ils réussissent à préserver leur indépendance vis-à-vis de l'Administration coloniale.

*

* *

Nous disions plus haut que le principe qui consiste à rechercher la participation des cadres coutumiers est un principe « juste », dans la mesure où les communautés tribales conservent encore leur cohésion originelle, autrement dit, dans la mesure où les chefs coutumiers conservent encore leur influence traditionnelle. Mais, en fait, ces « leaders traditionnels », jouissent-ils aujourd'hui de l'ascendant et de l'importance que leur accordent les spécialistes d'Endingding ?

Dans une thèse récente (décembre 1954) sur « Famille, Mariage et Dot dans le droit coutumier des Boulous », un Camerounais a écrit : « Les chefs supérieurs, au Cameroun jouissent d'une très mauvaise réputation auprès de leurs sujets et cela, par suite des terribles abus que ces chefs ont toujours commis... dans l'exercice de leurs fonctions. Ces derniers temps, les populations locales sont allées jusqu'à émettre des vœux tendant très nettement vers la suppression pure et simple des chefferies supérieures » (Nkili Abessolo, page 178).

Voilà qui est édifiant ! Et ceci est vrai aussi des chefferies inférieures. Il convient cependant d'apporter une précision : l'attitude des « populations locales » n'est pas seulement motivée par les exactions des chefs coutumiers et leur servilité à l'égard des autorités coloniales, mais également et surtout par la situation générale créée par la colonisation : les communautés traditionnelles ont perdu leurs raisons d'être aussi bien objectives que subjectives, et les exigences nouvelles commandent une prise de conscience nationale qui déborde nécessairement l'étroite dimension tribale.

On peut vraiment se demander quelle Afrique appréhende les spécialistes de l'éducation de base : celle d'hier ou celle d'aujourd'hui ? C'est pourtant de celle, mouvante, d'aujourd'hui qu'il s'agit !

Nos espoirs doivent donc davantage aller vers les cadres extra-coutumiers. L'idéal serait d'arriver à mobiliser l'ensemble de « l'élite » africaine pour le grand combat contre l'anal-

phabétisme et les autres misères sociales. Mais cette mobilisation se heurterait à de sérieuses difficultés :

D'une part, et outre la mauvaise volonté que d'aucuns ne se feront pas faute de manifester, les groupements ruraux, où l'action de l'éducation de base se révèle le plus nécessaire, sont souvent trop éloignés des Centres urbains. Les déplacements risquent donc d'être très onéreux.

D'autre part, l'Administration ne manquera pas de s'opposer — et par tous les moyens — à cette pénétration massive des intellectuels dans la « brousse ». N'avons-nous pas vu que l'un des objectifs de l'éducation de base est de parvenir à fermer le village aux influences jugées néfastes de la ville, à le soustraire à toute contamination ? Ceci devient encore plus clair si l'on sait comme le soulignait Pierre-Albin Martel dans le « Monde » du 26 juin 1954, que la grande majorité des fonctionnaires camerounais est acquise à l'U. P. C. (Mouvement national camerounais).

C'est donc en définitive, à l'instituteur, éducateur de formation, et qui quelquefois se trouve déjà installé en « brousse » que doit revenir le rôle essentiel dans l'éducation des masses rurales. Les responsables de l'éducation de base ont assez bien souligné cela (B. E. B. C., n° 4, page 22). Nous ajouterons tout simplement que les rôles délicats de charnière ou plutôt de membrane osmotique entre la culture locale et les notions nouvelles à diffuser, de guide et de conseiller, voire, dans une certaine mesure de « directeur de conscience » qui doivent être les siens, exigent, à notre avis, que l'instituteur soit (tout au moins provisoirement) originaire du village (ou de la région) sur lequel il est appelé à agir.

Ce principe, qui ne présente aucun intérêt pour « l'enseignement proprement dit » (nous devons faciliter, favoriser, encourager des contacts fréquents et permanents entre les ressortissants de tous les coins du Cameroun si nous voulons par-delà les barrières tribales, faire de ce dernier une nation) peut présenter d'appréciables avantages pour l'éducation de base :

D'abord : la connaissance que peut avoir un instituteur « fils du pays » du parler local (surtout si l'on admet la nécessité d'utiliser exclusivement la langue vernaculaire au moins pendant un certain temps au début de l'alphabétisation) et du milieu humain où il se trouve, non seulement facilitera ses rapports personnels avec le groupe à « éduquer » mais aussi accroîtra les chances de succès de son action.

Ensuite : le village ne peut avoir à l'égard d'un de ses ressortissants la même méfiance qu'à l'égard d'un « étranger ». Au contraire, et c'est un fait connu, il est toujours un tantinet

fier de ses « enfants parvenus ». Ainsi donc, le fait, pour l'instituteur, d'être né et connu dans le village peut susciter l'enthousiasme des habitants. Élément fort important, car, en définitive, c'est de l'attitude des populations mêmes que dépend le résultat final de la campagne d'éducation de base. Il faut donc cesser de les traiter en « enfants » dont les volontés ne comptent pas.

Bien entendu ce rôle primordial que les circonstances et sa mission sociale attribuent à l'instituteur africain n'exclut pas la participation des autres intellectuels dans la mesure où cela est possible. En particulier, l'instituteur aura toujours besoin du médecin africain, des techniciens de l'agriculture, etc... On peut même envisager — pourquoi pas ? — de jeter dans la bataille (et sous sa direction) les lycéens et collégiens des classes terminales qui viennent passer les vacances dans leurs familles. A cet âge-là, on sait s'enthousiasmer pour les belles causes !

Il est inutile d'ajouter que tous ces auxiliaires de l'éducation de base doivent au préalable subir de courts stages de formation dont l'essentiel doit consister dans l'initiation aux méthodes pédagogiques modernes et l'étude du milieu social et culturel où ils sont appelés à opérer.

(A suivre)

African education in British central and southern Africa

by Basil DAVIDSON

A great many Africans receive education of some kind in British colonies and protectorates. But the kind of education they generally receive, and the reasons they receive it, cannot be explained outside the context of imperialism.

Historically, the imperialist masters of British Africa have adopted towards the Africans they dominate — towards the *Natives*, as they are universally called, although Whites who are native of these territories are never known thus — the same attitude as the dominant classes of 19th and early 20th Century Britain adopted towards the new industrial proletariat. The employing classes which emerged from the Industrial Revolution in Britain regarded the dispossessed peasantry and craftsmen who had crowded into the towns as so many animals whom they might exploit as they pleased. Into their noisome factories, workshops, and mills they thrust men, women, and children whom they mercilessly robbed of life and hope in the sacred name of capitalist profit. For many decades the working people of Britain passed through the crucifixion of misery, squalor, premature death, and utter impoverishment; and the price they paid for British capitalism still weighs heavy in the national balance sheet.

With the continued growth of capitalism, however, the capitalists themselves began to realise that they could not afford such terrible human wastage. Machinery became more complex, industrial processes more exacting in terms of skill and knowledge: employers began to need more highly skilled workers. Gradually, too, Victorian Britain found itself able to afford the humanitarianism of those who denounced the horrors of the factory system. Inspectors were appointed to investigate the factories: their reports filled all who read

them with dismay. Public opinion, as well as material need, began to insist on changes.

By the middle of the 19th Century it was recognised that the working class must be given at least a rudimentary education. Many middle class people, by this time, thought this desirable if only as a means of « keeping the lower classes obedient and contented » : many feared that the terrible conditions of the factory system, if left unremedied, would end in violent revolt. For the workers themselves had begun to understand their position and to struggle for their rights : the great Chartist movement which culminated in the Forties showed that this new working class had begun to feel its own enormous strength. « Respectable opinion » grew worried at the sight of these great Chartist demonstrations. Thus to material need of change, and to humanitarianism, the ruling bourgeoisie added a healthy fear for their own skins and their own property.

In this situation they called in the Church of England — the established State church which had seceded from Rome under Henry 8 — and authorised it to provide « elementary education » for a small part of the working class. Thus the education of the British working class — of Britain's « cheap labour » — wast as first in Church schools operated very much on a missionary basis. This education was suffocatingly paternalist and stringently narrow-minded : God and Profit shared the presidential honours. The Church supplied the administrative machinery and the teachers : the State provided the money. At first the State provided very little money ; and the spirit of its providing can be seen from the following famous pronouncement of a great Victorian « educationist » of the Sixties :

« The lower classes ought to be educated to discharge the duties cast upon them. They should also be educated that they may appreciate and defer to a higher cultivation when they meet it, and the higher classes ought to be educated in a very different manner, in order that they may exhibit to the lower classes that higher education to which, if it were shown them, they would bow down... »

This, it may be said, remains the spirit of « colonial education » to this very day. It remained so in Britain for many decades : not until the 20th Century was the old concept of « missionary education » for the British working class finally abandoned and universal education introduced as an *obligation* of the State to every citizen. Even to this day there are

many Church schools left in Britain, and the dominantly *class concept* of British education is still the most significant aspect of our system.

This was the paternalist and strictly utilitarian pattern, broadly, which the imperialists adopted in their colonies. Initially, of course, they treated their African « cheap labour » — their « Natives » — as though these men, women, and children were so many animals whom they might exploit as the early Victorians had exploited the British workers. In many cases colonial employers still retain this attitude : it is only a handful of years since the great gold-mining companies of South Africa (British-controlled for the most part) lifted their ban even on « literacy classes » for their African mining workers.

After the initial time of conquest and « pacification », however, they introduced missionary education for a few selected Natives. They allowed and even encouraged the Christian missions of various denominations — whether Protestant or Catholic — to open schools and teach African children the elements of reading and writing. And they gradually realised that these mission schools must be subsidised and multiplied if « cheap labour » was to continue to fulfil its purpose, and work as efficiently as these colonial employers needed.

Such was the general situation in all British African territories until the years of the second world war. A relatively small number of African boys and girls were receiving a rudimentary « education » — one dare not write the word without inverted commas — in mission schools subsidised by the colonial governments concerned : of this small number a still smaller number could at that time be said to be receiving true education — without inverted commas — in rare schools dedicated seriously to that purpose.

Such is the situation today, except that the numbers have considerably increased since the end of the war. The reason for this increase lies mainly in the rapid advance of industrialism in many of these territories during the last ten years. Where colonial employers formerly needed only « muscle labour » they now begin to need « brain labour » in ever-growing quantities — they need semi-skilled African workers if their new factories are to go on working and producing. They need men who can read and write for practical everyday purposes : they need mechanics, technicians, miners, lorry-drivers, and a host of other workers who no longer work only with the strength of their arms. This, indeed, is a change not

restricted to British territories : one notices the same change in French and Belgian colonies as well.

Employers have recognized a need for more African education, just as British employers once recognized that need in Britain itself. And they too, like their forerunners in Britain, begin to be afraid of their workers' growing power of self-organisation. Alongside the material pressures of industrialism there are also the new political pressures of an African awakening which demands access to knowledge at all levels, which struggles for its right to equal treatment. Thus there is also an expansion in the number of secondary schools, and even in the number of university places. University colleges have been founded both in East Africa (at Makerere in Uganda) and in West Africa (at Ibadan in Nigeria, and at Achimota in the Gold Coast). More and more students have been coming to Britain.

Where in 1939 there were only four hundred colonial students at British universities and other institutes of higher learning, the number in 1954 was nearly 3,000 : there were as well some 5,000 non-university students training in one subject or trade or another, as well as about 2,000 student-nurses. The African proportion is high ; and nearly a third of these students are from Nigeria. Altogether, in 1954, there were in Britain (including the Irish Free State) 3,969 students from British West Africa, and 1,169 from British East and Central Africa. South African Africans continue to go to Fort Hare and other South African university colleges open to non-Whites. British African students also go to Australia, New Zealand, and Canada ; and of recent years increasing numbers have been going to India, which now awards scholarships to students who are from countries as distant as the West Indies and East Africa. Some also go to the United States : in 1954 there were over 400 Nigerians studying there. The Gold Coast Cocoa Marketing Board lately placed about forty medical students in Germany, finding itself unable to secure medical places for them in Britain. A small number has also gone to Holland and other non-English-speaking countries.

Against this advance in facilities for education must be set the fact that nearly all colonial education — for Africans, of course, not for Whites — remains heavily imbued with the old paternalism. All British colonial education has set forth from the principle that the educators were dealing with « inferior races ». That these backward peoples are in fact backward mainly through the consequences of European conquest,

intervention, and exploitations was never admitted by the educators, and is seldom admitted today.

When we come to the actual figures, we see how this works.

South Africa, being the most industrially advanced country in Africa south of the Sahara, is also the most advanced in terms of education. The official figures for 1951 (the latest available) show a total of 950,000 African children in school in South Africa : characteristically, no separation is made for primary and secondary schools. But one can judge the relative proportions by examining the number of schools for African children : the figures show 5,555 primary, 72 combined primary and secondary, and 110 secondary schools. In other words, a large minority of African children in South Africa attend primary school : an insignificant minority reach secondary school.

It should be noted, moreover, that the South African Government has lately introduced a *Bantu Education Act* which is designed to provide a « specifically Bantu » education — whatever that may be — for African children. The object of this Act is to deprive African children of any chance of obtaining the same quality of education as Whites receive. This Act falls into place alongside the rest of South Africa's vicious race legislation.

In Southern Rhodesia, which has had self-government by its White settlers (who number about 150,000 to nearly 2,000,000 Africans) the number of African school-children is officially 269,958 : once again the number at secondary school was insignificant. Last year a theoretically all-racial university college was founded in Southern Rhodesia, but it remains to be seen whether more than a handful of Africans will manage to enter it. Although few Whites in Southern Rhodesia are sufficiently well-read to know it, there is irony in the fact that this country — once the land of the Monomotapa, of the long-enduring Bantu civilisation of Zimbabwe — has failed to produce, since White invasion 70 years ago, a single African doctor, lawyer, or qualified engineer.

In Northern Rhodesia, a protectorate under imperial government (with a local Legislative Council, Governor, and the usual apparatus of White settler representation and stooge African representation) since it was taken over from the administration of Rhodes's British South Africa Company in 1924, had 145,841 African school children in 1951 (out of a total African population of 1,905,000). It had only 1,018 African children in secondary schools ; and, of course, no more than

the smallest trick of Africans could manage to reach one or other of the university colleges open to them in other territories. Those who are curious will find interesting food for thought in the fact that the former Tsarist colonies in Central Asia received effective self-government at about the same time as Northern Rhodesia — round about the year 1924 — came under imperial control. Whereas, in those former Tsarist colonies which are now the Soviet republics of Kazakhstan, Turkmenistan, Tadjikistan, Uzbekistan, and so on, *most* children may receive secondary education, and shortly *all* children may receive it — in Northern Rhodesia the fraction of children at secondary school is still so small as scarcely to be noticed.

In all these British African territories, be it noted, the small White minority has always an excellent and even lavish public educational system. Some of these Governments — and most of the settlers — are even of the opinion that they spend generously for African education. Where the truth really lies may be seen from comparing the fact of only 1,018 African children in Northern Rhodesia receiving more than rudimentary education with the fact that at least *one third* of Northern Rhodesia's annually realised wealth, according to official figures, goes abroad, year by year, the form of dividends and other profit transfers. These great profits are made, of course, out of African labour, mainly out of African mining labour in the four big copper mines and the one big lead mine. The surplus which this labour creates is large enough to allow European and American investors to receive very large dividends year by year : but not large enough to allow more than a handful of Africans to advance beyond elementary education... Here one begins to see just how appallingly *wasteful* the colonial system really is.

In Kenya the position is much worse. Here, out of an African population of about 5 1/2 millions, there were in 1951 only 339,909 African children in primary schools, and no more than 2,164 in secondary schools ; once again, only a tiny handful could hope to reach university.

One could repeat the same story — worse here, a little better there — for all the British territories in east and southern Africa. (Nor was it, until lately, much better in the more favoured West Africa colonies).

The numbers show that only a small proportion of African children receive so much as an elementary education. An insignificant fraction manage to reach secondary school. Only

the very lucky and the very brilliant African child can to win through to some institute of higher learning.

If the position is bad in quantity, it is worse in quality.

This, for the most part, is a deliberate and long-forseen « education for inferiority ». These mission schools almost invariably teach African children the whole range of White mythology about African « savagery » and European « civilisation ». In this education there is little or no place for mention of the greatness of the African past : just as there is little or no place for mention of the Slave Trade and its desolation, for the maxim guns of the 19th Century conquest and the « wars of pacification », for the realities of imperialism. Thus the natural lack of self-confidence of African children in face of a powerful White domination is rendered all the greater. African children are taught to regard « the Europeans » as their *natural* superiors. Of their own rich history and folklore, of the achievements of their distant ancestors in taming the tropical jungle and mining for minerals and trading with the countries of the Indian Ocean, they are taught to think nothing — unless to despise it. No doubt there are enlightened exceptions among the missionaries : there is a handful of priests who try to make education a genuine tool for human freedom. But these clear-minded individuals are necessarily rare ; and the good they can do is almost always nullified by the suffocating strength of the system.

Nobody who knows these British territories will suppose for a moment, however, that this pseudo-education succeeds in smothering African initiative. More and more, and in spite of all these obstacles, Africans are learning to see through the myths of *natural* White supremacy : they are learning to dismiss the great pretence of *natural* inferiority : they are standing up and demanding their rights as men and women who are not naturally inferior, but naturally equal, to the rest of humanity. Yet the measure of their difficulties in breaking the oppressive crust of imperialism will not be taken, here in these British territories, unless one also measures the manner and degree in which they are deprived of the education which can really set them free. Among the crimes against humanity for which imperialism must stand condemned, this *refusal to education* will not rank low in the list.

Suite du débat autour des conditions d'une poésie nationale chez les peuples noirs

Contribution au débat sur la poésie nationale

par David DIOP

On a beaucoup écrit sur la poésie. De subtils essayistes, des « anatomistes » distingués se sont penchés avec patience sur le mécanisme de l'acte poétique.

Leurs résultats n'ont pas toujours été à la mesure de leurs efforts. C'est que la poésie, sans être ce « mystère profond » dans lequel certains initiés veulent l'engloutir, échappe aux rigueurs de l'analyse courante et à « l'ordonnance des traités ».

Mais puisqu'il faut bien donner une définition, si vague soit-elle, de la poésie, disons qu'elle est la fusion harmonieuse du sensible et de l'intelligible, la faculté de réaliser par le son et le sens, par l'image et par le rythme, l'union intime du poète avec le monde qui l'entoure. La poésie, langue naturelle de la vie, ne jaillit et ne se renouvelle que par son contact avec le réel. Elle meurt sous les corsets et les impératifs.

Aussi ne croyons-nous pas qu'une forme plus qu'une autre puisse donner à la poésie un « caractère national » et qu'il suffise d'en fermer son inspiration dans un moule dit traditionnel pour la baptiser populaire.

Le « national » dans ce domaine ne se définit pas par des marques extérieures mais par des particularités psychologiques, par des habitudes de pensée nées de conditions de vie données et qui, à travers le génie personnel de l'auteur, révèlent une culture commune à des hommes vivant dans une même nation.

Pour prendre un exemple précis, il n'est pas douteux qu'à une certaine époque en France, l'alexandrin ait été la forme

poétique la plus communément employée. Qu'elle s'accordât admirablement au génie français, d'innombrables chefs-d'œuvre l'attestent.

Mais limiter le « caractère national » à l'usage des formes fixes reviendrait à nier la valeur des expériences qui, en aboutissant au vers libre, ont incontestablement contribué à donner un sang nouveau aux lettres françaises. Cela reviendrait à considérer le « national » comme une chose immuable alors qu'il est un phénomène susceptible de se modifier en même temps que les bases matérielles de la nation.

Il faut donc remettre à sa vraie place, qui est moins que secondaire, la question de la supériorité d'une forme sur une autre.

Que le poète puise dans le meilleur de lui-même ce qui reflète les valeurs essentielles de son pays et sa poésie sera nationale. Mieux, elle sera un message pour tous, un message fraternel qui traversera les frontières, l'important étant au départ ce que Césaire appelle le droit à l'initiative, c'est-à-dire la liberté de choix et d'action.

De cette liberté l'Afrique Noire fut systématiquement privée. La colonisation en effet s'empara de ses richesses matérielles, disloqua ses vieilles communautés et fit table rase de son passé culturel au nom d'une civilisation décrétée « universelle » pour la circonstance. Cette « vocation de l'universel » ne s'accompagnait d'ailleurs pas de la volonté de faire du Peulh du Fouta ou du Baoulé de la Côte d'Ivoire un citoyen jouissant des mêmes droits que le brave paysan de la Beauce ou l'intellectuel parisien. Il s'agissait plus simplement d'occuper à un certain nombre d'Africains le vernis d'instruction nécessaire et suffisant pour avoir sur place un troupeau d'auxiliaires prêts à toutes les besognes.

Bien entendu il n'était pas question d'enseigner les langues locales dans les écoles ni même, dans la langue imposée, l'histoire véridique des grands empires du Continent. « Nos ancêtres les Gaulois... » etc...

C'est dans de telles conditions que les poètes africains modernes durent avoir recours aux moyens d'expression propres aux colonisateurs.

On en mesure aussitôt les dangers :

1) Le créateur africain, privé de l'usage de sa langue et coupé de son peuple, risque de n'être plus que le représentant d'un courant littéraire (et pas forcément le moins gratuit) de la nation conquérante. Ses œuvres, devenues par l'inspiration et le style la parfaite illustration de la politique assimilationniste, provoqueront sans nul doute les applaudissements chaleureux d'une certaine critique. En fait, ces louanges iront tout à la colonisation qui, lorsqu'elle ne parvient plus à maintenir ses sujets en esclavage, en fait des intellectuels dociles aux modes littéraires occidentales. Ce qui d'ailleurs est une autre forme, plus subtile, d'abâtardissement.

2) L'originalité à tout prix est aussi un danger. Sous prétexte de fidélité à la « négritude », l'artiste africain peut se laisser aller à « gonfler » ses poèmes de termes empruntés à la langue natale et à rechercher systématiquement le tour d'esprit « typique ». Croyant « faire revivre les grands mythes africains » à coups de tam-tam abusifs et de mystères tropicaux, il renverra en fait à la bourgeoisie colonialiste l'image rassurante qu'elle souhaite voir. C'est là le plus sûr moyen de fabriquer une poésie de « folklore » dont seuls les salons où l'on discute « d'art nègre » se déclareront émerveillés.

Il est à peine besoin de souligner que le poète africain, conscient de sa mission, refuse à la fois l'assimilation et l'africanisme facile.

Il sait qu'en écrivant dans une langue qui n'est pas celle de ses frères, il ne peut véritablement traduire le « chant profond » de son pays. Mais en affirmant la présence de l'Afrique avec toutes ses contradictions et sa foi en l'avenir, en luttant par ses écrits pour la fin du régime colonial, le créateur noir d'expression française contribue à la renaissance de nos cultures nationales.

Que nous importe alors que son chant, ample et dur, éclate en alexandrins ou en vers libres ; pourvu qu'il crève les tympans de ceux qui ne veulent pas l'entendre et claque comme des coups de verge sur les égoïsmes et les conformismes de l'ordre. La forme n'est là que pour servir l'idée et le seul héritage qui ait du prix c'est la tendresse d'un poème d'Eluard, la rayonnante lucidité de Nazim Hikmet, c'est « l'orage déchaîné » de Pablo Neruda.

Certes dans une Afrique libérée de la contrainte, il ne viendra à l'esprit d'aucun écrivain d'exprimer autrement que par sa langue retrouvée ses sentiments et ceux de son peuple. Et dans ce sens la poésie africaine d'expression française, coupée de ses racines populaires, est historiquement condamnée.

Mais en choisissant, malgré ces limites, de peindre l'homme aux côtés duquel il vit et qu'il voit souffrir et lutter, le poète africain ne sera pas oublié des générations futures de notre pays. Il sera lu et commenté dans nos écoles et rappellera l'époque héroïque où des hommes soumis aux plus dures pressions morales et spirituelles surent garder intacte leur volonté de progrès.

Nous savons que certains souhaitent nous voir abandonner la poésie militante (terme qui fait ricaner les « puristes ») au profit des exercices de style et des discussions formelles. Leurs espoirs seront déçus car pour nous la poésie ne se ramène pas à « dresser l'animal langage » mais à réfléchir sur le monde et à garder la mémoire de l'Afrique

Comme l'écharde dans la blessure

Comme un fétiche tutélaire au centre du village.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions pleinement exercer nos responsabilités et préparer le renouveau de nos civilisations.

Le fond importe plus

par B. BADIE

Pensons aux soifs qui ne sont pas nôtres.

Edmond Rostand.

Pourquoi faut-il que les sonnets toujours rallument de polémiques ? Et quel nouveau Corneille, en bon Normand nous redira :

« l'un est sans doute mieux rêvé,
mieux conduit et mieux achevé ;
mais je voudrais avoir fait l'autre » ?

Il n'est pas exclu qu'un juge aussi habile, sur le seuil, murmure à chaque partie en lui serrant la main :

« Va ! chante sans souci de mode ou de critique
Sans souci de lois, ni de maîtres
Selon le rythme de ton sang, selon ton âme,
Tes joies, ton amour, ta détresse ».

En plaçant ces conseils en tête de mon premier recueil de poèmes : « Afrique debout », j'avais quant à moi, dans le débat qui s'ouvre aujourd'hui, déjà pris position, convenant en cela avec Maurice Druon, qu'il faut que chacun puisse s'exprimer parce qu'il y a dans toute l'histoire humaine une foule d'idées « perdues », perdues parce qu'on a hésité à les dire. Et pour quoi ces hésitations, parce qu'on croit que pour les exprimer y a une forme toute spéciale, oubliant que chacun a un style lui, que chaque être est un créateur et que le propre même d'une création c'est d'exprimer sous une forme ou une autre ce qui n'a pas encore été dit. Voire même de l'exprimer sous une forme nouvelle qui lui donne du relief.

Le poète, en tant que créateur, doit chercher les moyens par lesquels il pourra donner à son chant toute son amplitude. Ce serait donc le borner que de lui demander d'emprunter une forme particulière pour s'exprimer. En voulant le rendre esclave d'une technique, on lui enlève sa qualité de créateur.

Il importe que chacun puisse dire sa chanson, car l'on oublie trop souvent que l'homme lui-même en tant qu'individu n'est qu'une note et que pour marcher ensemble, il est essentiel que chacun ait confiance en lui-même, se sente nécessaire par son apport et ne soit pas relégué au dernier plan parce qu'il n'a pas la même voix que les autres, la même allure que les autres, la même habileté que les autres. Non, l'homme n'a pas à imiter mais à créer, à produire :

*« Chante quand gronde en toi cette force invincible
qui se libère par des mots
Et dont tu ne pourrais, fût-ce au prix de ta vie
Détourner la douce violence »*

a dit Hermann Orlson.

Ne faisons pas surtout que quelqu'un se dise :

« D'autres ont fait la lyre et je subis leur loi ».

Et puis nous dont la poésie toute orale ne nous a pas encore permis d'avoir dans nos réserves des vers de six, huit ou douze pieds ou des tankas et autres appellations, nous qui enrons à peine dans l'ère de l'expression, quel que soit notre souci de bien faire, je ne pense pas qu'il faille nous limiter par l'adoption d'une forme. Nous découragerions les nôtres. Or, il faut qu'ils produisent pour la normalisation même des rapports humains.

Intégré à son peuple, le poète a pour devoirs d'exprimer les déceptions et les espoirs, de montrer les valeurs éternelles que les ténèbres momentanément peuvent voiler. Sa rude confiance en un avenir de fraternité, il doit la faire partager. Sa puissante révolte contre certains faits, il doit pouvoir la faire sentir avec intensité dans un langage à lui... Dès lors, peut-on imposer une forme particulière d'expression à cet être dont la voix devient calme ou sonore selon les circonstances ? et que la plupart du temps pour rester lui-même, sème ses chansons par le monde, au long de ses trajets « forcés » ? La volonté réfréner est telle qu'il accepte de partir pour librement s'exprimer.

Libre ! une des qualités du poète.

L'essentiel, pour lui, est qu'il soit de son temps, de son milieu, que sa chanson soit une chanson véritable, fortement charpentée, humaine, composée avec des éléments solides, à l'épreuve du temps, un reflet authentique de vie avec ses charmes, ses divers aspects, et que tout cela sorte de son cœur avec toute la flamme qu'il peut lui communiquer.

Que nous demandent les nôtres ? De chanter, de dire ce qu'ils ne peuvent tous dire, de parler un langage accessible à tous.

De créer !

Cette question devrait être posée, car nombreux sont les jeunes africains de chez nous qui sont convaincus que leurs chants pour être valables doivent avoir un certain nombre de pieds, être coulés dans un moule déterminé, le moule des maîtres du genre. D'où leur hésitation qui nous prive de chants certainement très beaux.

Le fond importe plus !

Le poète africain d'expression française doit suivre son inspiration, ainsi donc s'affranchir autant que possible du poids d'un formalisme qui pourrait enlever à certaines productions leur puissance d'expression, leur énergie rythmique, leur musique originelle.

La liberté de la création, la fantaisie même de l'inspiration commandent que chacun s'exprime dans la forme qui donnera à son chant le plus de poids, le plus de flamme, le plus de magie, pour aller par le monde porter le message dont il est chargé !

Oui, « *pensons aux soins qui ne sont pas nôtres* ».

Et cela constamment..

POÈMES

Aimé CÉSAIRE

Message sur l'État de l'Union

Sans rire, j' imagine au Congrès ce message sur l'Etat de l'Union : situation tragique

*plus ne nous reste au sous-sol que 75 ans de fer
50 ans de cobalt
mais pour 35 ans de soufre et 20 ans de bauxite,
au cœur quoi ?*

*Rien, zéro,
mine sans minerais
caverne où rien ne rôde
de sang plus une goutte.*

Emmet Till

*tes yeux étaient une conque marine où pétillait la bataille de
vin de ton sang de quinze ans.*

Eux jeunes n'avaient jamais eu d'âge

ou plutôt sur eux pesaient

*plus que tous les gratte-ciel, cinq siècles de tortionnaires
de brûleurs de sorcières,*

cinq siècles de mauvais gin de gros cigares

de grasses bedaines remplies de tranches de bibles rancies

cinq siècles bouche amère de péchés de rombières

ils avaient cinq siècles Emmet Till

cinq siècles est l'âge sans âge du pieu de Cam

Emmet Till je dis :

« au cœur zéro
de sang pas une goutte »

et pour le tien, qu'il me cache le soleil, qu'à mon pain
il se mêle

— « Garçon de Chicago

c'est-il toujours vrai que tu vaux
autant qu'un blanc ? »

Il croyait. Même au bord de la nuit

au bord du Mississipi charriant entre les hautes berges de
la haine raciale ses barreaux, ses barrières, ses tombales
avalanches,

il crut. Il crut qu'un nègre valait un blanc.

— « Garçon de Chicago... »

Autant en emporte le froissement du vent racial et son
cliquetis de fouets

lui écoute dans le bleu buisson des veines

chanter égal l'oiseau du sang

il devine par-dessus le sommeil des berges

monter dans le bleu champ surprenant

— pas de pleureuse pas de glaneuse —

ton pas furtif soleil véhément

alors la nuit se souvint de son bras

et le gros colt de Big Millam

sur le noir mur vivant de chair aurorale

en lettres de rouille écrivit la sentence et l'état de l'Union :

halètements vrombissements miaulements

forements perforements

la terre dit banques bibles bulldozers

le ciel dit gratte-ciel

je dis silence

je dis assez

20 ans de zinc

15 ans de cuivre

15 ans de pétrole

et l'an 180 de ces états

mais au cœur-indolore horlogerie

rien, zéro

de sang pas une goutte

au carne blanc cœur désinfecté.

Georges DESPORTES

Mon île

Mon île
basculée impudique sur cette mer
bouleversée d'écume
aux frissons des serpents de sable
masse triple de tes seins pitons
dressés au viol du soleil —
plus loin un volcan s'interroge à la fumée de ses brouillards
violets mais la menace du monologue s'explique aux soutes
des entrailles —
et je cherche l'or pur enfoui at creuset de
mon chant inviolé
ciel bleu lessivé de nuages
et la lumière
ô la lumière impalpable tissant
de ses doigts de soufre le réel de
mes songes
blond rire du vent
tendre pousse verte des feuilles ah !
balance mes rêves
balance mon cœur
balance mon souffle
fraîcheur de mes mains sur vous
sur vous mon haleine tiède et mes joues
sur vos joues
criez oiseaux au doux nid de mon cœur
piaillez doux et résonnez ma joie

voici cette vie au bout de mon arme braquée
qui est mon chant à l'index de la poudre patiente
voici cette vie retrouvée reconnue ressaisie
et plus douce que le fruit
que le fruit et la saveur des lèvres
des lèvres cueillies de baisers

la main le goût
le toucher
moi

l'horizon et son cercle total m'embrassant
homme épanoui la joie en équilibre :

à fleur à fruit
à cœur à sang à feu d'amour le monde
me chante

je m'élance...

Chansons populaires camerounaises

UNE PLAGE LUMINEUSE

*Nous nous retrouverons
Au pied du petit village
Baigné par une plage lumineuse
Et guidés par l'unité
De nos forces vives reconquises
Nous replanterons nos corps
A l'avant des ouragans titanesques
Et des tempêtes coléreuses.*

*Nous nous retrouverons
Au pied du petit village
Baigné par une plage lumineuse
Là où il n'y aura à la place
Des mauvaises saisons
Et du mauvais œil écorbués
Que l'amour de l'homme
A partager l'abondance du maïs frais
Semé pour nourrir l'homme
Qui veut nourrir l'homme d'incendie.*

*Nous nous retrouverons
Au pied du petit village
Baigné par une plage lumineuse
Comme la source qui arrose
Le cours d'eau
Qui se jette dans la rivière
Qui baigne dans le fleuve
Qui tend un bras d'eau à la mer
Qui se perd dans l'océan
En une symphonie liquide
Dont je voudrais l'image de l'homme
Nous nous retrouverons
Au pied du petit village*

Baigné par une plage lumineuse
 Quand nous construirons l'effort
 A dessoucher des profondeurs marines
 Cette marée furieuse
 A ras de nos vies
 A ras de l'espoir
 Du jour qui apparaît
 Ecorbuons d'abord
 Cette marée furieuse
 Qui gravite au pied du petit village
 Baigné par une plage lumineuse
 Où nous nous retrouverons demain.

FEMME

Femme !
 Tu es ce palmier sacré
 Que j'ai choisi
 Parmi toutes les plantes
 De la flore du village natal
 Eya-bolo.

Femme !
 Tu es la maîtresse
 De toutes les pistes de grand'lune
 Et quand tu dances le Bolo
 Le moindre de tes coups de reins
 Est un délire de
 Bolobo-eya bolo
 Un déhanchement plein
 Au panier de chair couleur de vie
 Eya-Bolo.

Femme !
 Voici un cortège en robes
 Qui te montre du doigt
 Ce sont toutes ces rivales
 Qui t'arrivent à peine à l'orteil
 Qui crâchent sur ton passage
 Et chuchotent :
 Qu'a-t-elle plus que nous
 Et dire qu'il y a des hommes

Qui vendraient
Un troupeau de mille têtes
Pour l'avoir
Eya-Bolo.

Femme !
J'aime ton regard
De feu de brousse
Qui réduit la volonté
Et l'attente en cendres froides
Mais viendras-tu ce soir
Derrière le grand baobab séculaire
Négresse à la bouche pulpeuse
De noix de palme
Tu es ce palmier sacré
Que j'ai choisi parmi toutes les plantes
Femme au rythme
De Bolobo-Eya-Bolo.

(Ces chansons ont été adaptées sur des thèmes folkloriques camerounais par Elolongué EPANYA).

La légende de Oumarel

par Youssou Aliou GUEYE

CHAPITRE I

SOIR DE DANSE A NENE

Le 29 novembre 1882, à l'heure où les immenses troupeaux reviennent des pâturages suivis des bergers sofas aux joues noires barrées de profondes balafres, toute la population féminine de Néné, vieilles au pas incertain que soutient le bâton fourchu, ravissantes jeunes femmes pleines de séduction et de vie, jeunes filles au regard encore innocent et coiffées du casque à cimier des vierges — se pressait par les nombreuses ruelles tortueuses vers le centre de la ville. Le 29 novembre 1882, Néné la fière, Néné la grande cité peulh du Macina, juchée sur l'immense dune de sable d'où elle surveillait tout le Sahel soudanais, retentissait du joyeux son des tam-tams et des mille trilles de joie de ses jeunes filles. Ce soir-là, la place centrale de la ville grouillait d'une foule de femmes que grossissait le flot ininterrompu que les ruelles, qui y aboutissaient drainaient avec la rapidité d'un torrent et l'animation d'un matin de moisson. Une faible odeur d'indigo mêlé à ce parfum subtile et indéfinissable des malles toujours closes montait des amples boubous de cotonnade et des pagnes aux teintes variées mettant en relief la finesse des chevilles cerclées de lourds bracelets d'argent. Les visages bronzés aux traits fins, qui accusaient les lointaines origines sémitiques de ces pasteurs peulhs liés à la terre par des siècles de civilisation négro - berbère, avaient cet air à la fois serein, rieur et grave d'amazones aux mains blanches et aux lourds colliers d'ombre. Par-dessus cette foule pleine de grâce altière et sauvage et dans l'intervalle des crépitements des tam-tams s'élevait un refrain, quelque chose qui tenait d'un appel impérieux et d'un chant de défi. L'air portait au-dessus de cette foule pleine de murmures la sensation étrange que ce n'était pas là une fête ordinaire, et il y avait dans le refrain vibrant et sonore, presque hurlé on ne sait quoi de violent et de provocateur. Pas un homme, pas le moins

dre garçonnet ne profanait par sa présence cette fête qui, en d'autres temps et sous d'autres cieux, eût probablement paru la célébration du culte de quelque déesse de la beauté et de la guerre. Les petits poupons eux-mêmes étaient, pour une fois, laissés à la maison sous la garde des servantes. Les jeunes mères, celles qui allaitaient encore des bébés de quelques jours étaient là, reconnaissables à leurs longs colliers de noix brûlées et odorantes. De temps à autre une femme se détachait du cercle avec lenteur et majesté, esquissait quelques pas, puis venait se planter devant le tam-tam, le poing sur la hanche, un éclair de défi dans les yeux. Et, ayant d'un coup d'œil lent et circulaire embrassé le cercle de ses compagnes, elle réclamait le silence et lançait d'une voix forte :

— « Moi, Coumba Ourdo Sow, je jure sur mon honneur de ne plus manger ni boire tant que mon mari n'aura pas amené à mes pieds les blanches vaches de Tongo Mayel Diboly ».

— « Moi, Bolo Ardo Ba, je déclare que je désertai le foyer de mon mari tant que les blanches vaches à la robe couleur de lait de Tongo Mayel Diboly ne viendront pas lécher la porte de mon enclos ».

— « Moi, Amayel Boudy Barry, que toutes les femmes Peulhs, que nos esclaves elles-mêmes se lavent les pieds et les mains et que je boive de cette eau pollulée si j'absorbe encore le lait de nos vaches rousses ou tachetées ».

— « Moi je...

Et les serments se succédaient solennels, lancés à pleine voix. Rien de plus frappant que le spectacle de traits fins et doux qui veulent être farouches, que la grâce et la beauté qui veulent se métamorphoser en mâle résolution, qu'un être frère et délicat qui se veut effrayant et terrible. Et, soulignant ces déclarations menaçantes, un refrain s'élevait vibrant, presque furieux et crié en chœur :

« Nous jurons toutes, à notre sœur
Nous jurons toutes avec toi... »

Que se passait-il donc à Néné du Macina ? Pourquoi ces déclarations, ces menaces, ces serments ? Pourquoi cette fête étrange de femmes et de filles ?

C'est que le matin de ce 29 novembre, les troupeaux partis, la ville somnolait à l'ombre de ses doubalems et, les femmes de Néné, dont la besogne la plus dure consistait à se faire belles et désirables, qui rivalisaient de blancheur et d'oisiveté, ces femmes réunies comme à l'accoutumée chez Coumba Ourdo Sow, s'étaient d'un commun accord senties vraiment diminuées. Pourquoi, se demandaient-elles, leurs sœurs de Tongo, pourtant ni plus bourgeoises, ni de souche meilleure, ne traçaient-elles que des vaches blanches, absolument blanches, d'un blanc éblouissant, alors qu'elles n'avaient, elles, dans leurs enclos que des bêtes tachetées ou rousses ? Pourquoi cela ? Était-ce parce qu'elles-mêmes étaient moins blanches ?

Ou alors parce que leurs fiers époux aux javelots redoutables, étaient vraiment moins braves que les guerriers de Tongo Mayel Diboly, cette autre cité peulh connue dans le Macina pour la bravoure de ses guerriers et la blancheur de ses vaches ? Oui, pourquoi cette différence humiliante ? N'ayant pu trouver sur le champ de réponse à ces questions pleines d'amertume, elles avaient fini par découvrir que le lait avait un goût détestable quand il ne venait pas d'une vache blanche. Après cette découverte, elles s'étaient senties si malheureuses et si amoindries dans leur fierté de peulh et dans leur orgueil d'épouses que sur la proposition d'une des assistantes — Pendaïel Mary qui avait peut-être dans les veines un sang plus bouillant et plus impétueux que les autres — elles avaient décidé d'arracher leur pantalon à leurs époux, de ceindre leurs sabres de guerre et d'aller reprendre ces vaches qui faisaient la fierté de leurs rivales de l'autre ville. A moins — c'était encore une proposition de Pendaïel — qu'elles aillent à la faveur des ténèbres si utiles parfois, enduire de vase et de bouse la robe immaculée de ces bêtes privilégiées. Cependant, elles s'étaient ravisées sur le conseil de Bolo Pourcel qui avait peut-être réfléchi qu'une telle entreprise déplairait beaucoup à messieurs les guerriers de Néné, fort pointilleux en ce qui concernait leur honneur d'éleveurs et de guerriers ; d'ailleurs, une telle équipée, malgré la virulence des regards et des menaces proférées, était vouée à l'échec, aussi avaient-elles tempéré la vague d'indignation qui soulevait leur poitrine. C'est alors qu'elles trouvèrent un moyen, plus ingénieux et moins belliqueux, de résoudre le problème : la grève de la faim. Et pour inaugurer cette grève, pour souligner ce que leur décision avait de solennel et de résolu, elles allaient organiser une danse que pas un homme, si jeune qu'il fût, ne profanerait et où chacune prendrait devant toutes l'engagement de ne point trahir.

Voilà pourquoi ce soir-là, toutes les femmes de Néné se pressaient vers le centre de leur cité. Voilà pourquoi ces proclamations enflammées et l'atmosphère de défi et de menaces qui planait sur la ville des éleveurs.

Et chaque fois qu'une danseuse commençait sa proclamation, une délégation de jeunes filles allait chercher son mari qui, ayant écouté le discours de sa femme, hochait lentement la tête et répondait :

— « Je mourrai si tu te laisses mourir de faim, oh femme de mes rêves, mais les vaches de Tongo Mayel Diboly sont aussi lointaines et inaccessibles que les étoiles qui brillent au ciel la nuit ».

Et, sur ce refus, le refrain fusait plus fort, et les yeux lançaient des éclairs de colère et de mépris. Régulièrement, les hommes ayant ainsi parlé, s'en retournaient chez eux, plus vite qu'ils n'étaient venus, en proie à la lutte entre leur amour pour leurs femmes et la peur profonde qu'inspirait la folle bravoure des guerriers de Tongo. Rien n'est plus pénible au cœur d'un

guerrier — surtout peulh — que les marques de mépris des femmes en général, et de sa femme en particulier. Mais rien n'apparaissait plus impossible et plus téméraire que l'idée de s'attaquer à la ville de Tongo.

Cependant les danseuses succédaient aux danseuses et les proclamations aux proclamations. Le soleil descendait lentement, et allait disparaître à l'Ouest, derrière les maigres jujubiers qui barraient l'horizon. L'air s'adoucissait vibrant toujours du son des tam-tams, des trilles et des refrains.

Tout à coup, tam-tams, trilles et refrains se turent, comme brusquement évanouis. Le silence pesa, profond. Les regards des femmes, devenus brillants d'admiration et de joie, s'étaient portés vers le centre du cercle. Quelque chose d'insolite se passait, assurément ; un événement inespéré à en juger par l'éclat des yeux et les murmures de satisfaction qui parcouraient l'assistance redevenue subitement plus gaie et plus joyeuse. Quel était cet événement inespéré ?

Un homme avait franchi le cercle des danseuses. Il n'avait rien dit encore ; il ne s'était engagé à rien ; mais à en juger par son attitude, on sentait qu'il allait dire quelque chose et prendre un engagement. En effet, ayant mis pied dans le cercle (où nul homme n'était encore entré), réclamant le silence, il s'était planté devant le tam-tam. Un homme de grande taille, aux traits purs, au teint clair, le type accompli de ces pasteurs peulhs qui, vivant la civilisation soudanaise, étaient pourtant demeurés fermés à toute alliance avec les Soudanais. Sans le regard dur et froid, le sourire hautain et railleur, cet homme eût paru, dans ce cercle de femmes, quelque matamore prêt à faire des déclarations grandioses. Seulement, toute sa personne invoquait une vigueur mâle, et quelque chose de sombre et d'austère luisait dans ses prunelles. Sa main droite tenait, à la hauteur de la hanche, un poignard dont la garde sortait d'un fourreau en argent ciselé. Sa gauche s'était immobilisée, comme pétrifiée, dans le geste imposant le silence. Dans le crépuscule il avait la raideur d'une statue et la pose du Bour Saloum Samba Laobé jurant d'anéantir le Cayor et de tuer le Damel son père. Cet homme était Oumarel Samba dit Oumarel Sawa Dondé, prestigieux sabreur d'hommes, l'un des trois cent trente trois « braves de Macina », connu du Soudan entier pour sa bravoure, son esprit mordant, sa gouaille. Invité par une délégation de jeunes filles à venir répondre aux « Nobles femmes de Néné réunies », il était venu, dérangé dans la lecture du koran dont il faisait l'apprentissage à ses moments perdus. Et comme on connaissait son tempérament et sa valeur, l'entrée de sa femme, la noble et belle Bolo Pouro, avait provoqué des murmures et fixé l'attention dans cette foule de femmes. Il n'y avait pas d'erreur et les regards anxieux étaient devenus rieurs et liers. Dès les premières paroles de Bolo, Oumarel était entré. Elle était là devant lui, arrêtée dans le premier pas esquissé, un sourire de satisfaction propre aux femmes riches

de la gloire de leurs maris, errait sur ses lèvres encore entr'ouvertes. Dans le soir qui tombait, son visage avait des reflets roses et on n'aurait pu dire ce qui était le plus remarquable dans ce tableau : l'attitude de l'homme ou la beauté de la femme. Tout ceci n'avait duré que quelques secondes.

Ayant obtenu le silence, Oumarel lança, gouailleur et sarcastique :

« Haya Hô, Pouлло ! »

Ce « haya hô » devenu depuis ce soir mémorable un des éléments de la légende de Oumarel fut plus tard adopté par la fine fleur de la féodalité peulh du Macina. Cela tenait du défi, du reproche et de l'apostrophe insolente.

— Haya ho Pouлло ! — répéta Oumarel. Je suis Oumarel dit Oumarel Sawa Dondé. Je suis l'un des trois cent trente trois dits « Braves du Macina » et classés par ordre de valeur. Tout le monde sait que les trente trois à eux seuls valent les trois cents autres, que les trois premiers tiendraient en échec les trente suivants, et que la lance du premier est plus redoutable que celles des deux réunis ».

Un murmure général d'approbation et d'enthousiasme accueillit ces fortes paroles.

— « Je suis, continua le héros, des trois cent trente trois, des trente trois et des trois, et s'il ne doit plus rester au Macina qu'un seul pantalon et qu'un seul sabre, je serai ce pantalon et ce sabre, ou alors que quiconque me dispute le titre de « brave des braves », ose tenter ce que je ferai dès demain : reprendre, armes à la main, les vaches de Tongo. On les dit braves jusqu'à l'héroïsme, froids devant la mort et redoutables dans la bataille. Mais j'irai demain aux premières lueurs de l'aube, et je vous déclare solennellement, ô femmes de Néné, que je ne reviendrai que précédé des belles bêtes à robe blanche de Tongo Mayel Diboly, ou alors, c'est mon cadavre qui vous reviendra ». Que redoutez-vous, guerriers de Néné ? La mort ! Ah ! la mort vous fait peur ! N'était-ce point vous qui aviez ramené (pieds et poings liés), vers son lointain Dioliba Aly le Massassi ? N'était-ce point vous qui aviez réussi ce tour de force d'avoir arrêté au combat de Bitoyel, les troupes de Cheikh Oumarc Tall qui avaient tout foudroyé sur les passages du Fouta Toro au Délédougou ? Etes-vous devenus d'indignes descendants de ces Nénois qui écrasèrent ici même les guerriers du Mohro Naba de Ouagadougou ? Tenez, vous allez les voir, le deuil et la mort, viens Bolo, compagne de ma vie. Tu boieras dans deux jours ou le lait des vaches de Tongo, ou la coupe d'amertume de mon deuil ! Que l'on défasse le casque de ses chevaux ! »

La foule, pendant cette harangue, n'avait eu de vivant que les yeux et les oreilles ; les yeux dévorant ce masque de la provocation dont les formes estompées par le crépuscule donnaient l'allure d'un être irréel, les oreilles buvant à longs traits

cette déclaration hautaine et railleuse. Les hommes eux-mêmes, revenus à l'annonce de l'attitude de Oumarel écoutaient et regardaient, écrasés sous la double honte d'avoir eu peur d'aller en guerre et de sentir la supériorité de cet homme. Quelques secondes après l'ordre impératif de ce héros aux lèvres duquel le souffle de tout le monde semblait suspendu, la superbe coiffure de Bolo s'étirait, se développait en un ruissellement qui s'épandait et ondulait en vagues noires et capricieuses sur ses épaules. Il semblait dans cette minute que la foule n'eût qu'un souffle et que l'âme de ce souffle fut Oumarel.

Ainsi décoiffée, le front ceint d'un bandeau blanc sur ses cheveux de jais, Bolo apparaissait comme une femme en deuil, le deuil tel qu'on le concevait en ce temps-là dans ce pays.

— Voilà le deuil, enchaîna Oumarel. Voilà tout le spectacle qui suivra la mort que vous craignez tant. Voilà ce qui vous fait peur, voilà la mort... Elle est bien belle, la mort qui apparaît là !

La nuit était entièrement tombée. Près du tam-tam un feu de bois tordait des flammes rougeâtres qui jetaient sur l'assistance des lueurs pâles et intermittentes. Dans cette clarté indécise, Bolo ressemblait à une de ces mystérieuses beautés orientales des « Mille et une nuits ».

Je ne veux avec moi que mon cheval, mon sabre, ma lance et Bambaguel mon guitariste. A nous quatre, nous ferons toute la besogne. Retournez dans vos cases, femmes de Néné. Je conduirai devant vous Tongo et ses chevaux et ses guerriers et ses vaches. Quant à vous, guerriers qui fûtes valeureux, allez-vous en chez vous. Je saurais reconquérir pour vous l'estime de vos épouses et l'admiration du Macina, où alors, le sabre blanc de Tongo boira à loisir du meilleur sang peulh et les tombes se multiplieront à l'ombre des doubalems...

Oumarel s'était tu. Il avait abaissé sa main gauche qu'il avait tenue jusque-là levée, comme pour un serment. Pendant quelques secondes le silence régna, lourd et profond, presque oppressant. La harangue avait été si forte et si magistrale qu'il semblait insolite et presque irritant qu'elle prit fin. Durant ces quelques secondes d'exaltation pour la foule portée sur les ailes de l'enthousiasme vers des hauteurs prodigieuses, il sembla que l'impossible devint réalisable. Cela n'avait duré que quelques secondes. S'étant ressaisie et pour ainsi dire revenue sur terre, la foule, électrisée, unanime poussa un cri profond. Puis un désordre indescriptible s'ensuivit. On s'apostrophait, on se serrait la main, on s'embrassait presque et il s'en fallait de peu que l'on se congratulât et se félicitât, car dans l'esprit de chacun, le bras puissant et inexorable du héros avait peut-être déjà accompli la besogne. L'on parlait même d'offrir les premières gouttes de lait des blanches vaches de Tongo à Koumen ou à Allah. Et la foule s'engagea dans les ruelles où elle s'absorba lentement, comme le decrescendo des roulements du tonnerre, comme un orage qui s'éloigne.

Oumarel, lui aussi, revenait chez lui. Il s'était tellement exalté dans son discours, et ce discours planait si haut qu'il s'y était lui-même élevé et grandi, démesurément. Maintenant, dans le silence, il était comme revenu sur terre et homme parmi les hommes. Il était cependant froid et calme. La mystérieuse lueur qui, tout à l'heure, luisait dans ses prunelles, avait disparu. Il marchait silencieusement, suivi seulement de Bambaguel sou guitariste. Personne ne lui adressa la parole, personne ne lui serra la main. Tous le regardaient passer avec des yeux pleins d'admiration, de respect et même d'un peu de méfiance, ce qui est logique, car le simple mortel admire et se méfie du héros. L'homme ne sympathise pas avec le demi-Dieu. Devant les êtres supérieurs, seul l'esprit parle mais le cœur se tait. Et quand le génie tombe sous les coups du sort, l'esprit compose, avec le temps, une légende autour d'un nom...

Pour rentrer chez lui, Oumarel avait emprunté la ruelle la moins fréquentée. Cette ruelle sombre contrastait avec le reste du village, qu'agitait encore la fièvre de la danse. Et la fièvre d'une cité peulh, c'est la fièvre d'un taureau. La rumeur n'arrivait là qu'assourdie. Soudain, dans le silence de ce sentier aux méandres bizarres, Bambaguel improvisa :

O Soir à Néné, Crépuscule à Néné,
Soir à Néné où il n'y eut qu'un pantalon,
Crépuscule à jamais mémorable
Crépuscule à Néné !

Que ceux qui montent les juments s'en retournent
Bon ou mauvais ce sera pour Néné,
Pour les femmes de Néné !

Il faut rendre cette justice aux guerriers de Néné : ils n'étaient pas peureux. Bien au contraire. Ils étaient prudents, rien de plus. Et chacun sait que la ligne de démarcation entre la prudence et la lâcheté est plutôt insaisissable. Du reste, après le spectacle que nous venons de relater, quelques-uns d'entre eux, ayant solidement barricadé la porte de leur case s'étaient mis à proférer contre Tongo l'orgueilleuse, de sombres menaces pleines de fiel, tandis que d'autres roulaient dans la direction de la rivale tant exécrée des yeux furibonds où passaient des éclairs meurtriers. Tout cela, bien entendu, pour reconquérir un peu l'estime des épouses et diminuer beaucoup de la honte infligée tout à l'heure. Ces manœuvres suffisantes pour blanchir les nobles consciences des guerriers ne l'étaient guère pour ramener le sourire aux lèvres des femmes, de sorte que l'atmosphère extérieure de guerre et de deuil se joignait à l'intérieur une atmosphère de querelles et de mépris.

CHAPITRE II

TONGO MAYEL DIBOLY

Près de cent kilomètres au Nord-Ouest de Néné sur la route qui reliait naguère Nioro au Macina, principale voie de communication, au onzième siècle, entre le Hod et Tombouctou, s'édifiait, superbe, Tongo Mayel Diboly, cité de blancheur et justement surnommée : « la cité blanche ». La ville était grande pour l'époque. Adossée à l'Ouest à un bosquet d'épineux assez hauts qui surplombaient un marigot sec pendant la saison chaude, elle s'ouvrait à l'Est sur un immense espace nu et sablonneux, jonché de cailloux et barré à l'horizon par la haute savane qui allait finir sur les bords du Niger-Moyen en une espèce de petite forêt de gonakiers. On eut dit un don de la Providence, cette vaste clairière au milieu de la savane argileuse, domaine des hautes broussailles. Elle s'ouvrait au Nord sur un horizon nu à perte de vue, prélude aux grandes étendues désertiques des confins du Soudan où règne le Targui. Au Sud de la ville, à environ trois cents mètres, il y avait une colline pelée, jonchée de gros cailloux et creusés çà et là, d'énormes excavations que le vent du Nord avait fini par obstruer avec du sable et des cailloux. Sur le flanc sud de cette colline, une grotte visible encore à la fin de ce siècle béait profondément avec sur ses bords de petits arbustes tenaces. Ces trous dans la pierraille, dit la tradition locale, ont servi de demeures aux premiers habitants du pays, des noirs chassés de là par les pasteurs. Du haut de cette colline, la ville apparaissait enfouie sous l'épaisse frondaison des géants doubalem. Les dernières maisons de la ville que l'on voyait aisément de la colline offraient au regard le spectacle typique de leurs formes rectangulaires faites de rameaux d'épineux entrelacés. Elles étaient nettes, ces concessions, et droites, et le ton uniformément gris des rameaux symétriquement entrelacés, donnait de loin à l'ensemble l'aspect d'un énorme grillage à travers lequel le sable blanc des cours semblait un grand tapis parsemé de points blancs lumineux. Le reste de la ville se perdait sous le dôme noir des arbres. Pas un coup de pilon, pas l'aboïement d'un chien, rien de ces bruits familiers qui signalaient nos villages d'Afrique. Tongo Mayel Diboly semblait toujours assoupie dans un silence étrange, et n'eût été, de temps à autre, le hennissement d'un cheval la ville eût paru morte.

A cette époque d'ailleurs, Tongo méritait, outre le surnom de « Cité blanche », celui-ci de « singulière ». Singulière, certes, elle l'était à plus d'un titre. Le Sultan Ahmadou Ahmadou mort depuis plus de dix ans sous les coups du Saint El Hadj Omar, le Macina se trouvait dans un complet

bouleversement politique. Après que le pays eut embrassé l'Islam et reconnu l'autorité de principe — sinon de fait — des Toucouleurs, les troupes d'El Hadj Omar s'étaient retirées vers Ségou, alors capitale de l'immense royaume des Tall. L'anarchie s'était instaurée. Les minorités d'agriculteurs noirs — Habés, habitants de Sangha, etc... — avaient profité de la situation pour secouer le joug peulh. Les peulhs eux-mêmes divisés en plusieurs fractions rivales, luttaient, à qui s'emparerait du pouvoir temporel — (Ceux du Waptodji contre ceux du Djilgodi par exemple). Des guerres ensanglantaient le pays et l'antagonisme des cités et des notabilités plongeait le pays dans une constante admosphère d'alerte. El Hadj Omar disparu, son fils Ahmadou Cheickou, devenu « Amir El Moumin » avait laissé à son cousin Tidiani le soin de reconquérir le Macina pour son propre compte. Ce qui ne fit qu'ajouter l'invasion à l'anarchie et le pillage au massacre. Le pays traversait — à l'époque où se place ce récit — une période troublée. La paix, le calme et la prospérité avaient fui. Plus rien que désordre, famine et ténèbres. Et c'est au milieu de ce pays dévasté, ravagé et plein de cliquetis des fusils et des sabres que Tongo Mayel Diboly somnolait doucement, heureuse, prospère et blanche. La ville était calme au milieu du chaos, blanche au milieu des cités couvertes de poussière et de sang, emplie le soir du joyeux beuglement des veaux et des génisses au poil blanc, prospère au cœur d'un pays ruiné. Pourquoi cette situation spéciale ? C'est qu'à cette époque où l'Islam avait provoqué l'ébullition politique, où les superstitions tenaient encore une place très large dans les esprits, Tongo Mayel Diboly, avec ses vaches blanches et son sable blanc, ses chevaux de guerre à la robe blanche, ses femmes blanches et ses hommes qui ne croquaient que de la cola blanche, Tongo Mayel Diboly apparaissait comme une cité taboue, une ville à laquelle on ne touchait pas et qui appartenait beaucoup plus à la légende qu'à la réalité. Derrière ce rempart, Tongo s'était fortifiée. Ses habitants étaient devenus prospères et redoutés — sinon redoutables. Même en ces temps tragiques de disette et d'insécurité, il ne serait venu à personne l'idée de tenter une razzia du côté de la « Cité Blanche ». Cette situation privilégiée était devenue normale et reconnue comme un droit des Tongois, si bien que ceux-ci, après la défaite de leur Sultan qui avait organisé une levée en masse contre les Foutankas, avaient trouvé qu'il valait infiniment mieux vivre chez eux à l'ombre des doubalem au feuillage épais, à côté des femmes et des canaris de lait.

A l'heure où un singulier caprice des femmes allait provoquer à Néné les événements que le lecteur connaît, Tongo Mayel Diboly somnolait dans la torpeur de cette après-midi de novembre que n'attiédissait pas le début de la saison froide. La ville entière semblait dormir. Le sable blanc des cours, ratisé chaque matin par les esclaves sofa, rutilait sous les rayons ardents. Les rues de la ville, aplanies depuis des années par

les sabots des chevaux, grillaient sous le soleil, longues, droites, comme tracées au cordeau, nettes de toute ordure, entretenues depuis des siècles par un service de propreté. A l'ombre des doubalem au feuillage uniformément taillé en ombrelle, les hommes se prélassaient sur des nattes à côté d'immenses canaris pleins de lait coupé. Un griot troubadour les distrayait en retraçant la légende des guerriers d'antan. Aux passages les plus héroïques, l'un de ses auditeurs se mettait sur son céans, faisait craquer les jointures de ses doigts et lançait un défi orgueilleux comme s'il se fut soudain senti dans la peau des héros du récit. Sous les hangars, les femmes bronzées, presque blanches, s'épouillaient la chevelure ou se dégrassaient les talons avec un fragment de canari poli par l'usage. Près d'elles, des esclaves écrasaient le riz entre deux énormes pierres plates. Les foyers placés au milieu des cours fumaient toujours, souvent encombrées de carcasses de biches ou de grands quartiers de moutons. Et une fumée blanchâtre et légère s'élevait des maisons comme pour signaler au voyageur étranger que c'était là la cité de l'abondance, encore fallait-il que ce fut un voyageur venu de très loin car la renommée s'étend loin en ce coin d'Afrique et d'autant plus qu'il s'agissait d'un renom de prospérité dans un pays mourant de faim.

Donc, ce soir-là, comme tous les soirs que le bon Dieu faisait, Tongo reposait, confiante, blanche et délicate. On était à cent lieues de penser que la ville presque sacrée allait être l'objet d'un sacrilège. On ne pouvait pas soupçonner que ce soir-là, à cent kilomètres de la ville blanche, un caprice inouï avait armé contre elle, le bras le plus puissant du temps. Pendant qu'à Néné chacun jurait de foudroyer, et foudroyait déjà Tongo en pensée, Tongo reposait. Et c'était un miracle que l'air soufflant de Néné, lourd de malédictions et d'imprécations, n'eût pas déjà défloré tant de blancheur et tant de délicatesse.

Là-bas, à l'horizon boisé où tombait le crépuscule, frontière du Bakhounou et du Bélédougou, le Koûmen — divinité pastorale — chassé par le Koran de tout le Macina, observait avec l'étrange regard de son œil torve, cette cité orgueilleuse qui l'avait vomi et qu'il allait peut-être livrer au massacre.

CHAPITRE III

SUR LA ROUTE DE TONGO MAYEL DIBOLY

30 novembre 1882. L'aube se levait sur Néné. Une aube pas ordinaire. Au ciel, la teinte vague et mystérieuse propre à ce moment du jour, l'orient rougeoyant avec des alternances de clarté et de clair-obscur. Toutes choses normales. Mais le tam-tam battait l'appel de guerre. Aux appels de guerre on

n'était plus habitué. Sauf à Néné et à Tongo, le reste du pays vivait en perpétuel état d'alerte. Plus besoin d'appel. On se couchait sur son lit et on se réveillait sur son cheval, les armes à la main. Cet appel de guerre, depuis quelque temps oublié, avait un son bizarre et réveillait un écho profond.

La forêt répondait à la ville.

Sombre dialogue des choses dans l'aube des expéditions ! Une expédition se préparait. Mais pour un matin d'expédition, la ville offrait un spectacle curieux. Sur la place centrale, la foule se pressait déjà. Au milieu de cette foule, deux cavaliers achevaient leurs préparatifs. Hormis le cliquetis des étriers et des armes, le silence planait. Mais la foule silencieuse n'était pas immobile. Des formes noires se mouvaient dans l'aube avec précision et calme comme des fantômes entourant des esprits prisonniers. La place était donc animée, mais l'animation silencieuse d'un fourmillement d'ombres. Hier des guerriers, aujourd'hui des spectres. L'ombre et le silence faisaient à la place une atmosphère de sépulcre. Au milieu de la foule les deux cavaliers en préparatifs semblaient des duellistes, prêts à se pourfendre. Un observateur attentif eût cependant remarqué que ce n'était pas des préparatifs de duel. L'un des cavaliers portait un sabre en bandoulière d'un côté et de l'autre un poignard dans un fourreau ; une lance énorme fixée à la selle par une courroie battait le flanc de son cheval. Ce cavalier vêtu de blanc portait aussi un turban blanc. L'autre avait des vêtements gris. En bandoulière, un objet énorme et lourd l'encombrait, une guitare dont la caisse oblongue disparaissait dans les replis de son boubou. Devant les bêtes dont le souffle rauque dans le silence, une femme immobile tenait la bride du cheval au cavalier blanc. Cette forme, voilée de tissu sombre, dans le petit matin, avait l'aspect des apparitions légères et insaisissables qui hantent les rêves des damnés de l'amour.

Ce cavalier en blanc était Oumarel ; l'autre cavalier, Banganguel ; la forme voilée, Bolo, l'épouse du héros dans l'accontrement des femmes endeillées. Cette scène un peu lugubre invoquait le départ de Oumarel, le début de l'expédition contre Tongo, cette expédition qui devait voir ou la mort du héros ou la défaite de la « Cité Blanche ». Pénible alternative ! Etrange lutte d'un homme contre une ville ! D'un côté un sabre et une guitare, de l'autre quelques milliers de lances avec le rempart de la renommée.

Et pourquoi ces faces sombres, ce silence ? C'était simplement l'effet de l'inconstance de l'âme humaine. Car les sorciers avaient, malgré le héros, tenu à interroger les esprits, les maîtres invisibles ; ceux-ci, peut-être furieux d'avoir été abandonnés des trois-quarts de la population, n'avaient fait que de mauvaises réponses durant toute la nuit. Avertis, les gens du village avaient voulu, en vain, faire renoncer à l'expédition. Ils ne doutaient plus de la mort de leur héros. D'où leur silence lugubre. L'exaltation de la ville était tombée. La nuit porte

conseil. L'enthousiasme évanoui, laissait des visages moroses. Cependant, devant l'obstination de Oumarel, on avait dû céder de mauvaise grâce. A l'anxiété s'ajoutait la mauvaise humeur. Hier on acclamait, ce matin on réchignait : étonnantes bizarreries de l'âme humaine !

Dans cette foule, celui qui demeurait le plus vivant était celui qui allait peut-être mourir, Oumarel. Certes, il n'était pas gai, la gaieté n'appartient pas aux génies, mais il vivait pleinement. Pendant qu'il harnachait sa monture et préparait ses armes, son esprit s'occupait à un travail intérieur intense. Il allait en guerre. Il allait provoquer une ville entière, une ville renommée et inattaquée. Cela l'animait intérieurement d'un remous confus ; bouillonnement d'idées qu'il n'aurait su préciser mais qui plaisait à l'âme. Quiconque d'assez proche aurait pu entendre, de temps à autre, un grondement d'aise. Cela lui suffisait. Trop penser à une chose n'est-ce pas créer une obsession, un complexe et peut-être l'appréhension ? Les hommes de génie ont cette joie supérieure faite de choses vagues. Aussi bien travaillait-il avec calme.

Ses préparatifs terminés, il jeta un coup d'œil sur la monture de son compagnon. Il prit la bride de son cheval de la main de Bolo. Il enfourcha sa bête, toujours silencieux. Bambahuel en fit autant. Le soleil allait se lever. On distinguait nettement les visages sombres et moroses de la foule ; s'y liaient la gêne et l'anxiété. Au moment où la foule s'appêtait à s'écarter pour livrer passage aux cavaliers, Oumarel se dressa de toute sa taille sur ses étriers et cria :

« Haya Hô Poulo ! »

Cela avait été crié d'une voix si puissante que les bêtes, surprises, se cabrèrent. Un mouvement qui ressemblait à un frémissement, parcourut la foule. La voix du guerrier avait eu sur l'assistance l'effet d'une décharge électrique. Un murmure s'éleva. Les têtes se redressèrent. Les visages, les yeux s'éclairèrent. Rien de plus efficace contre l'apathie des foules que ces cris qu'inventent les héros et qui entrent tout droit dans la légende avec eux. L'anxiété se dissipa ; quelques témoins, gagnés par la ferveur du cri, esquissèrent même le geste de courir à leurs écuries, peut-être pour harnacher leurs chevaux et tirer les sabres des fourreaux. Mais comme ils étaient du commun des mortels, comme cette expédition provoquée par les femmes, décidée par Oumarel et composée de lui seul, était de ces projets audacieux qui n'appartiennent qu'à des êtres d'exception — héros ou fous — ils se reprirent à temps. Ce qui n'empêcha pas l'enthousiasme d'éclater en trilles et en clameurs. Et, dominant tout ce bruit, la voix de Bambahuel s'éleva :

« Que celui qui ne monte pas les juments s'en retourne.
Qu'il ne reste plus que toi, ô Oumarel !
Car, bon ou mauvais, ce sera pour Néné,
En souvenir de ce crépuscule à Néné ! »

Sur la fin de ce chant que l'on chante encore pour accompagner les légendes des héros peulhs du Macina, la foule s'écarta. Les deux cavaliers passèrent et sortirent du village. Ces départs ne s'escortaient pas. Une vieille coutume préislamique le voulait ainsi. Cela pour que, solitaires dès la sortie du village, ceux qui portaient pour l'expédition, sentissent immédiatement qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. C'était aussi pour souligner à leurs yeux qu'ils ne devaient revoir leurs épouses qu'auréolés de gloire ou enfouis dans un linceul, si toutefois, dans ce dernier cas, l'œil vitreux des trépassés, voit autre chose que l'au-delà. Et cependant depuis l'arrivée d'El Hadj Omar, le pays était devenu officiellement Etat musulman. Tout acte, de quelque ordre qu'il fut, devait se faire sous le sceau de la religion, y compris les expéditions, du moins en principe. Mais, loin de Ségou, la capitale, on observait un peu moins ces choses. On fraudait un peu. On était musulman de principe et polythéiste de fait. On adorait Allah et on redoutait Koumen. Sur cette immense toile de fond hérissée de pointes qu'était l'Animisme, le grand pavillon à croissant de l'Orient musulman se trouvait miné, et, çà et là, surgissait, tenace et insolite, la silhouette immobile d'une idole sacrée. A qui se confier en ces temps d'incertitude spirituelle. Les esprits avaient répondu de façon négative. Les guerres continuaient à se faire sous les auspices des idoles. Il n'était pas question de se confier à un saint. On était perplexe. Si bien que Oumarel et son guitariste s'engagèrent dans le sentier, sans avoir eu aucun concours, aucune solution d'aucune sorte. Le danger était grand aux yeux du guitariste. Le risque rendait tout succès plus éclatant, plus méritoire aux yeux du guerrier. Ils ne se disaient rien ; trop tôt pour parler. Ils cheminaient côte à côte. Le soleil venait à peine de se lever. Le matin était frais dans le bois. Les vapeurs de la nuit s'élevaient encore, bleuâtres et légères, de dessous les frondaisons. La haute savane fumait doucement, discrètement, comme un immense encensoir. La fraîcheur et la quiétude du bois, à cette heure matinale, incitèrent le griot à jouer. Il fixa la bride de son cheval à la selle — la bête était habituée —, il prit sa guitare et se mit à en pincer les cordes. Sous l'effet de la musique le trot des bêtes s'accéléra. Ils sortirent du bois. Le sentier s'engageait alors dans la morne solitude de la savane : bosquets d'épineux, buissons, hautes herbes déjà jaunies. De loin en loin, quelques oiseaux s'envolaient à l'approche des cavaliers. Dans le ciel clair et sans nuage, le soleil, déjà haut, brillait. De temps à autre les creux de la route, suspects aux bêtes, leur faisaient faire un écart, et le sabre de Oumarel alors découvert, jetait sous les rayons des flamboiements d'éclairs. Bambanguel jouait et Oumarel songeait, et il s'établissait quelque chose comme un parallélisme, comme une similitude entre la musique de l'un et la rêverie de l'autre. Lorsque la musique se faisait sonore, violente et saccadée — de ces musiques où

semblent transparaître le galop furieux des chevaux ou le cliquetis des armes — les mâchoires du guerrier se contractaient, son front se barrait d'une ride profonde, et on eût juré que dans son esprit passaient les images d'une mêlée furieuse ; mais quand les notes s'éteignaient en un doux decrescendo, le visage du guerrier se détendait, l'ombre d'un sourire errait sur ses lèvres. A quoi songeait-il ? L'âme des génies de guerre est un labyrinthe. Dans la banalité et dans l'oisiveté des périodes de repos, l'homme de génie devient gauche et comme dépaycé ; le savant, souvent gauche et ridicule hors de son laboratoire et dans un milieu de joyeux épicuriens, devient tout de suite grand et sublime au milieu de ses cornues. Le génie de la guerre, sur la route des batailles, se trouve dans son élément. Son âme se dilate et son esprit travaille. Il songe. Il songe à son enfance, à sa jeunesse, à sa famille, au chemin de la gloire semée de lauriers. Oumarel songeait à son enfance, à sa jeunesse, à ses débuts obscurs et à la série de ses exploits. Sur la route du combat où la mort et la gloire luttent à qui étendra sur cette tête et ce bras, l'une sa sombre aile de vampire, l'autre son éclatante auréole de lumière, tout le passé défile. Celui de Oumarel défilait dans son cerveau. Il n'était pas né héros. Il était de ces hommes qui ont besoin des ténèbres pour mieux jouir de la lumière, du trou de la chauve-souris pour conquérir les hautes sphères de l'azur où règne l'aigle. Septième fils d'une famille de neuf enfants, les premières années de son enfance avaient été celles de tous les petits Nénos, plutôt taciturne mais attentif, il réagissait vivement. L'éducation du jeune Macinankais d'alors était fort simple : éducation physique et morale ; quant à l'éducation intellectuelle, elle était presque inexistante, sauf dans les rares familles de marabouts convertis de bonne heure. L'éducation physique comprenait l'équitation, longues chevauchées durant les nuits, sans selle et sans bride, acrobaties sur le dos de la bête, et complétée par des exercices de maniement d'armes : sabre, poignard, lance, etc... L'éducation morale consistait en de rigides principes de chevalerie : le respect sacré de la femme et de l'enfant, la galanterie, une honnêteté scrupuleuse poussée jusqu'à la fierté, et par-dessus tout le mépris de la mort. Oumarel n'avait pas été très brillant dès le début. Que de fois il eut à endurer la chicote ! Bien souvent, comme punition, il devait faire le travail des palefreniers. Il devait faucher l'herbe sous la pluie, parfois dans la haute broussaille où pullulent les reptiles. Cette jeune âme incomprise se refermait davantage et croissait dans l'ombre. Ainsi les parents provoquent de ces replis dans l'âme des enfants et préparent à leur insu des aigris et des révolutionnaires.

Vers sa quinzième année commença la série des catastrophes. Un à un, parfois à intervalles si courts que c'en était singulier et tragique, ses frères et sœurs moururent, emportés tous par un mal identique et mystérieux contre lequel échouè-

rent les pratiques des charlatans. En l'espace de trois ans la maison se vida. Seul Oumarel survécût. On commença par s'attendrir sur son sort. On s'inquiéta. Puis devant son humeur sombre et la succession des décès on finit par le regarder de travers, et, sur la route, aux champs, au bord du marigot, on était gêné à son approche. Mais, oh mystère ! au fur et à mesure que ses proches disparaissaient, une aptitude spéciale à l'escrime et à l'équitation née en lui dès le premier décès, croissait, se développait au point d'attirer l'attention dans les rencontres mensuelles que la ville organisait entre les divers quartiers. Au moment où la mort achevait de faire de lui un orphelin sans frère, le génie des armes commençait à faire de lui un jeune guerrier redoutable, acrobate sur la selle, adroit dans le tir, sublime dans la mêlée d'où il sortait toujours indemne, audacieux, bouillant dans la bataille et froid devant la mort. Ainsi à mesure qu'il perdait les siens, son génie mûrissait, comme si les lois de l'Inconnaissable — que nous nommons destin mystérieux — avaient voulu faire des cadavres de ses parents un marchepied qui devait mener le jeune homme au sommet de la gloire. Et c'est précisément à cet endroit de sa rêverie — car la rêverie va comme un ruisseau tout au long de paysages divers — que les mâchoires du héros se crispèrent. Des années sombres et tragiques ! Des années sublimes ! Un passé fait d'années de cette nature est un volcan endormi qu'on ne doit pas réveiller. La monture du guerrier en souffrait. Et Tongo aurait tremblé si elle avait pu voir à ce moment-là ce qui se passait dans le cerveau de Oumarel. On ne se venge pas toujours sur l'auteur de nos désagréments.

Le sentier se déroulait, poussiéreux, sur de longs kilomètres, parfois zigzaguant entre de gros buissons d'épineux. Le soleil chauffait. Les montures s'énervaient. Le galop se faisait plus rapide. Et de petits hameaux de peulhs nomades défilaient minuscules, tristes, silencieux dans l'intervalle des bosquets anéantis sous le feu du ciel.

La rêverie de Oumarel, interrompue pendant quelque temps, reprit, plus douce. Dans sa conscience passa l'époque plus heureuse de ses premiers exploits ; il les avait presque forcé, ces exploits, comme le jeune enfant qui, impatient, brave l'espace et veut forcer ses petits pas encore incertains. Seulement pour lui, les succès furent complets. Bouillant et presque toujours protégé par un pouvoir surnaturel, il n'était jamais attaqué. On s'en gardait. De sorte qu'il était obligé d'attaquer le premier pour avoir à se mesurer avec quelqu'un. Et il en sortait toujours victorieux. Il était de cette race d'hommes qui provoquent la tempête — une tempête à leur taille — pour donner leur génie en spectacle. De tels hommes s'abrutissent et s'abâtardissent dans le calme bourgeois, mais trouvent dans la fièvre des batailles le milieu propice au plein épanouissement de leurs dons. On n'en rencontre d'ailleurs que dans ces périodes tragiques où le choc des idées engendre la mêlée des pas-

sions et provoque des prodiges à côté de catastrophes. Il semble que la gestation de tels hommes soit l'exclusive des siècles de bouillonnement...

Au souvenir de ces années de trouble provoquées par la guerre sainte et qui contribuèrent à asseoir sa gloire, Oumarel souriait. Cette expédition lui rappelait cette époque de sa jeunesse. Il rompit le silence :

— Bambanguel ?

— Qu'y a-t-il, maître ?

— Sais-tu à quoi je songe ?

— Non, en vérité.

— Je songe à ma rencontre avec Guéladio Ham'Bodédio.

— Rencontre terrible, ô Oumarel ! Les gonatiers de la mare de Wouro Aly s'en souviennent.

— C'était ma première véritable bataille, Bambanguel.

— Et ton premier pas vers la gloire. Guéladio avait, disait-on, un corps de fer et une âme d'airain. Ce fer et cet airain se sont ramollis sous la pression de ton bras. Et Yoro Mama, que penses-tu de lui ?

— Yoro et Guéladio sont deux genres de guerriers différents. Yoro certes est brave, mais c'est plutôt le beau parleur, adoré des femmes, il n'y a rien comme l'estime et l'admiration des femmes pour imposer un homme. Guéladio, l'homme dangereux, la bravoure faite homme, la ruse et la prudence personifiées, il fut mon premier et mon plus dangereux rival.

— Et pourtant, tu as réduit à néant cette gloire.

— Mais le plus dur reste à faire. Je sais que Guéladio vaut à lui seul toute cette bande de femelettes protégées par de stupides préjugés que sont les guerriers de Tongo. Mais pour ses femmes et ses vaches blanches qui ont jusqu'ici constitué son bouclier, Tongo, aujourd'hui hyène, pourrait devenir, demain, lion.

— Ce langage me surprend, ô Oumarel ! Est-ce à la veille de la plus grande gloire que puisse rêver un homme — détruire Tongo — que ce cœur indomptable et indompté va avoir peur ?

— Peur ! Ecoute Bambanguel, jamais je n'ai connu ce que traduit ce mot. Et jamais un bras digne de porter une arme ne m'a lancé cela à la figure. Je constate. C'est tout. Lorsque je me rue sur un adversaire, ma fougue et ma puissance d'attaque, croissent avec la valeur de cet adversaire. Peur ? Ah, griot ! Te rends-tu compte de ce que tu dis ? Peur ? Viens, suis-moi. Que tes éperons labourent les flancs de la bête. Tu verras demain comment meurt une cité que Bolo me désigne du doigt. Bolo ! Néné ! Viens donc Bambanguel !

Une colère sourde s'était emparée du guerrier. Lui ! avoir peur ! Peur de quoi ? De Dieu ou du Koumen ? Le cheval, mordu par le mors et saignant sous l'éperon, râlait. Derrière, le griot, qui avait prudemment remis sa guitare en place et repris les rênes de son cheval, suivait. La course devint folle,

vertigineuse. La route résonnait sous le galop saccadé et frénétique. Les arbustes défilaient, aussitôt dépassés et cachés dans la poussière que soulevaient les sabots. Dans la savane, silencieuse à cette heure chaude du jour, cette folle chevauchée réveillait de longs échos. Bientôt, à force de vitesse, la course n'eut plus rien d'humain. Ce n'était plus un groupe de cavaliers courant de toute la rapidité de leurs chevaux puissants, mais un nuage de poussière se déplaçant à folle allure et secoué de halètements et de souffles précipités, comme ces mystérieuses vagues d'air qui, la nuit, emportent vers l'infini, des essaims d'âmes damnées qui sanglotent.

Une demi-heure à ce train d'enfer et les cavaliers virent se profiler au loin le dôme des doubalem de Sâré Wadândé. Ce village était à mi-chemin sur la route de Tongo. Plus de quarante kilomètres avaient été franchis. Etre génie n'empêche pas un guerrier de prendre de la nourriture. Etre colosse n'empêche pas un cheval de réclamer le repos et la mangeoire. La petite troupe était fatiguée. Elle se dirigea vers le village. Il pouvait être cinq heures de l'après-midi. Comme le muezzin appelait les fidèles pour la troisième prière du jour ils entrèrent dans Sâré Wadândé.

(A suivre)

CHRONIQUES

L'Occident chrétien et nous

« Aujourd'hui, quoi qu'on en dise, aux yeux des Asiatiques et des Africains, les Européens dominateurs sont des chrétiens et dans ce sens, le christianisme, nous le répétons, est devenu suspect à leurs yeux. Il se pourrait même que soit projeté un jour l'apparition d'un christianisme chinois ou africain noir, adaptés aux aspirations nationalistes locales ». Ainsi s'exprime amèrement la revue « **Eurafrique** » (1) dont les collaborateurs, qui revendiquent le titre de colonialistes, semblent être en retard sur les événements.

Bien sûr, un christianisme chinois se constitue. Et cela depuis longtemps. Le christianisme africain n'est pas loin de se constituer. Du moins, la volonté est née de déseuropéaniser et d'africaniser l'expression institutionnelle, morale et artistique du message du Christ.

Le général André, auteur de ces lignes, n'avait sans doute pas encore pris connaissance du livre du chanoine Leclercq : « Vie du Père Lebbe » qui a suscité une très vive émotion dans les milieux missionnaires et chez les catholiques non-européens.

Ces derniers ont accueilli le livre en général avec enthousiasme et gratitude. Les Africains ont reconnu dans ces récits l'équivalent de ce qu'ils ont vu ou senti dans leur Afrique. Certains d'entre eux, dans cette revue et ailleurs tentent de montrer en quoi l'intuition et les audaces du Père Lebbe doivent être louées.

Du côté missionnaire européen, la réaction récemment la plus remarquable est peut-être l'article de M. A. Bonnichon dans la revue **Etudes** (décembre 1955) intitulé « Un homme décrié : Le missionnaire ». L'auteur semble beaucoup en vouloir au chanoine Leclercq d'avoir publié cet hommage à l'action du Père Lebbe. L'ouvrage est résumé d'une façon simpliste, non sans humeur : M. Bonnichon le présente comme hostile à l'Eglise européenne, et apportant de l'eau au moulin des Chinois qui accusent les missionnaires d'être des « agents de l'étranger ».

En Afrique, je ne sache pas qu'on en soit arrivé à qualifier ainsi les missionnaires. On en est pas moins conscients et des immenses ressources que les missionnaires auraient pu apporter à la libération de nos cultures nationales, et de leur désir de « civiliser », c'est-à-dire de remplacer les civilisations, mœurs et cultures et lois locales par leurs mœurs, cultures et lois européennes si indépendantes cependant du christianisme. Mieux, inconsciemment le plus souvent, ils ont pensé devoir subordonner les aspirations nationales des peuples à l'action coloniale. Tout semble s'être passé comme si l'action coloniale était un lien surnaturel

(1) Cf. « **EURAFRIQUE** ». Revue générale d'Action Africaine, Alger. Nouvelle Série. N° 4. Octobre 1955.

entre l'Eglise et les peuples africains, une condition majeure de la christianisation des Noirs. Nous savons pourtant que la réflexion, dans toutes ses dimensions même philosophiques ou scientifiques, est insérée au cœur de la discipline de l'Eglise. Comment alors expliquer cette faiblesse à l'égard du colonialisme et cette hostile indifférence vis-à-vis des cultures nationales ? Comment sinon par une insuffisance de charité et même de foi. C'est une foi qui doute d'elle-même et de ses ressources qui peut organiser si artificiellement, sa défense et face du culte du Vaudou et des autres formes de croyances non chrétiennes. C'est une charité appauvrie, mutilée qui nie la personnalité d'autrui.

La réflexion de M. Bonnichon ne va pas jusque-là et il a raison de défendre la bonne foi des missionnaires. Il est cependant trop occupé à sauver le « prestige » du missionnaire européen du discrédit. Les responsables de ce discrédit sont pour lui les missiologues. C'est le conflit du colonial et du métropolitain, dont un exemple sanglant a été encore donné au Maroc récemment et plus récemment en Algérie. Car comment ne pas rapprocher l'amertume et la hargne disgracieuse de M. Bonnichon et de certains missionnaires de celles qui marquèrent l'attitude violente et passionnée de telles personnalités et institutions nord-africaines, à l'égard de groupes métropolitains anticolonialistes ?

Non que la tâche du missionnaire ne soit rude et souvent héroïque (1). Mais outre qu'il connaît habituellement le confort des vastes et faciles initiatives au sein de peuples frustrés de toute initiative politique, c'est précisément cette liberté d'initiative politique, qu'il eût fallu poser et revendiquer comme condition d'une authentique diffusion du message chrétien. Tant que cette libération des peuples, de leurs institutions et de leurs cultures n'est pas assurée, la seule attitude innocente (pour ne pas dire inoffensive) et qui sauvegarde le prestige (non pas tant du missionnaire européen mais de l'Eglise), est celle du style du Père Lebbe. Le mérite des missiologues européens serait d'être plus proches de la source et des conditions de l'universalité : ils vivent à même les conditions normalement plus sévères de la vitalité chrétienne, entourés d'un peuple libre, d'institutions laïques libres et des véritables adversaires de l'Eglise. La tâche des prêtres européens d'Europe, en face des redoutables problèmes modernes et dans des conditions matérielles plus précaires ou instables qu'outre-mer, est plus rude, dans l'ensemble, que celle du traditionnel missionnaire. Pour un missionnaire martyr ou victime du climat ou de l'hostilité des peuples dits barbares, que de missionnaires mènent la confortable vie (je n'ai pas dit inactive, ni oisive) du fonctionnaire colonial, administrant la vie religieuse d'ouailles qui jusqu'à ces derniers temps ne posaient pas de problèmes angoissants. Songe-t-on, par contre, à la vie tourmentée et épuisante des prêtres ouvriers, des penseurs chargés d'affronter la vie de l'Eglise aux apports incessants du progrès ? A tous ceux bénédictins, jésuites, dominicains... qui ont bâti ou fondé le meilleur de la civilisation européenne ? Il est vrai que ces prêtres se fabriquaient eux-mêmes leur propre civilisation spirituelle sans cesse menacée. Chez nous, l'idéal a été qu'on nous fabrique, sans nous connaître — et en niant les ressources de notre initiative. C'est précisément là l'origine des

(1) On s'est cependant servi de l'œuvre missionnaire pour dissimuler des œuvres moins désintéressées. Que de familles, me dit un indochinois, ont abrité derrière un grand nom missionnaire, des entreprises économiques des plus colonialistes.

insuffisances de l'action missionnaire. Car il s'agit moins de faire restituer des cultures déjà mortes que de laisser à notre initiative, dans la vie, l'expression de valeurs spirituelles accommodée au visage profond de nos pays.

C'est pourquoi nous rejoignons volontiers le Père Daniélou qui n'est pas missionnaire et contre qui des attaques sournaises semblent orientées. Il a écrit en particulier dans un précédent numéro d'*Etudes* (mai 1955) sous le titre : « L'Occident chrétien a-t-il encore un rôle missionnaire ? » un article dont on admirera la qualité littéraire, la sincérité et en même temps l'humilité, même si tel passage nous paraît encore timide ou trop unilatéralement imprégné de perspectives européennes. Mais qui lui reprocherait d'être Européen ? Il n'a du moins voulu imposer sa civilisation et par là l'autorité politique coloniale à aucun peuple.

Profiter de notre docilité de chrétiens à l'autorité religieuse (qui dans les hautes sphères demeure toujours européenne) pour nous rendre dociles à l'autorité de la politique coloniale, telle est la chance que les hommes politiques n'ont jamais cessé d'espérer et d'exploiter.

Pour l'Asie, la question n'est plus que de savoir si un peuple qui peut se suffire politiquement ne peut le faire religieusement. En Afrique, la question est de savoir si un peuple qui a pu se suffire pour bâtir une civilisation splendide peut se suffire religieusement sans se défaire de la tutelle politique étrangère. Sinon, pourquoi l'Occident chrétien ne se refuse-t-il pas à toute complaisance vis-à-vis de son prestige temporel, et n'admet-il pas que la maturité religieuse de l'Afrique est subordonnée à sa liberté politique ? (1)

L'Eglise refuse certes d'être utilisée parce qu'européenne par la puissance politique à des fins de politique coloniale. Napoléon comme Aristide Briand cependant peuvent se féliciter publiquement d'avoir usé de la qualité européenne du missionnaire pour mener leur politique coloniale. Et pourquoi l'Eglise se mettrait-elle au service de ces hommes plutôt qu'à celui de Samory, El Hadj Omar ou du Mogho Naba ? Parce que ces derniers n'étaient pas chrétiens ? Briand et Napoléon étaient-ils si remarquables chrétiens ? El Hadj Omar ne présentait-il pas du moins l'avantage pour l'Eglise d'être croyant et non matérialiste ?

En combattant des êtres religieux en faveur d'athées hommes d'Etat européens, l'Occident chrétien ne trahit-il pas sa mission outre-mer ? Que de fois cependant le missionnaire n'a-t-il pas préféré l'amitié et le prestige de puissants athées à ceux de croyants africains chrétiens ou non ! Comment ne verrions-nous pas là un parti pris fâcheux et une apparente justification de l'expression qui scandalise M. Bonnichon : « agent de l'étranger » plus que de Dieu ?

Il est une autre source de griefs des Asiatiques et des Africains qui n'a pas échappé à la lucidité impartiale du Père Daniélou, dont l'étude, à peu de retouches près, aurait décidément constitué une véritable préface au cahier des prêtres noirs qui va paraître sous le titre « Des prêtres noirs s'interrogent ».

« Jusqu'ici seule la civilisation occidentale a été christianisée. Et c'est pourquoi il est bien vrai qu'en fait le christianisme coïncide avec l'Occident. Notre civilisation est la seule qui le possède dans son patrimoine. On ne peut étudier l'histoire de l'Occident sans rencontrer Saint Am-

(1) Je ne dis pas « sa maturité politique ». Car l'expérience a montré qu'il ne peut y avoir maturité politique, sans l'exercice de la souveraineté politique nationale.

broise et Saint Louis, Jeanne d'Arc et Catherine de Sienne. On ne peut étudier la culture occidentale sans rencontrer Dante et Giotto, Pascal et Rembrandt, Claudel et Ronault. On peut étudier toute la philosophie indienne, de Cankara à Aurobindo, tout l'art japonais toute la poésie chinoise, sans que le christianisme y apparaisse une seule fois ».

Aussi Africains et Asiatiques revendiquent-ils des chrétientés de structure indienne, chinoise, africaine. Si le missionnaire a le droit de désintéresser de la politique, il ne peut le faire valablement que par un effort initial héroïque qui consiste à penser et organiser sa vie, outre-mer, ses mœurs, ses moyens d'expression de telle sorte qu'elles ne trahissent pas les libertés nationales, politico-culturelles du peuple qu'il veut servir. Car ces libertés sont le sol même sur lequel doit germer la semence évangélique. Culture occidentale indispensable ? Toutes les sagesse sont excellentes pour sauvegarder la justice et l'amour entre les membres d'une communauté. Mais ce n'est pas la culture occidentale qui est indispensable au Japon, à la Chine, à l'Afrique. C'est la **puissance** européenne que nous empruntons. Plus exactement l'Europe a rendu indispensable à la liberté un minimum de puissance et d'efficacité que tous les peuples sont contraints de demander à la technique et à la technique seule. La culture n'est sollicitée que dans la mesure où elle est liée à la puissance technique et nous introduit au cœur de son efficacité.

Si « Seul l'Occident chrétien pourrait sauver l'Orient de l'Occident matérialiste » c'est plutôt dans la mesure où l'Occident matérialiste coïncide avec l'Occident colonialiste. Car si le matérialisme athée en raison de sa signification philosophique et politique constitue le premier péril, après la bombe, pour le chrétien d'Europe, pourquoi nous imposerait-on la même hiérarchie des périls ? Pourquoi les chrétiens non européens ne concevraient-ils pas un ordre dans les périls qui s'inspirât davantage de leur situation ? C'est contre le colonialisme que les peuples d'outre-mer attendent depuis longtemps l'alliance de l'Occident chrétien même avec l'outre-mer non chrétien, puisque aussi bien cet outre-mer-là est spiritualiste. Prenons donc garde de respecter la liberté des peuples. L'adhésion aux valeurs chrétiennes, ne se conçoit que si elle suppose la liberté de ne pas adhérer à des valeurs occidentales. Sinon les chances du dialogue seront compromises, et le dirigisme spirituel n'accomplira qu'une œuvre médiocre et sans enracinement. Le risque serait maintenu de transformer l'obéissance des chrétiens non européens à l'autorité de l'Eglise en une docilité fervente et aveugle aux impératifs de la civilisation et des intérêts européens.

L'expression « l'âge adulte » qu'emploie la plume du R. P. Daniélou peut prêter à équivoque. Toute civilisation est adulte. Il peut seulement lui manquer ce équipement technique auquel les missionnaires eux-mêmes se doivent de collaborer. Cet équipement consiste à **prêter** le concours de sa compétence, de sa qualification (que l'on soit ingénieur ou théologien) à l'initiative et à la direction **politiques** des peuples intéressés. Davantage que le concours technique de l'Europe donc nous est précieuse notre liberté d'abord. Je ne veux certes pas, catholique, minimiser le rôle du prêtre. Je souhaite simplement que la direction des affaires spirituelles reviennent aux prêtres indigènes. Et que l'on ne méconnaisse pas que dans les périodes de révolution les valeurs essentielles trouvent leur véritable expression à partir de la lutte que mènent les peuples pour leur liberté. Quand cette lutte est nationaliste et anticolonialiste, il faut admettre tous les enrichissements dont cette double inspiration revêt et pare notre nouvelle physionomie. C'est à la source de l'anticolonialisme et du nationalisme que la vérité et la beauté peuvent se situer et qu'il faut en cher-

cher l'expression. Dans tout autre parage de notre personnalité, on ne saurait rencontrer qu'ombre et inconsistance.

Et que le souci du prestige de l'Occident, ne pousse pas à considérer la science comme une valeur universelle inventée par l'Occident. La valeur est en nous tous, ainsi que la disponibilité à la discipline scientifique. Encore ici je ne suis pas de l'avis de M. Campagnolo. Ce qui reste le lot de l'Europe c'est non d'avoir inventé la science, mais d'avoir accru la puissance que confère la science. Les autres peuples ne demandent qu'à collaborer à l'œuvre scientifique de l'humanité. Seul le colonialisme les en empêche pour l'instant. Non une quelconque inaptitude congénitale.

Enfin l'Europe a trop révélé son impuissance à déraciner chez elle même un certain nombre de maux (l'injustice sociale, le dérèglement des mœurs sexuelles ; de la boisson, la tortu rephysique et morale, etc.) pour mériter encore de gérer le destin de peuples dont elle ignore au surplus le sens de la culture. La puissance ne lui confère pas le don de vaincre le mal social. Elle semble plutôt moins apte que d'autres, l'Europe capitaliste, à déraciner un mal dont sa prospérité se nourrit. Prolétariat, alcoolisme, prostitution, camp de concentration, lorsque l'Europe aura déraciné et détruit ces maux chez elle, sans les transformer en d'autres aussi graves, sa mission pourra être prise en considération.

Mais nous savons que c'est là chose impossible sans le concours de nos initiatives libres de peuples longtemps exploités.

Si l'Occident a encore un rôle à remplir, c'est en faveur de la liberté politique des peuples qui doit être épargnée afin que toute collaboration fraternelle de l'Occident garde ses chances de succès et de paix et d'authenticité chrétienne.

Alioune DIOP

Décembre 1955

L'Algérie devant sa liberté

Nous avons parlé dans une précédente chronique sur le Maroc, de l'échec des prévisions officielles au sujet des événements qui secouèrent ce pays pendant deux longues années. L'assurance et le confort intellectuel de certains officiers des Affaires nord-africaines et de leurs maîtres en matière de politique musulmane ont reçu un coup très rude ces derniers temps. S'il nous fallait illustrer ces remarques en ce qui concerne l'Algérie nous nous référerions au même Robert Montagne chef de file de toute une école dont nous connaissons déjà l'attitude facilement optimiste et combien orientée. L'auteur de « Révolution au Maroc » écrivait en effet un an à peine avant le déclenchement de l'insurrection algérienne : « Les trois départements d'Algérie composent aujourd'hui grâce à l'existence d'une assemblée algérienne dotée de larges pouvoirs budgétaires une province française qui jouit d'un régime de semi-autonomie. Les luttes municipales consacrent les alliances entre partis français et musulmans dans les conditions qui préparent peu à peu à une véritable union. L'Algérie tout entière apparaît aujourd'hui dans la tempête de l'Orient, comme une sorte de rocher battu par une mer trouble sur lequel le drapeau français flotte librement. » Ce tableau idyllique nous ferait sourire

s'il était dû à l'imagination d'un journaliste occasionnel, mais l'autorité de R. Montagne, son enseignement dispensé à des administrateurs coloniaux et souvent à de hauts fonctionnaires, accusent davantage le côté aberrant d'un tel jugement. Quelques pages plus loin, l'auteur revient à la même idée optimiste qui est chez lui plus qu'une réalité : un fait inscrit dans l'Histoire et qu'on donne en exemple au reste de l'humanité asiatique et africaine encore dépendante. Il écrit : « Seule en Afrique, l'Algérie semble avoir, grâce au Statut, trouvé une solution convenable à la coopération des groupes ethniques et religieux en présence, sous un régime de semi-autonomie. Nous croyons que le succès s'explique par la souplesse des dispositions riches de promesses. Elles garantissent aux Musulmans, et c'est là sans doute le secret de la réussite, que les progrès qu'ils réaliseront leur vaudront au sein de l'administration et du gouvernement du pays une part progressivement accrue » (1).

Le lecteur le moins averti aura compris ne serait-ce que par les ruineurs qui ont entouré le malheureux statut de l'Algérie depuis 1947, qu'il n'y a rien de ce qu'avance R. Montagne n'était vrai ou vraisemblable en 1953. Déjà en 1948 un an après l'adoption de ce statut par l'Assemblée nationale, certains hommes n'avaient pas attendu de le voir appliqué (l'a-t-il jamais été ?) pour le condamner dans ses grandes lignes et prévoir toutes les catastrophes qu'il entraînerait pour l'Algérie. Il faut ajouter, d'ailleurs, qu'il se représentait les algériens au Parlement français ne lui avaient pas donné leur voix, que l'immense majorité du peuple algérien l'avait reçu avec un mélange d'indifférence, d'hostilité et de déception. Des auteurs politiques clairvoyants — bien que souvent injustes à l'égard du nationalisme algérien et favorables à une certaine assimilation — ne s'empêchaient pas d'écrire, tels Sylvain Wisner : « Le nouveau statut qui n'est pas un statut nouveau mais un statu quo à peine camouflé sous un mince et fragile enduit recouvrant les horreurs de l'ancien décor... » (2) ou encore ceci, qui est terrible : « Un an, exactement, vient de s'écouler et on en est au même point... la croisée des chemins est en voie de se transformer en impasse, on hésite à s'engager sur la route menant à l'avenir, pendant qu'on caduque toutes les issues. Et l'on accumule ainsi les risques d'assister un jour pas très lointain, à l'explosion des forces mauvaises comprimées dans cette impasse et à tous les débordements qu'occasionne les passions trop longtemps contenues » (2). Les forces que Wisner appelle « mauvaises » et les « passions contenues » l'empêchent commodément de parler de la responsabilité des colons et de leurs lobbies dont l'agitation ne connaît plus de bornes. La fraude, la contrainte et la vénalité qui donnèrent le jour à l'Assemblée algérienne amenèrent dans son sein la plus stricte humanité qu'on eût pu voir sur les sièges d'une assemblée pourtant consultative et dominée par le veto d'un gouverneur général rendu tout-puissant, lui-même par son administration. C'est encore Sylvain Wisner qui parle à son sujet de « crêpi apparent de démocratie », « d'institution qui rappelle davantage un régime totalitaire révolu ». Il y a lieu de noter que ceci a été écrit en 1948 et qu'au cours des années qui vont suivre la régression imposée par l'Assemblée algérienne ne s'arrêtera pas. A l'action des hauts fonctionnaires « dont le statut renforce le pouvoir » s'ajoute celle, aussi néfaste, dispendieuse, anti-sociale et anti-démocratique des élus. Dès lors c'est le ralliement de la pire réaction : gros possédants, colons européens à l'égoïsme infantile, notables musulmans incultes et veules que le socialiste Naegelen

(1) Robert Montagne : *Révolution au Maroc*, éd. 1953.

(2) Sylvain Wisner : *L'Algérie dans l'impasse*, éd. 1948.

a fait élire en terrorisant leurs électeurs, en falsifiant le scrutin après avoir pourchassé ou emprisonné des patriotes algériens, candidats et militants. Les élus administratifs et colons qui n'avaient pas le triomphe modeste pensèrent que les jeux étaient faits pour toujours, qu'ils pouvaient s'en donner à cœur joie jusqu'à la fin des temps. Le phénomène de l'Assemblée algérienne a eu pour effet, de rendre plus visibles aux yeux de tous, plus saillants encore cet abcès colonialistes qui était diffus un peu partout, ce « malaise » dont on avait tant parlé naguère, mais qui ne se limitait pas seulement aux domaines économique et social.



Nous avons dit que le Statut de l'Algérie lors de son adoption par l'Assemblée française n'avait pas recueilli les voix des députés nationalistes algériens qui, eux, avec l'ensemble des groupements politiques de mêmes algériens qui, eux, avec l'ensemble des groupements politiques de même tendance ou à peu près étaient partisans, soit d'une constituante nationale souveraine édue au suffrage universel par tous les éléments ethniques de la population et devant acheminer le pays vers son indépendance, soit d'un Etat fédéré jouissant d'une large autonomie au sein de l'Union française ou d'un territoire associé ayant son parlement et ses institutions propres. A l'époque, la poussée montante du nationalisme (M. T. L. D. et U. D. M. A.) avait amené dans les différentes assemblées municipales ou départementales de très nombreux élus qui exprimaient à peu près la conscience nouvelle dont le peuple était animé à la veille et au lendemain du vote du Statut. Numériquement parlant — sinon qualitativement — les partisans nationalistes et surtout le plus populaire d'entre eux, le M. T. L. D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) n'avaient jamais eu autant de succès, autant de militants et d'électeurs. C'est dire que le Statut, tel qu'il fut adopté, se trouvait bien en deça de l'idéal nationaliste et des revendications notoires et presque unanimes du peuple algérien. Dans l'esprit du gouvernement français — qui comptait sans les lobbies et la toute-puissance des hauts fonctionnaires — le statut, une fois appliqué avec sincérité, aiderait à conjurer ce qu'on appelait le « péril » nationaliste, qui n'était rien moins qu'une volonté nationale de devenir et d'émancipation politiques. On sait quel fut le sort qu'on réserva à ce statut, d'abord sous l'autorité du gouverneur général Naegelen, un intellectuel, ancien grand maître de l'Université, qui, apparemment rongé de complexes en face des gros colons primaires, voulut les surpasser et y réussit ; ensuite, à la faveur de l'inertie complaisante d'un autre chef de la colonie, M. Léonard. Un autre intellectuel présidait depuis un an aux destinées de l'Algérie et tout comme Naegelen, M. Soustelle semble avoir eu, vis-à-vis des féodaux européens, sensiblement la même attitude. Mais, paradoxalement et d'une façon inattendue ce n'était pas en appliquant ce statut qu'on entreprit de réduire le nationalisme comme on se l'était proposé sans doute au début, mais bel et bien en le sabotant, en déchainant la répression policière et les gros appétits des possédants. La preuve était évidente que si les uns en voulaient d'abord et par hypocrisie aux seuls nationalistes, les autres n'entendaient pas faire de quartier et, traditionnellement, s'opposaient au peuple dans son ensemble. Ceci est d'autant plus vrai que les gros colons et les hauts fonctionnaires, politiquement incultes sur le plan algérien, égocentristes de surcroît, ne faisaient presque aucune différence entre les masses populaires et leurs dirigeants, condamnant tout le monde en bloc. A peine si, par « affinités » électives », complicités d'exploiteurs, besoin d'être soutenus dans leur

hégémonie, par alibi, aussi, acceptaient-ils de prendre des auxiliaires parmi les notables musulmans, caïds, marabouts, agents obscurs du colonialisme auquel ils devaient leur fortune subite et des sièges aux différentes assemblées et même au Parlement français. Les petites minorités privilégiées et féodales se regroupaient plus que jamais dans le cadre d'une légalité aberrante et sous couvert de démocratie en face de l'immense majorité du peuple. Les partis politiques algériens et plus particulièrement le M. T. L. D., parti nationaliste de masses dont l'action avait pris un essor extraordinaire au cours des années 1946-1947, virent leur élan quelque peu brisé et leur existence légale menacée à partir du printemps 1948, date des élections à l'Assemblée algérienne. La vitalité du M. T. L. D. était encore certaine malgré les répressions ; ses militants toujours nombreux quoiqu'astreints à des tâches surtout électorales qui les fixaient sur des objectifs limités et problématiques. Un renouvellement de méthodes et de cadres, en faisant appel à la base à l'aide de congrès périodiques largement représentatifs, était de plus en plus urgent, mais rien ne venait et le parti se trouvait captif, perdant son dynamisme révolutionnaire du début, voué à une action stérile.

L'union entre tendances similaires et progressistes faisait également défaut, ce qui avait pour effet d'encourager la répression colonialiste contre ce parti de masses. Tout se passait comme si les nationalistes qu'on traquait n'étaient pas des patriotes, agissant, ne fût-ce que par l'exemple ou la parole dans des milieux peut-être inorganisés politiquement mais conscients quand même en tant qu'Algériens de l'arbitraire qui régnait en maître sur leur pays. Tout se passait comme si toute opposition à la politique colonialiste était le fait exclusif de quelques dirigeants ou de rares nationalistes affiliés à des partis ; comme si les générations montantes, la jeunesse laborieuse et intellectuelle, les paysans exploités, les millions de chômeurs, les hommes de bon sens devaient rester indifférents devant une situation générale aussi grave, devant une lutte qui ne se limitait pas au cadre apparent : administration contre nationalisme et réciproquement. Certains spécialistes et, à leur suite, beaucoup de fonctionnaires d'autorité croyaient que le nationalisme algérien était une idéologie d'emprunt, de conception orientale, superficiellement implantée dans le pays et ne répondant à aucune vocation historique, à aucun besoin de lutte et devenue le fait d'une poignée d'« agitateurs » ou d'intellectuels alors que les masses populaires ou les classes moyennes se tenaient à l'écart des mouvements politiques et n'avaient que de vagues préoccupations matérielles. Cependant, les patriotes étaient si intimement liés à leur milieu, ce dernier était si réceptif, si « contagieux » de proche en proche que les répressions économiques ou militaires (et il en a existé bien avant l'automne 1954 !) qu'on déclenchait au départ contre des nationalistes, affectaient souvent directement ou non, de larges groupes sociaux dont les réactions psychologiques en retour, hâtaient la prise de conscience. Mais, en dépit de tout cela, on entrevoyait difficilement des perspectives satisfaisantes d'avenir. L'action des partis politiques était condamnée à tourner en rond ; elle risquait même de tomber dans un réformisme inefficace au prix de graves concessions au principe national, ou, pour conserver la faveur populaire, de multiplier des actes trop voyants et de pure démagogie. Le malaise commençait d'ailleurs à gagner sérieusement le plus important des partis nationalistes, le M. T. L. D. Un congrès tenu à Alger en avril 1953, le deuxième depuis longtemps, essaya de se mettre à la hauteur des événements, de définir une politique adéquate, de promouvoir une action nouvelle. Le président du M. T. L. D., M. Messali Hadj, se trouvait alors en résidence surveillée à Niort, France, et c'est son attitude à l'égard du comité central de son parti et sa conception féodale de ce

qu'on appellera plus tard le « prestige personnel », qui vont précipiter l'éclosion de ce malaise et entraîner des conséquences inattendues pour la lutte nationale. En dépit de son éloignement forcé, de l'absence de contacts réguliers et normaux avec la direction du Parti, de la connaissance imparfaite qu'il devait fatalement avoir des réalités algériennes du moment et de l'action politique telle qu'elle se déroulait à travers ses besoins quotidiens, le chef du M. T. L. D. exigea les pleins pouvoirs à vie. Le Comité Central, considérant cette exigence comme anti-démocratique et inopportune étant donné l'exil de Messali Hadj, ce dernier suscitera l'année suivante dans l'été 1954, en Belgique, la tenue d'un congrès auquel étaient conviés ses partisans. La scission allait être consommée quelque temps plus tard quand, à son tour, le Comité central du M. T. L. D. qui avait été déclaré dissous par les amis de M. Messali, tiendra à Alger un congrès national pour prononcer l'exclusion de son ancien président et s'affirmer comme la seule autorité politique du mouvement. Tous ces événements étaient faits pour remplir d'allégresse une administration coloniale qui voyait là les signes avant-coureurs de la décomposition définitive du premier parti nationaliste algérien. Beaucoup de militants sincères du M. T. L. D. déploraient ces divisions et se préparaient à quitter les rangs. D'autres, aussi nombreux, et sans doute plus actifs, qui avaient été hostiles à la politique électorale du Parti, aux improvisations maladroites de certains dirigeants, à leur embourgeoisement, et, d'une façon générale, à la stagnation et qui ne voyaient aucune perspective de changement dans le cadre légal, s'étaient résolument rabattus sur la clandestinité. En attendant, ils s'organisaient sous l'autorité du C. R. U. A. (comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) dont les membres évitaient de prendre parti pour l'une ou l'autre fraction du M. T. L. D. C'est cette troisième force qui va permettre aux militants de base (sinon aux cadres supérieurs) de reprendre la lutte sous une autre forme, cette fois, et de sauver l'unité du mouvement que la scission récente, due à l'inconscience des dirigeants, venait de compromettre. Ceci est important, car la base avait rarement eu l'occasion, avant ce jour, d'imposer ses vues. En contact permanent avec les masses dont elle était issue, plus à même d'apprécier les réactions populaires, elle avait réalisé avant ses dirigeants, le danger qui menaçait un parti voué désormais à l'inaction et à l'effritement. L'initiative audacieuse prise par le C. R. U. A. à la veille de la Toussaint de l'année 1954 répondait aux désirs inavoués et à la conception de lutte de cette base longtemps négligée. Le déclenchement de l'Insurrection surprit tout le monde par sa soudaineté. Les autorités coloniales étaient encore tout entières à se réjouir des divisions qui déchiraient le M. T. L. D. ; le gouvernement s'occupait du problème tunisien, l'opinion française partageait l'optimisme de sa presse et de ses chefs politiques au sujet de l'Algérie. La première mesure que le gouvernement français ait eue à prendre à l'annonce des événements algériens fut d'arrêter quelques uns des membres de la double direction politique du M. T. L. D. et de dissoudre ce parti dont les militants se sentant traqués se hâtèrent, soit de se mettre à l'abri, soit de rejoindre les maquis de l'Aurès et de Kabylie. Le C. R. U. A. qui allait se transformer en état-major de l'Armée de Libération, engageait les militants à se couper de leurs directions respectives pour refaire l'unité sur un autre plan. La répression aidant, la tâche devenait aisée. Dans l'Aurès, déjà, des villages étaient bombardés, d'autres évacués par la force et leur population déportée au loin. Les prisons et les camps d'internement se remplissaient pêle-mêle d'innocents : suspects ou anciens militants du parti dissous. Le 7 novembre 1954 le ministre de l'Intérieur, M. Mitterand, s'apercevait, au nom de son gouvernement, que le Statut de 1947 n'avait pas encore été appliqué. En même temps il reprenait à son

compte de vieux slogans tels que « L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne ». De son côté le 12 novembre 1954 M. Pierre Mendès-France répétait les mêmes lieux communs : « Les départements d'Algérie font partie de la République ; ils sont français depuis longtemps, leur population qui jouit de la citoyenneté française et est représentée au Parlement a donné assez de preuves de son attachement à la France. » Enfin, en février 1955, le nouveau gouverneur général de l'Algérie, M. Jacques Soustelle, ira plus loin dans ces affirmations de principe comme il sied au promoteur d'une politique de force qui s'adresse à un peuple colonisé : « La France est ici chez elle, ou plutôt, l'Algérie et tous ses habitants font partie intégrante de la France. Cela signifie **qu'un choix a été fait par la France**, ce choix s'appelle l'intégration. » (C'est nous qui soulignons). Le choix, en effet, ne pouvait être fait que d'un seul côté car le peuple algérien, lui, avait toujours opté pour la reconnaissance de sa propre personnalité nationale et les événements tragiques dans lesquels il se trouvait engagé le démontraient clairement. Ce qu'on ne croyait devoir être qu'un feu de paille, une flambée, durait depuis de longs mois. Les maquis de l'Aurès, en dépit d'une répression féroce, attiraient de nombreux jeunes gens, tenaient la conscience populaire en éveil ; ceux de Kabylie s'organisaient en gagnant l'influence jusque dans la plaine, aux environs d'Alger. En avril, le gouvernement fait voter par l'Assemblée française la loi d'urgence qui devait permettre très vite assurait-on, la liquidation du mouvement insurrectionnel. On s'était aperçu que les combattants des maquis trouvaient aide et complicités auprès de leurs compatriotes et l'état d'urgence instaurait donc un contrôle sévère à toute heure de la nuit et du jour ainsi qu'une justice répressive plus rapide. Mais cette loi d'exception appliquée avec la dernière rigueur, fertile en abus de toutes sortes, ne produisit pas l'effet psychologique qu'on attendait d'elle. Un mois à peine après le vote qui avait donné le jour à l'état d'urgence, un autre maquis, le plus important de tous, s'installa comme par défi, dans cette partie du Nord-Constantinois où la colonisation européenne a toujours été nombreuse, puissante, sûre d'elle-même. Le printemps 1955 voit un renforcement inégalé de la résistance algérienne. L'Armée de Libération est doublée d'un organisme politique très actif : « Le Front de Libération nationale » qui prend la place, tout naturellement, des autres partis nationalistes dissous ou dépassés. Une sorte d'unanimité idéologique commence à se créer au sein du peuple, que la répression quotidienne dans certaines régions et la solidarité nationale tournent de plus en plus vers l'action des maquis. Les élus à l'Assemblée algérienne et les notables musulmans eux-mêmes dont la plupart étaient au service du colonialisme qui leur avait assuré leurs sièges et souvent leur fortune, devenaient réfractaires à l'ancienne tutelle. Déjà, en janvier 1955 devant les propos excessifs et haineux tenus à l'Assemblée algérienne par un délégué européen — De Calan —, un élu musulman, le Dr Ben Salem se rebiffe et entraîne dans sa protestation de nombreux amis du deuxième collège. Pour les élus musulmans préfabriqués, c'est le début de la sagesse. Huit mois plus tard, en septembre 1955, l'évolution des esprits est telle que ces élus, auxiliaires traditionnels du colonialisme, finissent par adopter une attitude d'une rare fermeté à l'égard des réformes du gouverneur général Soustelle et du projet officiel d'intégration. Leur groupe des « 61 », formé à Alger le 26 septembre, va jusqu'à parler de « l'idée nationale algérienne » que les élus bien tardivement, reconnaissent par honnêteté et veulent défendre. Ce qui les a amenés à cette position avancée c'est d'abord une prise de conscience nouvelle dans un pays qui, en l'espace de 10 mois, était passé d'une simple révolte à une véritable révolution. Les autorités coloniales, l'armée, la police, le gouvernement lui-même ne comprenaient pas le sens

de ces mouvements et continuaient à pratiquer leurs vieilles méthodes d'administration faisant alterner le paternalisme avec la terreur, s'obstinant à ne voir dans le problème que ses aspects économique et social, s'excitant naïvement sur un prestige qui s'identifiait pour eux à la force brutale mais auquel pas un Algérien n'était sensible, refusant, enfin, de croire à l'apport considérable, moral et physique, de la petite paysannerie au mouvement révolutionnaire. Car, c'était là le fait vraiment nouveau qui avait donné à réfléchir aux notables et élus musulmans. En dehors de la clientèle classique des partis nationalistes qui se recrutait surtout dans les villes, parmi les ouvriers et la petite bourgeoisie, une classe plus nombreuse, très active, portant à l'extrême le sens du sacrifice, seule capable de donner à la lutte une autre dimension, venait d'entrer en scène. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas sans rapport avec un autre qui a bouleversé l'ordre conformiste des partis : les militants de base prenant sur eux de sortir leur mouvement de l'impasse et répondant en nombre à l'initiative du C.R.U.A. A supposer même que les paysans n'eussent jamais pensé au problème politique, le spectacle quotidien d'une administration incapable, pléthorique, arrogante, lointaine ou arbitraire au stade de l'autorité ; vénales et souvent inculte au niveau des caïds, eût posé pour eux ce problème en leur inspirant le désir d'un changement radical. D'une façon générale et contrairement à certains citadins ou assimilés, intellectuels ou bourgeois, les ruraux ne croient pas au racisme, attachés qu'ils sont aux réalités du sol, du pays, d'une communauté ancienne ; imprégnés d'un humanisme traditionnel d'expression orale, sinon livresque ; ayant le sentiment d'être chez eux, en butte à une domination étrangère, certes, mais conscients de leur propre différence qui se confond avec une personnalité à laquelle ils tiennent jalousement et dont ils attendent, un jour, l'affirmation. Leur manque de complexes, leur réalisme, leurs aptitudes physiques, ont redonné à la résistance algérienne actuelle un visage qu'elle avait perdu au lendemain de la grande insurrection politico-agraire de 1871. Les élus du deuxième collège dont ils étaient devenus les électeurs forcés le savent, maintenant que toutes les illusions se dissipent. Ils savent que les masses populaires algériennes et les chefs des maquis ne les ont pas aussi, ces élus préfabriqués, que malgré leur attitude au dernier moment contre la politique du gouverneur général Soustelle et les excès de la répression, les masses populaires algériennes, et les chefs des maquis ne les portent pas dans leur cœur. Les positions que les « 61 » ont fermement adoptées depuis le 26 septembre 1955 représentent un apport incontestable à l'unanimité algérienne tant recherchée et c'est pour cela que ce repentir à retardement est précieux et s'inscrit dans le cours d'une évolution générale. Le point culminant de la prise de conscience des élus musulmans se situe aux environs du 20 août 1955. Déjà, avant cette date les ratissages, les exécutions sommaires se passaient au grand jour et la presse n'en faisait jamais état. Dans le Nord-Constantinois quelques éléments de la population musulmane excédés par ces faits quotidiens et l'impunité dont bénéficiaient des civils européens pour leurs actes et leur provocation, furent tentés d'en tirer vengeance au cours des événements qui marquèrent l'attaque générale déclenchée par l'Armée de Libération contre les objectifs militaires et stratégiques français. Il y eut des Européens massacrés dans des circonstances qui n'étaient pas le fait des maquisards. Aussitôt la répression s'abattit avec un engouffrement, de nouveau, avec des moyens massifs, sur des villages entiers et dura plus d'une semaine. Les Pouvoirs publics avouèrent même la destruction d'une dizaine de hameaux dès les premiers jours en se tenant bien entendu en deca de la vérité. Des correspondants métropolitains de presse mentionnèrent des massacres dont les victimes innocentes dépassaient un chiffre considéra-

ble. Les élus du deuxième collège commencèrent alors à sortir de leur indifférence. Ce fut le Dr Ben Djelloul qui en prit l'initiative. Ce vieux roulier de la politique algérienne, tour à tour président de la Fédération des Elus musulmans du Constantinois entre 1936 et 1938, compagnon de lutte éphémère de M. Ferhat Abbas, eut, à l'époque, la réputation d'un homme courageux, bien que partisan de l'assimilation, et finit par sombrer, avant la guerre et surtout à partir de 1945, dans le mépris de ses compatriotes pour son manque d'idéal et son action au service de l'administration colonialiste. Le groupe des « 61 » formé le 26 septembre 1955 sous sa présidence s'opposa nettement à la politique d'intégration. Cette même politique, à quelques retouches près, avait été condamnée depuis l'avènement du nationalisme par l'immense majorité des Algériens. Elle s'appelait alors « assimilation » et n'avait d'attraits qu'aux yeux de quelques intellectuels et bourgeois. Ces derniers la rejetèrent solennellement, à grand bruit, quand le « Manifeste » rédigé par M. Ferhat Abbas fut signé en février 1943 par des notabilités politiques musulmanes — conseillers généraux, délégués financiers, etc... — partisans d'un Etat algérien fédéré à la France. La plupart de ces élus qui avaient été l'objet de contraintes et de mesures d'intimidation revinrent, il est vrai, sur leur position première mais il n'en reste pas moins que l'animateur du « Manifeste », futur leader de l'U. D. M. A., M. Ferhat Abbas, et autour de lui une partie de la grande et moyenne bourgeoisie éclairée, ont rejeté les thèses assimilationnistes. Au début de l'année 1955, quand le gouvernement lança la formule d'intégration, il était le premier à en ignorer le cadre et les limites. Les gros possédants européens d'Algérie sachant qu'elle relève du mythe et de l'impossible, qu'elle est contraire aux aspirations algériennes, lui donnèrent leur accord de principe. L'opposition à cette politique intégriste de la part des élus musulmans, de l'U. D. M. A. et de l'opinion publique autochtone dans sa très large majorité, sans parler du nationalisme combattant, détermina le gouvernement français à remettre à plus tard la date des élections législatives en Algérie. En France, la campagne électorale fut marquée dans son ensemble par une surenchère facile et souvent démagogique autour du problème algérien. M. Mendès-France proposa le 26 décembre, à Marseille, un règlement prévoyant la dissolution de l'Assemblée algérienne, des élections libres, et, au préalable, un effort en vue de « surmonter sur place (à Alger) les résistances administratives et mettre à la raison les féodalités militaires et financières qui font la loi ». De son côté le président Edgar Faure, toujours dans le cadre de la campagne électorale, déclarait : « Je suis persuadé qu'il faut à l'Algérie une charte institutionnelle particulière au sein de la communauté française ». Il avait affirmé dans le même discours son rejet de la politique d'assimilation. Lui aussi parlait d'une « consultation très large de la population algérienne, de tous les élus, de tous les notables, afin d'élaborer une charte spéciale assurant des garanties suffisantes aux populations musulmanes et européennes ». Et il reconnaissait : « Jamais appliqué, le statut de l'Algérie est déjà dépassé ». D'autres partis politiques français pour ne pas être en reste prenaient publiquement au cours de cette même campagne des positions souvent audacieuses. N'avons-nous pas entendu personnellement un candidat de la liste Debû-Bridel nous soutenir que la thèse de son parti, relativement à l'Algérie, consistait ni plus ni moins à faire de ce pays dans ses rapports avec la France, l'équivalent du Canada dans le sein du Commonwealth britannique ? Une fois les élections terminées, cette surenchère a fort heureusement cessé. Bien plus, pour ramener les esprits à la ligne officielle qu'il a toujours défendue avec l'appui du gouvernement et de ses amis politiques, M. Jacques Soustelle a relancé (12 janvier) le projet d'intégration auquel il donne le nom « d'égalité des droits et des devoirs ». Or

cette égalité des droits qu'on présente comme une notion révolutionnaire a été inscrite solennellement en toutes lettres dans le statut de 1947. Sans insister sur le caractère faussement démocratique de ce plan (c. f. panachage obligatoire et autres clauses) nous dirons que les solutions qu'on envisageait semblent ignorer les raisons pour lesquelles on se bat en Algérie.

Pourquoi se le dissimuler ? Les Algériens qui étaient encore hésitants en dépit de leur sympathie pour l'action des patriotes se sont trouvés en quelque sorte « libérés » de leurs craintes, de leur attentisme, de tout ce qui les prédisposait à croire aux vaines promesses, aux actes unilatéraux, à la traditionnelle sujétion dont on n'entrevoit jamais l'issue. Les répressions du mois d'août, le renforcement des maquis, l'efficacité politique et le quadrillage administratif du F. L. N., ont beaucoup fait dans ce sens.

Si la vie politique est stoppée, étant donné la dissolution du M. T. L. D. (dont nombre de militants ont rejoint la résistance), l'internement des « suspects », l'interdiction de certains journaux démocratiques et la censure impitoyable qui s'exerce sur d'autres, les élus de toutes les assemblées (conseillers municipaux et généraux, délégués, députés et sénateurs) ne laissent pas de réagir devant les événements actuels et d'affirmer leur solidarité, avec le peuple. Déjà, vers la fin du mois de novembre 1955, indignés par l'attitude exclusive de la Fédération des maires de l'Algérois qui groupe les représentants de la grosse colonisation européenne, des présidents de centres municipaux musulmans commencèrent à se retirer de cet organisme où ils étaient d'ailleurs une minorité, en marge des institutions municipales véritables. Le 23 décembre 1955 — au cours d'une réunion à Alger du comité des « 61 » les élus affiliés à l'U. D. M. A. se prononcèrent pour la démission massive de tous les élus musulmans. L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U. D. M. A.), présidée par M. Ferhat Abbas invita en conséquence les représentants de son parti « à quelque assemblée qu'ils appartiennent, à se démettre de leur mandat » pour se conformer à la politique nouvelle préconisée par le Front national. Au début du mois de janvier le Dr Ben Salem, président du Conseil général de Constantine et délégué à l'Assemblée algérienne, se démet de ses mandats. Il avait reçu, auparavant, la démission de 19 de ses collègues. D'autre part, et à la même époque, un conseiller de l'Union française et un sénateur, tous deux membres de l'U. D. M. A., obéissent aux consignes de leur parti. A la fin du mois précédent d'autres élus musulmans de même tendance (conseil général, municipalités), avaient démissionné un peu partout en Oranie et dans l'Algérois. Depuis, les démissions se poursuivent et risquent de prendre plus d'ampleur au cours des mois à venir. Quant aux membres « indépendants » du groupe des « 61 » et leurs amis, s'ils n'ont pas suivi le mouvement, ils sont résolus à le faire au cas où le futur gouvernement français, un mois après sa constitution, ne proposerait aucune solution satisfaisante au problème algérien. Ce qu'il y a de certain c'est que tous ces groupements, tous ces élus, les leaders des partis politiques encore en veilleuse, les notabilités de tous bords, ne prétendent pas se poser en « interlocuteurs valables » ou si, par impossible, ils le font, ni le peuple, ni le Front de Libération Nationale ne leur accorderont leur confiance. Et ce sera alors une tentative stérile. On a parlé de menaces, de pressions de la part des maquis. Cela nous paraît excessif. Il y a plutôt un alignement raisonné sur les positions politiques que défendent par tous les moyens et au risque de leur vie et de leur liberté des dizaines de milliers d'Algériens de tous âges. Il y a enfin, l'avènement combien sûr, de l'unanimité nationale qui est l'un des aspects majeurs de cette révolution algérienne. Contre cet état de fait, ces réalités nouvelles, on multiplie les projets anachroniques, on envoie des troupes, on sursature une administration dont l'insuffisance

soi-disant numérique faisait oublier l'insuffisance tout court. Pendant ce temps le mouvement de résistance armée qu'on croyait pouvoir isoler en quelques mois d'un contexte humain, politique et social qui lui a donné le jour et lui insuffle son esprit, gagne du terrain, s'accroche avec la complicité des masses rurales et la sympathie des villes. Le 1er octobre 1955, un nouveau maquis naît dans l'Oranie, juste au moment où le gouvernement général Soustelle vantait le calme et le « loyalisme » de cette province. Dès la fin décembre l'activité de l'Armée de Libération dans l'Algérois s'étend à 50 kms à l'est et au nord-est de la capitale et y persiste. Elle agit aussi avec force sur les frontières de Tunisie. De nombreux observateurs politiques s'accordent pour dire que la situation en Algérie et, singulièrement, la force croissante des maquis, leur influence et le purisme idéologique et révolutionnaire dont ils sont les champions, en ont imposé aux autres pays d'Afrique du Nord dans leur souci d'exiger plus d'indépendance. Ce que réclame aujourd'hui le Front de Libération qui représente le nationalisme combattant et les patriotes actifs, c'est la reconnaissance du droit à la liberté et à l'indépendance du peuple algérien. Cette indépendance devra être négociée. Un statut politique nouveau remplacera le pacte colonial à une assemblée constituante souveraine par tous les éléments ethniques ayant opté pour une Algérie libre et déterminera les liens qui uniront l'Algérie à la France. Les élections relèveront du droit exclusif et de l'initiative du futur gouvernement algérien et les Européens auront le choix entre la nationalité algérienne et la nationalité française. On voit bien par là qu'on est loin de tous les projets néo-colonialistes !

*
* *

Traitant dans la revue « Esprit » (1) du problème de la minorité européenne en Algérie et de sa répercussion sur les réformes et autres velléités gouvernementales, nous nous exprimions en ces termes : « Ce serait compter, naturellement, sans une minorité moins agissante qu'agitée, qui tient en Algérie tous les leviers de commande et la majeure partie du potentiel économique. » Et nous ajoutions : « Ce peuplement d'origine étrangère est un véritable cheval de Troie qu'on a introduit dans la place pour pouvoir constater plus tard le fait accompli, prévenir toute solution nationale... Pour des raisons de haute politique cette minorité est utilisée dans les plans des chancelleries pour retarder ou compromettre l'émancipation des pays autonomes... » (1). Or, l'émeute du 6 février à Alger, contre M. Guy Mollet a démontré, et les événements qui ont suivi prouvent aussi que les privilégiés européens d'Algérie : salariés ou commerçants, fonctionnaires ou colons, petits ou grands, par leur chantage habile au prestige français, compte plus que l'immense majorité métropolitaine, gouvernement compris, et prétendent parler plus haut que ce dernier. Et comme on les a toujours habitués à tenir pour négligeable la majorité algérienne, le problème, aujourd'hui encore, est inversé : ce n'est plus, en fait, celui des neuf millions d'Algériens victimes du colonialisme, mais bien celui d'une minorité d'où vient tout le mal et qu'on s'applique à ménager. Tout le monde a évolué dans ses idées, en France et ailleurs, sauf cette minorité européenne de super-citoyens pour laquelle on va, paradoxalement, maintenir le statu quo en Algérie et consacrer l'immobilisme dans un pays où les autochtones entreprennent depuis novembre 1954 une révolution aux effets

irréversibles qui est la seule garantie de leur liberté et de leur plein épanouissement. M. Robert Lacoste, sans doute mal renseigné par les traditionnels et anachroniques officiers des Affaires indigènes, parle, à propos des Algériens musulmans, de « complexe d'inégalité et de frustration » comme s'il s'agissait d'un groupe ethnique assimilé ou minoritaire. Frustrée, l'Algérie l'est avant tout de sa liberté fondamentale, source de toute égalité, de toute dignité, de toute efficience, de toute démocratie. Il parle aussi d'une éventuelle « réconciliation des deux communautés » tout en choisissant de déchaîner sur les seuls Algériens d'origine une guerre massive et cruelle qui risque déjà d'encourager les civils européens à se faire les auxiliaires zélés de l'armée et de la police et qui les poussera demain à se livrer à des règlements de comptes faciles pour se venger d'avoir eu tellement peur. Car, demain sera pire qu'aujourd'hui si la politique gouvernementale de répression réussit, à en juger seulement par le mépris dans lequel on tient la volonté populaire algérienne qui se manifeste à travers sa lutte nationale et le sentiment unanime de sa juste cause. A une « Algérie Française » qui n'a pas grand-chose de noblement français on veut opposer l'épouvantail d'un soi-disant « Etat musulman » alors que les maquis et l'ensemble du peuple sont pour une solution algérienne démocratique, ennemie de toute survivance coloniale, de toute suprématie raciale dans le cadre d'un Etat égalitaire et laïque où désormais certaines valeurs françaises auront un destin plus sûr, plus riche, après un siècle de stérilité et de régression. La situation dont souffre aujourd'hui l'Algérie ne peut être simplement améliorée par un néo-colonialisme paternaliste à base, tout à tour, de fermeté et de réformes superficielles. Le peuple algérien a dit son dernier mot à ce sujet et il serait capable devant les menaces qui assaillent son avenir de liberté, de faire tout pour assurer le triomphe de l'Armée de Libération, de la sauver comme une dernière chance ou de périr avec elle puisque, aussi bien, ses 20.000 combattants ont un lien direct ou indirect avec chaque famille algérienne.

MOSTEFA LACHERAF

NOTES

L.E. CINÉMA

ENCORE DU CHRISTINE GARNIER

Je ne sais pas s'il vous est arrivé d'aller au cinéma sans savoir trop bien ce que vous alliez voir, simplement pour vous délasser comme cela arrive parfois et d'avoir la surprise de vous découvrir sur l'écran, étalé, écharpé, examiné sous toutes les coutures, jugé et livré au public, d'être reconnu à la fin de la projection et de recueillir les sourires si discrets pourtant, alors que vous n'avez jamais intéressé, à votre connaissance, un quelconque appareil de prise de vue.

C'est ce qui m'est arrivé l'autre soir avec « **Les héros sont fatigués** ». Ne devrai-je pas dire avec Christine Garnier, Yves Ciampi et toute la finance capitale du cinéma ?

J'étais donc allé à ce spectacle sans trop savoir de quoi il retournait. Au fur et à mesure que les séquences se succédaient, j'éprouvais fort curieusement une impression de déjà vu. Celle-ci se précisa lorsqu'un nègre, s'adressant à une blanche dont il avait été l'amant, lui lança : « Va avec les tiens ! ». Ça y est, me dis-je manifestement et ma compagne me jeta un regard interrogateur. Alors je lui expliquais la littérature de Christine Garnier, l'auteur de « **Va t'en avec les tiens** » ou « **Doelle** », ce roman qui a défrayé la chronique ces dernières années. Le lendemain, triomphante, elle me tendit un journal sur lequel je lis : « Y. Ciampi a mûri l'idée de tourner son film « **Les héros sont fatigués** » en 1953, après un dîner avec Christine Garnier qui venait de faire un reportage sur le Libéria. Puis elle ajouta :

— Tu la connais bien alors ?

— Si je la connais...

De quoi s'agit-il au juste ?

C'est la fin de la guerre. Nous sommes au Libéria, dans une ville du nom de Freecity, on verra pourquoi Freecity. (Free : libre). Dans l'unique hôtel-dancing de la ville se rencontrent différentes nationalités : Français, Espagnols, Ecossais, Allemands, et Nègres. Michel Rivière (Yves Montand) veut écouler des diamants appartenant à un certain Lambert dont il était le préposé. Il tombe sur un envoyé de son patron (Kurt Jurgens) grâce à la complicité (sic) d'un blanc bien vu dans le pays pour avoir épousé une négresse fille d'un sénateur.

L'hôtel est tenu par un hyper-raciste, Severin (Jean Servais) ayant pour épouse une belle mexicaine (Maria Félix). Celle-ci a pour amant un jeune nègre de la haute société et qui roule en Cadillac. Severin est si raciste qu'il préfère être cocu par n'importe qui sauf un nègre « Chérie, prends n'importe qui, mais pas ceux-là ! » Sa femme tombera amoureuse de Rivière. Sentant planer sur lui la menace d'une affreuse solitude, il s'emparera des diamants. Suite d'aventures au cours desquelles la belle mexicaine sera tuée par son mari jaloux.

Où sont les héros ?

Pour le réalisateur, les héros sont Rivière et l'agent de Lambert de nationalité allemande. Pendant la guerre, le premier était dans la F. F. L. et le second dans la Luftwaffe. Opposés d'abord à Freecity par les circonstances, la fraternité d'armes va bientôt triompher ; ils décideront de se partager le magot et évoqueront ces journées au-dessus de Cologne, s'interrogeant sur la guerre et ses stupidités.

Que diable allaient-ils faire là-dedans ?

C'est la question qu'on se pose quand on a vu ce film : pourquoi des nègres et tant de nègres ? L'histoire de ces héros en effet pouvaient se dérouler n'importe où.

La vérité est que l'Occident est obsédé par l'idée du nègre. Il est quasiment impossible d'aller au cinéma sans qu'il y soit question de nègres. On lui trouve toujours une petite place avec en plus évidemment et gratuitement : « Cinéma Publicité. Merci ! » Et les magasins de toutes les villes ne se passent pas de cette coloration : à côté d'une poupée blanche vous trouverez une poupée noire. Je ne vous parlerai pas de toutes ces chansons qui ne sont complètes que si elles renferment des négri et des négra.

« Les Héros sont fatigués », c'est en réalité une super position de deux films dont le second est le procès de l'Afrique secouée par des mouvements de libération nationale. Aucune des critiques « autorisées » n'a voulu envisager cet aspect.

Le film de fond est d'aspect théâtral. Du dancing où sont des nègres en faux-col, on passe à la rue où les « tout nus » dansent autour des tam-tam. Ici force « chéri » et « baise-main », là des fétiches et des sauvages, et... ce sont les mêmes qui se métamorphosent. Le smoking et autre : simple vernis.

« Modern racism » :

Christine Garnier était d'un autre racisme si mes souvenirs sont exacts. Du moins elle n'en voyait qu'un aspect. Ici le racisme est double : blanc-nègre et nègre-blanc. Tout est au complet. Cela correspond singulièrement à la thèse actuellement adoptée en Afrique du Sud. Après avoir décidé la ségrégation dans une gare, le ministre a déclaré en substance : « Nous espérons qu'ainsi les noirs prendront davantage conscience de leur propre personnalité ».

L'amant noir trompé par la blanche lui lancera : « Va avec les tiens ! » et à deux pas de là prendra à danser une négresse qui l'attendait depuis longtemps, sous le regard satisfait de deux mamans négresses qui savaient que cela arriverait. La sagesse.

Toute cette atmosphère d'intense activité psychologique est dominée par Villetterre, ce blanc qui a épousé une négresse. Il ne représente ni plus ni moins que le réalisateur du film. Aux héros il dira les stupidités de la guerre, au noir jaloux et raciste il jettera : « Voyons, soyez jaloux, mais ne soyez pas raciste ».

La véritable héroïne :

« Ici il n'y a que deux blanches et elles sont colonisées par les nègres ! » dira Séverin. La seconde de ces blanches, en effet, était l'épouse d'un nègre, le type de l'insouciant qui passe tout son temps entre le verre, le be-bop et le tam-tam. Cette blanche, c'est la Doëlle blanche. Elle semble heureuse car elle s'amuse bien. Elle est coiffeuse et défrise les cheveux avec « un produit américain » et tout le monde est heureux. Elle gagne leur vie car son mari comme tous les autres ne fait rien. Mais lorsque le tam-tam bat son plein, que l'hystérie s'empare de cette masse noire, que tout le monde, même son mari danse, elle sent brusquement qu'elle ne sera jamais qu'une étrangère. Elle sera victime de forces supérieures aux forces humaines : ses mœurs, son exotisme, l'appel de Paris : « Moi aussi, je veux partir ! » Du reste je savais qu'elle partirait. Pour deviner la fin d'un film, il suffit de saisir le fil conducteur. Si elle n'est pas partie c'est par manque de moyen. Mais dans l'esprit de Clampi et Christine Garnier, elle est maintenant chez les siens blancs...

Pays nègre indépendant :

« Les Héros sont fatigués » ? Peut-être. Les colonialistes eux ne le sont pas. « Ici nous sommes libres. We are free and no colonized », ainsi commence le film. Vous vous en doutez, c'est un nègre qui parle. Et un blanc dira : « Ici, ce sont eux qui commandent ».

Que feront-ils de cette liberté ? Yves Ciampi va vous le dire. Travail. Pas question. Une minorité bourgeoise exploitera le reste de la population.

Yves Ciampi a choisi le Libéria, seule République noire indépendante d'Afrique Occidentale. Ce n'est pas pour rien. Nous ne croyons pas au hasard. Il a montré une société noire singeant au mieux le blanc : femmes en chapeaux, baise-main, des « chéri » et des « mon chou ». La ville s'appelle Freecity ; l'hypothèse d'une mauvaise foi me semblait évidente. Aussi aucun des Atlas que j'ai consultés n'a-t-il pu me fournir l'existence d'une Freecity au Libéria.

Plus proche que moi, Yves Ciampi s'était aussi assigné la mission de me dénoncer au public (ne suis-je pas moi aussi un « évolué » ?) comme dénonçant quelqu'un qui se cache. Il y a certainement réussi. Un seul son cloche.

« Les Héros sont fatigués », carrefour de toutes les thèses pouvant intéresser le nègre : racisme blanc-nègre, antiracisme, racisme nègre-blanc, colonialisme ou colonisation, fainéantise, mariage mixte, tam-tam, frottements, be-bop, faux-col et la suite...

Je ne terminerai pas sans vous confier que lorsque je suis allé voir le film, j'étais, moi aussi, avec une blanche.

A. WADE

LES LIVRES

INTERLOCUTEURS VALABLES

Le Chapelet d'Ambre et la Boîte à Merveilles, par Ahmed SEFRIOUI.

Editions du SEUIL.

Nous nous proposons de traiter sous ce titre d'interlocuteurs valables, quelques-uns des romans nord-Africains de langue française parus en France depuis la fin de la dernière guerre mondiale. L'apparition d'une littérature nord-africaine originale et valable, est en effet un phénomène caractéristique de l'après-guerre. De là, l'intérêt de cette manifestation. En France, presque toutes les grandes maisons d'édition ont leur ou leurs auteurs nord-africains tels que M. Dib, Sefrioui, Chraïbi, Memmeri pour ne citer que ceux-là. Les aspects de cette littérature sont fort divers. Pour nous, ils valent d'abord par le souci qu'ils ont d'éclairer, de poser franchement le problème nord-africain et, d'une manière plus générale, le problème des rapports de la civilisation occidentale avec les autres civilisations. L'interdépendance politique, économique ou culturelle se fera sur la base d'une juste évaluation des réalités et des exigences propres à chaque peuple, ou ne sera pas. Nous vivons une époque « limite » où la question de la coexistence entre les communautés de passé, de race et de destin différents se pose en termes à la fois implexes et complexes, dont l'acuité ne le cède en rien à l'urgence.

Les quelques romans qui seront traités ici ont été choisis certes arbitrairement dans une certaine mesure, eu égard à leur contenu, aux aspects spécifiques du terroir de leur auteur.

AU MAROC AVEC AHMED SEFRIOUI

Le Maroc. Je ne sais s'il y a sur cette terre africaine si décriée une terre, un nom qui chante à notre imagination comme la terre du Maroc, comme le pays des cerisiers, de la menthe et des spahis. Le Maroc des alais fabuleux, des seigneurs moyenâgeux de l'Atlas, de l'Atlas aux cimes bleues, des cheiks drapés dans d'immaculées djellabas. Un paradis de couloirs et de parfums où l'on prie Allah, comme ailleurs on va à la source, sans cesse. Sans peine. Cette douceur de vivre, cette ferveur dans la pratique religieuse, ces odeurs d'encens et de benjoin sur un fond sonore de mélodies en ébullition, qui caractérisent l'âme profonde du Maroc Sefrioui nous les rend audibles et plus sensibles. C'est un plaisir insigne que d'égrener l'un après l'autre les douze grains qui composent le *Chapelet d'ambre*. Le rythme s'impose à nous et ce rythme est ample. Le climat dans lequel, sans nous en apercevoir, nous plongeant ces contes, est un climat des plus envoûtants. A peine a-t-on commencé à lire que déjà on s'aperçoit qu'on a fini. On se demandait que l'histoire ou à ce titre étrange fut plus longue. Car ce ne sont pas des contes que l'on a ici mais un long chantement de douze chants, hymne de l'homme à Allah le Très-Haut.

A travers descriptions en petites touches délicates, hallucinations et apparitions, se dessine en filigrane une mystique curieuse, où le soufisme le plus éthéré se mêle à l'érudition la plus abstraite.

Que l'auteur soit un fidèle de ce culte, cela ne fait aucun doute. Sa foi en la toute puissance de la Beauté est une foi vraie. C'est une foi simple : elle est agissante. L'auteur en se servant de cette foi comme de mille autres nous livre la vision d'un monde (mais peut-être trop int-

rieur et trop bien construit) qu'à y bien réfléchir très peu de vivants — ils sont si faibles, si humains — entrevoient. On comprend que ce **Chapelet d'ambre**, seuls les enfants, dès lors, semblent dignes de le porter. La fin de la nouvelle de ce recueil intitulé le **Chapelet d'ambre** et à laquelle le livre lui-même emprunte son titre est à cet égard bien édifiante. Le disciple avait remplacé son maître appelé par Al'ah. Ce changement de ministre n'avait pas été prisé par les fidèles qui peu à peu avaient déserté le temple de plein air où il leur chantait les louanges du Seigneur. Las de chanter sans auditeur, le disciple (de peu de foi il est vrai) s'appêtait lui aussi à fuir chez Dieu. Mais voici qu'un enfant auquel il n'avait jamais prêté attention et qui, lui, était là fidèle, le fit changer d'attitude. L'enfant pleurait. Le disciple se tourna vers lui ; et lui dit :

« Qu'as-tu ? lui demandai-je et pourquoi ces pleurs ?

« Parce que tu t'en vas et je ne saurai jamais si Lahmiar épouse Belkissa.

« Mon enfant pour toi seul je vais raconter la fin de leur aventure.

« Mais je n'ai rien à te donner,

« C'est moi qui vais te donner tout ce que je possède.

« Et tirant mon chapelet d'ambre, je le passe au cou du seul être qui me paraît encore digne de le porter. »

Ainsi donc même lui, le disciple, n'avait pas la foi suffisante, même lui n'était encore qu'un impur.

Tout le livre baigne dans ce climat. Refermé sur sa dernière page on se surprend à souhaiter qu'un chant si beau nous berce sans cesse. J'ignore si, pour l'attribution des deux prix que ce livre a remportés — le grand prix littéraire du Maroc et le prix du Président de l'Union Française — il s'est trouvé dans le jury des voix pour voter contre, ou simplement pour s'abstenir. Une chose est certaine et cela, il faut le souligner, Sefrioui est un conteur d'un talent sûr et délicat et un grand poète.

• •

La Boîte à Merveilles est ce coffret où le petit Sidi Mohamed conserve jalousement un trésor étrange : boules de verre, morceaux de chaîne, fleurs sèches... et qui est pour lui un puissant protecteur contre le monde des grandes personnes. Autour de l'enfant s'organise et s'anime une étrange fresque. Des gens vont et viennent ; certains d'entre eux meurent, d'autres naissent. Il y a des mariages, mais aussi des querelles, de douloureuses séparations de parents ou de conjoints. Il y a l'école du Souk qu'il fréquente, les camarades de classe, le maître d'école, un brave homme mais avec une main trop têtue, au bout de laquelle veille une baguette de cognassier. Il y a le Souk qu'il habite avec ses parents, les voisins. En somme autour de lui c'est la vie, avec son cadre habituel fait de joie, de tristesse, de devoirs...

Le petit enfant regarde ce monde s'agiter autour de lui avec des yeux qui cherchent à comprendre. Mais il ne comprend pas. Il aurait voulu comprendre toute la règle de ce jeu étrange dont il n'était encore qu'un spectateur mais déjà un acteur profond. Oui, il aurait voulu comprendre. Mais à ce jeu dont il n'était pas initié il ne comprenait pas grand chose. Beaucoup de choses se dérobaient devant lui, se refusaient à lui livrer leurs secrets. C'était d'abord les grandes personnes avec lesquelles il vivait et qui pourtant étaient si différentes de lui. C'était son père, sa mère même pourtant si tendre bien qu'elle le gourmandât souvent. Leurs co-locataires, les voisins, tous les autres du Souk. Il y avait aussi les autres enfants qui l'entouraient. Même eux ne comprenaient pas. Il y avait jusqu'à sa petite voisine, cette Zineb et son ma'appris de chat... Il était donc seul. Mais à monter l'isolement dans lequel il vivait malgré lui un trésor inestimable, un ami véritable. Et ce trésor et cet ami c'était sa boîte à merveilles. Voici ce

qu'il nous en dit : « Moi, j'avais des trésors cachés dans la Boîte à Merveilles. J'étais seul à les connaître. Je pouvais m'évader de ce monde de contrainte encombré de pachas, de prévôts des marchands, et de gardes venaux et me réfugier dans mon royaume où tout était harmonie, chants et musique. J'avais pour compagnons des héros et des princes équitables.

Grâce à sa boîte à merveilles, l'enfant tenait sa revanche sur les grandes personnes. Dans cet univers merveilleux nul ne pouvait lui dérober sa joie ni la ternir. Les grandes personnes ne le prenaient pas au sérieux. Il semblait avoir perdu le chemin qui conduit au merveilleux. Entre lui et eux, un fossé s'était irrémédiablement creusé. Sidi leur en voulait beaucoup de ne pas le comprendre. Surtout qu'il sentait bien que les grandes personnes n'essayaient même pas de le comprendre : elles ne faisaient rien pour cela.

« Je pardonnais aux grandes personnes de me gronder, au besoin de me frapper pour une futilité, mais je leur en voulais à mort de ne pas essayer de me comprendre.

« Pour ma mère, j'étais un garçon parfait si je me lavais les pieds avant d'entrer dans la pièce ; pour mon père, j'étais un objet de fierté si je vendredi je copiais ses gestes pour faire la prière rituelle ; pour les voisins j'étais un enfant modèle si je ne traçais pas de graffiti sur les murs de l'escalier, si je ne faisais pas de bruit en jouant sur la terrasse.

« Je serais devenu un monstre de stupidité si j'avais essayé de les initier aux mystères de mon univers particulier. J'avais compris instinctivement les ruses qu'il fallait employer pour vivre en paix avec tous ces hommes et toutes ces femmes qui se prennent au sérieux et sont gonflés à éclater de leur supériorité. »

Tout le livre est ainsi coloré de ce merveilleux tendre et attachant. Souvent, on pense en lisant ces pages d'une fraîcheur enfantine au chapelet d'ambre. C'est le même drame de l'isolement, de la recherche vaine et désespérée, de l'incompréhension. Mais « *La Boîte à Merveilles* » peut sembler continuer le « *Chapelet d'ambre* », il insiste davantage sur l'enfance. On a beaucoup écrit sur l'enfance. Mais très peu de récits ont atteint cette profonde vérité que nous livre *La Boîte à Merveilles* : le drame de l'enfance, l'isolement de l'enfant dans la compagnie des grandes personnes ; la grande misère de son état du fait que nul ne le prend au sérieux.

Mais au-delà de cette biographie ou plus précisément de cette autobiographie, ce livre est une peinture de la vie du Maroc des Souks. Sefrioui semble avoir jeté son dévolu sur les types les plus représentatifs du Maroc populaire et cela avec un grand bonheur. Ces personnages que sont le vannier, l'homme de Dieu, la gent boutiquière : Babouchiers, tanneurs, barbiers, marchands, il nous les rend plus abordables et moins étrangers à nous. Tous croient en Allah, Lui-le-manifesté et en son ordre sur cette terre où nous ne sommes que des pèlerins. La philosophie de l'auteur à certains moments rôde aux abords de la conception chrétienne du monde. Mais il ne faut pas s'y tromper, Sefrioui est soufiste.

D'ailleurs l'importance donnée dans les récits de Sefrioui aux formes mythiques, aux encens, au cristal est à cet égard fort révélatrice.

Il peut arriver qu'on déplore, tant dans le *Chapelet d'ambre* que dans *La Boîte à Merveilles* une quasi absence de prise de position sur les problèmes qui se posent au Maroc. Si cela est regrettable, il serait injuste de dire que cela nuit à la portée réelle de ce que Sefrioui a écrit. Ces deux livres nous pouvons nous essayer à faire quelques pas dans la cosmogonie marocaine, et ce parlant, mieux évaluer certains rapports de distance entre ce monde du Maroc et le notre propre.

Il faut lire du Sefrioui le soir avant de s'endormir. J'ai rarement lu une prose plus pure, plus poétique aussi. Les mots qu'il emploie, que ce soient des mots marocains aux accents « sauvages » et ardents, ou ces mots français qu'il semble réinventer, la phrase de Sefrioui a, à l'oreille, le murmure d'une source claire et grise l'esprit comme la tiède discrétion d'un parfum exotique.

NYUNAI

LA VIE D'UN VILLAGE KABYLE

La Terre et le Sang, par Mouloud FERAOUN,

Editions du SEUIL

Amer, jeune ouvrier Kabyle, regagne sa terre natale après de longues années de France. Sa femme, une Parisienne, l'accompagne. D'abord désorientée par ce monde « étrange » qui la considère avec méfiance, elle finit par conquérir la sympathie de son entourage et même par « s'attacher à sa nouvelle existence ». Mais à peine les malentendus et les craintes du début ont-ils disparu qu'Amer s'éprend violemment de Chabha, femme de son oncle Slimane. Celui-ci qui, à la fois par lâcheté et par coquetterie, fiance aveugle en sa femme, s'est longtemps refusé à reconnaître son infortune, surprend le couple un soir... « Il pouvait fermer les yeux, la lune pouvait se noyer dans les nuages, il voyait d'air tout de même. Il faisait jour en lui. Un jour cruel, sans aucune ombre... » C'en est trop. Slimane le velléitaire va enfin agir. Et en agissant ce n'est pas seulement son honneur personnel qu'il vengera mais aussi la mort, en France, de son frère Rabah dont il tient Amer pour responsable. Le drame, rapide et violent, s'achèvera par la mort de l'amant et du mari.

Ainsi résumé, le roman de Mouloud Feraoun, semble tourner autour du lent travail d'adaptation de la jeune Parisienne et des amours tragiques d'Amer et de Chabha. En réalité, l'auteur braque son projecteur sur le village tout entier et en découvre la plus secrète intimité. Les sentiments contradictoires qui agitent des familles de même sang et pourtant traditionnellement ennemies, l'âpreté au gain que justifie dans une large mesure la stérilité de la terre sur laquelle peine le fellah, la générosité associée avec laquelle on reçoit l'étranger, tout cela est décrit avec humour et émotion dans un style solide et sans fioritures. Mouloud Feraoun n'est nullement l'observateur impassible de la réalité qui l'entoure. On le sent contraire constamment présent au milieu de ces paysans durs à la tâche comme le fut son propre père. Il se confond avec eux : « Nous avons des sens très précis de l'honneur, du courage et de la vertu... Nous sommes pleins de nobles intentions. Chacun s'efforce de sauver les apparences mais la réalité se découvre souvent, malgré notre désir de la cacher ». Tout au long du roman se trouvent des jugements de ce genre aussi éloignés de l'orgueil béat que d'une humilité malsaine.

Pourtant, malgré ses qualités formelles et l'attachante analyse des mœurs et des personnages, « La terre et le sang » ne nous satisfait pas pleinement. Bien sûr, l'action se situe entre les deux guerres. Mais l'impératif n'existait-il pas à cette époque ? L'administration n'envoyait-elle jamais ses agents dans les villages Kabyles ? Le fait que les paysans en soient réduits à cultiver des terres avares ne se reliait-il pas en grande partie à l'expropriation massive imposée par la colonisation ? Nous aurions aimé que l'auteur abordât ces questions car on a trop souvent l'impression qu'Ighil Nezman vit en vase clos, sans rapports déterminés avec l'extérieur.

Ces réserves formulées, il reste que Mouloud Feraoun, comme tant d'autres écrivains Nord-Africains qui ont fait une entrée fracassante dans le monde littéraire, nous montre une Afrique enfin différente de celle des cartes postales à l'usage des bonnes consciences.

David DIOP

DEUX POÈTES D'AUJOURD'HUI

1. — Poèmes

de Langston HUGHES

Pierre SEGHERS, éditeur

Pierre Seghers, dans le tour du monde des poètes auquel il nous fait participer, nous propose cette fois l'escale lyrique qui s'appelle Langston Hughes. Escalade, tantôt ensoleillée, tantôt triste, mais qui chante toujours à nos poudres éblouies sur la carte des nostalgies humaines. Ici il est question des nostalgies des hommes les plus malheureux du monde, les plus méprisés, les plus traqués dans leurs espérances quotidiennes : les nègres d'Amérique du Nord ! Le recueil, précédé d'une courte introduction de M. François Dodat (traducteur excellent) fait découvrir à travers une trentaine de poèmes, un aspect important du don réaliste de Langston Hughes. Célèbre dès l'âge de vingt-cinq ans aux Etats-Unis, Langston Hughes n'est pas inconnu de l'Afrique et de l'Europe. Il est avec Nicolas Guillen, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, l'un des plus grands poètes nègres vivants. Dès 1936, nombreux de ses poèmes avaient été traduits en français. Son autobiographie « Les grandes profondeurs » (The Big sea) ainsi qu'un livre de nouvelles « Histoires de blancs », paru aux Editions de Minuit, avaient tout de suite après la dernière guerre, rallié de nombreux admirateurs autour de son grand talent de romancier.

Langston Hughes débuta dans les lettres américaines comme un fils authentique de l'Amérique noire, l'un de ceux qui, face au racisme déclinant du « mode de vie américain » osa dégainer un chant nouveau de révolte et de dignité humaine. Il est regrettable que cet aspect révolutionnaire de Langston Hughes n'ait pas eu la place qu'elle méritait, parmi les poètes qui nous est présenté. En effet, on a retenu dans celui-ci surtout le côté folklorique de l'inspiration hughesienne. A l'heure où le sang d'Emmett Till pointe encore sa lumière humide sur les mains joyeuses et absoucies de ses voyous d'assassins, il eut été bien de faire entendre les orgues véhémentes de Langston Hughes, appelant les nègres à la vigilance :

**Je suis l'interprète de millions de Noirs
Que tous se taisent un instant
Je veux parler**

**C'était une terrible époque, dis-je
La corde du lyncheur m'étranglait
Tandis que le feu du bûcher
Me léchait les pieds
Et le monde blanc n'avait aucune pitié**

**Oh ! que le nom de Jésus était précieux en ce temps-là
Ce temps est terminé
Je sais très bien maintenant
Que Jésus ne saurait mourir pour moi
Je sais que seules mes mains
Mes mains noires comme le limon
Peuvent affranchir l'humanité Noire
Oh ! Univers
Desormais vous n'oserez plus me dire
Vous êtes ma chose
Sale Nègre.**

**Ah ! Prenez garde
Peuple Noir
Le long serpent blanc a frappé à mort
Soyez sage
Soyez prudent
L'avenir est à vous !**

On eut aimé également entendre (ou réentendre) siffler dans l'air imbibé de l'odeur du sang d'Emmett Till, les célèbres coups de fouet de Langston Hughes au monde raciste qui digère et s'amuse dans le luxe de Waldorf-Astoria.

Je vous salue Marie, Mère de Dieu !
 Le nouveau christ-enfant de la Révolution est sur
 le point d'être mis au monde.
 (Frappe fort, bébé rouge, dans le ventre amer de la foule).
 Vite que quelqu'un mette une annonce dans Vanity-Fair
 Téléphonez à Oscar du Waldorf pour l'amour du Christ !
 Avertissez le beau monde
 C'est presque Noël et cette petite fille qui a tourné
 Putain parce que son ventre avait trop faim
 Pour supporter davantage a besoin d'un joli lit
 Propre pour l'Immaculée Conception
 Dis donc, Marie Mère de Dieu, enveloppe ton nouveau-né
 dans le drapeau rouge de la Révolution !
 Au Waldorf-Astoria il y a le meilleur menu qui se puisse imaginer
 Pour retenir sa table : téléphone

Eldorado 5-3000 !

Pourquoi M. Dodat n'a-t-il pas dans sa préface soufflé mot de ce Langston Hughes-là. Celui qui faisait dire à l'écrivain uruguayen Ildefonso Pereda Valdes « ... mais un jour ce poète si authentiquement nègre, fit une découverte qui devait transformer l'orientation de sa poésie. Il découvrit la révolution. Une fille agile qu'il rencontra partout. Dans les bras de cette fille il parcourra le monde et offrira son sang à la révolution, parce qu'il ne vaut pas la peine de mourir pour l'opulence des exploiters. Poète révolutionnaire il chante comme le plus universel des poètes de sa race ; au sentiment racial il ajoute le sentiment de solidarité avec tous les opprimés de la terre ».

Loin de moi l'idée de limiter l'inspiration de Hughes à ce seul aspect revendicatif. Poète réaliste, Langston Hughes a fait dans son registre une part lyrique à tous les sentiments de la vie réelle de ses congénères. Il a chanté, la solitude, le désespoir, la misère, l'amour, l'amitié, la mer. Il a chanté l'Amérique avec des accents inoubliables.

Moi aussi je chante l'Amérique :
 Je suis le frère obscur
 On m'envoie manger à la cuisine
 Quand il vient du monde
 Mais je vis
 Je mange bien
 Et je prends des forces

Il a chanté l'Afrique, l'Afrique mère malheureuse du malheureux Harlem, l'Afrique, maman bien-aimée de tous les ghettos où nos espoirs sont entourés de barbelés :

Je suis un Nègre
 Noir comme les profondeurs de mon Afrique
 Je fus esclave :
 César m'a dit de tenir ses escaliers propres
 J'ai ciré les bottes de Washington.

Je fus victime
 Au Congo les Belges m'ont coupé les mains
 Maintenant au Texas on me lynche
 Je suis un Nègre
 Noir comme la nuit est noire
 Noir comme les profondeurs de mon Afrique.

Comme on voit, il y a une unité au fond de l'inspiration hughesienne, et c'est cette unité qui caractérise la richesse de son réalisme. Qu'elle

utilise la forme du « blues » ou la liberté du « spiritual », ou le verset à la Whitman, ce qui caractérise essentiellement cette poésie, c'est l'authenticité du lyrisme, l'efficacité émotionnelle du chant. Hughes a dépouillé les formes traditionnelles du chant folklorique de leurs illusions mystiques, et les a adoptées admirablement au contenu d'une sensibilité qui demande au réel, à la « vérité pratique » la part de bonheur à laquelle ont droit les nègres. Chez Hughes, c'est le contenu qui est le grand seigneur de ses contours, et le fait d'avoir eu recours à des formes traditionnelles n'a guère appauvri sa richesse d'inspiration.

Les poèmes de Langston Hughes doivent venir au premier rang des livres de chevet de tout nègre qui porte comme une aurore sa couleur, de tout nègre qui cherche l'or de la fraternité parmi les flots boueux de cet univers raciste.

Depuis quelque temps on a peu de nouvelles de Langston Hughes. Il paraît qu'il avait été convoqué devant le « Comité des activités non-américaines » pour s'expliquer sur le contenu de son œuvre littéraire. On dit que le poète se serait laissé intimider par les « inquisiteurs » de ce Comité qui a fait de la vie Amérique le plus long tunnel que l'on connaisse sur la terre. Est-ce possible que Langston Hughes, notre merveilleux Langston Hughes, se soit senti seul devant ce froid tribunal de terreur et de folie ? Est-ce possible qu'il n'ait pas senti — tout contre son cœur la brûlante présence des milliers de nègres, de millions de frères noirs et blancs qui ont trouvé dans sa voix la générosité du soleil levant ? Non, nous ne voulons pas croire qu'une poignée d'affiliés au Ku-Klux-Klan, la lie de l'humanité de tous les temps, a pu réduire au silence le poète qui s'écriait en 1937 :

« Nous les nègres d'Amérique sommes las d'un monde divisé en apparence, par races et par couleurs, mais en réalité divisé en riches et pauvres, les riches dominant les pauvres, sans distinction de couleur. Nous les nègres d'Amérique sommes las d'un monde dans lequel un groupe de gens peut dire à un autre : « Vous n'avez pas droit au bonheur, à la liberté, à la joie de vivre ». Nous sommes las d'un monde où toujours nous travaillons pour quel-qu'un d'autre et pour des profits qui ne sont pas les nôtres. Nous sommes las d'un monde, où lorsque nous élevons la voix nous sommes aussitôt jetés en prison, bafoués, frappés, parfois lynchés ».

2. — Rites Millénaires de Jacques RABEMANANJARA, Pierre Seghers, éditeur

Un autre poète d'aujourd'hui chez qui le don du chant est bien planté, c'est Jacques Rabemananjara, originaire de Madagascar. Les « Rites Millénaires », paru dans la collection des « Cahiers P. S. », sont une belle rivière où l'intensité de l'émotion, servie par un sens rigoureux du rythme, roule, d'un poème à l'autre, de riches pépites lyriques. C'est un chant royal voué dans son ensemble à la glorification des « rites millénaires » de l'amour.

**Je t'apporte, Déesse, un salut blanc comme la neige
Un salut nouveau comme le printemps**

**Et c'est toi que j'accleame, faste de l'aube seconde
Azur frais et lisse d'un ciel lavé tes yeux d'iris
et de beryl.**

**Plus fabuleux que l'or du Rhin
que la perle rouge à Golconde**

**Salut, Déesse altière,
Diane au casque d'or, salut !**

**Le chant de l'aurore
Eclate voluptueux, en la clairière de tes cheveux.**

La voix de Rabemananjara est un « mendiant d'Amour » qui « pieds nus à travers l'ortie et l'épine », s'en va, d'un pas sûr, vers ce Nord rayonnant qu'est le visage de sa bien-aimée. Elle s'appelle Erica, cette « rose épanouie » dans le souvenir du poète, elle s'appelle Erica la « haute frontiè-

re enclose entre la chair et la légende», et Rabemamanjara chante ses merveilles avec des accents d'un mysticisme parfois désuet, mais qui nous remue toujours, parce que derrière son frissonnement d'images, il y a un homme qui crie son amour, il y a un cœur qui se réchauffe corps et âme au soleil de celle qu'il aime. D'où, comme écrit justement Sedar-Senghor, «dans les meilleurs de ses poèmes, ces images simples et splendides en même temps comme l'éclair, ces phrases d'une harmonie grave comme la marche des dieux et des princes. Ce n'est pas tout Madagascar, c'est en tout cas de l'authentique poésie malgache».

Dans la notice biographique qui accompagne les poèmes, Senghor révèle que le poète «vit en prison depuis près de huit ans», et ajoute «pour nous, nous ne pouvons croire que le chanfre de la noblesse et de l'amour ait fait verser du sang innocent».

C'est là un jugement qu'on ne peut s'empêcher de partager après la lecture de ces «Rites Millénaires», chant d'innocence et d'amour.

René DEPESTRE

«BANDOENG» 1.500.000.000 D'HOMMES

par **R. WRIGHT**, Calmann-Lévy, éditeur, Coll. «Liberté de l'Esprit»

La brochure de Richard Wright sur Bandoeng est un reportage et c'est en tant que tel qu'il convient de l'apprécier.

Mais, Bandoeng n'est pas un fait divers, un divorce de vamp hollywoodienne pour «cruauté mentale». Il s'agit, ici, d'un divorce d'une autre taille ! Face à un événement de cette importance, R. Wright est amené à développer certaines considérations de base, rassemblées dans les derniers chapitres du volume :

Race et Religion à Bandoeng.
Le communisme à Bandoeng.
Honte raciale à Bandoeng.
Les Occidentaux à Bandoeng.

Le dernier chapitre surtout est substantiel à cet égard.

Les qualités de reporter (et d'écrivain) de R. Wright éclatent, à maintes reprises à travers ces pages.

«Afin de passer Noël avec les miens, j'étais revenu à Paris d'un long et fatigant voyage en Espagne...» Ces premières lignes donnent la note directe et alerte qui entraîne les premiers chapitres : «J'avais eu la chance de rencontrer un jeune journaliste hollandais né en Indonésie, qui avait consenti à être mon cochon d'Inde». C'est aussi cette jeune hollandaise qui n'ayant décidément rien oublié ni rien appris, demande à R. Wright de lui rapporter d'Indonésie... des épices !

C'est ce jeune journaliste du Pakistan «croqué» en quelques mots : «éloquent, amer, un feu ardent couvait dans son cœur».

Une perspicacité remarquable caractérise les interviews réalisés à Bandoeng. R. Wright a l'art d'accoucher son interlocuteur... et sans douleur ! Telle cette rencontre étonnante aux antipodes de leur monde, entre un nègre d'Amérique et un Américain des Etats du Sud venu à «répiscence» et où le nègre mène le jeu avec un sens consommé de l'humour. Humour très anglo-saxon d'ailleurs. Et cela nous mène à la principale réserve qu'un Africain, semble-t-il, peut faire à cette brochure.

Certes, R. Wright fait montre d'une compréhension beaucoup plus profonde que d'autres observateurs, des problèmes fondamentaux du colonisé. C'est dans cet esprit qu'il détecte les sentiments de la foule indonésienne, stationnant à longueur de journée sous le soleil tropical «regardant, écoutant, applaudissant ; c'était la première fois qu'au cours de leur vie opprimée ces gens voyaient autant d'hommes de leur couleur, de leur race, de leur nationalité, déployer une telle puissance, maintenir l'ordre ; l'Asie et l'Afrique diriger leurs destinées. Ils acquiesçaient un sentiment

nouveau de leur personnalité, s'habituait à des rôles inusités et à de nouvelles identités » (p. 184).

Même sympathie encore dans l'espèce d'angoisse qui le saisit pour l'avenir de ces pays... : « Je respectais Sjahrir. Je sentais son cœur marié à sa patrie... Toutefois je ne pouvais me défendre de l'impression qu'il était fondamentalement un socialiste occidental, honnête, juste, ayant bon cœur et rempli de l'amour de la liberté. Mais était-il capable de dresser le tigre indonésien ? Saurait-il unir 80 millions d'êtres humains dont la moitié encore au stade tribal et illétrés dans la proportion de 20 % ? » (p. 104).

Même sentiment encore dans l'analyse que R. Wright fait du manuel de malais élémentaire à l'usage des fonctionnaires coloniaux hollandais, et qui n'était rien d'autre qu'une véritable grammaire du mépris. Malgré tout, on attendait davantage d'un homme comme R. Wright : non point un parti pris, mais une participation plus grande. On voudrait le sentir beaucoup plus acteur, beaucoup plus « dans le coup ». Il ne l'est qu'à de rares occasions, en particulier sur le thème du préjugé racial. Pour le reste, R. Wright est un observateur et un observateur occidental.

Il le dit lui-même : « L'Occident est bien plus simple à certains égards que l'Asie et l'Afrique, et les Asiatiques et les Africains comprennent beaucoup plus rapidement notre civilisation que nous ne sommes capables de comprendre leurs cultures poétiques et compliquées ».

De là R. Wright verse facilement dans les stéréotypes qui ont servi souvent de caution idéologique à la conquête et à la mentalité colonialistes. L'Africain et l'Asiatique seraient fondamentalement différents de l'Occidental. Celui-ci serait (sans doute depuis la fameuse définition d'Aristote) un animal politique ; tandis que les « hommes de couleur » seraient soumis à l'empire quasi-exclusif du mysticisme et de l'irrationnel... : « Je crois, dit R. Wright, que l'intensité même de leur sentiment racial et religieux conduirait ces masses à accepter de prendre ce chemin désespéré (il s'agit du communisme) ; elles ont été préparées à reproduire à l'échelle mondiale des cérémonies de crucifixion et des rites de résurrection collectifs... »

Sur une pente si glissante, R. Wright exécute quelques acrobaties d'interprétation, et l'analyse politique sombre dans les dédales et le clair-obscur de la psychanalyse (Il est vrai que c'est la mode en Occident) : « Si le passé est honteux et l'avenir incertain, il faut que le présent soit rendu dramatiquement important. Devenus masochistes par suite d'une trop longue domination occidentale, chargés d'un fardeau détesté de sentiments raciaux excessifs, les Asiatiques se précipitent psychologiquement vers le pire de ce que l'Occident peut leur infliger ; et ils trouvent naturel d'être menacés de la bombe atomique ». Voilà qui est fumeux ! Et qui empêche d'aboutir à une solution positive.

R. Wright admet que la base de pensée et de sentiment rationnelle des Occidentaux justifie encore une intervention de leur part « sans mobiles politiques égoïstes ». Mais comment ? Il écarte l'immixtion capitaliste et préconise des « nouvelles modalités convenant au caractère des matériaux humains en question ». Ainsi, à vouloir trop expliquer on n'explique rien.

Pourquoi ne pas voir dans cette grande lame de fond des peuples de couleur, un fait d'histoire humaine tout court ?

« Nous avons été des objets, maintenant nous pouvons être des sujets » disait le journaliste pakistanaïs. R. Wright voit lui-même dans le communiqué final de Bandoeng « la dignité sévère de peuples anciens et fiers aspirant à se relever et à rejouer un rôle dans les affaires humaines ». Depuis quelques siècles qu'ont-ils été, ces peuples ? Rien. Ils veulent simplement désormais, redevenir quelque chose.

J. KI ZERBO

ETAPES ET PERSPECTIVES DE L'UNION FRANÇAISE

par **Lamine GUEYE**

(Editions de l'Union Française)

Au moment où l'on discute passionnément sur l'avenir des rapports France-Outre-Mer, où l'on parle avec une égale véhémence de part et d'autre d'intégration, d'autonomie, de fédéralisme, d'interdépendance et d'indépendance, il est nécessaire et indispensable que les principaux intéressés — c'est-à-dire les Africains — fassent entendre leur propre point de vue. Dans *Etapes et perspectives de l'Union Française* nous trouvons celui d'un homme qui, intellectuel, a aussi le privilège d'être un représentant élu de l'Afrique noire. Cette double qualité risque cependant, aux yeux de certains, de donner à son livre une importance qu'il est loin d'avoir dans la pensée politique africaine. C'est pourquoi, il convient de relever les perspectives que M. Lamine Gueye ouvre à l'évolution de « l'Union Française ».

Ce n'est pas minimiser la partie historique et juridique de son ouvrage que d'insister uniquement sur les perspectives politiques entr'ouvertes. Disons tout de suite que, comme M. Guy Mollet (qui a préfacé son livre) nous rendons hommage aux qualités d'historien et de juriste de M. Lamine Gueye. Mais disons aussi que notre attitude se justifie par deux considérations. La première : il est évident que ce qui intéresse aujourd'hui les peuples coloniaux, ce n'est pas le passé colonial, mais leur situation présente et d'avantage leurs aspirations : l'avenir. La seconde : le titre même du travail montre qu'il n'a pas d'autre but que de servir de fondement à une option. En effet : Si M. Lamine Gueye étudie l'histoire de nos rapports juridiques avec la France, s'il tient à démontrer que cette histoire « n'est que l'illustration d'une règle qui n'est pas seulement valable sur le plan colonial, à savoir que, dans l'évolution des peuples vers la démocratie, le chemin qui va de la proclamation des grands et nobles principes à leur traduction dans les faits est jalonné de contradictions, d'avances et de reculs, de renversements de tendances aussi fréquents qu'inattendus » (p. 34), c'est pour justifier son « acte de foi » fondamental en l'Union Française, cette belle et grande œuvre » et aussi en la France « inventeur des libertés », non pour dégager les raisons actuelles et objectives qui rendent nécessaire et indispensable le rattachement définitif des territoires d'Outre-Mer à la France.

Quelle est donc la nouvelle ligne d'évolution que M. Lamine Gueye assigne à l'Union Française ? Pour lui, parler de la révision de la Constitution « équivaut... à un dénigrement systématique, une méconnaissance de l'œuvre de la France, on ne sait quelle invitation à copier servilement ce qui a été accompli par des peuples amis ou rivaux » (p. 131) car, « tandis que pour des puissances comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas, par exemple, les solutions acquises ou envisagées se traduisent par l'indépendance ou l'autonomie politique, il n'est demandé à la France — et la chose vaut la peine d'être soulignée — qu'une stricte égalité de traitement dans l'application de ses propres lois » (p. 132). Pour les populations d'Outre-Mer, affirme M. Lamine Gueye, le problème est uniquement et simplement de savoir si, dans le cadre de la République française et de sa Constitution actuelle, « il leur sera possible de dire tout haut ce qui ne va pas chez elles avec la certitude d'être écoutées et suivies, afin de pouvoir apporter leur indispensable contribution à l'édification d'une véritable Union Française » (p. 129).

Au problème ainsi posé, il répond : « Dans une démocratie consciente de sa force, il n'est pas de problème qui ne puisse être débattu dans le cadre et les formes déterminées par la loi » (p. 131). Ainsi, le concept de l'Union Française, même dans sa forme actuelle, n'est pas mis en cause : « par tout ce qu'elle comporte d'idéal et de possibilités de progrès (elle) s'identifie, pour l'auteur, à ces causes qui devraient se plaider et se gagner toutes seules » (p. 135). Qu'on ne tente surtout pas de relever l'iné-

galité qui, malgré le principe mille fois affirmé de « l'égalité des droits et des devoirs », subsiste au sein de l'Union Française et dont la manifestation essentielle est l'insuffisance de la représentation des territoires d'Outre-Mer au Parlement ! M. Lamine Gueye répondra :

« On ne peut pas dire que ce soit là un cas typique d'égalité des droits dans l'égalité des devoirs. Mais il n'est venu, il ne viendra à l'esprit d'aucune personne au fait des réalités et possibilités humaines (?) de proposer une révision du système de telle sorte qu'à un nombre déterminé de citoyens corresponde partout le même nombre d'élus dans les assemblées parlementaires. Les raisons qui s'y opposent sont trop apparentes et trop impérieuses pour qu'il soit nécessaire de les développer » (p. 119). La seule réforme que nous puissions à la rigueur demander, suggère l'auteur, c'est la création « à l'échelle nationale d'une assemblée appelée à connaître des grands problèmes d'Outre-Mer, dotée de pouvoirs propres, d'un Parlement spécialisé, où la présence d'une majorité d'élus non métropolitains soulèverait moins de difficultés d'ordre politique ou sentimental, l'actuelle assemblée de l'Union Française, par exemple, dont le statut aurait été modifié en conséquence » (p. 120).

Telle est la perspective choisie par M. Lamine Gueye. Comme on a pu s'en rendre compte, il n'est demandé rien d'autre à la France que « de se montrer sous son vrai visage à ses citoyens d'adoption, de se comporter Outre-Mer comme elle le fit dans toute l'Europe, en « inventeur » des libertés » (Préface page 6). Rien d'autre que de faire preuve de générosité. Et cela, au moment même où la lutte nationale en Indochine et en Afrique du Nord montre clairement que « la liberté se paye cher » et qu'on ne peut se fier, pour se libérer, à la générosité ni de la France ni d'aucun autre pays colonialiste.

Il y a, semble-t-il, deux erreurs fondamentales à la base même de la position de M. Lamine Gueye. La première est qu'il croit à la mort du colonialisme parce qu'un jour, dans l'ivresse de la victoire encore récente, on l'a proclamée à San-Francisco en 1945, et que la reine Juliana a cru habile de le répéter dans son discours du Trône de 1948. M. Lamine Gueye croit à la mort du colonialisme et cela, contre toute évidence, malgré les affirmations contraires des peuples d'Asie et d'Afrique récemment réunis à Bandoeng malgré l'expérience quotidienne de la vie en Afrique noire. La seconde est qu'il s'appuie sur un moment dépassé de la conscience politique africaine : l'assimilation. En effet, aujourd'hui, en Afrique noire, il n'est plus simplement demandé à la France « une stricte égalité de traitement dans l'application de ses propres lois ». Les Africains, attentifs à ce qui s'est passé ou se passe ailleurs, ont appris à poser le problème de l'indépendance nationale dans toute sa logique et dans toute son ampleur. Qu'on ne s'y trompe pas, même si, par une « timidité » bien compréhensible, on ajoute encore « dans l'interdépendance » ou « dans une Union Française librement consentie ». On ne peut plus guère aujourd'hui valablement contester l'existence et l'importance de ce nouveau courant de pensée au sein des masses africaines. Surtout après l'éclatement du Rassemblement démocratique africain (R. D. A.). Nous pouvons même ajouter que cette nouvelle orientation, étant surtout le fait des jeunes générations, représente le chemin de l'avenir car, comme le souligne M. Mendès-France, « il n'y a pas d'exemple qu'un peuple, qu'une nation aient jamais résisté à la volonté de sa jeunesse ».

Ces deux erreurs suffisent à expliquer que la pensée de M. Lamine Gueye soit moins « progressiste » que celle de certains néo-colonialistes qui parlent de fédération. Même si leur conception du Fédéralisme laisse à désirer, car ils ont au moins le mérite d'avoir saisi les difficultés d'une véritable politique d'assimilation et surtout d'avoir compris que les peuples d'outre-mer ne voulaient plus de cette politique-là. Même en faisant abstraction de tout ceci, la position même de M. Lamine Gueye renferme une grave incohérence qu'il convient de signaler : on comprend mal en effet, que l'auteur, d'une part, demande à la France une stricte égalité de traitement dans l'application des lois même de la République, une et indivisible ; d'autre part, même pour des raisons « trop apparentes et trop nombreuses », accepte l'inégalité de représentation au sein des assemblées parlementaires de la République. Cette « difficulté » aurait pourtant dû

l'avertir de l'illusion inhérente à sa position : le problème dépasse singulièrement le plan de la générosité et même de « l'égalité des droits et des devoirs » ; il met en cause l'avenir même de la France en tant que Nation indépendante et souveraine.

Il est évident que la préoccupation essentielle ici est d'éviter « les tragiques (pour qui ? S. K. F.) soubresauts du séparatisme » (p. 6). De perpétuer un état de fait : notre domination en flattant notre désir réel d'indépendance par l'affirmation de la possibilité d'une libération (qui ne peut être qu'illusoire) par « association intime » et « stricte égalité de traitement dans l'application des lois ». Diderot disait : « Avoir des esclaves n'est rien ; ce qui est intolérable, c'est d'avoir des esclaves en les appelant citoyens ». On peut ajouter : être esclave n'est rien, ce qui est pitoyable, c'est d'être esclave et se croire citoyen. C'est pourtant le cas de M. Lamine Guyue. Aussi demeure-t-on abasourdi de lire sous la plume de M. Guy Mollet que des *Etapes et perspectives de l'Union Française* jaillit à l'évidence l'Universalité des solutions que le Socialisme oppose à l'exploitation de l'homme par l'homme » (p. 6). Drôle de socialisme, en vérité, que celui qui ignore qu'à notre époque le problème essentiel du monde capitaliste est, plus que jamais, celui des matières premières et des débouchés ; qui fait de la libération des peuples opprimés, une question de générosité (comme si la France peut s'en payer le luxe) et non une question de lutte opiniâtre et quotidienne ; qui ignore que « l'association intime » d'une France capitaliste et de ses colonies aboutit nécessairement à un marché de dupes ; drôle de socialisme que celui qui ignore enfin que l'indépendance des colonies (qui sont les bastillons de repli des forces capitalistes) est nécessaire à sa propre victoire en Europe et dans le monde : « ce sont les peuples coloniaux qui nous libéreront peut-être un jour, et contre notre gré » disait M. Dionys Mascolo, et non sans quelque raison.

M. Mamadou Dia l'a déjà remarqué : dans sa politique coloniale, le socialisme européen n'est guère autre chose — et au mieux — que du radical-socialisme. Il est incapable « de voir au-delà des limites de l'Europe à moins qu'il ne s'agisse d'une Europe étendant sa domination au-delà des océans » (1). Il demeure victime de ce nationalisme même qu'il dénonce comme étroit chez les peuples dépendants. C'est un fait qu'on peut déplorer mais qu'on ne peut nier. Et ce fait même vient encore limiter la portée du livre de M. Lamine Guyue : une voix africaine et « socialiste » peut-être, mais non pas la voix de l'Afrique Noire.

François SENGAT-KUO.

(1) Cf. *Réflexions sur l'Economie de l'Afrique Noire*, Editions « *Présence Africaine* », page 51.

COMMUNIQUÉ

LES INCIDENTS DE MONTPELLIER

I. — Préliminaires.

Quelques jours avant le 20 janvier, l'U. G. E. M. A. avait fait appel à la solidarité de tous les étudiants d'Outre-Mer et français pour protester contre l'arrestation d'étudiants algériens. Une motion qui s'élevait contre ces mesures graves, fut adoptée par tous les représentants d'association présents, y compris le vice-président de l'A. G. E. M. (Section de Montpellier de l'U. N. E. F.). Cette motion fut par la suite désavouée par le secrétaire général de l'A. G. E. M., Castel, dans le journal « Midi Libre ».

II. — La journée du vendredi 20 janvier 1956.

L'U. G. E. M. A., appuyée par toutes les associations d'Outre-Mer, avait décidé la grève de la faim et des cours, et la tenue d'un meeting le soir...

Alors commence l'action de Jean-Marc Mousseron, président d'honneur de l'U. N. E. F., actuellement avocat stagiaire au barreau de Montpellier. Il fut décidé par celui-ci un défilé terminé par un dépôt de gerbe au Monument aux Morts, « à la mémoire d'un étudiant de Montpellier tombé en Algérie au mois de juin dernier ». Pour grossir sa troupe, Mousseron a pris la parole dans l'amphithéâtre de 1^{re} année de la Faculté de Droit, avant le début du cours. « Vous ne pouvez pas tolérer, a-t-il dit aux jeunes étudiants ignorants des problèmes coloniaux, que ceux qui tuent vos frères en Algérie, se permettent d'insulter la France ici-même... » Le défilé eut lieu sans intervention de la police, alors que le défilé prévu par le Comité d'Organisation de la journée du 20 janvier était interdit par la préfecture.

Les étudiants d'Outre-Mer décelaient déjà des intentions belliqueuses de Mousseron et de sa bande. Une délégation qui s'était rendue à la préfecture en informa le préfet, en lui signifiant qu'une contre-manifestation était en préparation et que des bagarres risquaient d'éclater. Le préfet promit alors de donner ordre à la police de « couvrir » les étudiants d'Outre-Mer contre toute entreprise des contre-manifestants.

Mais les difficultés commencent avec le maire de Montpellier. Celui-ci refuse au Comité d'Organisation une grande salle bien située, le Pavillon populaire, en lui en accordant une autre, celle de l'enseignement populaire (ou Carré du Roi). Celle-ci lui fut refusée par la suite, peu avant l'heure prévue pour la réunion. C'est alors qu'une petite salle fut mise à sa disposition à la Bourse du Travail, ce qui faisait perdre à la réunion son caractère public.

La réunion à la Bourse du Travail

A 21 h. les étudiants d'Outre-Mer et les invités avaient rempli la salle, et la réunion allait commencer, lorsque la troupe de Mousseron se présenta à la porte de la Bourse du Travail. Les contre-manifestants hurlant, exigent qu'on les laisse entrer. Etant donné l'exiguïté de la salle, les organisateurs de la réunion leur proposent de recevoir une délégation de cinq. La porte est alors défoncée et c'est la ruée sur les escaliers. Les contre-manifestants sont armés de hache, de nerf de bœuf, de coup de poing américain, etc., etc., arborant le coq gaulois. Dans un but d'apaisement les étudiants d'Outre-Mer décident alors de renoncer à la réunion.

C'est ici que débute l'action de la police et des C. R. S.

Au lieu de laisser les étudiants d'Outre-Mer passer par une rue large, où ils auraient pu résister à l'action des contre-manifestants, les policiers les canalisent vers une petite rue, la rue du Jardin de la Reine. Nos

camarades sont alors cernés de tous côtés, par la police, les C. R. S. et les contre-manifestants, dont certains, pour parfaire leur encerclement, montent sur les murs bordant la rue. Ils sont sérieusement « malmenés » par les assaillants, aidés par la police, qui, à chaque réaction de nos camarades contre les gens de Mousseron, répond par de violents coups de matraque. Plusieurs étudiants d'Outre-Mer sont sérieusement blessés, des femmes sauvagement frappées.

Cette scène de « matraquage » organisée et manifestement soutenue par la police dura de 9 h. du soir à 0 h. 30, heure à laquelle le gang de Mousseron accepta de laisser sortir les étudiants d'Outre-Mer.

Le bilan de cette action : les locaux de la Bourse du Travail entièrement mis à sac, la voiture d'un étudiant africain renversée et mise hors d'usage (100.000 frs de dégâts), des étudiants sérieusement blessés, tous matraqués.

Les meneurs de l'action étaient **Jean-Marc Mousseron**, président d'honneur de l'U. N. E. F., avocat stagiaire à Montpellier ; **Castel**, secrétaire général de l'Association générale des étudiants de Montpellier (A. G. E. M.). On signale dans les rangs des agitateurs : **M. Delmas**, adjoint au maire de Montpellier (indépendant paysan) ; **M. Giret**, maire de Palavas (poujadiste), et un seul étudiant « noir » **Schkoll** (Antillais ou Réunionnais), vice-président de l'A. G. E. M., qui, paraît-il, cherche par tous les moyens à accéder à la présidence de l'A. G. E. M.

Les forces de police, dont la responsabilité dans cette action est évidente, étaient sous les ordres de **MM. Fribourg**, commissaire central ; **Bouchet**, commissaire ; du commandant **Bouniol** et de l'officier de paix **Bougnol** (cf. *Midi Libre* du 21 janvier 1956).

III. — Les incidents du samedi 21 et des jours suivants.

Il fut décidé ce jour par le groupe de Mousseron d'organiser une journée de « chasse aux noirs ». C'est ainsi que plusieurs étudiants africains furent molestés avec la complicité active ou passive de la police. Voici quelques exemples parmi d'autres des agressions commises pendant cette journée.

Le cas de Fofana. — A midi, au restaurant de la Cité Universitaire, Fofana discutait dans la deuxième salle, avec d'autres camarades africains, quand il entendit des rumeurs dans la première salle. Il s'y rendit. Il y avait là Mousseron et son groupe entourant un étudiant nord-africain et en train de l'invectiver. Fofana s'approche. Il est vite entouré et des regards hostiles se braquent vers lui. Soudain quelqu'un du groupe lui enlève violemment ses verres. Aveuglé et se sentant en danger, il s'empare d'un couteau sur la table. C'est par cette menace qu'il parvient à arrêter la marche sur lui de ceux qui étaient prêts à le lyncher. N'ayant pas réussi à désarmer le courage de notre camarade, les hommes de Mousseron se mettent à le mitrailler de toute sorte de projectiles. C'est ainsi qu'il reçoit une chaise qu'il renvoie immédiatement. Le journal réactionnaire, le *Midi Libre*, prétend que c'est cette chaise renvoyée par notre camarade qui a provoqué la bagarre. C'est un mensonge manifeste.

Au bout d'un instant la police arrive sur les lieux et fait évacuer la salle. Fofana, qui avait pris le chemin de chez notre ami David Diop, est rejoint par ses mêmes agresseurs, qui voulaient renouveler leur mauvais coup. Ils menacent de pénétrer chez David, malgré l'intervention de celui-ci et de sa femme. A l'arrivée de la police, le chef, après un court entretien avec les agresseurs, entre dans l'appartement de David et se met à fouiller Fofana, en lui demandant « où est le couteau » ; en effet, ses assaillants prétendent qu'il a un couteau. Le policier prend le nom et l'identité de Fofana, mais ne s'inquiète pas du tout d'en faire de même pour les autres. Lorsque Fofana lui fait remarquer, très justement, qu'il doit s'assurer de l'identité de ceux qui le menacent de le lyncher, il lui répond : « Je n'ai pas d'ordre à recevoir de vous », réponse qui caractérise nettement l'attitude partisane de la police dans cette affaire.

Au bout d'un certain temps, les hommes de Mousseron, au nombre de 50 à 60, se décident à se retirer.

IV. — Rappelons la part prise dans cette action par chacun de ceux qui l'ont menée ou soutenue ou permise par leur abstention.

1° Le préfet n'a pas pris les mesures nécessaires malgré l'avertissement des étudiants d'Outre-Mer qui ont été le voir vendredi avant la réunion de la Bourse du Travail.

2° Le maire de la ville a marqué son hostilité aux étudiants d'Outre-Mer en leur refusant successivement deux salles, la dernière peu avant l'heure fixée pour la réunion. Ces salles sont grandes et bien situées. Si la réunion s'était tenue dans l'une d'elles, surtout dans la première, les contre-manifestants n'auraient pas pu encercler nos camarades, comme ils l'ont fait dans la petite rue, où les avait canalisés la police.

3° La police. Celle-ci a aidé manifestement les agresseurs, soit par son action, soit par son abstention, dans leur action contre nos camarades. Quelques fautes à son compte :

— Discrimination en tolérant le défilé des contre-manifestants (vendredi matin) alors que celui prévu par les étudiants d'Outre-Mer était interdit.

— Complaisance à l'égard des contre-manifestants lors des incidents de la Bourse du Travail le vendredi soir, et parfois action violente contre nos camarades au cours de ces mêmes incidents

— Refus de prendre l'identité des agresseurs de notre camarade Fofana, qui était poursuivi jusque chez David Diop.

— Arrestation après « matraquage » de nos camarades Wade et Achille, victimes eux-mêmes des violences d'un groupe d'une vingtaine d'étudiants non loin de la Cité universitaire et refus de dresser constat du couteau utilisé par l'un des manifestants et qui a blessé Wade.

— Intervention tardive, peut-être par calcul, lors de l'agression contre nos camarades : Bani sur le pont de Lattre et Samuel.

4° Jean-Marc Mousseron (président d'honneur de l'U. N. E. F., avocat stagiaire à Montpellier). Il est le principal instigateur de l'action. Il a été le chef, obéi au doigt et à l'œil, de la troupe qui, le vendredi 20 et samedi 21 janvier 1956 ont exercé les violences les plus intolérables sur les étudiants d'Outre-Mer. C'est lui qui commandait les hommes armés de bâtons, de nerfs de bœufs, de coups de poings américains. C'est lui qui à la tête de sa troupe a attaqué les étudiants d'Outre-Mer au restaurant universitaire le samedi 21.

Nous notons que, selon nos camarades de Montpellier, depuis son accession à la présidence de l'A. G. E. M., les relations des étudiants français et étudiants d'Outre-Mer se sont détériorées de jour en jour.

Partis politiques en cause

Des témoignages des camarades de Montpellier et des récits de la presse, il ressort que des éléments non-étudiants avaient participé à l'action de Mousseron. Certains faits laissent penser que le mouvement de Poujade a joué un rôle important dans l'affaire. Il est rapporté que le secrétaire de la mairie avait prévenu les Algériens qu'une contre-manifestation se préparait avec l'appui d'un parti « nouveau ». Parmi les factieux de la Bourse du Travail, il y avait un certain nombre de dirigeants poujadistes, dont M. Giret, maire de Palavas. Le coq gaulois, emblème du mouvement poujadiste, était l'insigne des contre-manifestants. Il est dit également que les hommes de Mousseron auraient fait état, avant les incidents du vendredi soir, du soutien que leur apporterait « un nouveau parti politique ». Or le parti politique qui a pour emblème le coq gaulois, et qui a fait preuve d'une violence particulière est le parti poujadiste. Notons également que le parti des indépendants était bien représenté, notamment par l'adjoint au maire, M. Delmas.

L'A. G. E. M. (Association générale des étudiants de Montpellier).

Sans que cette association ait pris part, officiellement, en tant qu'association, presque tous les membres de son bureau, sous la direction de Castel et de Mousseron, ont pris part à l'action. D'autre part, c'est à son siège qu'ont été rédigés tous les tracts et qu'ont été préparés les défilés, contre-manifestations et « expéditions punitives ».

V. — Réaction de l'opinion.

Cette action est réprouvée par la grande majorité de la population de Montpellier et de l'Hérault, et la réaction ne s'est pas fait attendre. Il fut aussitôt créé un Comité anti-fasciste, décidé à s'opposer aux hommes de Mousseron. Trente-sept groupements composaient ce Comité. Il fut tenu un meeting le mercredi 25, à 18 h., au kiosque Bosc, sous la présidence de M. Pinet, président de la Ligue des Droits de l'Homme. Une foule immense, venue de toute la région, malgré l'opposition du préfet, qui a fait arrêter deux cars, était là dès 17 h. Plusieurs représentants d'association ont pris la parole au cours de ce meeting. Après l'ouverture par le président, M. Khemisti, président des étudiants algériens, fit le récit exact des faits du 20 janvier. Ensuite Guëye Dieumb, vice-président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, envoyé spécialement à Montpellier par le Comité exécutif, lut une déclaration au nom de la F. E. A. N. F., prenant l'engagement pour les étudiants africains de soutenir par tous les moyens les étudiants d'Outre-Mer de Montpellier dont « la sécurité est mise en danger par le groupe fasciste de Mousseron ». Ce fut ensuite le tour de M. Solie, secrétaire de l'Union départementale de la C. G. T., enfin de M. Feraud, secrétaire de la Fédération de l'Education nationale, qui comme les orateurs qui les ont précédés condamnèrent les actes odieux du 20 janvier. Alors une motion finale fut lue par le président Pinet et adoptée. Cette motion demande notamment l'arrestation des dirigeants fascistes responsables de ces événements.

Tels sont en bref les événements du 20 janvier et des jours suivants à Montpellier.

Les étudiants ne peuvent accepter que les responsables restent impunis. Nous devons obtenir l'arrestation et le jugement de tous ceux qui ont organisé et guidé le mouvement, en premier lieu de Mousseron et de Castel. Nous devons obtenir qu'une commission d'enquête soit envoyée par le Gouvernement à Montpellier pour déterminer la part de responsabilité dans cette affaire du préfet, du maire et des policiers (en particulier de MM. Fribourg, Bouschet, Bouniol et Bougnol, qui commandaient les forces de « l'ordre » le soir du vendredi 20 janvier à la Bourse du Travail).

Nous devons obtenir que des instructions nettes soient envoyées au préfet de Montpellier pour que la protection de nos camarades soit assurée afin que de pareils faits ne se renouvellent.

Si ces mesures ne sont pas prises, si nos camarades de Montpellier doivent rester livrés à l'action des factieux impunis, qui pour cette raison ne tarderaient pas à avoir des imitateurs dans d'autres villes universitaires, si la police doit continuer à réserver ses services à une catégorie d'étudiants (et non-étudiants) et ses matraques à l'autre catégorie, il appartiendra alors aux étudiants d'Outre-Mer, à l'échelle de toute la France, d'étudier les moyens pratiques pour assurer leur défense et réagir de la façon la plus violente aux entreprises de ceux qui tenteront de limiter leur droit à la liberté d'expression, ce droit dont ils entendent user de la même manière qu'ils supportent les obligations qui leur sont imposées.

(Extrait d'un rapport de M. GUEYE Dieumb, vice-président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, délégué à Montpellier).

La Gérante : C. Mame Yandé DIOP.

Achevé d'imprimer le 31-3-56

Imp. Salingardes, Villefranche.

